



Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14991 7 F

JEUDI 8 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alerte nucléaire en Sibérie

L'EXPLOSION, mardi 6 avril, d'un conteneur de déchets radioactifs dans un bâtiment de l'usine militaire-industrielle de Tomsk (Sibérie), s'est fait de victimes selon les autorités locales. Mais, si l'on en croit le porte-parole à Moscou du mouvement Greenpeace, l'accident serait « très sérieux » et la radioactivité dans le secteur « très forte ». Si cette catastrophe ne peut être comparée à celle de Tchernobyl, il reste que l'état de vétusté et de malpropreté de certains centres militaires de l'ex-URSS - Cheljabinsk en est un triste exemple - autorise toutes les inquiétudes.

La Russie est en passe de devenir un terrible et triste record : celui du plus grand pollueur radioactif de la planète. Les accidents nucléaires qu'elle accumule sont dus au manque de sûreté de ces installations, qui sont délaissées en raison des motifs qu'elles brûlent, stockent ou manipulent, des matériaux vieillissants ou obsolescents dans des sites et de la dilution de l'autorité de décision, quand elle existe encore.

Une liste est, hélas, bien longue : explosion à Tchelebinsk d'une cuve de stockage de déchets radioactifs en 1957 ; explosion à Tchernobyl en Ukraine, en 1986, d'un réacteur nucléaire de type RBMK en fonctionnement ; pollution à jamais des mers de Barents et de Kara du fait de l'immersion, pendant des dizaines d'années, de quantités de déchets radioactifs et de carcasses de sous-marins nucléaires déclassés. Et, aujourd'hui, Tomsk.

La bonne volonté ne suffit pas, surtout dans un pays où l'argent est rare, la monnaie sans valeur, et où les priorités ne sont pas forcément centrées sur la sûreté des installations nucléaires. Pour toutes ces raisons, la fuite en avant d'abord aux Russes, qui considéraient qu'ils sont assez riches pour gérer leurs problèmes et n'ont nullement besoin que l'Occident leur fasse le leçon. Mais les Occidentaux eux-mêmes sont coupables d'avoir tout promis après Tchernobyl et de n'avoir distribué qu'un compte-gouttes.

« NOUS avons vu beaucoup d'experts et bien peu d'argent », affirme récemment encore un responsable nucléaire de l'ex-URSS en s'interrogeant sur la devenir de l'aide de 700 millions de dollars proposée l'an dernier par l'Europe pour remettre à un niveau de sûreté convenable les centrales nucléaires de la CEI. Les Occidentaux ont-ils encore le droit, dans ces conditions, de prétendre à un droit de regard sur ces installations et de tergiverser quand on sait qu'il faudra au minimum cinq à sept années pour remettre à niveau les personnels et matériels ?

Tout nouveau retard dans ce domaine est-il encore acceptable ? D'autant que la sécurité civile n'est pas en cause lorsque l'on songe au contrôle qu'il faudrait exercer sur les armes stratégiques de l'ex-URSS sur lesquelles, Biélorusses, Ukrainiens, Kazakhs et Russes se livrent aujourd'hui à de dangereux chantages réciproques. Là encore, du fait de la signature des accords de désarmement, ce sont plus de mille tonnes d'uranium et cent cinquante tonnes de plutonium à vocations militaires qu'il va falloir surveiller sans que les Américains, puissent exercer un réel contrôle dans les futures usines de démantèlement d'une partie des armes.

Lire page 5 l'article de JOSÉ-ALAIN FRALON

M0147 - 0408 0 - 7.00 F



Dans l'attente des états généraux du PS Les amis de M. Fabius évitent la rupture avec M. Rocard

La direction provisoire, que préside Michel Rocard, s'est installée mardi 6 avril au siège du PS. Elle a fixé aux 2, 3 et 4 juillet prochain la date des états généraux du PS, dont les modalités d'organisation seront arrêtées en concertation avec les fédérations. Plusieurs de celles-ci, à majorité fabiusienne, ont adopté une position modérée, évitant de rompre avec la nouvelle direction du parti. Celle du Pas-de-Calais (fabiusienne) et celle du Nord (mauroyiste) organiseront ensemble des états généraux, selon des modalités et un calendrier qui sont compatibles avec les vœux de la direction provisoire.



Lire nos informations page 8

Jacques Roseau aurait été tué par un ex-OAS

Un ancien mambra de l'OAS (Organisation armée secrète), Gérard Huntz, âgé de cinquante-sept ans, aurait avoué, mercredi 7 avril, être l'auteur de l'assassinat de Jacques Roseau, porte-parole du Recours-France, qui a eu lieu le vendredi 5 mars dernier à Montpellier.

Une vingtaine d'interpellations avaient eu lieu mardi soir 6 avril simultanément dans le Var, les Pyrénées-Orientales et l'Hérault. Gérard Huntz, ancien des « commandos Delta » de l'Organisation armée secrète (OAS), né le 2 août 1935 à Mostaganem (Algérie) et domicilié à Sauvies (Hérault), aurait avoué, mercredi, avoir assassiné Jacques Roseau, porte-parole du Recours-France, le 5 mars dernier à Montpellier. Deux autres personnes, Jean-Claude Lozano, responsable de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USDFRA) à Perpignan (Pyrénées-Orientales), et Marcel Navarro, auraient reconnu leur participation à l'assassinat. Jacques Roseau avait été tué la veille de la convention de son mouvement.

Lire page 12 les articles de JACQUES MONIN et GUY POKTE

Collèges de banlieue sous tension

I. - Graines de violence

par Jean-Michel Dumay

Carmen, derrière la vitre, veut tenir bon. Après tout, ni principal, ni professeur, ni surveillant, la gardienne s'en a pas moins d'autorité. Après l'heure, rappelle-t-elle, ce n'est plus l'heure. « Alors on n'ique tout ! », lancent les collégiens, qui s'apprêtent pas qu'ils leur résiste. Car au collège Pierre-de-Geyter de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), c'est vrai, on « nique » beaucoup. A grande coupe de pied pour défoncer la grille (qu'on enjambe aisément), à grands coups d'injures pour dire son mécontentement.

Les élèves de la Plaine Saint-Denis, dont la vie se situe entre périphérie et autoroute, ne sont pas tous des anges. Carmen la sait, qui, dans l'ombre, les voit, depuis quinze ans, aller et venir dans ce collège fait de briques et de blocs, de préfabriqués et d'anciennes écoles élémentaires. Traîné quotidiennement de « sale race » ou de « vieille pute », Carmen reconnaît que sa vie n'est plus une vie. D'ailleurs, sa loge n'est pas une loge. Vingt fois, trente fois par jour, elle monte et descend les escaliers de son appartement pour se rendre au « sas » d'entrée, réservé au personnel. Les

deux grosses portes vitrées ont été défoncées par les élèves. Il y a un mois, on y a donc mis deux solides verrous, que le gardienne a pour charge d'actionner. Dehors, une grille plus haute est venue renforcer la première enceinte, trop basse, inefficace contre les intrusions extérieures. Aussi, pour se venger, les élèves s'arrêtent pas de sonner.

A cinquante-huit ans, le cœur sur la main, Carmen a pourtant toujours aimé les élèves. Jadis, se souvient-elle, elle leur préparait « un petit sirop ». Parfois même, elle recousait un bouton de pantalon. Mais voilà, la gardienne, les collégiens et les temps ont changé. Et elle manque aujourd'hui d'affection, « à deux ans de la retraite », dit Carmen, on ne craque pas.

« Tout le monde a peur. A l'entrée en soirée, ils sont tout doux. Six mois plus tard, il faut voir ! Ils se battent, ils ne savent pas parler, ne savent pas jouer, ils sont toujours agressifs. » Dans le couloir, une élève s'en prend à une surveillante pour défendre un « petit » de cinquième au cuir chevelu balafra : « T'es loufo. Fais gaffe... »

Lire la suite page 14

La double nature de Boris Eltsine

Le président russe est représentatif d'un pays où la société totalitaire a été détruite sans que la démocratie soit instaurée

par Daniel Vernet

Les Occidentaux souffrent par rapport à Boris Eltsine du syndrome Gorbatchev. Ils craignent de contribuer à une échec éventuel s'ils se montrent trop participants dans leur aide, tout en hésitant à placer toute la mise sur un seul homme.

Et quel homme ! « Combattant », « réformateur », « démocrate ». Bill Clinton n'a pas été avare de compliments au sommet de Vancouver, mais ces

qualificatifs étaient autant une exhortation qu'une constatation. L'intéressé lui-même a été en un sens plus modeste, en disant simplement qu'il n'existe pas aujourd'hui de solutions de rechange à Eltsine, comme si c'était là le effet sa principale vertu.

Un vieil écrivain dissident, ancien compagne d'Andrei Sakharov, exilé en Allemagne depuis plus de dix ans, Lev Kopelev, dit la même chose plus brutalement : « Eltsine est mau-

vais, mais ses adversaires sont pires encore » (1). Ce n'est pas tant son passé d'apparatchik communiste qui peut inquiéter ; dans la classe politique russe, il est difficile de trouver, en-dehors d'un certain âge, des personnalités qui n'aient pas à un titre ou un autre coopéré avec le régime précédent.

Boris Eltsine a montré d'ailleurs, ce serait-ce qu'un moment de putsch manqué d'août 1991, qu'il savait choisir son camp. Sa volonté de rompre avec l'ancien

système manifestée plusieurs fois depuis 1989 ne saurait être mise en doute. Mais il est, comme le dit encore Kopelev, « inconscient, incorrigible, imprévisible ».

Ses conseillers en ont fait une nouvelle fois l'expérience lors de la récente crise avec le Congrès des députés du peuple ; leur chef a pris des virages à 180 degrés ce omettant de les en tenir.

Lire la suite page 5

(1) Die Zeit du 25 mars.

L'ONU « vivement préoccupée » par la guerre dans le Caucase

L'offensive arménienne en territoire azérbaidjanais se poursuit, mercredi 7 avril, autour du Haut-Karabakh. Des dizaines de milliers d'habitants des montagnes ont été chassés de leurs foyers, selon la Croix-Rouge et le Haut-Commissariat des Nations pour les réfugiés (HCR). Réuni à New-York, mardi, le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé sa « vive préoccupation » et exigé la cessation immédiate des hostilités. La Turquie, qui réclame une « condamnation » de l'offensive arménienne et des mesures permettant d'y mettre fin, a annoncé, mercredi, un renforcement de ses troupes aux frontières du Caucase. « Nous ne pouvons intervenir, mais nous prenons nos précautions », a déclaré le chef d'état-major turc, Dogan Gursoy.

Les autorités de Srebrenica s'opposent à l'évacuation de civils

Reprochant à l'ONU de faire le jeu des Serbes et de leur faciliter la tâche, les autorités de l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, se sont opposées, mardi 6 avril, à l'évacuation de civils que le HCR avait organisée.

POINT

Les maigres résultats de l'embargo contre la Serbie

L'embargo décrété il y a près d'un an par les Nations unies contre la Serbie n'a pas permis de déstabiliser le pouvoir en place à Belgrade.

LE MONDE diplomatique

Avril 1993

- **RUSSIE** : Un pouvoir sans autorité, privé de moyens et de relais... par Bernard Frédrick. - Sur les démolitions de la propriété soviétique, par Jaurès A. Medvedev. - Une armée débauchée et divisée, par Nina Bachkatov. - Moscou dans le borbier caucasien, par Karel Bartak.
- **PROCHE-ORIENT** : Tossie en Israël, par Ignacio Ramonet.
- **ASIE** : New-Delhi face à la marée hindouiste, par Rolf Gauffin. - Les espoirs de capitalisme en Chine, par Roland Lev. - L'argent de la diaspora chinoise, nait de la croissance, par Frédéric F. Clairmont. - Pour le développement durable sa Vietnam, par Nguyen Duc Nuan.
- **PÉROU** : Les bidonvilles de Lima ou la rage de vivre, par Carmen Bader et Jean-Michel Rodrigo.
- **DÉVELOPPEMENT** : Une autre révolution verte pour 2020, par Alain Vidal-Naquet. - Le fléau des pesticides toxiques, par Mohamed Larbi Bouguerra.
- **COMMUNICATION** : L'information, clé de pouvoir ?, par Maurice Rosal.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Un jeune Zaïrois tué dans un commissariat parisien

Un Zaïrois de dix-sept ans a été tué d'une balle en pleine tête par un inspecteur lors de sa garde à vue, mardi 6 avril, dans un commissariat du dix-huitième arrondissement de Paris. « Tout manquement grave sera sévèrement sanctionné », a déclaré le nouveau ministre de l'Intérieur. La mort du jeune homme intervient après une série d'incidents de police mortels survenus ces derniers semaines. Mercredi matin, un mineur d'origine maghrébine a été grièvement blessé par un policier à Wattrelos (Nord).

pages 10 et 24

Affaire Urba : non-lieu requis pour Henri Emmanuelli

Le parquet général de la cour d'appel de Rennes a requis un non-lieu en faveur de Henri Emmanuelli, ancien trésorier national du PS, dans l'affaire Urba. La chambre d'accusation rendra sa décision le 1^{er} juin.

page 24

ARTS ♦ SPECTACLES

Réouverture du Théâtre du Vieux-Colombier

Fondé par Jacques Copeau, ce théâtre mythique installé au cœur de la rive gauche parisienne ouvre ses portes après des années d'abandon. Désormais seconde salle de la Comédie-Française, son décor a été remis à neuf par l'architecte Bernard Kahn avec le souci de respecter la mémoire des lieux.

pages 25 à 36

ÉTRANGER

L'évolution des conflits dans l'ex-Yougoslavie

Les autorités musulmanes de Srebrenica s'opposent à l'évacuation massive de civils

Alors que les forces serbes continuent à exercer une forte pression sur l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, violant l'accord de cessez-le-feu entré en vigueur en Bosnie-Herzégovine, le 28 mars, les autorités musulmanes de la ville assiégée ont refusé, mardi 6 avril, d'autoriser l'évacuation de civils.

BELGRADE

de notre correspondant

L'opération, organisée par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), visait à évacuer progressivement dix à quinze mille civils - blessés, malades, femmes et enfants - de cette enclave où quelque cinquante mille musulmans, fuyant devant l'avance serbe dans l'est de la Bosnie, sont venus se réfugier.

Après avoir été retenus à la frontière serbo-bosnienne par les forces serbes qui tardaient à inspecter le convoi, les dix-huit camions du HCR, dont la moitié étaient chargés de vivres, ont rejoint, mardi après-midi, Srebrenica. Quelques heures plus tard, les neuf camions destinés à l'évacuation repartaient vides. « Une certaine de personnes se tenaient prêtes à partir », a indiqué le porte-parole du HCR, Lynell Sacks, qui a souligné que la population, visiblement informée de la décision des autorités locales, « avait gardé son calme ». Les premières évacuations, la semaine der-

nière, s'étaient déroulées dans la bousculade, lorsque des centaines de personnes désespérées avaient pris d'assaut les camions, provoquant la mort de sept personnes, dont quatre enfants.

Reprochant aux Nations unies de faciliter l'offensive serbe en vidant l'enclave de ses civils, les autorités de Srebrenica avaient déjà empêché, dimanche 4 avril, une opération d'évacuation. Elles estiment que la communauté internationale ne doit pas se prêter au jeu des Serbes et mener des opérations humanitaires qui peuvent s'apparenter à de la « purification ethnique ». Pour sauver la ville, Alija Izetbegovic, est sur le point de tomber aux mains des Serbes, elles exigent que l'ONU s'en tienne aux accords conclus et force, si nécessaire, les Serbes à respecter leurs engagements.

Le HCR persiste

L'évacuation des civils, que les autorités musulmanes de l'enclave avaient limitée aux seuls réfugiés, ne pourra donc se poursuivre qu'à deux conditions. La première - le déploiement d'une compagnie de « casques bleus » dans l'enclave - avait été négociée fin mars entre la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) et le commandant des forces serbes de Bosnie, le général Ratko Mladic; la deuxième condition posée par les autorités de

Srebrenica est l'évacuation des blessés par hélicoptère.

Après l'échec de mardi, le HCR a annoncé qu'il relancerait les négociations avec les deux parties. Il a également réaffirmé son intention de procéder à des évacuations massives, se défendant de participer à une opération de « purification ethnique ». « Nous sommes là pour alléger les souffrances d'une population de l'enclave qui ne peut plus se nourrir », a souligné M. Sacks. Pour ce faire, les convois d'aide humanitaire continueront à se rendre à Srebrenica, et une dizaine de camions, chargés de vivres, devraient arriver sur place jeudi 8 avril. Mais la meilleure solution reste toutefois d'obtenir la levée du siège de Srebrenica et la cessation des hostilités dans toute la Bosnie-Herzégovine.

Le rétablissement de la paix dans cette République, en guerre depuis un an, devait justement être, mardi, le thème d'une réunion de chefs militaires des trois parties en conflit. Mais la réunion des chefs d'artillerie et d'infanterie serbe, contre Srebrenica, a fait échouer la rencontre, organisée à l'aéroport de Sarajevo et présidée par le commandant de la FORPRONU dans l'ex-Yougoslavie, le général suédois Lars-Eric Wahlgren. « Nous ne pouvons accepter de négocier tant que l'agresseur poursuit son agression en Bosnie-Herzégovine et en particulier contre Srebrenica », a brièvement expliqué, avant de quitter la salle, le colonel Filaret Musimovic, désigné par les chefs de l'armée bosniaque

pour annoncer leur retrait des pourparlers.

En attendant le retour à la paix, les Serbes de Bosnie ne cachent pas leur volonté de réduire les dernières enclaves musulmanes de la vallée de la Drina, une région qui, selon le plan de Cyrus Vance (pour l'ONU) et David Owen (pour la CEE), doit revenir aux musulmans, qui y étaient majoritaires avant le conflit. Le commandant adjoint des forces serbes bosniaques, le général Gvero, a notamment rappelé que « Srebrenica doit être placé sous contrôle serbe pour que les musulmans qui ont commis des crimes soient punis ». En revanche, le refus des Serbes de Bosnie de signer le plan Vance-Owen doit être compris comme « une invitation à des négociations directes entre les trois parties, pour que le conflit soit réglé justement et que chacune d'entre elles parvienne à constituer son propre Etat ». C'est du moins ce qu'a affirmé, mardi soir le président de l'Assemblée des Serbes de Bosnie, Momislav Krajcin, en estimant que le contentieux territorial les opposant aux Croates se limitait à la vallée de la Neretva (sud-ouest) et aux régions de Jajce et de Kupres (centre-ouest), tandis qu'avec la partie musulmane, les Serbes entendent « négocier » les vallées de la Drina (est) et de la Una (nord-ouest) ainsi que la ville de Sarajevo.

FLORENCE HARTMANN

L'offensive de charme de M. Milosevic en direction des Etats-Unis

Dans une interview au Washington Post du mercredi 7 avril, le président serbe, Slobodan Milosevic, félicite la nouvelle administration américaine pour sa politique dans l'ex-Yougoslavie. « J'apprécie beaucoup le fait, dit-il, que les Etats-Unis ne soient pas le gendarme du monde pour que tout soit mis en ordre selon leurs vues (...) Cette administration se concentre sur les problèmes essentiels des Etats-Unis (...) elle ne va pas essayer de masquer des problèmes internes en créant des problèmes internationaux ».

Sortir de l'impasse

Ces louanges n'ont guère été appréciées par le président Clinton. « C'est comme l'offensive de charme irakienne », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse à Washington. A ses yeux, le président serbe veut de cette manière repousser des sanctions plus sévères « si les

Serbes ne signent pas le plan Vance-Owen ». M. Clinton faisait allusion aux propos de conciliation tenus à son égard par Saddam Hussein lors de son investiture.

« C'est le problème le plus difficile et le plus frustrant du monde », a expliqué le président en parlant de l'ex-Yougoslavie : les Etats-Unis ne sont pas capables de résoudre le problème tout seuls. Mais je ne pense pas qu'on attende ça de nous. Nous avons été dans de nombreux cas plus agresseurs dans ce que nous souhaitons faire que les voisins européens de l'ex-Yougoslavie ».

Tout en écartant le recours à la force en Bosnie, il a estimé qu'il y avait « beaucoup d'autres choses que nous pouvons faire pour rendre la vie moins facile aux Serbes. Je n'en exclus aucune ». Toujours est-il que la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de reporter de plusieurs jours l'adoption de nouvelles sanctions contre la Serbie et le Monténégro - on parle notamment d'une zone d'exclusion « maritime » qui équivaudrait à un blocus naval en Adriatique - paraît offrir aux Serbes de Belgrade et de Bosnie-Herzégovine une chance de sortir de l'impasse en revenant sur leur refus du plan Vance-Owen, qui demeure, en l'état, une « bonne base de négociations ».

Cessez-le-feu en Croatie

Les responsables de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie ont obtenu, mardi 6 avril, à Genève, la signature d'un cessez-le-feu entre les forces gouvernementales croates et celles de la Krajina, l'enclave serbe située entre le nord de la Croatie et la Dalmatie - qui s'affrontaient depuis la fin janvier.

L'entrée en vigueur de cet accord, qui permettra notamment de rétablir les communications entre la Croatie du Nord et la Dalmatie, reste toutefois soumise à l'envoi par les deux parties d'assurances écrites sur le non-stationnement de forces de police dans les zones placées sous le contrôle de l'ONU. Le texte prévoit

essentiellement le retrait des forces croates sur les positions qu'elles occupent « avant » leur offensive du 22 janvier dernier au début de la mise sous contrôle de l'ONU des zones armées serbes. En outre, les forces serbes doivent reprendre pied dans les zones évacuées par les forces croates. Enfin, le pont de Maslenica, l'aéroport de Zemunik-Zadar et le barrage de Perica, trois objectifs stratégiques de la région, ainsi que les routes y menant, seront placés sous le contrôle de l'ONU, qui supervisera les travaux de reconstruction nécessaires et garantira l'accès de ces ouvrages aux civils des deux parties. (AFP)

TURQUIE

M. Demirel a rencontré un responsable kurde irakien

ISTANBUL

de notre correspondant

A l'issue d'une réunion avec le dirigeant kurde irakien, Jalal Talabani, lundi 5 avril, le premier ministre turc, Suleyman Demirel, a une fois de plus demandé aux combattants kurdes du PKK de se rendre aux forces de l'Etat turc. « Ils (les rebelles) doivent réaliser qu'ils n'arriveront nulle part avec 8 000 à 10 000 hommes cachés dans les montagnes, équipés de quelques armes automatiques ».

Au mois de mars, M. Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), avait apporté un message d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK, exprimant son désir de mettre fin au conflit qui l'oppose depuis 1984 aux forces gouvernementales turques. M. Ocalan - dit par la suite déclaré un cessez-le-feu unilatéral, du 20 mars au 15 avril, qui a considéra-

blement réduit le niveau de violence dans le sud-est anatolien. M. Demirel visitera la région pour évaluer la situation les 7 et 8 avril.

« Je suis un Kurde irakien, et je ne peux pas me mêler des affaires internes de la Turquie sans l'accord de nos amis turcs », a déclaré M. Talabani, dimanche, après sa rencontre avec le président Ozal (le Monde du 6 avril). Officiellement, les autorités turques ont annoncé qu'elles ne voulaient pas de médiation avec le PKK, mais il est possible que M. Talabani rencontre Abdullah Ocalan à nouveau prochainement. Jalal Talabani et le premier ministre ont évoqué les arrangements de sécurité le long de la frontière irakienne. En coopération avec la Turquie, les Kurdes irakiens ont déployé plus de 6 000 combattants dans la zone frontalière, pour empêcher l'infiltration des combattants du PKK à partir de l'Irak. N. P.

Un appel de l'UNICEF aux belligérants

Des centaines d'enfants ont été tués à Sarajevo depuis un an

Le directeur général de l'UNICEF, James Grant, a lancé, mardi 6 avril, un appel aux responsables du conflit pour qu'ils « donnent la priorité aux enfants » et fassent taire leurs discordes. Des centaines d'enfants ont été tués à Sarajevo depuis qu'a commencé le siège de la ville en janvier 1992, souligne James Grant à l'occasion de la publication d'une enquête réalisée par l'organisation dans la capitale bosniaque. Selon un porte-parole de l'UNICEF, il semble que les enfants soient des cibles délibérées. 40 % de ceux qui ont été tués ou blessés ont été victimes de francs tireurs.

« Des centaines d'enfants ont été tués, mais les traumatismes de guerre n'en ont épargné aucun », a déclaré M. Grant dans un communiqué diffusé à Genève.

Selon l'enquête de l'UNICEF portant sur 5 000 enfants de Sarajevo et réalisée entre novembre 1992 et février dernier, 81 % des enfants de la capitale ont cru à un

moment ou à un autre qu'ils allaient les tuer. L'enquête a également révélé que 89 % des enfants interrogés ont dû vivre dans des abris souterrains, parfois pendant plus de six mois.

51 % ont vu une personne tuée sous leurs yeux et 19 % ont été témoins d'un massacre. 39 % ont perdu ou ont plusieurs membres de leur famille, 72 % ont vu leur maison bombardée ou détruite et 48 % ont dû abandonner leur foyer.

L'UNICEF précise que, selon une autre étude réalisée dans plusieurs zones urbaines de Bosnie, dont Sarajevo, « la plupart des enfants souffrent de troubles psychologiques, tels que cauchemars, apathie ou agressivité ». L'UNICEF a mis en place récemment à Sarajevo un projet pilote pour leur venir en aide. Des éducateurs et des psychologues ont été formés aux techniques leur permettant de repérer ces enfants traumatisés et de leur offrir une assistance psychologique.

La Macédoine pourrait être rapidement admise à l'ONU

Après des mois d'interminables débats entre Athènes et Skopje, le Conseil de sécurité de l'ONU a finalement engagé mardi 6 avril la procédure officielle qui pourrait conduire dès jeudi à l'admission de la Macédoine aux Nations unies.

Au cours d'une séance formelle, les membres du Conseil ont décidé par consensus de convoquer mercredi une réunion du comité d'admission, à l'issue de laquelle ils devraient se réunir à nouveau pour se prononcer sur la question.

La demande d'admission de Skopje date de l'été dernier, mais elle avait été gelée en raison d'un sérieux différend avec la Grèce sur le nom du nouvel Etat. Selon une formule qui a finalement été agréée par les deux parties, le nouvel Etat sera désigné provisoirement sous le nom d'« République yougoslave de Macédoine ». Le drapeau macédois frappé de « soleil de Vergina », un symbole usurpé, selon Athènes, ne sera cependant pas hissé solennellement devant le siège de l'ONU à New-York. Le nom définitif ainsi que le drapeau seront décidés à une date ultérieure. Les coprésidents de la conférence de paix sur l'ex-Yougos-

lavie et le secrétaire général de l'ONU pourraient faire des recommandations sur ces questions. L'Assemblée générale de l'ONU devra entériner la décision du Conseil, ce qui pourrait être fait dès jeudi. (AFP)

■ KOSOVO : quinze jours de prison pour deux membres d'Equilibre. - Deux membres de l'organisation humanitaire française Equilibre, Nathalie Cornuez et Pascal Grellet, ont été condamnés, lundi 5 avril, au Kosovo (province méridionale de la Serbie peuplée majoritairement d'Albanais) à quinze jours de prison pour « absence de permis de séjour » et « bruyage des ondes de la police », a indiqué Equilibre, qui comptait ouvrir un bureau au Kosovo. Arrêtés à Pristina (capitale du Kosovo), Nathalie Cornuez et Pascal Grellet ont été accusés de ne pas s'être présentés à la police 24 heures après leur entrée en Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et d'avoir perturbé les communications de la police avec leurs moyens radios, a-t-on précisé de même source. (AFP)

La mise en place du dispositif allié de surveillance de l'espace aérien bosniaque

Deux bases en Italie pour les Mirage français


Ao sein du dispositif allié, qui sera chargé de la police du ciel au-dessus de la Bosnie, les dix Mirage-2000 français destinés à l'interception, seront basés à Cervia, à 25 kilomètres au nord-ouest de Rimini, et les quatre Mirage F1 CR, voués à la reconnaissance, seront stationnés à Istrana, à 35 kilomètres au nord-ouest de Venise. C'est en fin de compte le

général italien Antonio Rossetti qui dirigera l'opération depuis le PC du 5^e commandement aérien tactique allié (ATAF) qui dépend de l'OTAN et qui est situé à Vicenza, dans le nord-est de l'Italie. Le général Rossetti, en effet, remplacé le général Giuseppe Degli Innocenti, nommé au comité militaire de l'Alliance.

LA PREMIERE BIOGRAPHIE

Claire Chazal

BALLADUR



Flammarion

204 pages, 95 F.

Flammarion

POINT / L'EMBARGO CONTRE LA SERBIE

De maigres résultats

NEW-YORK

correspondance

«L'embargo économique contre la Serbie, dites-vous ? Il est aussi étanche qu'une passoire», déclare un diplomate. «Si on ne renforce pas sérieusement les sanctions, on mène une bataille perdue d'avance, les violations ont atteint une échelle hallucinante», déclare un autre. «Plus de 50 millions de mètres cubes de gaz naturel russe arrivent tous les mois en Serbie...», dit un troisième en levant les bras au ciel.

Les diplomates ne parlent qu'à la condition de rester dans l'anonymat : étant données la position géographique de la Serbie et les difficultés économiques des Etats riverains, les sanctions économiques contre Belgrade ne réussiront pas à persuader le régime de M. Milosevic d'abandonner son rêve de Grande Serbie.

Ainsi, près d'un an après l'imposition des sanctions économiques contre Belgrade, le Conseil de sécurité éprouve-t-il le besoin d'imposer de nouvelles sanctions. La version officielle est un peu différente : «On ne prétend pas que les sanctions représentent les mesures les plus efficaces ni les plus rapides, mais elles sont - à part la guerre - le meilleur moyen de persuasion», explique un diplomate ouestien chargé des sanctions.

Ce comité, organe subsidiaire du Conseil de sécurité composé des quinze membres du conseil, a été créé le 25 décembre 1991 par la résolution 724. A ce moment-là, le comité était uniquement chargé de s'assurer de l'efficacité de l'embargo sur les armes, imposé en septembre de la même année, contre l'ensemble du territoire yougoslave. «Le travail était minime; vous imaginez que les pays ne demandent pas la permission du comité de sanction pour envoyer des armes dans un pays en guerre.» Cela dit, outre le pétrole, les armes à destination de toutes les Républiques yougoslaves passent en abondance en violation flagrante des sanctions. L'exemple le plus souvent

citée est celui d'un avion iranien rempli d'armes à destination de la Bosnie, intercepté à Zagreb. D'autres violations de l'embargo sur les armes, non confirmées par le comité de sanction, mettraient en cause la Russie, au profit des Serbes.

Du pétrole humanitaire

Les sanctions économiques ont été imposées à deux reprises contre la Yougoslavie : le 30 mai et le 16 novembre 1992, interdisant le transit des produits pétroliers et des métaux à travers la Serbie. L'assistance humanitaire comme la nourriture et les médicaments sont exclus des sanctions. Mais, au fil des demandes d'exemption, le

comité a approuvé que le «caractère humanitaire» des produits soumis à autorisation reste quasiment chaque fois à vérifier : «Nous avons, par exemple, des dizaines de demandes par semaine de la République fédérale yougoslave elle-même, qui demande l'importation de pétrole à titre humanitaire!» Reste que le contrôle sur le terrain demeure impossible malgré les mécanismes mis en place.

Le comité des sanctions refuse de divulguer le nombre exact ou même approximatif de violations; il avoue seulement «un nombre très substantiel». Ce comité assure que la plupart des violations sont commises non par les Etats mais par les entreprises des pays riverains.

Toutefois, un diplomate d'hésite

pas à évoquer les opérations secrètes se déroulant tous les soirs sur le Danube : «J'ai vu un cargo serbe chargé, on l'a su après, de 45 000 tonnes d'essence et de gazole forcé la douane, les autorités bulgares et roumaines étant impuissantes à faire quoi que ce soit, dit-il.

Il suffit d'ailleurs d'aller à Belgrade pour voir le nombre de voitures qui y circulent.» Selon cette source, le manque d'équipement, la corruption, le besoin économique des Etats riverains et, finalement, les méthodes ingénieuses de fraude des trafiquants font que les sanctions contre Belgrade sont restées pour la plupart peu efficaces.

AFSANE BASSIR POUR



Le gouvernement grec promet et les trafiquants trafiquent

ATHÈNES

de notre correspondant

«Le gouvernement observe scrupuleusement ses obligations au regard de l'application des décisions de l'ONU», a la veille de l'entrée en vigueur de l'embargo, la Grèce, connue pour ses sentiments pro-serbes, avait juré qu'elle «naviguerait avec la communauté internationale».

Pourtant, dès le début, la Grèce se fait remarquer. Le premier jour de l'embargo, le gouvernement laisse atterrir et repartir un avion de la JAT (compagnie aérienne yougoslave) à cause d'un «caboillage anormal». Deux jours plus tard, un convoi de 55 camions-citernes - 15 grecs, 40 serbes - traverse la frontière grecque en direction de la Serbie. Le premier ministre Constantinos Mitsotakis affirme alors que «la faute à pour origine un retard injustifié» dans les instructions.

En juillet et août, Athènes rejette les accusations de violation de l'embargo pétrolier proférées par des médias ou des personnalités politiques en Allemagne et en France. Ces attaques amènent le gouvernement grec, fin août, à suspendre pendant un mois toute exportation de produits pétroliers vers les pays de l'ex-Yougoslavie. Cette décision a pour effet d'as-

phyxier la Macédoine ex-yougoslave, avec laquelle la Grèce est en conflit larvé.

Les accusations reprennent par les Etats-Unis. Washington déclare que trois pétroliers de la compagnie Thita du Pirée ont, à deux reprises au moins depuis l'imposition des sanctions, acheminé plus de 200 000 barils de pétrole à partir du port de Bar (Monténégro). Le ministère de la marine marchande donne alors des «instructions détaillées» aux autorités portuaires, aux unions d'armateurs, de capitaines et de marins pour que l'embargo soit respecté et même renforcé. Le premier ministre reconnaît l'existence de «cas isolés» de violation de l'embargo par des entreprises grecques.

Des poursuites contre le propriétaire de la Thita et les trois capitaines grecs sont engagées. Mais des sources communautaires assurent en décembre que des trafiquants grecs réussissent à faire parvenir en Serbie et au Monténégro un millier de tonnes de carburant venant de Grèce via la Bulgarie et la Roumanie. Des violations de l'embargo par des cargos grecs, le Dimitrakis et le Maria, seront encore dénoncées en février par les Américains et les forces de l'OTAN qui naviguent en Adriatique.

DIDIER KUNZ

Une politique prend l'eau sur le Danube

BUCAREST

de notre correspondant

Mon premier est une péniche russe, mon port de chargement est dans le sud de l'Ukraine, ma destination finale en Serbie, mon trajet passe, sur le Danube, par la Roumanie et la Bulgarie. Mon tout est une violation caractéristique de l'embargo de l'ONU contre la Yougoslavie.

Première sur le ban des sanctions, parce que le Danube passe par son territoire et qu'elle a, comme la Russie, des sympathies historiques pour la Serbie, la Roumanie - qui semble ne pas faire moins mais, surtout, pas plus que ce qu'on lui demande - trouve ce procès injuste. La Bulgarie et l'Ukraine, qui ont aussi été appelées à l'ordre par le Conseil de sécurité de l'ONU, fin janvier, partagent cette indignation. Et tous désignent du doigt, plus ou moins discrètement, une Russie riche en pétrole et en armes.

«Tout le monde adresse des reproches à la Bulgarie et à la Roumanie alors que personne ne demande d'où viennent les convois chargés de pétrole», fustige remarquer, le 27 janvier, le premier ministre bulgare, Luben Berov. Le plus virulent n'est le ministre allemand de la Défense, Volker Rübe, qui qualifie, le 30 janvier, de «scandaleuses» les livraisons de pétrole à Belgrade «par des pays de la CEI» (Communauté des Etats

indépendants). En position d'accusé, le président ukrainien a été le plus explicite, brisant un tabou. Leonid Kravtchouk a affirmé, le 29 janvier, que le pétrole transporté par les péniches yougoslaves ne provenait pas d'Ukraine, mais de Russie et de Biélorussie, et que l'Ukraine n'avait été, dans cette affaire, qu'un pays de transit.

A Washington, Bill Clinton a mentionné, le 5 mars, une «difficulté» dans l'application de l'embargo, notamment sur le Danube : la nécessité de préserver la «coopération» avec Moscou, prompt à vouloir lever les sanctions contre la Serbie. La Russie a simplement expliqué qu'elle s'autorisait pas l'Ukraine à réexporter le pétrole qu'elle lui vendait.

C'est sans doute en raison de ce désir de ménager Moscou que la première résolution (757) de l'ONU sur l'embargo, adoptée le 30 mai 1992, «oubliait» de prévoir le contrôle des bâtiments sur le Danube et dans l'Adriatique. Ce n'est que le 16 novembre 1992 que le Conseil de sécurité adoptait une seconde résolution (787) renforçant l'embargo, mais en confiant, en toute insouciance, aux Etats riverains la mission d'appliquer par les «mesures nécessaires» le blocus. Soucieuse de son image internationale, en piteux état, la Roumanie interrompt donc les convois serbes. En rétorsion, Belgrade renforce son embargo, début décembre 1992, les bâtiments roumains naviguant dans ses eaux. La Roumanie, qui

estime ses pertes liées à l'embargo à 7 milliards de dollars, réclame alors une compensation des Nations unies. Faute de réponse de l'ONU, Bucarest, dont l'ex-Yougoslavie fut l'un des premiers partenaires commerciaux, semble s'être résolu à un «arrangement» avec Belgrade.

Fin janvier, les convois yougoslaves retenus dans les ports roumains en vertu de l'embargo rejoignent de Bucarest, l'autorisation d'appareiller, théoriquement vers l'Ukraine (dont ils venaient), mais prennent la direction de Belgrade. Dans le même temps, les bateaux roumains sont relâchés par les Serbes. L'affaire fait scandale. Bucarest puis Sofia (car les convois atteignent les eaux communes aux deux pays) sont sommés d'intervenir, notamment par la France. A Bucarest et à Sofia, la réponse est identique : il n'est pas question d'employer la force sur le Danube, car cela risquerait d'entraîner un désastre écologique (les équipages ayant menacé de déverser leur cargaison dans le fleuve) et d'étendre la guerre.

Les Occidentaux décident alors de multiplier les «douaniers» dans les ports roumains et sur le Danube; les Etats-Unis envoient six vedettes rapides équipées de matériel de repérage - mais sans armes - à la Roumanie et à la Bulgarie.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Les sanctions n'ont pas réussi à faire plier le régime de Slobodan Milosevic

BELGRADE

de notre correspondante

L'embargo a mis l'économie yougoslave à genoux sans, pour autant, ramper le régime de Belgrade. L'effondrement du niveau de vie de la population, dû à la paralysie progressive de l'économie mais aussi à l'effort de guerre (armement et prise en charge des réfugiés), n'a pas ébranlé le pouvoir de Slobodan Milosevic. Celui-ci prône le sacrifice au nom de l'intérêt national.

Si de nombreuses entreprises yougoslaves parviennent à violer l'embargo, l'importation de matières premières et l'exportation de produits finis ont été en majeure partie interrompues après l'adoption, en novembre 1992, de mesures visant à renforcer l'application des sanctions. La production industrielle, qui a chuté de 24 % en 1992 (par rapport à 1991), a accusé en janvier une chute de 36 % par rapport au mois précédent. Les stocks s'épuisent dans les entreprises, dont moins de 10 % fonctionnent encore normalement. Si la Serbie était le premier fournisseur de produits agricoles de l'ex-Yougoslavie, ses récoltes ont diminué en raison du manque de pesticides, d'intrants, et les premières pénuries de farine, de pain et de sucre sont apparues à Belgrade.

Sur les 2,4 millions d'employés du secteur public et privé, la moitié ont progressivement été mis au chômage technique. Ils s'ajoutent aux 760 000 demandeurs d'emploi, au million et demi de retraités et aux 625 000 réfugiés à la charge de l'Etat. Le pouvoir d'achat réel des Yougoslaves a diminué de plus de 50 % en 1992 par rapport à l'année précédente. Le salaire mensuel moyen, qui représente le tiers des besoins vitaux d'une famille de quatre personnes, frôle les 70 deutschemarks (environ 250 francs). L'inflation galopante, de 6 % à 7 % par jour (soit 226 % pour le mois de mars), et les hausses de prix vertigineuses ont amené quatre des dix millions de Yougoslaves au seuil de la pauvreté. Les syndicats grognent, mais leurs revendications

sont le plus souvent satisfaites par un gouvernement qui, faute de programme de stabilisation économique, recourt à la planche à billets pour préserver la paix sociale.

La débrouillardise permet à la population de moins ressentir les effets de l'embargo. L'Etat n'est pas étranger à ces méthodes et, grâce à la violation parfois spectaculaire de l'embargo, la Yougoslavie a pu se procurer suffisamment d'essence et de fioul domestique pour le chauffage et les transports pendant tout l'hiver. Toutefois, le renforcement du contrôle aux frontières en fin d'année a provoqué, ces derniers mois, de nouvelles pénuries d'essence, entraînant notamment une forte réduction des transports en commun. A raison de 3 deutschemarks (environ 10 francs) le litre - soit trois fois sa valeur officielle - les automobilistes privilégiés peuvent se ravitailler dans les pompes à essence privées ou, même, être livrés à domicile. Les petits trafics en tout genre permettent à une bonne partie des Yougoslaves de subsister.

Pessimistes sur l'évolution de la situation, des dizaines de milliers de Yougoslaves ont choisi le chemin de l'exil, passant à 350 000 le nombre de personnes ayant fui la Serbie et le Monténégro depuis le début de la guerre. Des agences vont jusqu'à faciliter l'obtention de permis de travail ou même de passeports étrangers contre plusieurs milliers de deutschemarks.

FLORENCE HARTMANN

Le cinquième Etat sanctionné

Depuis sa création, l'ONU a mis en ban de la communauté internationale, pour un temps déterminé, cinq Etats : la Rhodésie en 1966, l'Afrique du Sud en 1979, l'Irak en 1991, et le Libye en 1992. L'ex-Yougoslavie est le cinquième.

● Rhodésie du Sud : le blocus pétrolier, instauré en 1966, à l'initiative des Britanniques, condamnait le régime «raciste et illégal» du président Ian Smith. C'est seulement en décembre 1979 que cette sanction a été levée, soit quatre mois avant le proclamation de l'indépendance de la Rhodésie, sous le nom de Zimbabwe.

● Afrique du Sud : le pays de l'apartheid a été mis en quarantaine à partir de 1979, tant sur le plan économique que culturel et sportif. Si une résolution adoptée le 13 décembre 1991 autorisait la reprise des échanges culturels et sportifs, certaines pressions financières, qui interdisent l'accès, par exemple, aux facilités du FMI et de la Banque mondiale, ont été maintenues. De même que l'embargo sur les armes.

● Irak : les résolutions édictées par le Conseil de sécurité à l'encontre de l'Irak depuis 1991 restent les plus sévères. L'ONU prône le boycottage commercial, financier et militaire de Bagdad. L'usage de la force est, de plus, autorisé pour faire respecter ces mesures.

● Libye : le pays du colonel Kadhafi est sanctionné, depuis le 15 avril 1992, pour son refus de coopérer dans la lutte antiterroriste internationale. L'embargo frappe les liaisons aériennes, et les fournitures d'armement.

هكذا من الأصل

EUROPE

RUSSIE : accident dans un complexe militaro-industriel sibérien

L'explosion d'un réservoir contenant de l'uranium n'aurait pas fait de victimes

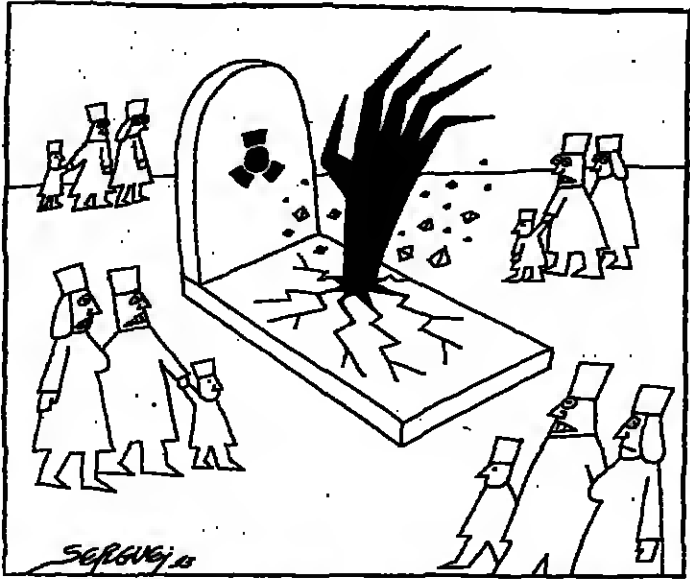
Près de sept ans après la catastrophe de Tchernobyl, la Russie vient de connaître un nouvel accident avec l'explosion d'un réservoir de déchets nucléaires dans le complexe militaro-industriel de Toms'k (Sibérie).

MOSCOU

de notre envoyé spécial
Il n'y a eu aucune victime, a affirmé, mercredi 7 avril dans la matinée, le gouverneur de la région de Toms'k (Sibérie occidentale), après l'explosion, mardi, dans une usine chimique du complexe militaro-industriel de «Toms'k 7», d'un réservoir contenant de l'uranium à usage industriel. Le comité régional chargé de l'écologie a, pour sa part, précisé qu'il n'y avait eu aucune augmentation du taux de radioactivité dans les villes de Toms'k et de Toms'k 7.

Quant au service de presse du ministère de l'énergie atomique, il a indiqué qu'aucun ouvrier ne se trouvait dans le local au moment de l'explosion et que le vent a poussé les émanations radioactives vers une zone non habitée. Le ministère a toutefois classé l'explosion au niveau trois - c'est-à-dire incident sérieux - sur l'échelle des accidents radioactifs.

En revanche, pour M. Gismatullin, porte-parole à Moscou de l'organisation «Greenpeace», l'incident est «très sérieux» et la contamination «très forte», plus en tout cas que les estimations officielles. Il s'est toutefois refusé à commenter cet accident avec celui qui s'était produit à Tchernobyl en avril 1986. Les autorités locales ont précisé que la zone contaminée, qui s'étend, selon elles, sur 8 km de long et 1 km de large, a été nettoyée durant la nuit grâce à un procédé spécial. Elles ont toutefois reconnu que des équipes étaient encore en train de rechercher si d'autres zones avaient été contaminées. Selon l'agence Inter-Tass, le niveau de radioactivité était de 30 millions à l'heure sur le site de l'usine et de 40 millions à 19 km au nord de l'usine.



nobyl en avril 1986. Les autorités locales ont précisé que la zone contaminée, qui s'étend, selon elles, sur 8 km de long et 1 km de large, a été nettoyée durant la nuit grâce à un procédé spécial. Elles ont toutefois reconnu que des équipes étaient encore en train de rechercher si d'autres zones avaient été contaminées. Selon l'agence Inter-Tass, le niveau de radioactivité était de 30 millions à l'heure sur le site de l'usine et de 40 millions à 19 km au nord de l'usine.

À titre de comparaison, le niveau maximum de radioactivité accepté en France pour les travailleurs du nucléaire est de 5 rems par an, soit 0,5 millirem par heure. Située à 350 km de Moscou et à 200 km de Novossibirsk, la ville de Toms'k compte 300 000 habitants. Quant au site de «Toms'k 7», il ne figure sur aucune carte, puisqu'il fait partie de ces villes encore «fermées», travaillant exclusivement pour le complexe militaro-industriel. Cela explique l'implication et la lenteur avec lesquelles les informations parviennent à Moscou mais qui n'ont pourtant rien à voir, pour le moment du moins, avec la totale désinformation qui avait entouré la catastrophe de Tchernobyl.

J.-A. F.

orthodoxe, autocratique, esprit national - qui servait déjà de cri de ralliement aux adversaires du libéralisme, pourtant bien tempéré, du tsar Nicolas Ier au siège du pouvoir, est repris aujourd'hui avec bien plus de vigueur par les nationalistes traditionnels que par les archéocommunistes.

La thèse, reprenant d'ailleurs plus d'écho que l'effacement d'une autorité centrale légitime conduit à un éparpillement du pouvoir au profit des républiques autonomes de cet immense État fédéral, ou des régions, voire d'unités de plus en plus petites; à tel point, écrit ironiquement un politologue russe, que «des arrangements de Moscou proclament leur souveraineté et leurs droits imprescriptibles sur leur espace aérien» (2).

L'occasion manquée de 1991

L'occasion de créer les conditions d'une légitimité démocratique a été manquée après le putsch de 1991; c'est alors qu'il eût fallu organiser des élections à tous les échelons, depuis les municipalités jusqu'au parlement fédéral. Cette constitution proposée par plusieurs dirigeants du mouvement démocratique, aurait permis sinon de renouveler complètement le personnel politique, du moins de débarrasser les soviets des représentants de l'ancien régime. Une assemblée constituante aurait pu préparer une nouvelle constitution, alors que la commission constitutionnelle issue du Congrès actuel n'arrive pas à proposer un projet viable.

Cette voie, refusée par Boris Eltsine qui se trouvait être le seul détenteur d'une légitimité populaire, ne garantissait ni la réussite des réformes économiques ni l'autorité de l'État, mais elle en était la condition. Elle aurait peut-être permis de structurer une vie politique alors que des dizaines de petits partis menaient aussi vite qu'ils apparaissent, avec des dirigeants souvent interchangeables. Il eût été alors plus facile de résister aux «réformateurs» qui justifient une «dictature élitiste» par la nécessité de restaurer un pouvoir fort, au risque de déboucher sur un national-populisme qui ne déplaçait certainement pas aux technocrates issus de l'ancienne nomenclature.

Sans doute soixante-dix ans de communisme n'ont-ils pas permis en URSS la formation d'une classe politique d'opposition, comme ce fut tout de même le cas dans les pays d'Europe centrale et orientale. Mais la Russie ne manque pas de gens éduqués qui aspirent à devenir des citoyens, bref de démocrates; ce qui lui manque, ce sont les attributs d'un État de droit, des partis politiques, des institutions parlementaires et une justice indépendante. «Démocrates sans démocratie», la Russie risque de connaître le sort de la République de Weimar, «démocratie sans démocrates».

DANIEL VERNET

(2) Voir à ce sujet les textes rassemblés par Charles Uffevier : *La Russie et la recherche d'une identité nationale*, Problèmes politiques et sociaux N° 700, la Documentation française, 60 pages, 30 FF.

La guerre dans le Haut-Karabakh

Le Conseil de sécurité s'abstient de condamner l'offensive arménienne en Azerbaïdjan

Réuni, mardi 6 avril, à New-York, le Conseil de sécurité des Nations unies a fait part de sa profonde préoccupation après l'invasion de la région azerbaïdjanaise de Karabakh par des forces locales arméniennes, dont il exige le retrait. Il demande la cessation immédiate des hostilités et à toutes les parties en cause de soutenir le processus de paix engagé sous les auspices de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Les combats de ces derniers jours marquent une sérieuse aggravation du conflit qui oppose depuis cinq ans l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh, une enclave majoritairement peuplée d'Arméniens mais administrée par l'Azerbaïdjan depuis 1923.

Depuis cinq ans, le conflit qui avait provoqué les premiers «nettoyages ethniques» de l'ère post-soviétique, se développe dans le Caucase. Il avait été occulté ces derniers mois par la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Mais aujourd'hui, alors que les Arméniens ont lancé, le 28 mars, une nouvelle offensive qui se poursuivait encore, mardi 6 avril, en territoire azerbaïdjanais autour du Haut-Karabakh - avec son nouveau cortège de réfugiés mourants dans des cols enneigés - la Turquie en est venue à agiter énergiquement la menace d'une intervention dans le conflit.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a fini par se réunir, mardi soir, pour examiner, dans une déclaration, «l'arrêt immédiat des hostilités» et le «retrait des forces qui mettent en danger la paix et la sécurité dans la région», notamment des «forces arméniennes locales qui ont envahi le district azerbaïdjanais de Karabakh». Mais la déclaration invite à «condamner» l'agression arménienne, comme le demandait l'Azerbaïdjan et son allié, la Turquie. Elle se contente d'exprimer «sa vive préoccupation». L'ambassadeur de Turquie auprès de l'ONU, Mustafa Akis, a exprimé sa colère devant la presse, déclarant que son pays «n'a pas l'intention de s'effacer et de laisser l'Azerbaïdjan subir le même sort que la

Bosnie», ajoutant qu'il «fera le nécessaire pour l'éviter».

Devant le Conseil, le représentant turc aurait été plus direct, parlant ouvertement de recours à la force. Le ton avait déjà été donné par le président Turgut Ozal, qui visite actuellement l'Asie centrale («Il faut montrer les dents»), et d'autres diplomates d'Ankara ont fait de même, sous le couvert de l'anonymat : à Paris, ils ont rappelé qu'en 1974 déjà, personne n'avait pris au sérieux la Turquie avant son intervention à Chypre.

Car cette fois-ci encore, la communauté internationale ne croit pas que ce scénario, qui handicape jusqu'à ce jour la diplomatie turque, puisse se répéter dans le Caucase. D'autant plus que la Turquie a refusé une simple requête azerbaïdjanaise d'envoyer des hélicoptères participer à l'évacuation des réfugiés de Karabakh (Le Monde du 6 avril). Mais l'émotion monte au sein de l'opinion publique en Turquie, car le vieux rival iranien, qui a condamné l'offensive arménienne après s'être fortement rapproché de l'Arménie, menace de s'engouffrer dans la faille qui risque de se creuser entre Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, et Ankara. Et les premières mesures prises par la Turquie contre l'Arménie (la fermeture, lundi, de son espace aérien à tous les vols en provenance et en direction d'Erevan, après l'arrêt des envois d'aide humanitaire terrestre), n'ont pas suffi à stopper les avancées arméniennes.

Climat de panique

Après avoir pris toute la bande de hautes montagnes séparant le Haut-Karabakh de l'Arménie, avec son chef-lieu Karabakh (au nord du corridor de Latchine ouvert il y a un an), les «forces d'auto-défense» du Haut-Karabakh ont lancé, lundi, une offensive au sud-est de l'enclave, en direction de la ville azerbaïdjanaise de Latchine, dont 90 % des habitants ont fui leurs foyers. Elle a été stoppée in extremis, notamment grâce aux efforts du président du Parlement azerbaïdjanais, Issa Gambarov, l'un des fondateurs du front populaire démocratique au pouvoir. Ses efforts, sur place, ont permis de

limiter le climat de panique qui régnait dans le camp azerbaïdjanais.

Mais cette offensive semblait se poursuivre, mardi, en direction de Koubatly, vers la frontière iranienne. «Si les Azerbaïdjanais ne renoncent pas à la force, nous serons obligés de prendre Koubatly», déclarait ainsi, mardi, le commandant arménien Serge Sarkisian, à Stepanakert (capitale de la «République» azerbaïdjanaise) du Haut-Karabakh, dont les habitants ont passé près d'un an dans les caves pour se protéger des bombes azerbaïdjanaises.

Les forces «d'auto-défense» ne relâchent pas non plus leur pression au nord de Karabakh : selon le Comité international de la Croix-Rouge, la vie de milliers de réfugiés était en danger le long du nouveau front. Selon un communiqué du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ces derniers seraient au nombre de 27 000, alors que 18 000 auraient réussi à gagner le nord. Cinq à sept cents d'entre eux y arrivent quotidiennement, exténués et souffrant du gel. Le HCR estime que 150 réfugiés meurent peut-être de froid chaque jour.

Certains, hommes, femmes et enfants, ont été gardés en otage par les forces arméniennes, a constaté un correspondant de l'AFP à Stepanakert. Les mauvais traitements subis par les hommes sont justifiés par «les tortures» infligées aux prisonniers arméniens libérés l'an dernier lors de la prise de Choucha. L'espoir de les échanger contre des Azerbaïdjanais sous leurs mains des otages est pourtant faible : toutes les négociations en ce sens sont au point mort.

S. SH.

□ TADJIKISTAN : enlèvement de gardes-frontières russes. Une dizaine de gardes-frontières russes ont été enlevés, lundi 5 avril, lors d'une attaque menée par des Tadjiks dans la zone frontalière tadjiko-afghane, a annoncé la direction de cette unité. Vendredi, un accrochage dans cette zone s'était soldé par une quarantaine de morts. - (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Le processus de paix israélo-arabe

Le président égyptien va inviter l'OLP à participer de nouveau aux négociations

De retour de Washington, où il a été reçu, mardi 6 avril, par le président Bill Clinton, le chef de l'État égyptien doit faire escale à Paris pour y rencontrer, jeudi, M. Mitterrand et Beldur. Des sources officielles à Jérusalem ont, d'autre part, laissé entendre que Hosni Moubarak aurait des entretiens avec le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, le 15 avril, dans un lieu non encore précisé.

WASHINGTON Correspondance

Lors de sa visite à Washington, le président Moubarak a fait preuve d'optimisme à propos de la reprise, le 20 avril, des négociations de paix au Proche-Orient, sans pour autant, donner beaucoup de précisions sur les raisons de son attitude. Pour sa part, le secrétaire d'État, Warren Christopher, a indiqué que des «chances positives» se produiraient si les Palestiniens revenaient sur leur décision de ne pas participer à la neuvième session des discussions israélo-arabes. Les milieux officiels américains ont ainsi laissé entendre que l'État hébreu était prêt à prendre des mesures visant à améliorer la condition des Palestiniens dans les territoires occupés et à faire des propositions nouvelles lors de la reprise

des négociations de paix à condition que les Palestiniens y assistent.

Le chef de l'État égyptien a confié au Washington Post qu'il enverrait, jeudi, un émissaire à Tunis pour inviter M. Arafat à se rendre au Caire, samedi, et qu'il insisterait auprès de lui pour que l'OLP revienne s'asseoir à la table des négociations. «Je pense que les Palestiniens viendront», s'est-il affirmé, ajoutant qu'il mettrait en garde son interlocuteur contre le prolongement d'un boycottage. «Je lui dirai que le monde ne s'intéressera pas toujours au problème palestinien et qu'une attitude négative découragera les Américains».

Le président égyptien s'est écarté de sa récente prise de position qui posait comme préalable le retour des quelque 400 Palestiniens expulsés au

Liban par Israël, au mois de décembre dernier. Ainsi, s'est-il retrouvé sur la même longueur d'ondes que M. Clinton qui avait estimé, auparavant, que l'État hébreu avait fait assez de concessions et donné assez d'assurances pour permettre aux Palestiniens de participer aux négociations de paix.

M. Moubarak a, d'autre part, affirmé que la Syrie était «plus désireuse que jamais de reprendre le processus de paix». Son sentiment rejoignait celui des dirigeants américains, convaincus que les autres parties - la Syrie, la Jordanie et le Liban - souhaitent ouvrir le dialogue avec Israël. Ce qui, au bout du compte, devrait contraindre les Palestiniens à leur enfoncer le pas.

HENRI PIERRE

□ IRAK : prochaines rencontres entre l'opposition et le secrétaire d'État américain. - Une délégation du Conseil national irakien (CNI), qui affirme grouper l'ensemble de l'opposition au président Saddam Hussein, a été invitée à se rendre à Washington pour y rencontrer, mardi 27 avril, le secrétaire d'État américain Warren Christopher. Dans un communiqué publié, à Londres par son secrétariat permanent, le CNI affirme que l'entrevue portera «sur les derniers développements du combat pour la démocratie en Irak». - (AFP.)

□ KOWEÏT : 200 millions de dollars pour l'achat de missiles Patriot. - Le Koweït a conclu un contrat de près de 200 millions de dollars avec les États-Unis pour l'achat de missiles antimissiles Patriot, n'annoncé, mardi 6 avril, le ministre de la défense, sans préciser le nombre d'engins concernés. Avec cette commande, l'Émirat aura conclu des contrats d'armement d'une valeur totale de 1,5 à 2 milliards de dollars depuis la fin de l'occupation irakienne, au mois de février 1991. - (AFP.)

La double nature de Boris Eltsine

Suite de la première page.

Certains intellectuels démocrates que Boris Eltsine avait su attirer à son service s'étaient lassés et l'ont abandonné depuis longtemps.

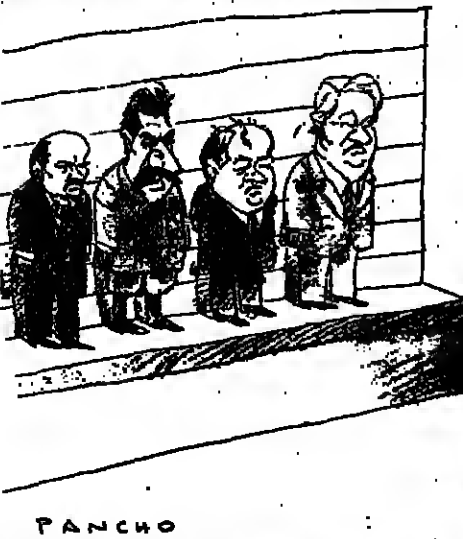
Ses erreurs, ses revirements soudains, son incapacité à réaliser les réformes économiques promises, les concessions faites à ses adversaires nationalistes et communistes qui l'ont amené au bord de la destitution, l'effritement continu du pouvoir central qui menace de jeter le pays dans le chaos, les arguments ne manquent pas pour inciter les Occidentaux à se montrer prudents.

Boris Eltsine essaie de dépasser cette situation d'impuissance par le plébiscite. Le peu de cas qu'il fait de la Constitution n'est pas en soi critique (le texte qui date du temps de

sine refait-elle, exactement le dilemme d'un président dans une sorte de *no man's land*, entre une société totalitaire qui a été détruite et une société civile qui n'est pas encore née.

Perte d'identité nationale

La désintégration du pouvoir, l'instabilité, les tensions sociales engendrées par les difficultés économiques n'en facilitent pas l'apparition. La situation est encore aggravée par la perte d'identité consécutive à l'effacement de l'URSS. Depuis des siècles, la Russie se définissait par son empire; l'identité nationale russe coïncidait avec la Russie impériale à laquelle s'est substituée dans les années 20 l'identité soviétique. Ce



PANCHO

Brejev a été amendé des centaines de fois depuis 1991 et n'a plus aucune cohérence; ni les libéraux prisés avec les droits d'un Congrès désigné sous le régime soviétique. Mais avoir été élu par le peuple (en 1991) et être le seul dans ce cas, ne lui donne pas tous les droits. La tentation est forte de sombrer dans l'autoritarisme au nom du progrès, de tirer argument de l'absence de tradition démocratique en Russie pour imposer les réformes, de préférer un despotisme éclairé à l'émergence d'une société civile.

Son engagement en faveur de l'économie de marché, son idéal d'une démocratie pluraliste, sa volonté de respecter les droits de l'homme pour amener la Russie dans la communauté des «États civilisés» ne sont guère contestables. Mais il n'a pas vraiment les moyens de sa politique, et ceux dont il disposerait risquent à terme de se retourner contre ses objectifs. Ainsi la double nature, velléitaire et autoritaire, démocrate et populiste, de Boris Eltsine.

repère a disparu sans que rien ne vienne le remplacer.

La Russie ne peut se définir ethniquement, alors qu'une grande partie de sa population n'est pas russe, ni même slave, et que plus de vingt-cinq millions de Russes vivent en dehors de ses frontières, ni par une politique de puissance vis-à-vis de l'extérieur, qu'elle refuse officiellement et qu'elle est en toute hypothèse incapable de mener, au moins provisoirement.

Pour les intellectuels gagnés à la démocratie, le substitut se trouve dans les «valeurs universelles» qui devraient constituer le ciment de la nouvelle Russie. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire russe que cette aspiration se manifeste. Qu'elle ait jusqu'à maintenant toujours conduit à un échec ne signifie pas qu'une malédiction pèse sur ce pays et ce peuple. La tentation est grande pourtant, jusque dans les milieux libéraux, de rechercher dans un régime fort un rempart contre les chants de la «masse»; le type que

ASIE

CAMBODGE

M. Boutros-Ghali en visite à Phnom-Penh

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, est arrivé au Cambodge, mercredi 7 avril, à un moment où le plan de paix de l'ONU fait eau de toutes parts et alors que débute la campagne électorale pour les élections générales de mai prochain, boycottées par les Khmers rouges. Il a été accueilli par le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême (CNS), revenu de Pékin pour l'occasion. La veille, M. Boutros-Ghali avait réaffirmé à Bangkok que les élections auraient lieu, malgré tout, lieu.

Par ailleurs, la police civile de l'ONU a arrêté quatre personnes, suspectées du meurtre d'un militant du Parti démocratique libéral bouddhiste de l'ancien premier ministre Son Sanna. L'APRONUC dénonce déjà un Khmer rouge accusé du meurtre de quinze civils vietnamiens. (AFP, Reuters)

INDE : l'enquête sur les attentats de Bombay

Le gouvernement semble convaincu de la culpabilité des services secrets pakistanais

Même si New-Delhi a, jusqu'à présent, évité d'accuser formellement le Pakistan, avec lequel l'Inde a été en guerre à trois reprises depuis l'indépendance, en 1947, le gouvernement indien semble désormais convaincu de la culpabilité des services secrets pakistanais dans la série d'attentats qui a fait plus de 300 morts à Bombay, le 12 mars dernier.

NEW-DELHI

de notre correspondant

La presse de New-Delhi a largement consacré sa « une », dimanche 4 avril, aux « coovictions » des autorités indiennes quant à la responsabilité du

redoutable Inter-Services Intelligence (ISI), les services de renseignement de l'armée pakistanaise.

Après avoir interrogé une quarantaine de suspects, les enquêteurs soutiennent que plusieurs pistes remontent directement à Islamabad ou à Karachi. Mais c'est Dabul, où trône l'émir matricule Dawood Ibrahim, qui aurait servi de relais : le « paradis » de la mafia de Bombay aurait été chargé du financement et de la logistique de l'opération.

L'un des suspects, Daud Mohammed Phansie, a raconté aux enquêteurs s'être rendu à Dabul avant les attentats pour se voir proposer par le « frère » Dawood l'organisation d'un débarquement clandestin d'armes, de grenades et d'explosifs sur une plage des environs de Bombay. Dawood lui aurait expliqué qu'il s'agissait de venger la destruction de la mosquée d'Ayodhya et le carnage musulman dans les rues de Bombay, au mois de janvier dernier.

Un Etat dans l'Etat

Le témoignage d'un autre suspect, Gul Mohammed Sheikh, arrêté le 22 mars, permet, selon la police, de mettre en cause directement le Pakistan : M. Sheikh et trois complices auraient pris l'avion, le 13 février dernier, pour Karachi, d'où ils auraient immédiatement conduit dans des camps militaires de province. Là, des agents pakistanais les auraient initiés au maniement des grenades et des explosifs.

Certains officiels ne peuvent se déclarer certains à 70 % de la culpabilité pakistanaise, les « preuves » accumulées pour le moment restent plutôt minces. Le fait que des grenades et des explosifs aient été retrouvés peut prêter à sourire quand on sait

avec quelle emphase la police ne cesse d'insister sur le « professionnalisme » des terroristes. En attendant, elle vient de découvrir, dans une agglomération proche de Bombay, plus de 2 tonnes d'explosifs qui, selon un quotidien, auraient « pu faire sauter la moitié de Bombay ».

L'une des hypothèses avancées, ces derniers jours, à New-Delhi, justifie l'implication pakistanaise par le fait que les séparatistes sikhs du Pendjab, accusés d'être armés par le Pakistan, ont été défaits au cours d'implacables opérations de police et qu'un Cachemire, où la guerre s'éternise, les extrémistes musulmans, soutenus par Islamabad, perdraient, eux aussi, du terrain. Le Pakistan aurait donc décidé de « frapper un grand coup » à un moment où les nationalistes hindous ont le vent en poupe.

Même si l'implication des services secrets pakistanais se vérifie, la responsabilité du gouvernement d'Islamabad n'en serait pas acquise pour autant. Au Pakistan, l'ISI est, en effet, un véritable Etat dans l'Etat que les politiques n'ont jamais réussi à contrôler. Dans ce pays, militaires, agents de renseignement, barons de la drogue et « soldats perdus » de la guerre d'Afghanistan échappent largement à l'autorité du pouvoir en place.

BRUNO PHILIP

Victoire des communistes dans l'Etat du Tripura. — Le Parti communiste (marxiste) indien a remporté, mardi 6 avril, les élections dans l'Etat du Tripura. Il s'agit d'un sérieux revers pour le Congrès du premier ministre Narasimha Rao, qui avait repris, il y a cinq ans, le contrôle de cet Etat du nord-est de l'Inde au PCIM, déjà au pouvoir à Calcutta. Le chef local du PCIM, Nripes Chakravarty, est âgé de quatre-vingt-huit ans. (UPL)

JAPON : succédant à M. Watanabe

M. Muto a été nommé ministre des affaires étrangères

Kabun Muto est devenu, mardi 6 avril, le nouveau ministre japonais des affaires étrangères, en remplacement de Michio Watanabe, démissionnaire pour raisons de santé (voir dernière édition du 7 avril). Après un intermédiaire de quelques heures pendant lequel il avait été provisoirement chargé de ses fonctions et remplacé, à titre intérimaire, par le porte-parole du gouvernement, Yohei Kono, la démission de M. Watanabe est donc définitive.

Il était difficile à la diplomatie japonaise, souvent critiquée pour son manque d'initiatives et sa lenteur de réactions, de rester sans titulaire à une semaine de la réunion, à Tokyo, des ministres des affaires étrangères et de l'économie du G7 sur l'aide à la Russie. Le premier ministre, Kiichi Miyazawa, avait donc demandé à l'ancien grand argentier Tsutomu Hata de succéder à M. Watanabe.

M. Hata, qui dirige la faction du Parti libéral-démocrate (PLD) née de la scission du groupe des partisans de M. Takeshita, a refusé cette offre, « non sans hésitations », relève la presse nipponne. En apportant son soutien à M. Miyazawa, il risquait de réduire sa marge de manœuvre dans la lutte qu'il mène pour apparaître comme une solution alternative « réformatrice » à l'équipe au pouvoir. Ayant échoué dans sa tentative de rallier un groupe qui menace de faire scission, M. Miyazawa s'est donc retourné vers M. Muto, membre du clan Watanabe.

Avec le départ de ce dernier, le premier ministre aura perdu, en peu de temps, deux de ses principaux soutiens politiques. Ce fut d'abord Shin Kanemaru, vice-président et « faiseur de rois » du PLD, arrêté pour corruption ; c'est désormais le cas de M. Watanabe, qui serait atteint d'un cancer. Mais ce dernier était, en même temps, un rival potentiel. Il était très apprécié au Gaimusho (le ministère des affaires étrangères), en raison de son rôle politique de ses efforts pour « servir la politique étrangère japonaise de son cadre bureaucratique » — selon le quotidien *Asahi* — et du rôle qu'il avait joué dans

l'adoption du projet, controversé, sur l'envoi de troupes nipponnes à l'étranger dans le cadre des missions de paix des Nations unies (voir PKO).

Mais, en même temps, M. Miyazawa avait les mains plus libres pour donner toute la mesure de ses initiatives politiques, s'il en a, souligne *l'Asahi*. Il se trouve, en effet, seul aux commandes pour mener à bien les réformes politiques attendues d'une opinion secouée par les « affaires » à répétition. Un sondage publié mardi dans *l'Asahi* indique que 69 % des personnes interrogées trouvent que les scandales ont atteint la limite du supportable.

Le nouveau ministre des affaires étrangères est un homme de soixante-six ans, fils et petit-fils de députés, élu neuf fois de suite dans la circonscription de Gifu. Président de la commission d'études sur le système fiscal du PLD, ancien vice-ministre de l'intérieur, ancien ministre de l'agriculture, ce patron, « fils de bonne famille », s'était opposé à l'ouverture du marché du riz aux importations étrangères. Secrétaire général adjoint du PLD, M. Muto a été ministre du commerce international et de l'industrie (MITI) dans le cabinet Kaifu en 1990.

P. de B.

CORÉE DU NORD : l'ONU favorable à un dialogue avec Pyongyang par le nucléaire. — Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a déclaré, mardi 6 avril, que le Conseil de sécurité des Nations unies était favorable à un dialogue pour résoudre le différend avec la Corée du Nord, qui refuse l'inspection de deux sites nucléaires. Cette déclaration intervient alors que la Chine a fait savoir qu'elle était opposée à toute sanction contre le pays voisin. Le Japon, pour sa part, souhaite que la réunion des ministres des affaires du G7, la semaine prochaine à Tokyo, discute de ce problème. (AFP, Reuters, UPL)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Le petit-fils du fondateur de l'apartheid a rejoint l'ANC

Hendrik Verwoerd, le père fondateur de l'apartheid, assassiné en pleine session parlementaire, le 6 septembre 1966, a dû se retourner dans sa tombe. Son petit-fils Wilhelm est membre du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela depuis le mois d'avril 1992. Agé de vingt-neuf ans, M. Verwoerd est professeur de philosophie politique à l'université de Stellenbosch, point de passage obligé de l'élite africain, où son grand-père étudia la psychologie appliquée dans les années 20.

C'est la libération de Nelson Mandela, le 11 février 1990, qui plongea Wilhelm Verwoerd dans des sabbats de réflexion. « Quand il est apparu à la télévision à sa sortie de prison, si généreux, si magnanime, j'ai immédiatement réalisé combien son incarceration avait été inutilement destructrice », a confié le jeune professeur à John Carlin, le correspondant du quotidien britannique *The Independent* en Afrique du Sud.

Dix-huit mois plus tard, M. Verwoerd rencontrait Nelson Mandela. « Il me demanda des nouvelles de ma grand-mère qui a quatre-vingt-deux ans. Son intérêt était sincère. Il ne s'agissait pas d'une gesticulation politique. J'en fus bouleversé. Je ne pouvais rien lui dire d'autre que : je suis désolé, je suis terriblement désolé pour tout ce qui s'est passé », explique Wilhelm. « Ne parlons pas du passé, mais plutôt du futur », répondit M. Mandela, lui faisant comprendre qu'il pouvait dorénavant utiliser son nom pour « soigner les plaies d'une société profondément blessée ».

« J'ai rejoint l'ANC parce que c'était un acte public explicite, pour montrer mon adhésion aux principes de tolérance et de

démocratie non raciale », dit-il, constatant que « le fantôme de Verwoerd (son grand-père) est toujours parmi nous avec son incroyable pouvoir de nuisance ». « L'apartheid est aboli dans nos textes, mais il est toujours vivant dans l'esprit des gens, et nous devons récrire à néant ce qui reste de cette culture aberrante », professe Wilhelm Verwoerd, en considérant que la violence qui secoue le pays n'est pas celle de « Noirs contre d'autres Noirs » mais bel et bien « notre violence, la violence sud-africaine ».

« Puissance symbolique »

« Je m'en serais voulu de ne pas saisir l'occasion d'utiliser la puissance symbolique de mon nom pour nous débarrasser du sens raciel de notre identité, pour mettre fin à ce « nous et eux », avoue M. Verwoerd. Il reste sceptique sur les raisons qui, au fond, ont conduit le président Frederik de Klerk et le Parti national (NP) sur la voie des réformes.

« Ils n'ont toujours pas fait leur mea culpa. De Klerk pense toujours que l'apartheid était un bon principe mais que celui-ci n'a pas marché », déplore M. Verwoerd qui travaille aujourd'hui sur un vaste projet d'éducation civique dont l'objectif est de préparer tous les Sud-Africains aux prochaines élections générales. « C'est une goutte d'eau dans l'océan, je le sais, mais une goutte dont je veux assumer la responsabilité », dit-il, plaçant pour la reconstruction d'une société déshumanisée et brisée au nom de bonnes intentions. » F. F.

CAMEROUN : l'opposition a l'intention de convoquer une Conférence nationale souveraine pour préparer l'avenir du Cameroun. — M. Fru Ndi, arrivé en deuxième position à l'élection présidentielle d'octobre dernier, selon la Cour suprême, avait invoqué de graves irrégularités, et se considérait comme élu président du Cameroun. (AFP)

KENYA : arrestation de cinq opposants et répression policière d'une manifestation. — La police a arrêté, mardi 6 avril, à Nairobi, cinq personnalités de l'opposition — dont deux parlementaires, Raila Odinga, du parti FORD-Kenya, et John Mura, du parti FORD-Asili — tandis qu'elle réprimait une manifestation organisée par leurs sympathisants, qui participaient à une réunion de prières appelant à la fin des luttes tribales. L'opposition rend le gouvernement du président Daniel Arap Moi responsable des luttes tribales qui ont fait quelque 800 morts l'année dernière. (AFP)

SENÉGAL : deux morts dans une attaque armée en Casamance. — Deux personnes ont été tuées et deux blessées, lundi 5 avril, lors de l'attaque d'un véhicule de transport public par des hommes armés, en Casamance, à proximité du village de Koumbomoudou, non loin de la frontière avec la Guinée-Bissau. (AFP)

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du tribunal de grande instance de PARIS en date du 5 juillet 1990, 3^e Chambre, 2^e S.,

La société GALATÉE exploitant 73, rue de Passy à PARIS a été condamnée à payer à la société KENZO, pour contrefaçon de la marque notoire KENZO :

- 150 000 F à titre de dommages-intérêts,
- 6 000 F au titre de l'article 700,
- Publication du dispositif du jugement.

La cour d'appel de PARIS a confirmé le 5 novembre 1992 toutes les dispositions du jugement précité, y ajoutant 6 000 F au titre de l'article 700.

Drôle, acerbé et touchant... surtout à ne pas manquer. Un de ces films événements qui sont rares en France. STUDIO Entre rire et mélancolie, un humour décapant qui fait passer un moment épatant aux spectateurs. LE POINT Voici donc, pour notre bonheur, un film d'une redoutable efficacité. Réservez vite un tabouret dans cette cuisine. L'EVENEMENT DU JEUDI Drôle, juste, sensible et intelligent: un régal. Du 3 étoiles. LE JOURNAL DU DIMANCHE

ZABOL - JEAN-PIERRE BACRI - AGNES JAOLI
SAM KARMANN - JEAN-PIERRE DARROUSSIN



CUISINE ET DEPENDANCES

EN FILM DE PHILIPPE MUTO

CO-PRODUCTION : CUISINE ET DEPENDANCES

JEAN-PIERRE BACRI - AGNES JAOLI

AVANT JEAN-PIERRE BACRI - AGNES JAOLI - PHILIPPE MUTO

PRODUCTION : GALUMONT INTERNATIONAL

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

CO-PRODUCTION : ALAIN POIRI

مكتبة الأصل

AMÉRIQUES

ARGENTINE : à six mois des élections législatives

La classe politique est éclaboussée par les affaires de corruption en Italie

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Les effluves des affaires de corruption en Italie ont envahi Buenos-Aires, où les accusations sur d'éventuelles ramifications en Argentine des scandales italiens se multiplient, éclaboussant les deux principaux partis politiques. En pleine année électorale, les noms de proches collaborateurs de l'ancien président Carlos Menem (péroniste), comme ceux de ministres de l'ancien président Alfonsín (radical) sont cités par la presse.

Les pistes avancées concernent une série de donations et de crédits portant sur plusieurs millions de dollars octroyés ces dernières années par l'Italie, dans le cadre d'un traité d'association remontant à 1987.

Les grands quotidiens affirment que la plupart de ces projets n'ont jamais été réalisés, ou qu'ils ont été confiés à des entreprises italiennes aujourd'hui dans le collimateur des juges romains.

Ce serait, notamment, le cas de la société Bonifica, dont les activités en Italie, mais aussi dans des pays du tiers-monde, font l'objet d'enquêtes dans le cadre de l'opération « Mani pulite » (mains propres). En Argentine,

Bonifica se serait vu confier, en 1990, la réalisation d'un programme de construction de logements sociaux pour une valeur de 59 millions de dollars. Mais on rappelle aussi l'achat, en 1987, d'une banque argentine (la Banca del Lavoro), qui, à l'époque, avait provoqué des suspicions au sein de la justice argentine.

Parer au plus pressé

Pour étayer leurs soupçons, les magazines politiques n'hésitent pas à rappeler, à grand renfort de photos, les amitiés étroites unissant des politiciens et des hommes d'affaires argentins avec leurs pairs italiens.

L'une des cibles favorites est Gianni De Michelis, ancien ministre des affaires étrangères, qui aimait partager la *dolce vita* avec des membres de l'establishment argentin avant de tomber en disgrâce dans son pays.

Alors que la justice italienne s'apprête à remonter la filière argentine de l'argent noir, le juge Martin Luzzatto, de Buenos-Aires, a demandé des informations à ses collègues romains. A six mois des législatives, le thème de la corrup-

tion est devenu l'arme principale de la campagne. M. Alfonsín a ouvert le feu en accusant le beau-frère du président Menem, Karim Yoma, d'avoir réclamé des pots-de-vin à des hommes d'affaires espagnols. Certains ont interprété ce geste comme une mesure de diversion.

Dans l'entourage de M. Menem, on contre-attaque en soulignant que le traité d'assistance avec l'Italie, mais aussi avec l'Espagne, n'a été conclu qu'avec l'approbation de la justice argentine.

M. Alfonsín a demandé à deux de ses anciens ministres de se présenter de leur propre chef devant la justice pour dissiper les rumeurs.

Pour le président Menem, dont le gouvernement a été à plusieurs reprises ébranlé par des scandales liés à la corruption et au blanchiment de narcodollars, il s'agit de parer au plus pressé. Afin de chasser les fantômes de la corruption à l'italienne, il propose un meilleur contrôle du financement des partis politiques en Argentine.

CHRISTINE LEGRAND

PÉROU : un an après son coup d'Etat civil

M. Fujimori estime pouvoir dresser un bilan positif de ses mesures-chocs

La situation des droits de l'homme, violés aussi bien par les forces armées que par les mouvements rebelles, a continué de se détériorer au Pérou depuis le coup d'Etat civil du président Fujimori, le 5 avril 1992, affirme, dans son dernier rapport, l'organisation américaine Americas Watch. M. Fujimori a, quant à lui, dressé un bilan positif de ses actions pour combattre un système politique « vicieux et décadent » et s'est félicité des succès obtenus en matière de lutte antiterroriste.

LIMA

de notre correspondant

« Je ne me repens pas le moins du monde d'avoir pris les mesures de force du 5 avril », déclare le président Alberto Fujimori. Je suis satisfait de ce que j'ai fait en matière de lutte contre le terrorisme, de moralisation, et de réinsertion au sein de la communauté financière internationale. Un an après son putsch civil (suspension de la Constitution, dissolution du Parlement et destitution des juges de la Cour suprême), M. Fujimori peut mettre en avant la capture, en septembre, du numéro un du parti communiste du Sentier lumineux (maoïste), Abimael Guzman, et celle

d'une grande partie de son état-major.

Les insurgés du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (guérilliste) ont encaissé un coup tout aussi dévastateur avec l'arrestation de leur chef, Victor Polay, et la désertion massive de leurs militants. En mars, le nombre d'attentats a diminué de moitié.

Sur le plan économique, le bilan est satisfaisant, bien que le putsch civil ait retardé d'un an la réinsertion du pays au sein de la communauté financière internationale. Ce processus est désormais sur la bonne voie, puisque le FMI a signé un accord de « facilités élargies », et le Pérou est redevenu une bonne place pour les investisseurs.

Une popularité enviable

Côté politique, M. Fujimori a dû faire marche arrière après son coup de force. Cédant à la pression de ses voisins latino-américains et des États-Unis, il a organisé l'élection d'un Conseil constitutionnel démocratique (CCD). Son parti n'obtient 37 % des suffrages, ce qui lui permet de jouir d'une confortable majorité au sein de cette assemblée, avec 44 des 80 sièges. M. Fujimori a, en revanche, essuyé un échec cuisant aux municipales, en janvier.

Sa popularité est enviable : d'après une enquête de l'agence Ipsos, dans la capitale, on vit un Péruvien sur

trois, 52 % de la population approuve la gestion de M. Fujimori, 45 % estiment que son coup d'Etat civil était une décision correcte, 33 % la désapprouvent mais jugent qu'elle était nécessaire.

A l'étranger, les réticences face au régime subsistent. Les préoccupations sur la violation des droits de l'homme et les menaces pesant sur la liberté de la presse ont été évoquées directement par l'administration Bush, puis par celle de M. Clinton. De plus, les travaux du CCD n'apparaissent pas comme une garantie du rétablissement authentique de la démocratie. La nouvelle Constitution imposée par la majorité semble faite sur mesure pour légitimer le putsch civil, instaurer une « dictature constitutionnelle », comme l'a défini l'ex-sénateur Enrique Bernales, rapporteur de la commission des droits de l'homme à l'ONU, et permettre à M. Fujimori de se faire réélire.

L'ex-député du Parti populaire chrétien Lourdes Flores, membre de la minorité présente au CCD, explique : « Le CCD ne contrôle pas l'exécutif car la majorité n'a aucune autonomie. L'équilibre du pouvoir n'est donc pas rétabli, d'autant plus que le pouvoir judiciaire est en liberté surveillée ». La « dictature constitutionnelle » ne semble cependant pas gêner grand monde actuellement au Pérou, où la population réclame avant tout l'ordre.

NICOLE BONNET

ÉTATS-UNIS : premier revers de M. Clinton face au Congrès

Les sénateurs sont partis en vacances sans avoir voté le plan de relance

Le Sénat s'est séparé, lundi 5 avril, pour deux semaines de vacances de Pâques sans avoir adopté le plan de relance de plus de 16 milliards de dollars proposé par le président Bill Clinton, ce qui constitue le premier revers de ce dernier face au Congrès. Ce plan avait été voté le 18 mars par la Chambre des représentants, « ce même temps que les grandes lignes du programme économique de la nouvelle administration, fondé sur une hausse des impôts et des coupes budgétaires pour réduire le déficit du budget de l'Etat ».

Les démocrates, qui soutenaient le projet de M. Clinton, disposent de la majorité dans les deux

Chambres du Congrès. Mais avec 57 membres sur 100, ils ne sont pas assez puissants au Sénat pour bloquer les manœuvres dilatoires des républicains (le Monde du 7 avril). Pendant plus d'une semaine, ces derniers ont réussi à bloquer l'adoption du plan, destiné à créer quelque 500 000 emplois (projets de travaux publics et emplois d'été notamment). Après plusieurs heures de négociations, lundi soir, entre les chefs de la majorité et de la minorité du Sénat, les démocrates ont décidé de reculer provisoirement à leurs efforts et de se remettre à l'ouvrage à partir du 20 avril. — (AFP)

Les autorités égyptiennes avaient mis les Américains en garde contre les risques d'attentats

NEW-YORK

de notre correspondant

Le président Bill Clinton a indiqué, mardi 6 avril, lors d'une conférence de presse à Washington, en présence de son homologue égyptien, Hosni Moubarak, qu'il avait ordonné un examen complet des informations communiquées au FBI par les autorités du Caire avant l'attentat, commis le 26 février dernier, contre le World Trade Center de New-York. « Depuis les déclarations faites par M. Moubarak, a-t-il déclaré, j'ai ordonné de revoir les informations sur ce que nous savions, quand nous l'avions appris et ce que nous en avions fait, et je ne suis pas, pour l'instant, sûr de la validité des réponses apportées à ces questions ».

« Je pense que le président Moubarak sera de mon avis pour dire que nous [les États-Unis] avons tenté de renforcer notre coopération avec l'Égypte pour combattre le terrorisme international », a ajouté M. Clinton. Depuis que j'ai pris mes fonctions de président, nous avons envoyé en Égypte de hauts responsables américains et ils sont restés sur place environ une semaine pour étudier le meilleur moyen de renforcer notre coopération et l'échange de nos informations. Le président américain, qui s'est dit prêt « à faire davantage » dans ce domaine, a précisé qu'il envisageait de revoir les méthodes de lutte antiterroriste pratiquées aux États-Unis de façon à renforcer leur efficacité.

De son côté, le président égyptien a assuré que « personne ne pouvait savoir ce qui allait se passer au World Trade Center ». Ces propos sont apparus en net retrait par rapport aux déclarations faites, la veille, à la chaîne de télévision CNN et au New York Times, dans lesquelles M. Moubarak avait indi-

qué que non seulement Le Caire avait averti Washington du danger que pouvait constituer la présence d'un réseau de musulmans fondamentalistes aux États-Unis, mais que l'attentat contre les « tours jumelles » aurait « pu être évité si vous aviez écouté nos conseils ».

Peu après, le porte-parole du département d'État confirmait que l'Égypte avait bien averti les États-Unis, ajoutant que ces informations ne faisaient pas précisément allusion à un éventuel attentat terroriste et que des enquêteurs du FBI s'étaient rendus au Caire, à plusieurs reprises, la dernière fois du 6 au 11 février. Selon certaines sources officielles, c'est au cours de ces discussions que les policiers égyptiens auraient mis en garde leurs collègues américains à propos des activités du cheikh Omar Abdel Rahman et de ses disciples, parmi lesquels figurent deux des cinq personnes soupçonnées d'avoir participé à l'attentat du World Trade Center (un sixième suspect est en fuite) et incarcérées.

SERGE MARIT

La justice égyptienne reporte le procès de cheikh Omar Abdel Rahman. — Le procès de Cheikh Omar Abdel Rahman, chef spirituel du mouvement islamiste Jamaa Islamiya, qui avait été rouvert, en son absence, mardi 6 avril, au Fayoum, à 100 kilomètres au sud-ouest du Caire, devant un tribunal d'exception, a été reporté au 8 juin (le Monde du 7 avril). Ce report a été décidé à la demande de la défense et du parquet, ce dernier faisant valoir que l'accusé, qui réside aux États-Unis, n'avait pu se voir notifier une convocation à comparaître. — (AFP)

Tout un voyage sous le signe du sourire.

Laissez-nous vous accompagner en Amérique.



Susan Kari : Hôtesse American Airlines.



Vous êtes accueilli avec le sourire.



Vous apprécierez la qualité de nos repas servis à bord.



Travaillez ou reposez-vous dans le calme et arrivez détendus en Amérique.

Lorsque vous partez avec American Airlines pour l'Amérique, notre sourire vous accompagne tout au long de votre voyage.

Ce sens de l'accueil, propre à American, agrémente tous les services que nous vous offrons à bord.

Vous arrivez ainsi détendu et prêt à travailler.

Pour toute réservation, appelez votre agent de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Île-de-France) ou 05 23 00 35 (Province).



Au départ de Paris, American propose tous les jours des vols directs vers 5 plaques internationales aux U.S.A. et plus de 300 correspondances pour les Amériques.

American Airlines

Transporteur Officiel de la Coupe du Monde de Football 1994.

POLITIQUE

La mise en place de la nouvelle direction du PS

Michel Rocard appelle à « refonder la gauche »

La direction provisoire du Parti socialiste s'est installée mardi 6 avril au siège du parti. Michel Rocard, qui la préside, a adressé aux militants une lettre les appelant à participer aux « états généraux » du PS, prévus pour les 2, 3 et 4 juillet prochain. Des « assises de la gauche » seront organisées, en concertation avec les autres forces qui envisageront d'y participer, à l'automne.

La direction provisoire du Parti socialiste, mise en place par le comité directeur pour préparer des « états généraux » du PS en juillet et des « assises de la gauche » à l'automne, s'est réunie pour la première fois, mardi, au siège du parti, sous la présidence de Michel Rocard. Celui-ci, accueilli à son arrivée par les applaudissements de militants socialistes, a l'extérieur, et de « permanents », à l'intérieur, a pris possession du bureau occupé par le premier secrétaire successifs depuis l'installation du PS dans ces locaux. François Mitterrand, Lionel Jospin, Pierre Mauroy et Laurent Fabius. Dans une lettre adressée aux militants et que publiera cette semaine l'hebdomadaire du PS, *Vendredi*, l'ancien premier ministre écrit notamment : « Nous sommes héritiers de l'histoire du socialisme dans ce pays et comptons sur son avenir. Il faut lui redonner un espace, une orientation, une espérance, de nous par d'outre-priorité. Tout s'efface derrière cette tâche de refondation, à laquelle je consacrerai toutes mes forces. »

Michel Rocard revient, dans cette lettre, sur la réunion du comité directeur du 3 avril, pour indiquer : « Le comité directeur a pris ses responsabilités dans les conditions difficiles que vous connaissez. Il l'a fait dans la clarté, à l'issue d'un débat digne, conclu par un vote conforme aux règles. » Une urgence, ajoute-t-il, domine toutes les autres : vous rendre la parole, sincèrement, loyalement, sans craindre vos critiques à venir et dans l'espoir que vos propositions permettent de construire une formation entièrement nouvelle. Estimant

que « le caractère écrasant de la victoire de la droite peut conduire rapidement à des débats ou des confrontations importants », le maire de Châtelliers-Saint-Hilaire affirme : « Pour y être prêts, il est d'extrême urgence de reconstruire chez nous. » Il appelle les militants socialistes à « se mettre au travail, écouter, analyser, discuter, critiquer, proposer ».

Devant les dix autres membres de la direction provisoire, Michel Rocard a exprimé la conviction qu'il existe de bonnes chances de parvenir au rassemblement des socialistes lors des états généraux. Il a répété que cette tâche est celle à laquelle il entend se consacrer dans les mois qui viennent, sans « inverser les priorités », c'est-à-dire en renvoyant à plus tard la préparation de l'élection présidentielle. Il a indiqué, en outre, qu'il souhaite travailler avec une « direction resserrée, conviviale et solidaire ». Plusieurs participants, membres du bureau exécutif ou du secrétariat national aux élections, ont relevé une différence de climat. Alors que le bureau exécutif était, le plus souvent, le lieu d'expression des courants, la direction provisoire semble devoir être davantage une instance de concertation et de coordination.

Concertation sur les modalités

Les tâches des uns et des autres seront définies dans les prochains jours, en fonction des réponses des secrétaires et délégués nationaux de l'ancienne structure aux affaires de travail en commun qui leur sont faites. Les responsables de l'ensemble des secteurs du parti doivent se réunir jeudi matin, après que le président de la direction provisoire se sera adressé aux « permanents », c'est-à-dire au personnel du PS. L'installation des nouveaux responsables ou de ceux qui seront reconduits se fera la semaine prochaine.

La direction provisoire a publié un communiqué précisant que, « dans l'attente des états généraux du Parti socialiste, qui joueront également le rôle de congrès constituant et désigne-

ront une nouvelle direction, elle assumera l'ensemble des responsabilités qui reviennent, statutairement, à la direction nationale ». Elle indique que « la mission qui lui a été confiée par le comité directeur - et qui est unanimement attendue par les militants - est de mettre en œuvre immédiatement ces états généraux. « La direction est saisie par des fédérations et des militants de propositions diverses concernant les modalités d'organisation de ces états généraux, précise le communiqué. C'est donc après concertation avec les auteurs de ces propositions que seront définis, la semaine prochaine, les modes de travail et les compétences du nécessaire groupe de travail préparatoire. »

« Un grand débat démocratique »

Une carte de participation à la préparation des états généraux sera remise aux adhérents du PS et aux sympathisants qui souhaitent y participer. Le porte-parole de la direction, Jean Glavany, a indiqué que ces états généraux se réuniront les 2, 3 et 4 juillet prochain. Parallèlement, sera lancée par un « groupe de travail indépendant de la direction provisoire la réflexion avec nos partenaires du camp du progrès pour les assises, qui auront lieu à l'automne ». Jean Glavany a ajouté que « le rassemblement de tous doit avoir lieu pour un grand débat démocratique, en refusant la logique des courants ».

En ouvrant le débat sur les modalités d'organisation des états généraux, la direction répond au souci exprimé par les fédérations du Nord (mauryste) et du Pas-de-Calais (fabiusienne), qui veulent éviter le « verrouillage » de ces états généraux et une nouvelle bataille de courants, dans laquelle il leur serait malaisé de se situer. Les premières réactions des fédérations, à une ou deux exceptions près, semblent éliminer la menace d'une scission, mais les rocardiens et leurs alliés peuvent redouter que les fabusiens ne se préparent à une « guerre de tranchées ».

PATRICK JARREAU

Les fédérations fabusiennes veulent éviter la rupture

Plusieurs fédérations socialistes ont pris position sur la mise en place d'une direction provisoire du parti et sur l'organisation d'états généraux. Dès lundi soir 5 avril, la commission exécutive de la fédération du Nord, réunie à Lille pendant quatre heures, et le secrétariat fédéral du Pas-de-Calais, à Lens, ont adopté un texte adressé à toutes les fédérations, ainsi qu'à la direction provisoire du PS, dans lequel elles expriment son souhait de « participer à toute initiative qui rassemblera la totalité des socialistes ». « Le souci de notre fédération est de se projeter dans son avenir propre avec le sens de ses difficultés et le souci d'en sortir », indiquent les premiers secrétaires fédéraux, François Bernardini, membre de l'ancien bureau exécutif du PS, après la réunion.

Volonté d'apaisement

Le bureau exécutif de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, à majorité fabiusienne, a adopté à l'unanimité, mardi soir, un texte d'« apaisement », dans lequel il exprime son souhait de « participer à toute initiative qui rassemblera la totalité des socialistes ». « Le souci de notre fédération est de se projeter dans son avenir propre avec le sens de ses difficultés et le souci d'en sortir », indiquent les premiers secrétaires fédéraux, François Bernardini, membre de l'ancien bureau exécutif du PS, après la réunion.

En Gironde, les socialistes ont désigné, lundi soir, leur nouveau premier secrétaire fédéral, mais indiquent notre correspondant, Alain Anziani, un avocat bordelais, fabusien, a été élu par quarante-sept voix sur quarante-neuf par la commission exécutive du PS girondin. Le précédent premier secrétaire, Serge Lemaire, fabusien lui aussi, s'était démis de ses fonctions au lendemain du second tour des élections législatives, marquées par la perte de six députés sur huit sortants. Alain Anziani, qui a bénéficié d'un appel très large (les fabusiens détiennent vingt-cinq sièges à la commission), s'est appuyé sur le soutien d'une partie de la fédération, qui a présenté la résolution qui accompagnait sa candidature. « Ce qui s'est passé à Paris n'est pas un spectacle réjouissant, a-t-il dit. C'est pourquoi ma première ambition est de rejeter, en Gironde, les courants et la logique des courants, et de reprendre le dialogue avec la base et, enfin, d'élargir le secrétariat fédéral lors du prochain congrès, non pas en fonction de la logique des courants, mais en tenant compte des propositions de chacun. »

Autre fédération fabusienne, celle de l'Aude a adopté, lundi, au niveau de sa commission exécutive, une déclaration par laquelle elle « regrette et désapprouve les comportements du dernier comité directeur ». Elle annonce qu'elle « va mettre en œuvre tous les moyens pour engager les socialistes aulois dans une démarche d'analyse lucide, de réflexion sérieuse et démocratique et aboutir à une nécessaire rénovation ».

Les membres de la commission exécutive fédérale de l'Isère, réunie lundi à Bourgoin-Jallieu, ont désigné, par quatre-vingts voix contre dix-huit, l'initiative de Michel Rocard et sa prise de pouvoir au PS, indiquent notre correspondant Claude Francillon. Dans un texte présenté par les proches de Louis Mermaz, le maire de Vienne, ancien ministre, et par les membres du courant fabusien, la commission condamne très sévèrement l'éviction de l'ancien premier secrétaire, Laurent Fabius, et refuse la nouvelle direction provisoire. Ils réclament le « retour à la légalité et à la démocratie » au sein des instances dirigeantes du PS. Cependant, après la réunion, le premier secrétaire fédéral, Jean Bourdier, proche de Louis Mermaz, a déclaré : « Même si nous avons eu des positions très divergentes (avec les rocardiens), le terme de scission n'a jamais été prononcé, ni même évoqué, ni envisagé par aucun des participants. Il y a, certes, entre nous un désaccord fondamental, mais nous sommes comme par le passé, le surmonter. »

La fédération de l'Ariège, à majorité jospiniste, a réuni, elle aussi, sa commission exécutive, qui a décidé d'« aborder en totale unité la période difficile qui s'annonce » et d'apporter sa « contribution originale au processus de rénovation et de reconstruction du PS ». Curieusement, une fédération à majorité rocardienne, celle des Hautes-de-Seine, mettant en minorité son premier secrétaire, Jean-François Merle, a adopté, en commission exécutive, une déclaration hostile à la direction provisoire du PS. « Le comité directeur n'a pas posé que des problèmes de personnes, qui sont secondaires par rapport aux choix politiques », déclare ce texte, qui « condamne les conclusions du comité directeur quant au changement de direction ». Il a été adopté par dix-sept voix (fabusiennes et jospinistes) contre seize (rocardiennes), et il y a eu huit abstentions (chevènementistes et jospinistes).

La fédération de l'Ariège, à majorité jospiniste, a réuni, elle aussi, sa commission exécutive, qui a décidé d'« aborder en totale unité la période difficile qui s'annonce » et d'apporter sa « contribution originale au processus de rénovation et de reconstruction du PS ». Curieusement, une fédération à majorité rocardienne, celle des Hautes-de-Seine, mettant en minorité son premier secrétaire, Jean-François Merle, a adopté, en commission exécutive, une déclaration hostile à la direction provisoire du PS. « Le comité directeur n'a pas posé que des problèmes de personnes, qui sont secondaires par rapport aux choix politiques », déclare ce texte, qui « condamne les conclusions du comité directeur quant au changement de direction ». Il a été adopté par dix-sept voix (fabusiennes et jospinistes) contre seize (rocardiennes), et il y a eu huit abstentions (chevènementistes et jospinistes).

Les députés socialistes revendiquent leur « autonomie » par rapport au parti

Trois jours après les états du comité directeur, les députés socialistes n'ont pas ajouté la discorde à la discorde au cours de leur réunion de groupe où la volonté d'apaisement a été provisoirement emportée sur celle d'un dénouement.

Les fabusiens ont certes pris acte de la situation créée par le remplacement de leur chef de file par Michel Rocard. « Les liens ne sont plus les mêmes qu'hier », a expliqué le président du groupe, Martin Malvy, proche de M. Fabius, à l'issue de la réunion. « Les structures traditionnelles ont vacillé. Les liens les plus forts sont entre le président du groupe et le comité directeur. » « Si le comité directeur ne se réunit plus, les liens se distendent. Quel est mon interlocuteur à la direction provisoire ? C'est une question à laquelle je n'ai pas de réponse », a ajouté M. Malvy.

Pour autant, les fabusiens

n'ont pas profité de leur très net avantage numérique - le groupe compte vingt-cinq députés fabusiens sur cinquante-deux - pour durcir le ton à l'encontre de la direction provisoire du parti. Il n'a pas été question de rupture ni de scission, mais d'« autonomie », alors qu'il existe d'ordinaire un lien hiérarchique très fort entre le bureau exécutif et le groupe socialiste. En cas de litige au sein du groupe, les statuts précisent en effet qu'il appartient au bureau de trancher.

Protestations chez les sénateurs

L'« autonomie » a en tout cas ravi Jean-Pierre Chevènement qui n'a demandé aucune liberté de vote, proposition qui a reçu, a-t-il dit, l'appui de Pierre Bérégovoy. M. Malvy a indiqué cependant que les règles de fonctionnement du groupe étaient pour l'instant « en discussion ». La composition du bureau, décidée mardi, a donc été très équilibrée, avec deux proches de Jacques Delors, Jean-Pierre Balligand et Jean-Yves Le Déaut, un fabusien, Jean-Michel Boucheron, une popériste, Martine David, un rocardien, Michel Destot, et un jospinien, Alain Rodet. Au Sénat, où la composition par courants est plus équilibrée, la tonalité a été paradoxalement plus belliqueuse. Les fabusiens, Michel Dreyfus-Schmidt, François Ségismund et Josette Durieux, notamment, ne se sont pas privés de revenir en termes vifs sur le vote de samedi.

A l'issue de la réunion, le président du groupe, Claude Estier, proche de Lionel Jospin, a assuré que le groupe socialiste du Sénat allait devenir « un lieu d'unité du Parti socialiste dans lequel le débat s'effectuera en parallèle à la préparation des états généraux prévus en juillet ». « Le groupe a été unanime pour considérer que, dans la période actuelle, il était indispensable de maintenir sa cohésion », a-t-il ajouté avant d'indiquer qu'une majorité arithmétique existe pour une approbation de l'opération menée samedi par Michel Rocard. A l'invitation de M. Estier, le nouveau patron du PS devrait d'ailleurs venir devant le groupe la semaine prochaine.

M. Dreyfus-Schmidt n'en a pas moins regroupé autour de lui, après la réunion du groupe, une vingtaine de sénateurs appartenant à plusieurs courants pour protester contre la violation manifeste des statuts du parti. A l'issue de cette réunion, ces sénateurs ont fait savoir leur désir « de se revoir prochainement, en liaison avec leurs camarades députés » et de faire connaître « rapidement les initiatives » qu'ils envisagent de prendre.

Deux sénateurs ont d'ores et déjà fait savoir leur désir de prendre des distances avec le groupe en demandant un simple rattachement administratif : il s'agit de l'ancien ministre du budget Michel Charasse, fabusien et proche de François Mitterrand, et de Paul Loridant, chevènementiste.

GILLES PARIS

Devant le comité central du PC

Charles Fiterman propose de convoquer des « assises communistes »

Le comité central du Parti communiste, réuni mercredi 7 et jeudi 8 avril à Paris, devait se prononcer sur un rapport de Robert Hue, membre du bureau politique chargé des élections et des collectivités territoriales, rapport consacré à « la situation politique et l'activité des communistes ou l'endémisme des élections législatives ». Dès lundi, le bureau politique a été informé par Charles Fiterman - qui y revient pour la première fois depuis cinq mois - d'une proposition visant à « convoquer d'ici à la fin de l'année des assises communistes en vue de la création d'un nouveau parti de transformation sociale ».

Cette initiative, qui, selon le chef de file des refondateurs, « n'a pas reçu un accueil très chaleureux » de la part de la direction du PC, devait cependant être précisée devant le comité central. « Tout le problème est de savoir si le Parti communiste limite son ambition à une action contestataire marginale en se satisfaisant d'exister encore, ou s'il entend contribuer de façon décisive à la fois à reconstruire la force influente de transformation sociale qui fait actuellement défaut et à réaliser le rassemblement des forces de progrès, indispensables pour sortir la France de la crise historique qu'elle est en train de vivre », affirme M. Fiterman.

On juge, en effet, que les refondateurs, que la direction du PC s'est employée un peu rapidement à répandre l'idée selon laquelle les communistes auraient réalisé « une bonne performance » aux élections législatives. C'est « toujours la vieille recette selon laquelle on peut faire d'un faux semblant une évi-

dence, pour peu qu'on l'affirme avec suffisamment d'aplomb », dit Charles Fiterman, en soulignant que le résultat du PC au premier tour (9,21 %) constitue « le plus mauvais score du PCF à une élection législative depuis 1932 ».

L'ancien ministre des transports, qui propose de « dépasser les formes absolues d'organisation politique répréhensibles sous le qualificatif de centralisme démocratique », a déjà établi le mode d'emploi des assises communistes. Celles-ci se dérouleraient au niveau local, départemental, puis national. Un collectif serait ensuite chargé de préparer le congrès constitutif de la nouvelle formation, lequel adopterait les statuts du nouveau parti et déciderait de son nom. Pour ce qui le concerne, Charles Fiterman soulignerait que « la dénomination « communiste » soit maintenue ».

Une initiative de M. Herzog

Cette proposition a reçu le soutien de Guy Herminet, député des Bouches-du-Rhône, et de Philippe Herzog, député européen et responsable de la section économique du PC, qui juge toutefois que « la création d'un deuxième Parti communiste n'est pas à l'ordre du jour ». M. Herzog, de son côté, a écrit à plusieurs personnalités pour leur proposer l'organisation d'« états généraux pour un projet de société ». « La transformation en profondeur et la mutation du PCF, la refondation du PS et les états généraux de la gauche, la réflexion des écologistes, celle des mouvements et des clubs, ne peuvent que gagner au développement d'initia-

tives contribuant à leur rapprochement et au travail en commun », explique M. Herzog, qui privilégie trois thèmes de réflexion : l'emploi, l'Europe et la question du pouvoir.

Bien qu'il n'ait pas voulu révéler les noms des personnalités auxquelles il a soumis son projet, Philippe Herzog souhaite la participation à ces états généraux des différentes composantes de la gauche, des écologistes, du milieu associatif, des syndicats, des intellectuels, mais aussi des dirigeants d'entreprise, voire des représentants « de sensibilités de droite ». Une coordination nationale serait mise en place au mois de mai prochain. Les états généraux seraient d'abord organisés dans les régions, pour s'achever au cours du second semestre de 1994.

J.-L. S.

○ Rencontre entre Charles Fiterman et Jean-Pierre Chevènement. - Le chef de file des communistes refondateurs, Charles Fiterman, accompagné de Marcel Trigon, maire d'Arcueil (Val-de-Marne), a rencontré, mardi 6 avril, Jean-Pierre Chevènement, député PS du Territoire de Belfort, animateur du Mouvement des citoyens, qui avait à ses côtés Georges Sarre, député PS de Paris. Ils sont convenus d'établir entre eux une concertation permanente « en vue d'approfondir les convergences et de susciter des actions communes ». Dans un premier temps, ils ont décidé de prendre des initiatives pour s'opposer au projet de dénationalisation de la Banque de France.

TOKYO: 7 JOURS 7.700 F

VOYAGES

42 86 16 16

VOYAGER PLUS VRAI

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Le RPR et l'UDF se partagent à égalité les présidences des six commissions permanentes

L'Assemblée nationale devait installer, mercredi 7 avril, en séance publique, son nouveau bureau dont la composition a fait l'objet, mardi, d'un accord à l'amiable entre les présidents de groupe, comme la veut la coutume parlementaire.

L'élection de bureau du Palais-Bourbon doit « s'efforcer de reproduire » la « configuration politique » de l'Assemblée. Cet article 10 du règlement intérieur a donné lieu à une pratique consensuelle depuis le début de la V^e République, les différents groupes se répartissant à la proportionnelle les différents postes selon un calcul prenant en compte l'importance relative des fonctions de président (valant 4 points), de vice-président (2 points), de questeur (2,5 points) et de secrétaire (1 point). Seul accorde à la tradition, l'élection du bureau sous la huitième législature (1986-1988), marquée par une majorité RPR-UDF équilibrée et une forte présence du Front national, s'était déroulée selon le scrutin plurinominal majoritaire.

La nouvelle majorité étant aujourd'hui sans ambiguïté, les présidents de groupe se sont conformés, mardi 6 avril, à la coutume. Le RPR se voit attribuer deux vice-présidences, confiées à Nicole Catala (Paris) et Eric Raoult (Seine-Saint-Denis), une question qui revient à Jacques Godfrain (Aveyron) et cinq secrétariats. L'UDF détient trois vice-présidences que se partagent Pierre-André Wiltzer (Essonnes), Gilles de Robien (Somme) et Loïc Bouvard (Morbihan), une question confiée à Ladislav Poniatowski (Eure) et six secrétaires. Le PS, auquel aurait pu revenir une vice-présidence, a finalement préféré une question, poste stratégiquement plus prisé puisqu'il confère des pouvoirs en matière d'administration intérieure de l'Assemblée et de gestion du personnel. C'est Bernard Derosier (Nord) qui est le candidat socialiste à cette fonction. Le PS aura en outre un poste de secrétaire. Quant au PC, il se voit attribuer la sixième vice-présidence qu'assumera Jacques Bruhnes (Hauts-de-Seine).

Tout aussi attendues étaient les tractations au sein de la nouvelle majorité en vue de se répartir les présidences des six commissions permanentes et de la délégation aux affaires européennes. Avant

La nomination des directeurs de cabinet

AFFAIRES SOCIALES

Jean-Ludovic Silicani

Jean-Ludovic Silicani, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommé samedi 3 avril directeur du cabinet de Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville.

[Né le 20 mars 1952, à Alger, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration et ingénieur civil des Mines, M. Silicani a été directeur adjoint du POG de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), de 1984 à 1986, puis directeur de l'administration générale du ministère de la culture, de 1986 à 1992, avant de devenir directeur général de la Bibliothèque de France, en octobre 1992.]

SANTÉ

Henri Paul

Henri Paul a été nommé directeur du cabinet de Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, et directeur adjoint du cabinet de M^{me} Vall, ministre d'Etat, chargée des affaires sociales, de la santé et de la ville.

[Né le 8 août 1952 à Arcachon, Henri Paul est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Nommé auditeur à la Cour des comptes en 1980, il est conseiller référendaire à la Cour des comptes depuis 1984. Chargé de mission auprès du directeur des affaires de l'ENA de 1984 à 1986, M. Paul était depuis cette date directeur des affaires financières de la région Ile-de-France.]

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

même la réunion des présidents de groupe, quatre présidences de commissions étaient déjà tacitement « réservées » pour des raisons de haute diplomatie : il était ainsi convenu d'accorder à l'UDF la présidence de la commission des affaires étrangères et celle de la commission des finances — qui devraient revenir sans coup de théâtre respectivement à Valéry Giscard d'Estaing (Puy-de-Dôme) et Jacques Barrot (Hauts-de-Seine) — et au RPR la présidence de la commission des lois, attribuée à Pierre Mazeaud (Hauts-de-Seine), et celle de la commission de la défense nationale et des forces armées. Cette dernière fait l'objet d'un accord tacite entre deux postulants au sein du RPR, Jacques Baumel (Hauts-de-Seine) et Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense de 1986 à 1988.

Vers un pôle anti-Maastricht ?

Le RPR souhaitait également mettre la main sur la commission de la production et des échanges et sur la commission des affaires culturelles, sociales et familiales. Mais à la suite d'une forte résistance de l'UDF, qui tenait à la commission de la production — guidée par André Santini (Hauts-de-Seine), — le parti chiraquien a dû se contenter de la présidence de la commission des affaires culturelles, sociales et familiales, à laquelle postulent actuellement trois candidats du groupe, Jean-Yves Charnard (Vienne), Elisabeth Hubert (Loire-Atlantique) et Michel Péri-

card (Yvelines). En échange de cette concession, le RPR a obtenu que le poste de rapporteur général du budget revienne à Philippe Auberger (Yonne).

Si elle n'a pas le statut constitutionnel d'une commission permanente, la délégation pour les Communautés européennes est aussi très convoitée. L'UDF était bien sûr tentée, mais le RPR n'a pas eu de mal à brider ses ambitions, faisant valoir qu'Alain Lamassoure était déjà en charge du dossier européen au gouvernement et que M. Giscard d'Estaing sera également présent sur le terrain européen à la tête de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée. Il reste maintenant à savoir si la présidence de cette délégation reviendra à un « pro-Maastricht » ou à un « anti-Maastricht » du RPR, équilibre qui conserve toute sa pertinence même si beaucoup feignent aujourd'hui de considérer au sein du parti néo-gaulliste que le débat sur l'Union européenne interfère peu dans le partage des postes de l'Assemblée. Philippe Séguin et Pierre Mazeaud, qui se sont illustrés dans le combat contre le traité de Maastricht, contrôlent l'un l'hôtel de Lassay et l'autre, en principe, la présidence de la commission des lois, une délégation pour les Communautés européennes présidée par un de leurs amis pourrait achever de constituer un pôle « anti-maastrichtien » à l'Assemblée s'érigeant en contre-pouvoir face au gouvernement.

FREDERIC BOBIN

La « nouvelle vague » contre la « vieille garde »

Hou-roux ! Les députés RPR sont heureux, unis, mobilisés autour du premier ministre qui est issu de leurs rangs. Ils le sont tout autant autour du président de l'Assemblée nationale, qui est également un des leurs. Toute la « nomenclature » du parti néo-gaulliste a été appelée au gouvernement, ce qui n'a pas sans provoquer une certaine réorganisation des structures. Déjà une « équipe présidentielle » va achever d'être constituée afin de préparer le terrain de Jacques Chirac. Si le nouveau ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, conserve sa fonction de secrétaire général du RPR, en revanche, ses trois adjoints ont quitté leur poste : Nicolas Sarkozy et Dominique Perben sont entrés au gouvernement pour s'occuper respectivement du budget et des DOM-TOM, tandis que Robert Fanchaud a considéré qu'il avait conduit, avec succès, son action électorale à son terme. Le mouvement n'a plus qu'un seul et nouveau secrétaire général adjoint, également porte-parole : Jean-Louis Dabry (la Monde du 3 avril).

Avec l'arrivée d'un grand nombre de nouveaux députés qui entrent dans la carrière, la cillage entre les pro et les anti-Maastricht est moins apparent. D'autant que les deux chefs de file de l'opposition à la ratification du traité européen, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, et Philippe Séguin, locataire de l'hôtel de Lassay, disent eux-

mêmes que « le débat est clos » et que depuis la référendum ce traité est devenu la « loi commune ». S'il y a divergence au sein du groupe RPR, elle se situe entre la « nouvelle vague » des jeunes et la « vieille garde » des anciens. Le choix du candidat pour la « percée » en a un donné un avant-goût. En battant sagement Pierre Mazeaud 185 voix à 49, M. Juppé a donné une idée du sort de forces entre ces deux inséparables néo-gaullistes.

Robert-André Vivien critique Alain Juppé

Un autre signe a été l'appréciation portée, mardi 6 avril, lors de la réunion du groupe, par Robert-André Vivien (Vendée-Marne) sur le cumul des fonctions de secrétaire général et de ministre des affaires étrangères par M. Juppé. Connu pour sa verve et ses amportements, M. Vivien, sous la forme interrogative, s'est étonné, pour la critique, de cette situation. Certains de ses « compagnons » classent cette intervention dans le registre « comique troupier », en ajoutant que Bernard Pons, président du groupe, a lui-même dit, en riant, que le cumul de M. Juppé, c'est le Bas syrien.

Contrairement à l'habitude, l'assertion de M. Vivien n'a provoqué aucun applaudissement. En vertu de quoi, les députés RPR ont voté une modification des statuts qui fait du secrétaire général ou de son représentant, M. Dabry en la circonstance, un

membre de droit du bureau du groupe. De même, alors que des représentants de la « vieille garde » commencent à engager un débat interne sur la nécessité de procéder au « nettoyage » de certaines administrations et, pour parler clair, de demander que des fonctionnaires nommés par les précédents pouvoirs soient écartés, des jeunes de la « nouvelle vague » ont exhorté leurs aînés à ne pas faire un congrès de Valence-bis, allusion au congrès socialiste de 1981 au cours duquel Paul Quilès avait eu ce mot : « Il ne faut pas dire des tristes vont tomber, il faut dire lesquelles et quand ».

Et si, dès la nomination du gouvernement, des grincements de dents ont été perceptibles dans les rangs chiraquiens à propos de la sur-représentation des centristes, ces mouvements d'humeur semblent, pour le moment, s'être apaisés. Face à l'offensive concoctée par Valéry Giscard d'Estaing, les députés RPR ont bien compris que leur intérêt était de resserrer les rangs derrière Edouard Balladur. Chaleureusement applaudi, le premier ministre a su trouver les mots pour convaincre des députés devant lesquels, a-t-il dit, il viendra régulièrement s'expliquer. En demandant son soutien au groupe, M. Balladur a assuré qu'il souhaitait donner une « perspective quinquennale à l'action gouvernementale ».

OLIVIER BIFFAUD

POINT DE VUE

Que sont les écologistes devenus ?

par Daniel Boy

LES résultats obtenus par l'Entente des écologistes au premier tour des élections législatives ont probablement constitué la seule surprise d'un scrutin dont les principaux résultats avaient été correctement prévus par la plupart des grands instituts de sondage. Dans quelle mesure et pour quelles raisons a-t-on surestimé la force des écologistes ? Comment interpréter le niveau de leurs résultats réels ? Que sont devenus les voix qui au dernier moment ne se sont pas portées sur les formations écologistes ?

Depuis que l'écologie est entrée dans le champ électoral, il est arrivé à plusieurs reprises que des intentions de vote déclarées en faveur de l'écologie dans les mois qui précèdent le scrutin se situent à un niveau supérieur à la réalité. Très probablement, dans la période qui précède la décision électorale, un certain nombre d'électeurs qui n'ont pas fait leur choix définitif déclarent une intention de vote écologiste qui a valeur de refuge, voire de non-réponse. La réticence des écologistes à entrer dans des coalitions électorales maintient l'image d'une écologie échappant aux classements politiques traditionnels et facilite une réponse d'évitement du choix entre gauche et droite.

Cette fragilité des intentions de vote écologistes est bien connue des instituts de sondage : en février 1993, parmi les personnes « certaines d'aller voter » et déclarant une intention de vote en faveur de l'écologie, 46 % reconnaissent que leur vote pouvait encore changer, contre 33 % en moyenne (enquête BVA du 1^{er} au 4 février 1993).

Autre signe d'instabilité probable : à quelques semaines des élections, la structure sociale de l'électorat écologiste potentiel apparaît très différente de celle que l'on connaît habituellement. Selon un sondage BVA de janvier 1993, 18 % des ouvriers déclarent une intention de vote écologiste, contre 16 % en moyenne.

Or, toutes les études l'ont montré, le vote écologiste est principalement centré sur des professions intermédiaires (enseignants, intellectuels, professions de la santé) et proportionnellement moins sur une classe ouvrière généralement moins sensible aux thèmes envi-

ronnementaux. A l'approche des élections, la courbe des intentions de vote écologiste s'est rapidement infléchie : de janvier à février, les pourcentages d'intentions de vote, qui avaient atteint un maximum de 18 % pour BVA, sont ramenés à 11,5 % dans un sondage des 18 et 19 mars. A la SOFRES, elles passent pour la même période de 16 % fin janvier à 11,5 % (16 mars).

Le 21 mars, l'Entente des écologistes obtient 7,8 % des suffrages exprimés. En additionnant ces suffrages à ceux des divers écologistes on obtient un total de 10 à environ 11 %. Comment interpréter ces résultats ? Comparé au score obtenu un an auparavant, ce résultat apparaît comme un recul par rapport aux élections régionales du 22 mars 1992 les listes des Verts, de Génération Ecologie et des divers écologistes avaient totalisé 14,7 % des suffrages.

Parti perdu

Mais l'observation attentive des scores obtenus dans les deux scrutins du 22 mars de l'année dernière invite à nuancer cette comparaison. Si l'on considère, pour les élections régionales comme pour les élections cantonales, les cas où l'un des deux partenaires de l'Entente des écologistes était seul présent, on remarque que le score obtenu était en moyenne voisin de 11 % des suffrages. La règle qui se dégageait il y a un an était donc la suivante : deux candidats appartenant aux formations écologistes recueillent ensemble près de 15 % des suffrages, un seul environ 11 %. Aux élections législatives de 1993, les écologistes avaient pour ambition d'obtenir dix élus. Les règles du scrutin majoritaire leur imposaient par conséquent des candidatures uniques qui s'organisaient au sein d'un accord électoral entre les deux formations : l'Entente des écologistes. En adoptant cette stratégie, ils faisaient le pari que la dynamique de leur union profiterait à l'unique représentant de l'écologie qui atteindrait autant, sinon davantage, que les deux candidats des élections régionales. Ce pari a été perdu pour plusieurs raisons.

En premier lieu, la règle selon laquelle, sur le même segment électoral, un seul candidat rapporte

moins de voix que deux s'est appliquée à l'électorat écologiste. Au sein d'un vaste ensemble écologiste, les Verts et Génération Ecologie représentent deux sensibilités électorales légèrement différentes attirant dans des catégories sociales complémentaires. Les deux partis sont principalement centrés sur les catégories intellectuelles (enseignants, professionnels de la santé) mais les Verts recrutent un peu plus parmi les employés alors que Génération Ecologie semble avoir attiré une frange de cadres supérieurs. Idéologiquement, Génération Ecologie représente une vision plus pragmatique de l'écologie (le « agir », pas le « dire ») selon le slogan de Brice Lalonde alors que les Verts donnent l'image d'une écologie plus fondamentaliste. Un seul candidat écologiste ne pouvait satisfaire ces clientèles écologistes diversifiés que si l'Entente des écologistes avait représenté plus qu'une simple coalition électorale.

La deuxième raison de l'échec tient à un réalignement d'un certain nombre d'électeurs écologistes sur les partis traditionnels de gauche et de droite dans le contexte d'une élection décisive. Selon le sondage effectué à la sortie des urnes par BVA, une proportion d'environ 15 % des électeurs écologistes (Verts ou Génération Ecologie) ont différencié guère sur ce point des élections régionales de 1992 ont voté pour une formation de gauche le 21 mars 1993, la même proportion, à peu près, choisissant un parti de droite.

Une volonté de tromper le « consommateur »

La troisième raison tient enfin à la présence de candidats écologistes concurrents qui ont très probablement capté une partie de la clientèle écologiste. Hors des candidats de l'Entente des écologistes, quatre formations se sont disputées les suffrages écologistes : l'Alliance Solidarité Ecologie, Gauche alternative, représentant une sensibilité proche de l'extrême gauche, l'Alliance pour l'écologie et le développement, regroupant autour de François Dorel des dissidents de Génération Ecologie, Génération verte, probablement suscitée par le secte Moon, enfin les candidats des Nouveaux Eco-

gistes, recrutés par l'avocat Bernard Manovelli dans la but avoué de profiter de la loi de financement des partis politiques.

Il est pour l'instant difficile de recenser avec précision le poids de ces différents candidats. Mais il est assez vraisemblable qu'il se situe entre 2 et 3 % des suffrages exprimés. En ajoutant ce total d'écologistes divers aux voix obtenues par l'Entente des écologistes on obtient environ 10 à 11 % des suffrages exprimés, soit à peu près le niveau qu'obtenait un candidat écologiste en position de monopole en 1982.

Si l'on calcule la liaison statistique entre les scores obtenus par les écologistes en 1992 et ceux obtenus par la total Entente des écologistes plus écologistes divers, on obtient un coefficient de corrélation de 0,50, soit un résultat un peu supérieur à celui que l'on obtient en considérant les seules voix de l'Entente des écologistes (0,51).

La présence de candidats écologistes « divers » ressemble à une opération de contrefeçon commerciale, les bulletins de vote des listes concurrentes étant délibérément rédigés de façon à tromper le « consommateur ». Génération Verte, dont les bulletins sont parfois imprimés à l'encre verte, mêle les deux termes appartenant aux formations de l'Entente des écologistes. Les Nouveaux Ecologistes de Manovelli se présentent comme les représentants d'une supposée « Union nationale écologiste » et font appel à la sensibilité des défenseurs des animaux. Du reste, les écologistes eux-mêmes ne sont pas contribué à la confusion en se ressemblant dans une Entente des écologistes qui se présentait, selon les cas, tantôt sous le nom et avec le signe des Verts, tantôt avec les signes distinctifs de Génération Ecologie.

Or, contrairement à d'autres familles politiques, l'électorat écologiste demeure relativement peu structuré. Le vote en faveur de l'écologie ne s'accompagne pas toujours d'une identification particulière solide. Ainsi, aux élections régionales de 1992 il apparaissait que seulement 57 % de ceux qui avaient voté pour une liste écologiste se sentaient « proches » des écologistes (SOFRES, 25-26 mars 1992). Dans ces conditions, il est fort probable qu'une fraction de

l'électorat écologiste, probablement le moins politisée, a voté de bonne foi pour des candidats qui n'avaient d'écologiste que le nom. Selon le sondage effectué par BVA à la sortie des urnes, 17 % des électeurs Verts de 1992 à 16 % de ceux qui avaient choisi Génération Ecologie ont voté en 1993 pour des candidats « divers » parmi lesquels la poids des « divers écologistes » est prédominant.

Le dernier facteur qui peut avoir contribué à cette demi-défaite des écologistes est leur attitude ambiguë à la veille de l'élection face aux propositions de « big bang » formulées par Michel Rocard. Les réponses contradictoires, ou en tout cas peu claires, de Brice Lalonde ont peut-être ajouté à la confusion et convaincu une partie des électeurs de voter pour d'autres formations. Les dernières moments de la campagne électorale semblent d'ailleurs avoir été peu favorables au leader de Génération Ecologie puisque selon BVA, on observe, pour le présidentielle, une nette diminution des intentions de vote en sa faveur : de 10 % dans le mois précédant l'élection à 5 % dans le sondage réalisé au lendemain du premier tour.

Daniel Boy est chargé de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (CEV-POF) de la Fondation nationale des sciences politiques.

o Génération Ecologie prolonge sa campagne de silence. — Le bureau national de Génération Ecologie, réuni, mardi 6 avril, pour la première fois depuis l'échec des écologistes aux élections législatives, a décidé de ne pas s'exprimer publiquement avant la réunion du conseil national du mouvement, prévue pour le 16 mai prochain. Les responsables de GE continueront jusqu'à cette date d'analyser auprès des militants les causes de l'échec électoral des écologistes. L'un des cofondateurs de GE, Yves Pictrasants, maire de Mèze (Hérault) et conseiller régional du Languedoc-Roussillon, en désaccord avec la ligne suivie par Brice Lalonde, a adressé, de son côté, aux militants un « manifeste pour l'écologie politique », dans lequel il propose un recentrage sur le terrain et autour du thème de l'environnement.

SOCIÉTÉ

« Bavure » dans un commissariat de police du 18^e arrondissement

Un Zairois de dix-sept ans est tué par un inspecteur pendant sa garde à vue

Un Zairois âgé de dix-sept ans a été tué d'une balle dans la tête par un inspecteur qui l'interrogeait, mardi 6 avril, au commissariat des Grandes-Carrières, dans le dix-huitième arrondissement de Paris. « J'ai voulu lui faire peur », a déclaré l'inspecteur Pascal Compain, qui a été placé en garde à vue par l'inspection générale des services (IGS), le « police des policiers » parisienne, chargée d'une enquête préliminaire par le parquet de Paris.

L'inspecteur Compain et Nakomé sont face à face dans une pièce du commissariat des Grandes-Carrières, mardi 6 avril en fin d'après-midi. Agé de dix-sept ans et né à Kinshasa, le jeune homme est de nationalité zairoise et il vit à Paris avec ses parents. A trente-six ans, l'inspecteur Compain connaît par cœur la rhétorique de l'interrogatoire : officier de police judiciaire depuis une dizaine d'années, il a

mené nombre d'auditions de gardés à vue depuis qu'il est en poste dans ce secteur « chaud » de la capitale ; un inspecteur à la nativité moyenne, sans qu'il ait jusqu'alors défrayé la chronique. Aussi cet interrogatoire-là aurait-il dû être de pure routine.

La nuit précédente, Nakomé a été interpellé au domicile de deux amis à la Goutte-d'Or - un autre mineur et un jeune majeur de dix-huit ans - pris en flagrant délit pour un vol dans un commerce du quartier. Le trio a été conduit, comme d'habitude pour des faits de cette nature, au commissariat de police judiciaire des Grandes-Carrières. Les faits sont limpides et la procédure est rapidement bouclée. Il revient à l'inspecteur Compain d'auditionner le jeune Africain.

« C'est moi qui ai un pétard »

Assis sur une chaise, Nakomé n'est pas menotté. En bonne logique judiciaire, il devait quitter le commissariat en milieu d'après-midi à l'issue de sa journée de

garde à vue. Un autre inspecteur assiste par intermittence à l'audition. A plusieurs reprises, a-t-il remarqué, le ton a monté, entre le jeune garçon et le policier, sans que ces éclats de voix soient accompagnés par des violences physiques. Entrant à nouveau dans le bureau pour utiliser la photocopieuse qui s'y trouve, cet inspecteur entend ainsi Nakomé proférer une menace : « Quand je sortirai, je te retrouverai ».

Témoignage direct de la scène mortelle qui va suivre, l'inspecteur est dans la pièce quand son collègue sort son revolver d'un tiroir. Il le voit braquer son arme en direction du jeune Africain. L'inspecteur Compain aurait alors déclaré, en substance : « C'est moi qui ai un pétard ». Mais le deuxième inspecteur dit avoir détourné le regard vers la photocopieuse au moment où est parti le coup de feu. Y a-t-il eu touloulou ? Le jeune homme a-t-il tenté de s'enfuir ? Un coup de feu est-il parti accidentellement ? Nakomé est atteint en pleine tête. Sa mort est immédiate. La « bavure » est indiscutable.

L'inspecteur Compain a violé les plus élémentaires règles enseignées en école de police en emmenant l'erreur de sortir son arme de service - un revolver « 38 spécial police ». Que s'est-il alors passé dans l'esprit du policier ? Spontanément, ses premières paroles seront les suivantes : « J'ai voulu lui faire peur... »

« Ils tuent nos gosses »

Le commissariat des Grandes-Carrières a aussitôt été bouclé par les forces de l'ordre, qui ont installé des cordons sanitaires pour en interdire l'accès. Des représentants du parquet de Paris, de la police judiciaire parisienne et de l'IGS se sont rapidement rendus sur les lieux. L'inspecteur a été placé en garde à vue à la « police des policiers », dans l'attente de l'ouverture d'une information judiciaire. Le corps de Nakomé a été emmené à l'Institut médico-légal pour autopsie.

Les quartiers de Barbès et de la Goutte-d'Or semblaient calmes,

mardi soir, alors que les journaux télévisés venaient d'annoncer la « bavure » qui s'était produite au commissariat voisin. Ces secteurs du dix-huitième arrondissement à forte population immigrée et à fort taux de délinquance sont traditionnellement considérés comme « sensibles » par les policiers. Au cours de la semaine écoulée, une série d'opérations policières y avaient été menées (le Monde du 7 avril) ; des centaines de jeunes et d'étrangers avaient été contrôlés pendant ces interventions massives présentées comme des « opérations de sécurisation ».

Sans que l'on puisse établir une relation de cause à effet, un groupe de jeunes a mis le feu, mardi peu avant minuit, à un véhicule stationné boulevard Ney, dans le dix-huitième arrondissement, et, durant la nuit, une affiche manuscrite a été apposée par des inconnus sur une porte de la mairie. On pouvait y lire : « Demandons à Pasqua de mettre une muselière à ses chiens, car ils tuent nos gosses ».

ERICH INCIVAN

Des « incidents de police » à répétition

□ Le 19 mars à Juvisy : un mort à l'issue d'une interpellation. - Un quadragénaire de nationalité malgache est mort des suites de son interpellation, le 19 mars, dans son appartement, par des policiers du commissariat de Juvisy (Essonne). Les gardiens de la paix avaient été appelés par SOS-Médecins pour maîtriser cet homme en proie à une crise nerveuse (le Monde daté 28-29 mars). L'autopsie a révélé que sa mort était due à la fracture de l'un des cartilages du larynx. Une enquête a été confiée à l'inspection géné-

rale de la police nationale (IGPN).

□ Le 1^{er} avril à Montpellier : un suicide au commissariat. - Un Montpellierain âgé de quarante ans a été retrouvé pendu dans une cellule de dégrisement du commissariat central de Montpellier, jeudi 1^{er} avril, dans la nuit. L'homme s'était pendu avec sa ceinture, alors que la réglementation veut qu'une personne retenue dans ces conditions soit démunie de tout objet pouvant être dangereux pour elle-même. Une information judiciaire a été ouverte et confiée à l'IGPN (le Monde du 3 avril).

□ Le 4 avril à Chambéry : un jeune de dix-huit ans tué par un gardien de la paix. - Eric Simonet, âgé de dix-huit ans, ouvrier de la région de Chambéry (Savoie), a été mortellement blessé par un gardien de la paix lors de l'interpellation d'un trio de jeunes volant des pneus sur des voitures (le Monde des 6 et 7 avril). Un coup de feu serait parti accidentellement au moment de lui passer les menottes. Mis en examen pour « homicide volontaire », le policier a été laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire.

□ Le ministère de l'Intérieur : « Tout manquement grave sera sévèrement sanctionné ». - « La police doit être soutenue, et elle le sera, mais tout manquement grave sera sévèrement sanctionné », déclare le ministre de l'Intérieur dans un communiqué adressé aux fonctionnaires de la police nationale à l'occasion de leur journée de la « police de la rue » et rappelle que leur action « doit toujours nécessairement s'inscrire dans le respect du droit et des libertés fondamentales ». « La sécurité des personnes et des biens est une priorité qui implique un engagement total des forces de police », ajoute le ministre.

□ Le Syndicat général de la police (SGP-FASP) : « Il ne s'agit pas d'un simple fait divers ». - « Il ne s'agit pas, pour nous policiers, d'un simple fait divers, d'un simple fait divers », affirme le SGP-FASP, principal syn-

dicat de la police en tenue parisienne, en annonçant qu'il demande une audience au ministre de l'Intérieur « pour lui exprimer son attachement à une police républicaine respectant les libertés dans un cadre déontologique clairement affirmé ».

□ SOS-Racisme : « Les forces de l'ordre sont là pour protéger les citoyens, pas pour les assassiner ». - SOS-Racisme estime qu'« à force d'avoir confondu les commissariats et les bureaux de shérif on a transformé les forces de l'ordre en cow-boys... » Du délit de faciès au délit de sale gueule, on arrive au crime de sale gueule. C'est intolérable. Les commissariats de la République française ne sont pas des zones de non-droit. Les forces de l'ordre sont là pour protéger les citoyens, et non pour les assassiner... »

SPORTS

RUGBY : dopage

Les arrières du match France-Pays de Galles sous contrôle

De source officielle, le contrôle antidopage effectué le 20 mars au Parc des Princes à l'issue du match de rugby France-Pays de Galles comptant pour le Tournoi des cinq nations pourrait se révéler positif pour les arrières des deux équipes, Jean-Baptiste Lafand et Anthony Clement. Réagissant à cette rumeur, le ministre de la jeunesse et des sports a publié, mardi 6 avril, un communiqué affirmant qu'« à ce jour, les résultats des analyses ne sont pas connus ».

Médecin de l'équipe de France, le docteur Marc Bichon a toutefois reconnu que Jean-Baptiste Lafand avait pris, de sa propre initiative, des suppositoires à base de phédoïne pour soigner une toux quelques jours avant le match. Ce fait a été signalé par le médecin au moment du contrôle et consigné sur la feuille de match.

Les suppositoires pris par le joueur français sont en vente libre dans les pharmacies. La phédoïne, un produit de la famille des opiacés, est utilisée pour soigner les maux de gorge. Elle ne figure plus dans la liste des produits interdits par le Comité international olympique mais subsiste dans celle du ministère de la jeunesse et des sports, seul interdit pour ordonner et organiser les contrôles sur le territoire français. Si le contrôle devait s'avérer positif, son résultat serait transmis à la FFR, qui déciderait alors de la sanction.

□ BASKET-BALL : championnat de France. - Pau-Orthez, Limoges et Antibes, qui avaient remporté les matches aller des quarts de finales se sont qualifiés, mardi 6 avril, pour les demi-finales du championnat de France de basket-ball en s'imposant respectivement sur les terrains du Racing-PSG (80-61), de Montpellier (82-51) et de Levallois (80-62). Gravelines, qui a perdu à Dijon (94-77) après avoir gagné à l'aller, devra disputer un match d'appui dans sa salle, samedi 10 avril.

FOOTBALL : Coupe de l'UEFA

La Juventus fait échec (2-1) aux prétentions du PSG

Les deux clubs français qui disputaient, mardi 6 avril, les demi-finales aller de la Coupe de l'UEFA auront un net handicap dans deux semaines, lors des matches retour : la Juventus a dominé à Turin, le Paris Saint-Germain (2-1), qui préservait, malgré tout, ses chances de qualification face à un adversaire en quête de son lustre d'antan ; par contre, l'AJ Auxerre a compromis ses chances en s'inclinant (2-0) sur le terrain du Borussia Dortmund.

TURIN

de notre envoyé spécial

Les dandies devraient toujours se méfier des vieilles dames. S'il est une leçon évidente, une morale à trois sous, à tirer du match entre la Juventus de Turin et le Paris-Saint-Germain, mardi soir, en terre piémontaise, c'est bien celle-ci. Les joueurs parisiens l'ont appris à leurs dépens, eux qui ont dû quitter le pelouse la tête basse, plutôt penauds, après un but de dernière minute qui les obligea à batailler ferme, le 22 avril, lors de la seconde manche à domicile. Plus loin, leurs adversaires italiens pouvaient bomber le torse en retenant aux vestiaires sous les vivats d'une foule qui les conspuait pourtant sans retenue quelques instants plus tôt : en deux secondes, le temps d'un but insensé, la « Juve », la « Vieille Dame » comme on la surnomme en Italie, venait d'offrir à son public un superbe sursaut d'orgueil.

Ah, seulement, le jeune et ambitieux Paris-SG, sorti de dandy du football en quête de sa première finale européenne, a compris ses erreurs. Celle, d'abord, d'avoir cru que marquer un but, surtout le premier (Georges Weah dès la 23^e minute de jeu), suffirait à son bonheur au stade des Alpes. Celle, ensuite, d'avoir manqué de nombreuses occasions d'accroître son avance par David Ginola ou Laurent Fourrier. Celle, enfin, d'avoir sous-estimé la pugnacité de la maîtrise des lieux et de son meilleur élément, Roberto Baggio.

Le temps est pourtant bien loin où le club de la Fiat garnissait chaque

année sa salle des trophées (1) et éliminait le PSG en Coupe d'Europe (1983). Depuis, le Milan AC de Silvio Berlusconi a pris le relais en tête du football italien. La Juventus, orpheline de ses grands joueurs (Platini, Boniek, Scirea, Tardelli...), n'a pas su relever le défi lombard. Les dépenses engagées par Fiat et son président, Giovanni Agnelli, pour carter les internationaux Gianluca Vialli (200 millions de francs) ou Roberto Baggio (120 millions de francs) n'y ont rien changé. La Juve, maillot blanc à rayures noires, est rentrée dans le rang avec ses vedettes étrangères, toujours décevantes depuis Platini. Elle occupe aujour-

d'hui une médiocre sixième place du championnat. M. Agnelli lui-même avoue que le plus beau spectacle auquel il ait assisté cette saison n'est pas un match de son équipe, mais la rencontre Paris-SG - Real Madrid (4-1) lors du tour précédent.

Le diagnostic de Platini

Dans les grands soirs, pourtant, lorsque le public commence à gronder et l'adversaire à se faire trop impétueux, la Juventus sait encore réagir, avec la superbe élégance des dames de grande lignée, une manière bien à elle de refuser l'évidence du

déclin. Sur le terrain, mardi soir, ce retour de féerie s'est simplement traduit par deux tirs victorieux de Roberto Baggio. Finalement, en début de seconde période et un autre sur coup franc (faute du défenseur Antoine Kombouaré), dans le coin gauche, à la dernière minute. Le reste du temps, l'équipe turinoise s'est contentée d'offrir aux quarante-deux mille spectateurs l'affligeant spectacle d'une formation qui s'accroche à son passé, s'arrime à ses souvenirs pour mieux résister aux bourrasques du moment.

Avant le match, Turin avait d'ailleurs convoqué Michel Platini au chevet du malade. En grand ancien, presque en patriarche, il s'était prêté au jeu avec nostalgie, lui aussi. Il avait prévenu les tifosi que leur équipe, même si elle n'a jamais été éliminée par un adversaire français, avait « bien du mal » à écouler le Paris-SG. C'est s'être avéré : la Juve a peine face à un adversaire qui lui était supérieur. Elle aurait même pu s'incliner si la formation parisienne ne s'était montrée si précautionneuse, persuadée qu'elle était de son succès après ses exploits face à Salomon, Naples, Anderlecht et Madrid. Michel Platini avait également noté que la Juventus n'était pas une « coléctivité », mais une « somme d'individus ». Le match l'a confirmé. Il a fallu le talent d'un homme, Roberto Baggio, pour entretenir l'espoir d'une résurrection.

En dépit de la tourmente actuelle, le club turinois reste donc confiant. En 1990, lorsque tout le monde le proclamait déjà mal en point, Chapuisat, l'étranger suisse importé dans la Ruhr au début de la saison, qui aura torturé toute la soirée la défense auxerroise, sans toutefois parvenir à marquer. L'ancien Allemand de l'Est Karl (58) et le capitaine Zorc (37) s'en sont chargés à sa place. Les Auxerrois auront désormais besoin de retrouver ce grain de folie qui les a accompagnés depuis le début de leur campagne européenne pour remonter un handicap de deux buts. Ce qu'ils n'ont encore jamais réussi.

J. Fe.

Battue 2-0 L'AJ Auxerre à l'épreuve du Borussia Dortmund

Avant de rencontrer le Borussia Dortmund, Guy Roux, l'entraîneur auxerrois, avait tenu à préciser que l'équipe allemande était bien plus redoutable que l'Ajax d'Amsterdam, éliminé au tour précédent de la Coupe de l'UEFA. Comme il avait cloué, un mois auparavant, que la formation néerlandaise se situait parmi les meilleures mondiales, juste « derrière le Milan AC », le logicien fluctuant de ces déclarations, dictées par une prudence prémonitrice, prêtait à sourire. Mais Guy Roux savait que les plus beaux parcours des footballeurs français, construits contre des équipes prestigieuses, butent à intervalles réguliers sur quelque solide voisin d'outre-Rhin, parfois anonyme. Pour les clubs de l'Hexagone, aussi bien que pour la sélection nationale, les rendez-vous allemands sont ténébreusement envenimés en épreuve de vérité.

Les l'AJ Auxerre n'aura pas mieux négocié la sieste que ses prédécesseurs. Dans un stade baroté de jeune fluorescent, les

Bourguignons auront seulement sauvé quelques espoirs de qualification grâce à la belle partie de leur gardien, Bruno Martini, qui a détourné un penalty après s'être signalé par plusieurs erreurs décelées. Les Auxerrois s'étaient taillé une réputation européenne grâce à leur culot et à leur rapidité. Mardi soir, ils ont affronté une équipe de Dortmund qui semblait davantage effarée de balotter et jouer encore plus vite qu'eux. A l'image de Stéphane Chapuisat, l'étranger suisse importé dans la Ruhr au début de la saison, qui aura torturé toute la soirée la défense auxerroise, sans toutefois parvenir à marquer. L'ancien Allemand de l'Est Karl (58) et le capitaine Zorc (37) s'en sont chargés à sa place. Les Auxerrois auront désormais besoin de retrouver ce grain de folie qui les a accompagnés depuis le début de leur campagne européenne pour remonter un handicap de deux buts. Ce qu'ils n'ont encore jamais réussi.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Vingt-deux titres de champion d'Italie, une Coupe des champions, deux Coupes de l'UEFA, une Coupe des

Alerte

par Edwy Plenel

L'article « Jeunesse » du Dictionnaire de la réforme d'Edouard Balladur, on peut lire : « Voir Espoir, Formation, Réserve ». Un jeune Zairois, qui résidait régulièrement en France et habitait chez ses parents, ne rêve plus depuis mardi soir. Ayant probablement volé, il méritait sans doute que la société lui fasse peur, pour l'inviter à ne plus recommencer. Puisque c'est la loi d'excuse qu'il a employé, un inspecteur de police chevronné a compris que cela signifiait lui brandir son arme sous les yeux. Une balle dans la tête, sans même l'effet de la précipitation ou du danger, dans le calme d'un commissariat, au cours d'une garde à vue paisible.

Mai doute que M. Balladur, tout comme son ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, en sont les premiers navrés, tant cet « incident de police », selon l'euphémisme administratif, leur rappelle de mauvais souvenirs. En 1988 en effet, lors de son premier séjour place Beauvau, M. Pasqua choisit de gouverner par le verbe, imité d'ailleurs sur ce terrain de la sécurité par le premier ministre Jacques Chirac. Il fut donc dit que les policiers seraient « couverts », que les terroristes seraient « enroutés ». Le résultat fut une série de bavures, dont la plus tristement célèbre est celle du CRS Burgos, exprimant l'irresponsabilité retrouvée d'une petite minorité de policiers, à l'abri des flatteries officielles. Et c'est ainsi que la police nationale, qui tentait enfin de tracer la voie d'un professionnalisme retrouvé, fut placée au cœur de polémiques politiques qu'elle accentua le mort de l'étudiant Malik Oussekine lors des manifestations étudiantes de 1986.

Cette dérive ne fut pas pour rien dans l'échec de M. Chirac en 1988 : l'excès de verbe s'était traduit par un déficit moral. La droite se voyait handicapée après de la jeunesse par une image brutale, répressive, sans nuances. M. Balladur le sait bien qui, depuis, n'a cessé de se proclamer réformateur, de faire l'éloge du progrès, voire de s'adresser, dans l'un de ses livres méditatifs, « à ceux qui ne rêvent pas assez, qui croient qu'il est impossible de créer une autre société où la dignité de chacun soit mieux reconnue ». M. Pasqua aussi qui, formant avec Simone Veil, au sommet de la hiérarchie gouvernementale, le tandem le plus inattendu du nouveau paysage politique, a déclaré, dès le 31 mars, sur TF1 : « Je ne suis pas un spécialiste du bâton. Je sais qu'il faut d'autres mesures. » Il faut travailler avec lucidité et fermeté, ajoutait-il. Rien ne peut se faire sans la participation des habitants. On a besoin parfois du verbe, car le verbe est une arme mais maintenant, on a aussi besoin de moyens et de décisions.

Une institution fragile

L'autocritique, en bonne et due forme, de la période 1986-1988 était bienvenue. Une bavure individuelle ne suffit certes pas à la démentir. Mais ces faits divers policiers sont des alertes qu'il faut prendre au sérieux. Le coup de feu dont est mort le jeune Zairois s'est produit dans un environnement parisien où, pour manifester le changement de politique, M. Pasqua avait demandé que l'an multiple depuis une semaine les vastes opérations de contrôle d'identité à l'encontre des étrangers. L'un des refrains du nouveau discours gouvernemental consistait à insister sur la nécessaire « réorientation » des policiers. « Les forces de police ont besoin d'une volonté politique claire », avait ainsi déclaré Jacques Chirac, le 22 février dernier, à Valeurs actuelles. Elles ont besoin de se sentir commandées, elles ont besoin de se sentir soutenues, elles ont besoin de se sentir estimées.

De mémoire policière, ce discours-là a toujours été de mauvais présage. La police est une institution fragile, qui a certes besoin d'une direction ferme, mais qui doit se traduire par la légitimité de l'autorité plutôt que par une attitude complaisante. Si la gouvernement veut maintenant le cap de son discours réformateur tranquille, il lui faudra résister à la tentation d'un « effacement » démagogique en matière de sécurité. Telle est l'alerte qui lui a été donnée hier et que traduit abruptement un « voir » routier des arcanes policières : « Quand on parle trop de motif, soutenir ou mobiliser, le coup de calibre n'est jamais loin. »

هكذا من الأصل

(Publicité)

Emploi et compétitivité : on peut relever le défi !

Les débats fumeux sur une "autre logique de croissance", sur le partage autoritaire du travail (du chômage ?) ne sauraient occulter cette vérité : le coût trop élevé du travail en Europe défavorise l'emploi au profit de la robotisation et de la concurrence des pays à main-d'œuvre bon marché.

Diminuer le coût du travail.

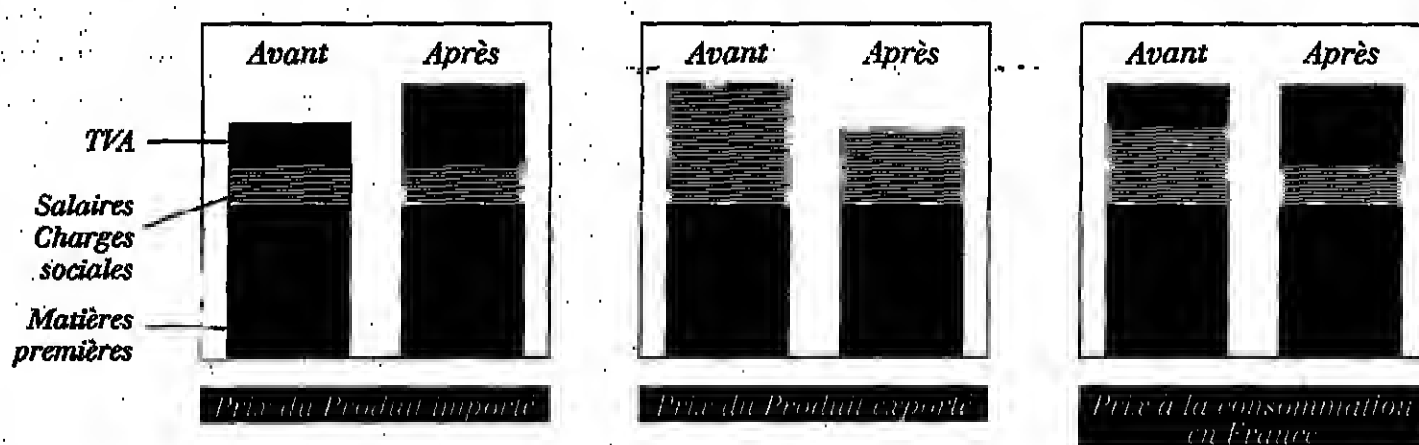
Hommes politiques et chefs d'entreprises ne cessent de dénoncer les effets négatifs des taux d'intérêt élevés sur l'investissement. Mais pourquoi s'obstine-t-on à nier l'impact du coût élevé du travail sur le marché de l'emploi ? Si l'on veut donner à l'Europe sa dimension sociale, protéger nos acquis sociaux, et créer de nouveaux emplois, il faut arrêter d'utiliser les entreprises créatrices d'emploi comme des "vaches à lait". Il n'est pas normal que seules les entreprises qui embauchent (déjà difficilement) supportent le coût du financement du chômage.

Une TVA sociale

Sans toucher aux rémunérations nettes perçues par les salariés, il faut supprimer la plupart des cotisations sociales, les budgétiser et les transférer sur la TVA.

- L'assiette en serait élargie.
- La hausse de la TVA qui en résulterait serait compensée par la baisse du prix des produits.
- Les prix à l'exportation s'en trouveraient plus compétitifs (sans charges et hors TVA).
- Les produits importés supporteraient leur part de charges sociales (de même que les productions robotisées), sans traitement discriminatoire par rapport aux produits français (même TVA).

Sans pénaliser la consommation



Ni protectionnisme, ni dévaluation.

Plutôt que de céder à la tentation protectionniste ou de recourir à une pseudo "dévaluation compétitive", cette mesure serait radicalement plus efficace pour alléger nos coûts de production, et notamment rendre plus compétitifs les secteurs de la pêche, de l'agriculture, du textile, etc.

Appliquée aux particuliers, aux collectivités locales et à la vie associative, elle favoriserait les emplois de proximité et supprimerait la tentation du "travail au noir". Le chômage n'est pas une fatalité !

Les centres E. LECLERC
emploient 54.000 salariés.
En 5 ans, ils ont créé 15.000 emplois.
En 1993, 2.600 nouveaux emplois sont prévus !



Edouard et Michel-Edouard LECLERC

E. LECLERC

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après une série d'interpellations dans des cercles de rapatriés proches de l'extrême-droite

Un ancien membre de l'OAS aurait avoué sa participation à l'assassinat de Jacques Roseau

Un ancien membre des « commandos Delta » de l'Organisation armée secrète (OAS), Gérard Huntz, aurait avoué, mercredi 7 avril, sa participation à l'assassinat de Jacques Roseau, porte-parole du Recours-France, « exécuté » le 5 mars à Montpellier. Deux autres personnes, Jean-Claude Lozano, responsable de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USIDIFRA) à Perpignan et responsable d'une société de gardiennage, ainsi que Marcel Navarro, auraient fait les mêmes

aveux. Tous trois devaient être déferés, mercredi, devant une juge d'instruction à Montpellier, Régla Verhaeghe. Gilbert Roseau, cousin de Jacques et adjoint (PS) au maire de Montpellier, a déclaré ne connaître aucun de ces trois hommes. Mardi 6 avril, une vingtaine de personnes proches des milieux d'extrême-droite et membres d'organisations de rapatriés d'Algérie avaient été interpellés simultanément à Hyères et Tourves près de Brignoles (Var) ainsi qu'à Argelès-sur-Mer et à Eynes près

de Perpignan (Pyrénées-Orientales), Béziers et Montpellier (Hérault), au cours d'une enquête menée conjointement par les directions centrales de la PJ et des RG. Les responsables de la Maison des rapatriés tenue par le Recours à Montpellier précisaient mercredi matin que Gérard Huntz se serait présenté avec une autre personne dans leurs locaux une quinzaine de jours avant l'assassinat, afin de s'informer sur la présence de Jacques Roseau à l'occasion de la convention du mouvement.

Dans le cadre d'une enquête sur de faux documents administratifs

Le sous-préfet d'Antony est mis en examen

M. Jean-François Treysac, sous-préfet des Hauts-de-Seine à Antony, a été mis en examen, vendredi 2 avril, par Bernard Lugan, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis). M. Treysac affirme avoir lui-même demandé cette mesure afin de pouvoir prendre connaissance du dossier judiciaire concernant un trafic de faux documents destinés à procurer des titres de résident à des étrangers qui se présentaient dans sa sous-préfecture et dont certains le mettaient en cause.

A la fin de 1992, un Algérien demande à faire venir du pays son épouse et ses enfants dans le cadre du regroupement familial. L'employé du service des étrangers de la préfecture de Seine-Saint-Denis à Bobigny s'étonne : le dossier de l'intéressé contient déjà la photocopie d'un certificat de mariage avec une Française. Ce document a été transmis par la sous-préfecture d'Antony dont relevait le domicile précédent de l'intéressé et qui avait établi une carte de résident de dix ans. L'Algérien proteste : il ne s'est jamais marié avec une Française. Le certificat de mariage se révèle être un faux confectionné par un employé indélicat d'Antony, pour justifier l'attribution de la carte, mais dont l'intéressé ignorait l'existence. L'Algérien avait confié les démarches à un intermédiaire qui avait directement traité avec le service des étrangers d'Antony.

Cette affaire de vraie-fausse carte de résident avait abouti, le 5 janvier dernier, à l'inculpation d'aide au séjour irrégulier d'étrangers d'Eric Poopoo, employé au service des étrangers de la sous-préfecture d'Antony (le Monde du 24 février). Ce dernier reconnaissait avoir procuré l'indolente quinzaine-tante de résident, depuis trois ans, moyennant le versement de sommes variant entre 5 000 et 8 000 francs. Ecroué puis libéré, il mettait en cause son chef de service, Menonard Beddier, qui était lui-même inculpé.

Mentions manuscrites

L'affaire ne devait pas en rester là puisque M. Beddier affirmait, dans sa défense, avoir agi sur ordre du sous-préfet. Des étrangers bénéficiaires du trafic appuyèrent ces accusations. Des mentions manuscrites du sous-préfet ordonnant la délivrance de papiers étaient trouvées sur des dossiers. Ainsi régularisés, certains concernaient des demandes rejetées par d'autres préfectures, et comportaient un faux document administratif tel qu'un certificat de mariage falsifié.

Chargé des investigations sur cette affaire, Bernard Lugan, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bobigny, aurait saisi au total une centaine de dossiers suspects. Sa décision de mettre en examen le sous-préfet d'Antony a été rendue publique « graves et concordantes », selon les termes du nouveau code de procédure pénale. Elle n'exclut ni l'hypothèse selon laquelle le sous-préfet aurait été victime d'une cabale ni celle de sa complicité.

Dans un communiqué diffusé mardi 6 avril, le sous-préfet d'Antony explique qu'il entend, par sa mise en examen, « permettre à la justice de distinguer les titres de séjour indûment délivrés de ceux qui l'ont été sous la responsabilité de l'autorité préfectorale » et « apporter son concours à la justice dans les meilleurs délais ».

Certains dossiers, instruits en vertu des pouvoirs propres du représentant de l'Etat, sont considérés comme « sensibles ». Ils

concernent, selon M. Treysac, la régularisation d'étrangers « participant à une mission de service public », par exemple des indicateurs de police, mais aussi de diplomates, des personnes proches des milieux diplomatiques, des étrangers travaillant pour le Commissariat à l'énergie atomique, et même un ressortissant tunisien auquel un permis de travail a été délivré afin de permettre l'ouverture d'un commerce dans une cité dans le cadre de la politique de la ville.

La mise en examen du sous-préfet pourrait ainsi avoir pour conséquence inattendue de fuir la lumière non seulement sur le trafic de faux documents administratifs, mais aussi sur les pratiques dérogatoires, qui permettent à l'administration, sur intervention d'arrangements, la situation de certains étrangers. Des interventions auxquelles les pouvoirs publics, quelle que soit leur couleur politique, ont du mal à être totalement insensibles.

PHILIPPE BERNARD

Vingt-huit évasions depuis le début de l'année

Prisons-passoires aux Pays-Bas

AMSTERDAM

de notre correspondant

Une double évaison dans deux des prisons les plus modernes du pays (à l'ouest) à Sittard, dans la Sud : un à Hoogeveen, dans le Nord-Est et porté, le week-end dernier, à vingt-huit le nombre de détenus à avoir pris, individuellement ou collectivement, la clé des champs depuis le début de l'année aux Pays-Bas. Treize d'entre eux ont bien été repris, mais au rythme de deux évasions par semaine, les prisons néerlandaises commencent sérieusement à ressembler à des passoirs et le record de 1990 (soixante-quinze évasions) menace de tomber, après deux années plutôt sages (quarante en 1991, quarante-quatre en 1992).

Un cordage de draps jeté par la fenêtre, un hélicoptère détourné par un complice, un échange de vêtements avec un visiteur, un chariot-élévateur amené près de la grille d'entrée : les cavales à la néerlandaise n'ont rien d'original. Ce qui tend à devenir une spécialité locale, en revanche, c'est la prise de surveillance en otage : quinze des vingt-huit fuyards de la « promotion 93 » y ont eu recours, contre treize l'an dernier. Samedi dernier, les prisonniers ont mis un délit de verre, un stylo affûté et une boîte de conserve plate, puis scellée, sur la gorge de trois matrons pour tenir à distance les collègues de ces derniers, traditionnellement non armés.

Faoc à l'épidémie d'évasions, la coalition gouvernementale est divisée : les chrétiens-démocrates souhaitent un durcissement accru du régime pénitentiaire, tandis que les travaillistes font valoir que les évasions par la force n'ont jamais été aussi nombreuses que depuis l'introduction récente de nouvelles mesures contre les condamnés dangereux. Celles-ci restriction du temps de récréation, suppression des visites non surveillées, limitation des appels téléphoniques et construction de deux établissements pénitentiaires supplémentaires de vingt-quatre cellules chacun) sont-elles insuffisantes ou au contraire exagérées ? Pendant que les hommes politiques discutent, certains sociologues constatent que le système pénitentiaire, organisé sur les principes généraux des années 70 (droits des détenus et vision bnficitaire de la prison), n'est plus adapté aux prisonniers des années 90, qui sont d'autant moins regardants sur les moyens qu'ils sont condamnés à des peines lourdes.

CHRISTIAN CHARTIER

« Devant Dieu et les hommes »

NICE

de notre correspondant régional

En tant que porte-parole du Recours, Jacques Roseau était, depuis un an et demi, directement et personnellement contesté par une organisation rivale, le Conseil national supérieur des rapatriés (CNSR), qui lui reprochait, à la fois, de vouloir s'assurer le monopole de la représentation des rapatriés et d'avoir fait allégeance au RPR. Le CNSR avait été créé, le 27 juillet 1991, à Toulouse, par Eugène Ibagues, président d'une des associations de rapatriés les plus intranquilles, l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USIDIFRA).

Née en 1965, à l'initiative de Roger Piegts, frère de l'ancien membre de l'OAS, Claude Piegts (1), celle-ci avait déjà, à cette date, vingt-six ans d'existence. Né le 2 novembre 1933, à Ain-Temouchent, dans l'Oranais, où il possédait un domaine viticole d'une centaine d'hectares, M. Ibagues était rentré en France, en août 1963. Il avait acheté le domaine du Billardier, 64 hectares de vignes, de terres à céréales et de bois, à Tourves, près de Saint-Maximin (Var). Proche des milieux ultras de l'Algérie française et connu pour son caractère ombrageux, il avait accédé, à la présidence du USIDIFRA en 1987. A partir de 1973, il avait transformé cette association en un véritable syndicat de choc qui avait multiplié les actions de commando, fusils en main, dans tout le Sud-Est de la France, pour s'opposer aux

mesures de sécularisation et de vente aux enchères de biens appartenant aux rapatriés.

Dans les années 1974-1975, on l'avait soupçonné d'être l'inspirateur d'un complot justiciariste visant à l'explosion contre des bâtiments publics dans le Var (2). Inculpé de tentative et complicité de destruction de bâtiments publics à l'explosif, M. Ibagues avait purgé quarante-trois jours de prison, mais avait, finalement, été relâché, au bénéfice du doute, par la 6^e chambre du tribunal correctionnel de Marseille.

Supplanter le Recours-France

A l'origine, le CNSR regroupait vingt-cinq associations, dont le RANFRAN, l'ANFANOMA, le Front national des rapatriés (FNR), ainsi que France-Afrique et l'Association des anciens détenus politiques. Son objectif officiel était de supplanter le Recours-France en tant qu'une nouvelle force, d'unifier le mouvement rapatrié sur des bases strictement revendicatives. Il s'agissait, en fait, d'une tentative de résurrection du Comité national d'union, d'action et de défense des rapatriés, créé, le 29 octobre 1975, à Paris par Eugène Ibagues, Guy Forzy et Jacques Roseau, alors associés dans un « directeur provisoire » qui n'eut pas de lendemain. Un climat de tension s'était aussitôt installé entre le CNSR et Jacques Roseau.

En septembre 1991, à la Maison des rapatriés de Paris, le porte-parole du Recours s'était

senti menacé - et avait pris la fuite - lors d'une réunion de responsables d'associations à laquelle participaient des responsables de l'USIDIFRA et qui devaient se prononcer sur l'organisation d'une célébration du trentième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Le projet du Recours avait été rejeté au profit de celui parrainé par Pieds-noirs magazine. La manifestation avait eu lieu, au début de l'été 1992, à Vincennes. Son insuccès avait été imputé à des consignes de boyottage qui auraient été données par le Recours... En octobre 1991, le Recours avait, à son tour, protégé auprès de M. Ibagues contre des incidents dont il le rendait responsable, lors d'un rassemblement organisé à Perpignan.

Incidents

de notoriété publique

Au début du mois de novembre suivant, M. Roseau avait été agressé, à Nice, par des amis du président de l'USIDIFRA et du CNSR, les frères Gabriel et Yvan Mène, habitant Solliès-Pont, dans la banlieue de Toulon, contre lesquels il avait déposé plainte (le Monde du 9 mars). Entre-temps, ses adversaires lui avaient très vivement reproché sa participation à une émission d'Antenne 2 sur les « Années algériennes » aux côtés d'un ancien responsable du FLN, Yacoub Saadi. « Si j'étais policier, nous avait déclaré, le 8 mars, l'avocat du CNSR, René Blanchot, du barreau de Marseille, c'est la première piste que j'aurais explorée. Mais pour l'abandonner

aussitôt car ces incidents survenus entre les deux mouvements sont de notoriété publique dans les milieux de rapatriés. »

« M. Roseau, nous avait confié, pour sa part, Philippe de Massey, coordinateur du CNSR, ne nous paraît plus ombrageux puisque nous rassemblons, désormais, plus de quarante associations. Quant à M. Ibagues, que nous avions également joint, ce 8 mars, il s'était emporté contre, « cet amigénisme scandaleux. Nous, avait-il dit avec emphase, quand on prend un fusil, on le fait au grand jour, devant Dieu et les hommes. » Le président du USIDIFRA s'était également insurgé contre ses liens politiques supposés avec le Front national. M. Le Pen avait, notamment, participé, à Tourves, en novembre 1991, à un « méchoui de la défense » avec les adhérents du Cercle national des gens d'armes (le Monde du 25 novembre 1991). « J'ai transformé mon domaine, nous avait expliqué M. Ibagues, en lieu de réception et de restauration pour les collectivités. J'ai donc accueilli M. Le Pen, comme n'importe quel autre client... »

GUY PORTE

(1) Condamné à mort avec Albert Doreac pour avoir organisé le meurtre du commissaire Gavory et fusillé le 7 juin 1962.

(2) Le 10 décembre 1976, lors des cotisations de M. Ibagues avaient été condamnés, en première instance, à deux ans de prison dont un avec sursis, quatre autres à un an avec sursis et à dix mois avec sursis, par la 1^{re} chambre des appels, par la suite, bénéficié d'un sursis complet.

M. Weisbuch

procureur-adjoint de Lyon change d'affectation

Le procureur adjoint de Lyon, Paul Weisbuch, qui dirigeait jusqu'alors le parquet financier, s'occupe désormais du service civil du parquet. Selon le procureur de la République de Lyon, Jean-Pierre Lathoud, ce changement d'affectation est intervenu « dans l'intérêt du service ». Après le procès de Grenoble, qui avait conduit à l'acquiescement de Richard Roman, accusé de meurtre et du viol de Céline Jourdan aux côtés de Didier Gentil, M. Weisbuch avait accusé l'avocat général qui avait requis l'acquiescement de « forfaiture » dans l'USIDIFRA. Pierre Botton, l'homme d'affaires lyonnais incarcéré, avait en outre accusé M. Weisbuch d'avoir fait pression sur ses proches afin qu'ils produisent des documents susceptibles de compromettre son beau-père, le maire de Lyon, Michel Noir (le Monde du 24 mars). M. Weisbuch avait démenti ces deux informations, mais une démission de l'inspection générale de la magistrature s'est rendue à Lyon à la suite des déclarations de Pierre Botton.

JEAN CONTRUCCI

Magistrat à Paris

Un collaborateur de M. Léotard serait impliqué dans une affaire de détournement

Dans son édition du 7 avril, le Canard enchaîné affirme que Jean-Pierre Marchi, substitut général à Paris récemment appelé en cabinet du ministre de la défense, François Léotard, serait impliqué dans un dossier d'abus de biens sociaux instruit au tribunal de Paris. Selon l'hebdomadaire, les comptes téléphoniques ordonnés par le juge d'instruction chargé du dossier, Marie-Pierre Maliguer-Peyro, signalent l'existence d'un correspondant appelé « JP » qui a été identifié au cours de l'enquête comme étant M. Marchi.

Ce « JP » tuyoit, renseignait et donnait des conseils juridiques aux deux principaux suspects de ce dossier, qui ont été depuis incarcérés à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Le magistrat aurait également acquis une voiture auprès de l'une des personnes mises en cause. Interrogé par l'hebdomadaire, M. Marchi a démenti avoir été leur « conseiller ».

FAITS DIVERS

A Salon-de-Provence

Un trafic de haschich serait à l'origine des incidents de la cité des Canourgues

MARSEILLE

de notre correspondant

Un moment où deux personnes se sont présentées, dimanche soir 4 avril, au commissariat de Salon-de-Provence pour déposer plainte pour le bris des vitres de leur véhicule, les policiers, en constatant que l'un des plaignants avait été blessé à la face et à l'épaule par un pistolet à grenaille, ont commencé à penser que les incidents de la cité des Canourgues à Salon-de-Provence (le Monde du 6 avril) ne relevaient pas de la simple agression raciste, comme on l'avait pensé à la suite des premiers témoignages recueillis sur place.

En réalité, l'enquête tend à montrer que l'affaire est à la fois plus banale et plus complexe. A l'origine, on trouve l'achat, par un jeune homme étranger à la cité,

d'une barquette de haschich auprès de son fournisseur habituel. Ce « client » aurait, selon ses dires, été molesté par les amis du dealer et déposé de 600 francs. Fon de rage, il est revenu accompagné de plusieurs de ses amis avec lesquels il s'apprêtait à passer la soirée. Ces jeunes gens, le visage masqué et cagoulé, et munis de battes de base-ball, auraient frappé la porte en fer du local servant de mosquée. Croyant à une agression raciste, les jeunes gens qui se trouvaient à l'intérieur auraient réagi en représailles à ce qu'il prenait pour une profanation. Certains autres habitants de la cité auraient pu profiter de la confusion pour se livrer à des exactions. Cinq des personnes qui ont participé à l'« expédition punitive » ont été interpellés et présentés au parquet.

JEAN CONTRUCCI

هكذا من الأصل

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Les pièges de l'alternance

Lycée, formation des maîtres, financement du privé, décentralisation, autant de dossiers délicats pour les nouveaux ministres

La règle est bien établie. Tout nouveau ministre de l'éducation nationale arrive rue de Grenelle (1) vêtu de problèmes et des enjeux, se plonge dans les dossiers, consulte, s'entoure d'experts et de conseils et finit, dans un délai qui excède rarement quelques mois, par ouvrir de grandes chantiers, avec l'ambition soudaine de rebâtir un système qu'il découvre brulant, et d'attacher son nom à quelque réforme, généralement funeste.

Sur ce point, comme sur quelques autres, le gouvernement de M. Balladur aura innové. Certes François Fillon, en recevant le portefeuille de l'enseignement supérieur et de la recherche, alors qu'il a exercé depuis plus de dix ans ses talents sur les questions de défense, est conforme à la tradition. A l'éducation nationale, en revanche, arrivent aux commandes un homme, François Bayrou, et une équipe, dirigée par Guy Bourgeois, à tous égards atypiques.

Voilà, en effet, un ministre, professeur agrégé de droit, qui, s'il n'a pas encore d'expérience gouvernementale, affiche depuis longtemps une connaissance intime du système, a écrit il y a deux ans un livre remarquable sur la crise de l'école et les remèdes à y apporter (*Le livre du maître*) et ne ménage pas ses interventions, depuis des semaines, pour préciser quelle devrait être l'attitude de la nouvelle majorité. Et voilà un directeur de cabinet qui, à peine sorti de l'équipe de M. Monory en 1988, écrivait un livre-programme (*Le baccalauréat n'aura pas lieu*), fondait ensuite Créateurs d'école, une association qui se veut le creuset des innovations portées par la droite libérale (*Le Monde* du 8 octobre 1992 et du 11 mars 1993) et allait récemment, dans la *Revue des deux mondes*, jusqu'à préciser un véritable calendrier d'action qui inspire largement le programme éducatif du Centre des démocrates sociaux, le parti de M. Bayrou (2).

Bref, voilà un tandem parfaitement vacciné, en principe, contre la tentation de la réforme. Comme l'écrit Guy Bourgeois : « De grâce, qu'on ne lance pas, en 1993, la dernière réforme des écoles, ni celle des collèges. Pourquoi, quand de plus le temps fait défaut, imaginer réussir là où les autres ont échoué ? Ce choix est tout sauf une capitulation. Le système ne supporte plus ces grandes réformes centrées sur le baccalauréat, d'une approche nouvelle, fondée sur la confiance faite aux acteurs de terrain et qui mette en place des processus d'auto-amélioration. »

En outre, de Matignon aux entours ministériels, le souvenir est encore vivace des déboires de M. Devaquet en 1986. M. Bourgeois, alors au cabinet de M. Monory rue de Grenelle, comme le directeur de



Le constat a été maintes fois dressé : la désaffection à l'égard de l'enseignement professionnel français n'est pas seulement dramatique pour les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi et pour les entreprises qui manquent de main-d'œuvre qualifiée. Mais, en matière d'éducation, dans sa chaîne, l'enseignement général, submergé par des élèves peu préparés à se couler dans le moule du lycée. La solution annoncée par l'actuelle majorité n'est pas moins claire : confier aux régions et aux entreprises le soin de créer un système de formation professionnelle, prioritairement fondé sur l'enseignement en alternance. Quant à la méthode, elle a été tranchée : ouvrir rapidement un « grand débat national » afin de faire comprendre à tous la nécessité de cette mesure radicale et préparer un projet de loi pour l'automne prochain. Il est vrai que ce dossier a peu de chance de provoquer l'émotion de la société des agrégés. C'est déjà ça.

Quant à la suppression, ou du moins la réforme, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), promise par la droite depuis des années, elle a immédiatement provoqué un premier accrochage entre le ministre de l'enseignement supérieur, favorable à une évaluation dans le calme du dispositif, et les détracteurs les plus virulents des IUFM, en particulier la Société des agrégés, immédiatement montée au créneau pour réclamer le respect des engagements et le respect, au passage, la rivalité éternelle entre M. Fillon et M. Bayrou. Ce dernier, cependant, n'a jamais fait mystère que s'il souhaitait mieux affirmer la spécificité du métier d'instituteur et de sa formation, il ne lui paraissait pas indispensable de déclencher une guerre de religion pour une heure et demie de formation professionnelle des enseignants.

Restent, pour l'essentiel, deux promesses électorales hautement symboliques. La première consiste à accorder aux collectivités locales la liberté d'investissement totale en faveur des établissements d'enseignement privé sous contrat, bref à abroger la vieille loi Falloux. Prévoyant, M. Bayrou vient de déposer, le 30 mars, sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi en ce sens convenue par M. Alain Lamassouire, ministre

également un sujet sensible. Ebauché par M. Joseph, bouché par M. Lang, approuvé par la commission universitaire et publiée au *Journal officiel* en février et mars derniers, cette réforme devrait commencer à s'appliquer à la rentrée 1993. M. Fillon l'a confirmée à deux reprises en quelques jours. Mais chacun sait qu'un RPR certain souhaiterait son gel immédiat.

Quant à la suppression, ou du moins la réforme, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), promise par la droite depuis des années, elle a immédiatement provoqué un premier accrochage entre le ministre de l'enseignement supérieur, favorable à une évaluation dans le calme du dispositif, et les détracteurs les plus virulents des IUFM, en particulier la Société des agrégés, immédiatement montée au créneau pour réclamer le respect des engagements et le respect, au passage, la rivalité éternelle entre M. Fillon et M. Bayrou. Ce dernier, cependant, n'a jamais fait mystère que s'il souhaitait mieux affirmer la spécificité du métier d'instituteur et de sa formation, il ne lui paraissait pas indispensable de déclencher une guerre de religion pour une heure et demie de formation professionnelle des enseignants.

Restent, pour l'essentiel, deux promesses électorales hautement symboliques. La première consiste à accorder aux collectivités locales la liberté d'investissement totale en faveur des établissements d'enseignement privé sous contrat, bref à abroger la vieille loi Falloux. Prévoyant, M. Bayrou vient de déposer, le 30 mars, sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi en ce sens convenue par M. Alain Lamassouire, ministre

également un sujet sensible. Ebauché par M. Joseph, bouché par M. Lang, approuvé par la commission universitaire et publiée au *Journal officiel* en février et mars derniers, cette réforme devrait commencer à s'appliquer à la rentrée 1993. M. Fillon l'a confirmée à deux reprises en quelques jours. Mais chacun sait qu'un RPR certain souhaiterait son gel immédiat.

Quant à la suppression, ou du moins la réforme, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), promise par la droite depuis des années, elle a immédiatement provoqué un premier accrochage entre le ministre de l'enseignement supérieur, favorable à une évaluation dans le calme du dispositif, et les détracteurs les plus virulents des IUFM, en particulier la Société des agrégés, immédiatement montée au créneau pour réclamer le respect des engagements et le respect, au passage, la rivalité éternelle entre M. Fillon et M. Bayrou. Ce dernier, cependant, n'a jamais fait mystère que s'il souhaitait mieux affirmer la spécificité du métier d'instituteur et de sa formation, il ne lui paraissait pas indispensable de déclencher une guerre de religion pour une heure et demie de formation professionnelle des enseignants.

également un sujet sensible. Ebauché par M. Joseph, bouché par M. Lang, approuvé par la commission universitaire et publiée au *Journal officiel* en février et mars derniers, cette réforme devrait commencer à s'appliquer à la rentrée 1993. M. Fillon l'a confirmée à deux reprises en quelques jours. Mais chacun sait qu'un RPR certain souhaiterait son gel immédiat.

Quant à la suppression, ou du moins la réforme, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), promise par la droite depuis des années, elle a immédiatement provoqué un premier accrochage entre le ministre de l'enseignement supérieur, favorable à une évaluation dans le calme du dispositif, et les détracteurs les plus virulents des IUFM, en particulier la Société des agrégés, immédiatement montée au créneau pour réclamer le respect des engagements et le respect, au passage, la rivalité éternelle entre M. Fillon et M. Bayrou. Ce dernier, cependant, n'a jamais fait mystère que s'il souhaitait mieux affirmer la spécificité du métier d'instituteur et de sa formation, il ne lui paraissait pas indispensable de déclencher une guerre de religion pour une heure et demie de formation professionnelle des enseignants.

Restent, pour l'essentiel, deux promesses électorales hautement symboliques. La première consiste à accorder aux collectivités locales la liberté d'investissement totale en faveur des établissements d'enseignement privé sous contrat, bref à abroger la vieille loi Falloux. Prévoyant, M. Bayrou vient de déposer, le 30 mars, sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi en ce sens convenue par M. Alain Lamassouire, ministre

également un sujet sensible. Ebauché par M. Joseph, bouché par M. Lang, approuvé par la commission universitaire et publiée au *Journal officiel* en février et mars derniers, cette réforme devrait commencer à s'appliquer à la rentrée 1993. M. Fillon l'a confirmée à deux reprises en quelques jours. Mais chacun sait qu'un RPR certain souhaiterait son gel immédiat.

Quant à la suppression, ou du moins la réforme, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), promise par la droite depuis des années, elle a immédiatement provoqué un premier accrochage entre le ministre de l'enseignement supérieur, favorable à une évaluation dans le calme du dispositif, et les détracteurs les plus virulents des IUFM, en particulier la Société des agrégés, immédiatement montée au créneau pour réclamer le respect des engagements et le respect, au passage, la rivalité éternelle entre M. Fillon et M. Bayrou. Ce dernier, cependant, n'a jamais fait mystère que s'il souhaitait mieux affirmer la spécificité du métier d'instituteur et de sa formation, il ne lui paraissait pas indispensable de déclencher une guerre de religion pour une heure et demie de formation professionnelle des enseignants.

Restent, pour l'essentiel, deux promesses électorales hautement symboliques. La première consiste à accorder aux collectivités locales la liberté d'investissement totale en faveur des établissements d'enseignement privé sous contrat, bref à abroger la vieille loi Falloux. Prévoyant, M. Bayrou vient de déposer, le 30 mars, sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi en ce sens convenue par M. Alain Lamassouire, ministre

également un sujet sensible. Ebauché par M. Joseph, bouché par M. Lang, approuvé par la commission universitaire et publiée au *Journal officiel* en février et mars derniers, cette réforme devrait commencer à s'appliquer à la rentrée 1993. M. Fillon l'a confirmée à deux reprises en quelques jours. Mais chacun sait qu'un RPR certain souhaiterait son gel immédiat.

Quant à la suppression, ou du moins la réforme, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), promise par la droite depuis des années, elle a immédiatement provoqué un premier accrochage entre le ministre de l'enseignement supérieur, favorable à une évaluation dans le calme du dispositif, et les détracteurs les plus virulents des IUFM, en particulier la Société des agrégés, immédiatement montée au créneau pour réclamer le respect des engagements et le respect, au passage, la rivalité éternelle entre M. Fillon et M. Bayrou. Ce dernier, cependant, n'a jamais fait mystère que s'il souhaitait mieux affirmer la spécificité du métier d'instituteur et de sa formation, il ne lui paraissait pas indispensable de déclencher une guerre de religion pour une heure et demie de formation professionnelle des enseignants.

Restent, pour l'essentiel, deux promesses électorales hautement symboliques. La première consiste à accorder aux collectivités locales la liberté d'investissement totale en faveur des établissements d'enseignement privé sous contrat, bref à abroger la vieille loi Falloux. Prévoyant, M. Bayrou vient de déposer, le 30 mars, sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi en ce sens convenue par M. Alain Lamassouire, ministre

également un sujet sensible. Ebauché par M. Joseph, bouché par M. Lang, approuvé par la commission universitaire et publiée au *Journal officiel* en février et mars derniers, cette réforme devrait commencer à s'appliquer à la rentrée 1993. M. Fillon l'a confirmée à deux reprises en quelques jours. Mais chacun sait qu'un RPR certain souhaiterait son gel immédiat.

Quant à la suppression, ou du moins la réforme, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), promise par la droite depuis des années, elle a immédiatement provoqué un premier accrochage entre le ministre de l'enseignement supérieur, favorable à une évaluation dans le calme du dispositif, et les détracteurs les plus virulents des IUFM, en particulier la Société des agrégés, immédiatement montée au créneau pour réclamer le respect des engagements et le respect, au passage, la rivalité éternelle entre M. Fillon et M. Bayrou. Ce dernier, cependant, n'a jamais fait mystère que s'il souhaitait mieux affirmer la spécificité du métier d'instituteur et de sa formation, il ne lui paraissait pas indispensable de déclencher une guerre de religion pour une heure et demie de formation professionnelle des enseignants.

Restent, pour l'essentiel, deux promesses électorales hautement symboliques. La première consiste à accorder aux collectivités locales la liberté d'investissement totale en faveur des établissements d'enseignement privé sous contrat, bref à abroger la vieille loi Falloux. Prévoyant, M. Bayrou vient de déposer, le 30 mars, sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi en ce sens convenue par M. Alain Lamassouire, ministre

également un sujet sensible. Ebauché par M. Joseph, bouché par M. Lang, approuvé par la commission universitaire et publiée au *Journal officiel* en février et mars derniers, cette réforme devrait commencer à s'appliquer à la rentrée 1993. M. Fillon l'a confirmée à deux reprises en quelques jours. Mais chacun sait qu'un RPR certain souhaiterait son gel immédiat.

Quant à la suppression, ou du moins la réforme, des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), promise par la droite depuis des années, elle a immédiatement provoqué un premier accrochage entre le ministre de l'enseignement supérieur, favorable à une évaluation dans le calme du dispositif, et les détracteurs les plus virulents des IUFM, en particulier la Société des agrégés, immédiatement montée au créneau pour réclamer le respect des engagements et le respect, au passage, la rivalité éternelle entre M. Fillon et M. Bayrou. Ce dernier, cependant, n'a jamais fait mystère que s'il souhaitait mieux affirmer la spécificité du métier d'instituteur et de sa formation, il ne lui paraissait pas indispensable de déclencher une guerre de religion pour une heure et demie de formation professionnelle des enseignants.

Restent, pour l'essentiel, deux promesses électorales hautement symboliques. La première consiste à accorder aux collectivités locales la liberté d'investissement totale en faveur des établissements d'enseignement privé sous contrat, bref à abroger la vieille loi Falloux. Prévoyant, M. Bayrou vient de déposer, le 30 mars, sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi en ce sens convenue par M. Alain Lamassouire, ministre

François Bayrou de A à Z

Dans un livre récent, la *Décennie des mal-appris* (Flammarion, 1990), le nouveau ministre de l'éducation nationale analyse la crise de l'école, précise sa philosophie et formule des propositions. Nous en avons extrait quelques morceaux choisis.

■ **Autopartrait.** « Quelle différence y a-t-il entre un optimiste et un mort ? Aux uns, ce sont tous les deux des ministres réformateurs de l'éducation nationale. Optimiste, celui qui croit à l'incroyable, celui qui rêve, profitant de l'ambivalence d'une éducation, d'une vague, voire d'une ancienne complexité politique avec les enseignants et leurs organisations, qu'il va pouvoir faire passer sur la machine la souffrance d'une réforme. Mort, parce que le succès sur sa tête est déjà prononcé et par avance réalisé. On ne se relève pas de ce chemin de croix. »

■ **Baccalauréat.** « L'objectif est clair : ramener le baccalauréat général à trois ou quatre filières principales : une filière scientifique, dans chaque matière et pour chaque élève, un examen dont le sujet serait arrêté nationalement et qui permettrait d'apprécier aussi précisément que possible la progression de la classe pendant l'année. »

■ **Collège.** « Plus d'un jeune élève de sixième sur deux, dont 30 % ont déjà eu moins une année de retard, ne suit pas le cours comme on suppose qu'il le doit. (...) Le goût de l'efficacité et le souci du bien commun, de l'argent public et de l'avenir personnel des élèves, devraient se rencontrer pour mettre à la disposition de ceux qui peinent des techniques élaborées de rattrapage de leurs retards. »

■ **Décentralisation.** « L'idée de décentralisation est d'emblée évidente, pour quelqu'un qui mesure le gigantisme de cette organisation. (...) Mais du transfert de la responsabilité des bâtiments et de la gestion matérielle à des lieux qui ne peuvent empêcher que ce mouvement se continue, un jour ou l'autre, jusqu'à la création des postes et l'administration des heures disponibles, des remplacements, etc. Mais au-delà ? Les programmes ? Les recrutements ? Qui le défendrait ? Qui le défend ? Il faudrait publier que deux des plus flagrants échecs en matière d'enseignement, l'échec américain et l'échec britannique, sont parmi les plus purs exemples de systèmes décentralisés. »

■ **Egalité.** « Je crois que les efforts considérables que la collectivité des contribuables consent pour son école ne se jus-

tifiant complètement que s'ils permettent à la fois une entente d'efficacité et une œuvre de justice, au profit des moins chanceux. Et si l'école ne réussit pas cela, voulez-vous me dire ce qu'elle est, sinon le conservatoire des inégalités ? »

■ **Le principe des 80 %.** « Ou plus exactement, au-delà de la rigidité un peu ridicule des chiffres, je suis acquis à l'idée que le savoir s'adresse à tous, que tous ont vocation à le recevoir. Mais qu'une telle extension suppose une véritable révolution dans notre manière d'enseigner et même de concevoir l'école. Pratiquer l'extension sans conduire préalablement, ou en tout cas parallèlement la révolution, c'est aller droit à l'échec. »

■ **Évaluation.** « Je plaide pour que l'on sorte de l'obscurité et que l'on donne à tous les enseignants de France la connaissance de leur réussite par l'établissement d'un examen annuel et systématique (...) dans chaque classe, dans chaque matière et pour chaque élève, un examen dont le sujet serait arrêté nationalement et qui permettrait d'apprécier aussi précisément que possible la progression de la classe pendant l'année. »

■ **L'essentiel c'est la classe.**

■ **Illustration.** « Un garçon, une fille sur cinq que nous croisons dans la rue ne peut pas comprendre un texte simple, est perplexe devant un questionnaire, fuit l'écrit. (...) Il n'est pas une entreprise au monde qui accepterait de mettre au rebut un moteur sur cinq qu'elle fabriquerait, une pièce sur cinq qu'elle fabriquerait. »

■ **Réforme.** « L'idée de réforme de l'école recèle la plus extraordinaire et la plus navrante quiproquo. (...) Quand un ministre, un homme politique, un recteur, un inspecteur d'académie, un directeur, parle de l'école, c'est de l'administration qu'il s'agit. Quand un enfant, un jeune, un adulte, un parent, un professeur pense à l'école, ses questions, ses doutes et sa passion vont vers la salle de classe. (...) Et c'est bien entendu à l'essentiel de la responsabilité des bâtiments et de la gestion matérielle à des lieux qui ne peuvent empêcher que ce mouvement se continue, un jour ou l'autre, jusqu'à la création des postes et l'administration des heures disponibles, des remplacements, etc. Mais au-delà ? Les programmes ? Les recrutements ? Qui le défendrait ? Qui le défend ? Il faudrait publier que deux des plus flagrants échecs en matière d'enseignement, l'échec américain et l'échec britannique, sont parmi les plus purs exemples de systèmes décentralisés. »

■ **Egalité.** « Je crois que les efforts considérables que la collectivité des contribuables consent pour son école ne se jus-

La retraite de professeur-député

Une centaine d'enseignants ont été battus aux législatives

JEAN-LOUIS DUMONT est toujours barbu et socialiste, mais il n'est plus député. Après trois mandats consécutifs dans la seconde circonscription de la Meuse, l'ancien professeur de mécanique générale d'un lycée technique Vauban de Verdun a dû céder la place, comme près d'une centaine d'enseignants, instituteurs ou professeurs portés par la vague rose de 1981.

Le phénomène avait alors été abondamment commenté. Les barbus envahissaient l'Assemblée nationale : cent soixante-cinq enseignants, soit un parlementaire sur trois. Du jamais vu. Même en 1924, la « République des professeurs », née de la victoire du Cartel des gauches, n'avait conduit à la Chambre qu'à peine 3 % de députés-professeurs.

Certaines âmes peu charitables virent même dans cet exode massif des préaux vers le Palais-Bourbon un signe du fameux « malaise des profs ». Parmi ceux-là, un futur ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, qui écrivait, en 1990 : « Qui sait si la Chambre introuvable de 1981 n'était pas un des symptômes les plus éclatants, non pas de l'emprise établie des enseignants sur la société française,

mais au contraire de leur malaise et de la fuite hors de leur métier. »

Dans la nouvelle Assemblée née du scrutin du 28 mars dernier, le reflux des enseignants est à la mesure du raz de marée de 1981. Les « barbus » ont déserté : place aux médecins et aux chefs d'entreprise (*Le Monde* du 1^{er} avril). Les enseignants ne sont plus que soixante-treize, soit 13 % des députés. L'érosion avait commencé en 1988, puisque dans l'Assemblée sortante ils ne « tenaient » déjà plus que le quart des sièges de l'hémicycle. Cette fois, la page est bien tournée.

Comme ses quatre-vingts collègues congédiés le 28 mars, Jean-Louis Dumont, ex-député, maire de Verdun depuis 1989 et président de la Fédération nationale des sociétés coopératives HLM, s'est remis entre les mains de sa maison d'origine, l'éducation nationale. Car telle est la marche à suivre pour les enseignants « mis à disposition de l'Assemblée nationale » : une fois la défection digérée, on téléphone au ministère et on prend contact avec son recteur. Puis on attend.

Depuis son bureau des HLM qui niche dans un luxueux petit hôtel particulier près de l'Étoile, l'ancien « petit prof et militant de base »

d'avant 1981, fils d'agriculteur devenu pion puis maître auxiliaire, a quelque mal à s'imaginer en train d'attendre, dans un mois, devant des élèves et derrière des machines. Après douze années de vie parlementaire, la planète sociale s'est bel et bien déformée, même si M. le maire a mis un point d'honneur, dit-il, à suivre l'évolution de cet enseignement technique — « un grave échec de la gauche » — auquel il n'a cessé de « croire ».

Bataille de Verdun

Ce professeur de lycée professionnel a en fait passé bien peu de temps dans son atelier de mécanique. Symptôme de fuite ? En 1981, il était conseiller en formation continue au GRETA de Verdun depuis dix ans déjà. Que fera-t-il dans un mois ? Pas facile de revenir travailler au GRETA, dans les locaux tout neufs qu'il a lui-même fait construire. Revenir au lycée ? Cette perspective ne lui paraît pas vraiment réjouissante. En réalité, M. le maire de Verdun est vaguement inquiet du « coup tordu » qu'on pourrait lui faire. « On ne sait jamais, dit-il. On a vu des collègues battus en 1988 qui ont mis des mois à retrouver une situation normale

dans l'éducation nationale. Avec une majorité qui était à gauche. »

L'administration est en droit de le renvoyer au charbon dans un lycée professionnel pour enseigner une discipline qui n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était en 1972. « Quand j'ai quitté l'enseignement, souligne Jean-Louis Dumont, on commençait tout juste à introduire les automobiles dans les lycées professionnels. »

Mais il se rassure. Après quinze ans de carrière, les députés-fonctionnaires peuvent faire valoir leurs droits à la retraite à cinquante ans. Jean-Louis Dumont en a quarante-neuf. « Je peux toujours démissionner et vivre pendant un an sur mes indemnités de maire, environ 13 000 francs par mois, et sur le salaire de ma femme », dit-il. Car il n'a en fait qu'un désir : conserver sa mairie, conquise en 1989. Or les résultats du dernier scrutin ne sont pas de bon augure. Arsène Lux (RPR) l'a emporté hant la main, dans cette deuxième circonscription de la Meuse. Et dans sa propre ville Jean-Louis Dumont n'obtient moins de 40 % des voix. Une dure bataille pour Verdun attend donc le « petit prof ». Loin de la mécanique générale.

CHRISTINE GARIN

ESSEC PROGRAMME DOCTORAL

Pour devenir professeur, directeur de recherche en gestion, ou entrepreneur

■ **DEA "Sciences de Gestion" IAE d'AX-ESSEC ou Paris X-ESSEC-HEC**
Diplôme requis : 2^e cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion

■ **Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AX-ESSEC ou autre université**
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Économie
Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
Durée des travaux : 2 à 3 ans
possibilités de bourses de recherches significatives

■ **Date limite des candidatures : 15 juin 1993**

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
Groupe ESSEC - BP 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : (1) 34 43 30 85

* Établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles
Programme identifié et reconnu par la FNEGE - Fédération Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises
Groupe ESSEC : Enseignement d'Enseignement Supérieur Privé



BIBLIOGRAPHIE

Ferry déboulonné

LA RÉPUBLIQUE
N'ÉDUQUERA PLUS.
LA FIN DU MYTHE FERRY,
par Christian Nique
et Claude Lelièvre, Plon, 1993,
268 p., 140 F.

Un siècle après sa mort, Jules Ferry semblait inattaquable. Depuis longtemps encaissé à gauche, le père fondateur de l'école républicaine se voyait, depuis quelques temps, invoqué, voire récupéré de tous côtés. C'est pourtant à une sérieuse entreprise de démythification que viennent de se livrer deux héritiers présumés. Christian Nique, inspecteur général et proche du président de la République, après en avoir été le conseiller pendant trois ans, et Claude Lelièvre, professeur d'histoire de l'éducation à la Sorbonne, n'y vont pas par quatre chemins, en effet : « L'imaginaire hagiographique républicain », soulignent-ils, a été de Jules Ferry une statue qui ne correspond guère à la réalité.

Pratiques à l'appui, c'est un déboulonnage méthodique qu'ils opèrent. L'école obligatoire ? Elle est déjà largement généralisée au moment de la loi du 28 mars 1882, qui couronne un processus engagé depuis le début du dix-neuvième siècle. Quant à l'école gratuite, instituée par la loi du 18 juin 1881, elle est déjà une réalité, à cette date, pour les deux tiers des élèves, et Jules Ferry se gardera bien de l'étendre à l'enseignement secondaire.

Mais ce n'est pas tout. Nos deux auteurs s'attaquent à « l'un des aspects les plus tenaces du mythe ferry » : cette « croyance qu'une certaine « dignité » des enseignants, dans et par l'école, aurait été mise en place dès l'avènement de la III^e République ». L'écrit, jugent-ils, en réalité, n'a jamais été que le reflet de l'engagement républicain de Jules Ferry à « faire disparaître la dernière, la plus redoutable des inégalités qui viennent de la naissance, l'indigence d'éducation ». Et pourtant c'est une « école divisée » qu'il instaure, les grandes lois scolaires des années 1880.

Le peuple et l'élite

Ainsi, Jules Ferry installe, pour des décennies, deux ordres d'enseignement, deux réseaux d'établissements scolaires totalement étanches ou presque : à côté des lycées payants et ouverts, des classes élémentaires, aux enfants de la bourgeoisie destinés à accéder au baccalauréat, est instauré un ordre primaire bâti sur les écoles primaires, la première supérieure et les écoles normales d'instituteurs. Bref, « ce que les républicains instituent, ce n'est pas l'école unique, mais l'école du peuple ». A cette discrimination sociale s'ajoute la dissociation entre les sexes. Si la secondaire est désormais accessible aux filles, il faudra près d'un demi-siècle pour que disparaissent les différences de cursus, de programmes et de diplômes qui les cantonnent dans un rôle traditionnel.

La loi, enfin, troisième terme de la devise des républicains. Là encore Christian Nique et Claude

Lelièvre n'y vont pas avec le dos de la culotte : à leurs yeux « la loi de Jules Ferry était une loi d'offensive, militante, au service d'une politique. Elle était le moyen d'utiliser l'école pour conduire une politique et assurer la pérennité du régime », et ils rappellent volontiers l'un des fameux mots de Ferry : « Nous avons promis la neutralité religieuse, nous n'avons pas promis la neutralité philosophique, pas plus que la neutralité politique. » Destinée à prémunir le peuple contre les « dangers de l'utopie » socialiste, l'école républicaine fait de l'instituteur « un instrument d'éducation politique », selon le mot de Ferdinand Buisson, très proche de Ferry.

Bref, loin de renouer avec Condorcet, pour qui « l'essentiel est la propriété des Lumières, donc l'instruction », il s'agit d'une « école militante » qui s'inscrit dans la tradition de l'Etat éducateur, soucieux de conforter sa propre pérennité, développant – à travers les manuels notamment – une véritable « religion de la patrie », une adhésion aux valeurs de l'Etat-nation et justifiant sans hésitation la mission civilisatrice de la colonisation, au bénéfice des « races inférieures » (Ferry). A quel s'ajoutent la volonté, à travers l'école, de conforter la base, et la mythologie « paysanne » de la III^e République, qui sépare l'école de la production industrielle et technologique et pèse lourd sur la faiblesse, en France, de la formation professionnelle à l'école.

Or – c'est tout le sens de la démonstration de Christian Nique et Claude Lelièvre, – il n'est plus possible, aujourd'hui, de s'appuyer sur le mythe Ferry pour penser l'école et ses missions (1). En quelques décennies, les fondements de l'Etat éducateur se sont lentement effondrés. La politique unique des années 60, en faveur de la promotion des masses, a ouvert les portes du lycée et de l'université et met en scène la coupure entre la primaire et la secondaire, entre l'école du peuple et l'école de l'élite. De même s'efface la discrimination – institutionnelle – entre filles et garçons. De même encore, s'estompe la coupure entre l'école et la production. De même enfin s'efface, malgré les soubresauts, la guerre entre privé et public, vieille résurgence de la laïcité républicaine. Quant à l'Etat, qui tenait en sa main tous les fils de l'école, pour mieux gouverner les esprits, « il accepte désormais de partager ses pouvoirs », à la faveur de la décentralisation.

Autrement dit, « le projet de l'éducation sur l'instruction, qui était la règle de Jules Ferry, ne saurait convenir à une société des libertés », soulignent Christian Nique et Claude Lelièvre. Reste à savoir si cette « instruction » efficace, où l'école serait aujourd'hui à retrouver sa mission, n'est pas pourvue d'autant de mythes et de confusions que ne le fut la politique d'éducation de Jules Ferry pendant si longtemps.

G. C.

(1) Voir, à cet égard, le débat relayé dans ces colonnes (Le Monde du 1^{er} avril) par MM. Bouvier, Fort, Gue, Métais et Olin, sous le titre « Que faire ? ».

Collèges de banlieue sous tension

Suite de la première page

Gilbert Steier, le principal de ce collège de 570 élèves, que l'on a retrouvé l'an passé allongé dans la cour, insinuant à la suite d'une agression, ne dira pas le contraire. Il fait les comptes, au hasard de la mémoire : le 1^{er} mars, entrée par effraction dans la cuisine. Quelques jours plus tard, jet de pierres en pleine classe par un professeur d'arts plastiques par un jeune masqué par un foulard. Le 17, alerte à la bombe. Il y a deux ans, une bouteille de verre avait explosé au pied d'une agrégée d'allemand, devant la porte du collège, la blessant aux jambes.

Si le mode des tags est passé, on ne compte plus les aspirations de gaz lacrymogènes en aérosol dans les couloirs. On se souvient cependant d'une variante : un fumigène SNCF déclenché dans une salle de classe. Mais aujourd'hui on s'interroge surtout sur ce produit compact, injecté récemment dans une vingtaine de serres de l'établissement. Le remplacement des barillets devrait coûter près de 8 000 francs. Faut-il d'ailleurs les remplacer ?

A Saint-Denis ou Bagnolet, Stains ou Vitry, la violence dans les lycées et surtout les collèges de banlieue se vit ainsi, au quotidien, lancinant, évidente. Les docteurs leur difficulté à enseigner à un public « difficile », exaspérés, insultés et menacés pour certains, les enseignants, quand la coupe est pleine, font grève. Comme les agents de service embarqués dans les mêmes tempêtes. Dans le même temps, la violence vit aussi de sa médiatisation, qui brouille et amplifie sans discernement le phénomène en glissant sur les mots : les bombes aérosols lacrymogènes en vente libre, version moderne des « antiquités » puantes, deviennent de simples « bombes » qu'on « lance » dans les couloirs... à l'image des grenades.

Pour se venger du proviseur.

Les listes pointant ne cessent de s'allonger. Cinq incendies en Seine-Saint-Denis depuis la rentrée, une « contagion » pour reprendre l'expression du recteur Lambrecht à Créteil : explosion le 8 mars à Bobigny, au lycée Louise-Michel, « pour se venger du proviseur » selon les auteurs. Coup de poing au visage d'un enseignant au lycée de Garges-les-Gonesse en février. Double agression contre une lingère du lycée professionnel de Sarcelles les 10 mars et 2 avril. Aggression sexuelle le 15 janvier au lycée Charles-Schmidt de Saint-Ouen, qui avait déjà été le théâtre d'un précédent viol, deux ans auparavant.

C'est à la fois trop et pas assez. Trop, parce que, souvent, le fait médiatisé, grave, délictueux, est marginal dans la vie de l'établissement, notamment dans les lycées, où les élèves plus âgés sont, selon la plupart des chefs d'établissement,

ment, plus « raisonnables » et somme toute « triés » par la sélection scolaire. Pas assez, parce qu'il ne reflète en rien le vécu quotidien d'autres établissements, notamment les collèges où abonde pêle-mêle l'absence d'autorité parentale et les difficultés économiques et sociales de la cité voisine.

Dans ces collèges sous tension, la violence au quotidien est quasiment devenue un mode d'expression dont on mesure la fréquence : bagarres et agressions verbales entre élèves (très souvent), agressions verbales contre les enseignants ou agents de service (parfois), agressions physiques ou dégradations de biens privés ou publics (plus rarement, notamment à l'approche des conseils de classe), vols et enfin racket, qui commencent, jeune, par les petits pains... Le fait grave se produit plus volontiers au lycée, mais il est atypique. « Un éphémère dans la vie de l'établissement », constate André Blondé, proviseur du lycée d'Alembert à Saint-Denis, où un lycéen a été mortellement poignardé en novembre 1992 à la suite d'une rixe ayant débuté dans la cour du lycée.

Les cinq académies les plus touchées

Sur les quelque onze mille établissements du second degré en France (dont sept mille cinq cents collèges et lycées publics et près de quatre mille privés), quatre-vingts établissements ont été jugés « sensibles » par le ministère de l'Éducation nationale en mai 1992 (Le Monde du 28 mai 1992). Dotés de moyens supplémentaires en personnels et financiers, tous sont concentrés dans cinq académies (Aix-Marseille, Lille, Lyon, Créteil et Versailles), aux abords des grandes cités.

Encore ces établissements ne reflètent-ils pas tous les mêmes réalités. Violence exacerbée en Seine-Saint-Denis, où « les convulsions du monde extérieur », dont Lionel Jospin voulait préserver les établissements scolaires avant les manifestations lyonnaises de 1990, ont atteint brutalement l'école. Violence sociale latente dans le Nord, comme à Vieux-Condé, où le nom de la cité qui jouxte le groupe scolaire « La solitude » brosse le fond du tableau. Là, on

ne déplorera, cette année, qu'une seule vraie bagarre « avec du sang ». Mais combien de « petites » violences personnelles, intimes, confiées aux interstices à l'infirmité ? Dans le même temps, en région parisienne, certains établissements réfutent, à raison, le qualificatif « sensible », la médiatisation d'un fait « isolé » ayant souvent eu raison du calme et de la réputation du lieu.

Y a-t-il recrudescence ? A Lille ou à Marseille, on répond par la négative. En région parisienne, le mal a grandi « ces deux ou trois dernières années », selon des enseignants et chefs d'établissement. « On en parle surtout beaucoup plus », reconnaît Patrick Reydy, inspecteur principal au bureau de l'état-major de la direction départementale de la police nationale du Val-de-Marne.

Car désormais on recense. Et l'on porte plainte, plus facilement. Comme si l'institution, qui digère jadis ses actes de violence, plus sporadiques, s'ouvrait plus volontiers sur l'extérieur et les autres partenaires institutionnels, justice et police. Dans les établissements, dans les rectorats, des « tableaux de bord », voire des « observatoires », ont été mis sur pied, comme à Lille ou à Créteil. Mais comment s'appuyer sur des statistiques quand les services de police recensent, dans le Val-de-Marne, 332 faits constatés depuis septembre et qu'il n'en serait remonté que... 75 au rectorat ?

« Le sentiment d'insécurité croît toujours plus vite que l'insécurité elle-même », rappelle M. Reydy. Au parquet de Bobigny, comme à celui de Créteil, on note plutôt une baisse des dossiers liés à la violence scolaire et périscolaire entre 1991 et 1992. Mais une recrudescence en janvier et février de 1993. En 1992, on tablait au rectorat de Créteil sur un peu plus de deux faits signalés par jour ouvrable dans l'académie. Mais comment s'entendre sur la définition et la gravité d'un fait ?

En Seine-Saint-Denis, où la situation est de loin la plus préoccupante, le parquet du tribunal de Bobigny comptabilisait « par exemple, en janvier, une quinzaine d'affaires « scolaires » : deux incendies (Epinay, Aulnay), deux dégradations de véhicules (Dugny, Saint-Denis), une agression sexuelle (Saint-Ouen), une menace avec arme (Bagnolet), deux collègues blessés par les plombs d'un pistolet à grenaille à la sortie d'un collège (Aulnay), un jet d'eau de Javel sur des élèves (Tremblay), des dégradations (Bagnolet), un cas de racket (Sevran), des agressions physiques sur des surveillants ou

des enseignants (Rosny, Clichy), deux vols avec violence (Blanc-Mesnil) ... Les trois quarts de ces faits se sont produits dans des collèges. Un cas en primaire. Soit, depuis la dernière rentrée, soixante-quatre affaires scolaires signalées à la police dans un département qui compte 115 collèges et lycées.

En 1991, la police départementale du Val-de-Marne, qui a développé de très bons contacts avec les établissements, et qui évoue ne pas connaître le climat de tension de la Seine-Saint-Denis, constatait 784 faits délictueux ou criminels commis dans l'enceinte ou aux abords des 169 établissements scolaires du Val-de-Marne : plus de la moitié (477) concernaient les locaux (7 incendies volontaires), 131 des personnels (essentiellement des vols, dont deux avec violence), 158 des élèves (une quarantaine de violences physiques), 13 seulement l'usage, la revende ou le trafic de stupéfiants. Pour une population d'environ 100 000 membres du personnel et élèves, le taux de délits constatés demeure tout de même dix fois moins important qu'en dehors des établissements scolaires.

Les références familiales se sont effondrées.

L'école, comment en douter ? n'est pas imperméable à son environnement social et économique et ne peut résister aux conséquences de ses propres ambitions. Aujourd'hui, collèges et lycées doivent gérer tout à la fois la hausse des effectifs, la multiplicité des origines culturelles et les retards scolaires. A Louise-Michel, à Bobigny, 25 nationalités étrangères sont représentées. Sur 273 élèves de seconde à la rentrée dernière, 133 seulement étaient à l'heure dans leur scolarité ; 91 avaient un an de retard ; 40 accusaient deux années de retard, et 9 trois ans.

Et puis, « le civisme a disparu », constate M. Bottin, inspecteur d'académie en Seine-Saint-Denis. « Les références familiales des élèves se sont effondrées ». « Nous devons sans cesse donner des repères », explique Gérard Marteau, proviseur du lycée Louise-Michel. « Par rapport à la ponctualité et aux règles à respecter ». Le proviseur de Bobigny se dit « moins inquiet sur les faits » que par « la banalisation des actes de violence » et « cette fausse loi du silence adoptée par les élèves ».

« Il faut comprendre, ajoute-t-il, cependant, que les jeunes sont confrontés quotidiennement à la violence. On leur parle chômage, sida, drogue. Leur comportement a changé. Ils négocient sans cesse, argumentent, pinallent. Ils ne font plus confiance aux délégués, qui eux-mêmes ont changé : moins intellectuels et plus forts en gueule. Dans le même temps, leur rapport à l'école a évolué. Ils agissent en consommateurs, se plaignent de ne pas avoir de club photo, mais n'imaginent pas pouvoir fonder ce club eux-mêmes ».

C'est tout un travail de socialisation qui est à refaire ou qui reste à faire, explique M. Hénocque, proviseur du lycée Guillaumes-Apollinaire à Thiais (Val-de-Marne). Mais est-il bien normal de le faire en seconde ?

JEAN-MICHEL DUMAY

Prochain article :
Entre pédagogie
et répression

« On se tape, mais on se comprend »

En troisième « techno » à Bagnolet, Nadia, quinze ans, connaît bien les exclusions et pas trop la vie de famille. Un pansement sous l'œil (« souvenir d'une baston »), elle arbore un large sourire. Elle ne parle pas, elle agresse. Verbalement. Les agents de son collège, récemment, ont dû essuyer une salve d'injures : « Nique ta mère », et bien d'autres. « Vous savez, il n'y a que le bon sens qui nous retient. On ravalait sa salive ».

« Violente, moi ? Mais si on ne me cherche pas, je ne suis pas violente ! », explique Nadia. « Regardez en anglais, la prof, elle nous a dit en début d'année : « De toute façon, la moitié d'entre vous ne passera pas ». Comment voulez-vous qu'on s'adresse dans ces conditions. En français, on m'a dit : « T'es bonne à rien ». C'est pas vrai. J'aurais dû frapper. On ne peut pas dire : « T'es nulle ». C'est le devoir qui est nul, pas moi. En biologie, la prof, il est sévère mais cool. Juste, quoi. C'est simple, quand c'est juste, j'accepte. Il n'y a pas longtemps, j'ai voulu présenter des excuses à une prof que j'avais insultée en classe. Devant tous les autres profs, elle m'a dit : « Tes excuses, je les accepte pas. Comment vous expliquez cela ? »

« La violence, on n'y fait plus attention », explique Fatima, une collégienne en classe de cinquième à Saint-Denis. Il faut comprendre, c'est notre façon de parler, de nous exprimer. On se tape, mais on se comprend. On vit dans la cité, il faut connaître ses règles. Evidemment, on ne parle pas toujours

bien. Mais ce n'est pas pour autant qu'on est des délinquants. La drogue, la violence, les drogues dures, par exemple, il faut savoir qu'on en a peur. Et puis maintenant, on s'accroche à l'école. Les élèves, surtout, qui doivent montrer l'exemple. Les profs ? Certains on les aime, d'autres pas. De toute manière, il y a toujours un rapport de forces ».

Tout repose sur l'éducation, reconnaît Abdelali, lycéen de Creil, dans l'Oise. Les jeunes peuvent tromper leurs parents, qui ne font pas attention ou ne s'occupent pas d'eux. Il faut comprendre ceux qui triment. C'est leur moyen de s'exprimer, d'exister. Ils recherchent l'exploit, ce qui sort de l'ordinaire ».

Un jour, on part sur la mauvaise pente », explique Benoît, de la ZIP de Béthune, renvoyé et placé en internat en troisième dans un collège rural du Pas-de-Calais. « Dans la cité, ça bouge, c'est chusé. Des skis ont été dérobés. Alors il faut savoir se défendre, avec ses poings. En fait, on devient violent sans s'en rendre compte. Et puis, regardez, il y a de quoi. Dans la cité, ils construisent des magasins, mais on peut même pas acheter ! Ici, je me réveille à 8 h 30 et je me couche à 21 h 30. Je n'ai pas le droit de retourner au dortoir dans la journée. Je passe ma vie entre l'étude, les salles de classe et le réfectoire. Alors quand les p'tits de système foutent le bordel, comment se retenir ? ».

J.-M. Dy.

LES ADMISSIONS PARALLÈLES DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE

Vous désirez poursuivre vos études dans une école de commerce dynamique, dont le diplôme est visé par l'Etat, l'ISC vous propose :

- ♦ Entrée en 1^{re} année : titulaires d'un DEUG (sciences économiques, droit...), d'un DUT (gestion-commerce...) ou d'un BTS
- ♦ Entrée en 2^e année : titulaires d'une licence ou d'une maîtrise
- ♦ EPREUVES D'ADMISSION : Tests - Entretiens - Oral d'anglais
- En 1^{re} ou 2^e année (2 sessions) : 1^{re} session, 21 ou 22 juillet 1993
2^e session, 7 septembre 1993
- ♦ Date de clôture des inscriptions : 30 juin 1993

22 boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
Téléphone : (1) 40.53.99.99 - Télécopie : (1) 40.53.98.98



مكتبة من الأصل

EDUCATION • CAMPUS

L'école russe dans la tourmente

L'éducation gratuite pour tous a fait long feu et une guerre sourde s'est engagée entre les écoles d'Etat, qui périclitent, et les nouvelles écoles privées

MOSCOU

correspondance

« L'EDUCATION et la formation de notre jeunesse doivent correspondre à l'idéal communiste. » Une épigraphe géante au fronton d'un immeuble anonyme du centre de Moscou : c'est tout ce qui reste du système d'éducation soviétique. Un slogan qui ne manque pas de piquant dans la Russie chaotique de 1993, tout entière vouée au culte du roi-dollar, asphyxiée par l'absence de valeurs et l'hyperinflation. Dans les écoles de quartier, les enfants font, les premiers, les frais de la crise : classes surchargées, programmes défectueux, restrictions drastiques sur la nourriture et le matériel pédagogique, délinquance juvénile incontrôlée, enseignants sous-payés au bord de la crise de nerfs.

Par réaction, cent onze écoles privées d'élite ont été créées au début de l'année dernière. Des écoles qui ont souvent de privé le nom : 80 % d'entre elles dépendent encore largement des subsides de l'Etat pour couvrir salaires, nourriture et équipements. Ces établissements, érudits en fait de l'ombre d'élèves par classe, obligent à quelques tours de « passe-passe » comptables. Les écoles payantes limitent en effet leur accès à quelques dizaines de privilégiés, triés sur le volet.

Les écoles totalement privées de deniers publics font, elles, exception et ne concernent que des établissements purement confessionnels, des écoles expérimentales scientifiques ou artistiques, voire des écoles professionnelles créées par les entreprises à des fins d'évasion fiscale. Confrontées à un manque cruel de moyens, aux tracasseries bureaucratiques, à l'absence de locaux décentes, ces écoles primaires et secondaires indépendantes disparaissent rapidement dans l'indifférence générale. Les autres prospèrent. Sur le fond, il suffit en effet de chauffer, si peu

que ce soit, le programme officiel pour être gratifié du label d'école privée.

Des cours de marketing dès l'âge de six-sept ans, une initiation à l'astrologie ou aux arts plastiques, de l'anglais et de l'allemand intensifs, du sport obligatoire chaque jour, sont autant de subtilités qui enrichissent ces établissements en déshérence des parents. Et les mauvaises langues de prétendre que les sommes versées par ces derniers (de quelques milliers de roubles par mois) servent plus souvent à améliorer l'ordinaire du personnel que les conditions de vie ou d'étude des écoliers (1).

L'élite future du pays

Séduire, c'est le ressort caché des directeurs, car l'argent est devenu le nerf de la guerre pédagogique. Niché au cœur d'un parc immense, le petit hôtel particulier loué par Arkadi Berkout, reveau spécialiste du Canada pour y fonder son école, est un modèle du genre. Pour un peu, on se croirait dans une *junior school* chic de la *jet society* américaine... Léna Vitina, elle aussi, a été trouvée dans l'éducation des enfants un filon rentable. Possédant un terrain d'élite devant une rangée d'ordures dernier cri, elle affirme sans complexe : « Nous formons l'élite future de notre pays. » Léna Vitina n'est pas d'élite d'âme. Elle n'accepte que des enfants certes très dotés mais surtout de parents aisés. Son de cloche similaire chez Boris Koupréev : « Un enfant issu d'un milieu défavorisé, même s'il est un petit génie, n'étudiera jamais chez nous. » Question de rentabilité, de prestige... A contrario, et au mépris des exigences de qualité souvent invoquées, un cancre bien né ne sera pas toujours rejeté.

Seul, Sergueï Zazouline fait front, il est d'ailleurs quasiment le seul à invoquer des toos les domaines. Dédaignant l'aspect

financier (l'indigence de son école en témoignait), il propose un enseignement entièrement repensé pour amener les enfants à découvrir le monde dans sa globalité, à partir de seize notions fondamentales : causalité, cycle, évolution, espace, temps, etc. Plus de cours de russe, de mathématiques, de biologie différenciés et successifs, chaque professeur évoque simultanément toutes ces matières en jouant sur leurs correspondances. Le résultat ? Des enfants, semble-t-il, plus épanouis.

Car ce qui frappe dans ces établissements d'un nouveau genre, c'est qu'au fond peu de choses ont changé. Certes, les parents paient leur obole et toutes les réprimandes et brimades, lot courant dans les écoles ordinaires, ont disparu. Mais les écoliers n'y ont pas gagné pour autant : les cours « tombés du ciel » (tâtonnement, les rythmes scolaires sont soutenus, la discipline est stricte, et l'esprit de compétition fait des ravages. Au point que de nombreuses écoles accordent des réductions financières aux parents des enfants les plus méritants ! Sans parler de la méthode « secrète » d'enseignement des mathématiques préconisée par Boris Koupréev et son équipe, une méthode qu'il met régulièrement en valeur au cours de « journées » intellectuelles organisées contre les écoles ordinaires de quartier.

Ecoles ordinaires contre écoles privées. On plébiscite désormais pour enfants défavorisés contre écoles privées réservées à une minorité ? C'est ainsi que bon nombre de pédagogues moscovites abordent le postcommuniste. Une approche sélective qui augure bien mal de l'avenir des petits Russes.

VÉRONIQUE MOREAU

(1) L'inscription dans une école privée coûte de 1 500 à 10 000 roubles par mois, soit environ de 15 à 100 francs français en cours actuel. Le salaire mensuel minimum est de 5 000 roubles.

L'argent remplace le parti à l'université

MOSCOU

correspondance

Depuis que, en juillet 1992, un décret du président russe a autorisé le développement du secteur privé dans l'enseignement supérieur, de nombreux établissements proposent des formations accélérées en économie, gestion, informatique ou en droit. Sans parler d'instituts d'astrologie, d'écoles de striptease ou même, tout récemment, d'une Ecole supérieure de formation au métier de garde du corps !

« Le monopole d'Etat est en train de s'écrouler sous nos yeux ! Et c'est tant mieux, car l'enseignement traditionnel n'a pas suivi les transformations subies par notre société », se réjouit M. Stanislav Stepanov, recteur de l'université d'écologie et de politique de Moscou. Cet établissement, inauguré en septembre 1992, compte, en quatre ans, former 1 800 étudiants au métier d'écologue.

« Nous sommes financés à 80 % par des firmes commerciales ; en effet, nous ne pourrions vivre de l'argent versé par nos étudiants, souligne le recteur, car même si 100 000 roubles de frais d'inscription représentent un gros sacrifice (le salaire minimal est de 5 000 roubles), cela ne suffit pas à couvrir nos dépenses, d'autre part nous ne sommes pas subventionnés, et, comme chacun sait, l'enseignement n'est pas un secteur rentable. »

Si, de ce fait, les établissements entièrement privés, du type de l'université de M. Stepanov, sont minoritaires et, compte tenu de la crise économique aiguë, voués à une disparition quasi certaine, les écoles ou instituts privés qui se créent au sein d'établissements d'Etat, et permettent à des milliers de survivre, prospèrent. Ainsi l'institut des relations internationales

(ou MGUIMO), connu pour avoir formé toute l'élite diplomatique de l'ex-Union soviétique, a ouvert dans ses locaux une école de business international, qui propose des cycles courts de formation à la gestion, au droit des affaires ou à la comptabilité pour des sommes allant de 1 000 à 2 000 dollars, ou leur équivalent en roubles !

De même l'université d'Etat de Moscou, au bord de la banqueroute, ou l'académie du commerce extérieur ont créé en leur sein des écoles privées payantes. Les cours ont lieu dans les mêmes locaux, avec les mêmes professeurs, et ces établissements n'ont pas de mal à obtenir les rares subventions accordées par le ministère de l'enseignement supérieur.

Plus étonnant encore : depuis un an, il est pratiquement impossible d'accéder à l'institut d'Etat des relations internationales sans acquitter des droits d'inscription énormes : 1 000 dollars par an ! Et cet établissement, dont le prestige est grand et qui jouit de conditions matérielles au-dessus de la moyenne, attire un nombre croissant de candidats.

Tout est à vendre

Ceux-ci peuvent faire acquiescer les 1 000 dollars par leur entreprise ou par « n'importe quelle personne physique ». Un contrat est alors signé avec l'institut, qui comporte une clause intitulée « services supplémentaires ». En réalité, il s'agit d'une sorte de pot-de-vin légitime. Selon cette clause, le contractant s'engage, en plus des 1 000 dollars, à fournir des « services » à l'institut.

C'est ainsi que de luxueuses voitures sont gracieusement prêtées à l'institut par le père d'une étudiante, directeur d'une société de location de véhicules ! Oksema, vingt et un ans, étudiante en deuxième année, a eu

la chance d'entrer au MGUIMO sans payer : « Nous les « grâtes » sommes une race en voie d'extinction ! Sur 3000 étudiants inscrits au MGUIMO, un tiers sont des « contractuels » et le plus injuste, c'est que les tests d'entrée sont plus faciles pour ceux qui paient, la cycle d'études est raccourci de cinq à quatre ans et le diplôme leur est pratiquement donné. » Vera, professeure de français dans ce même institut, est écœurée : « On ne sait pas à qui va l'argent, mais sûrement pas à l'institut ! Nous autres professeurs, gagnons 8 000 roubles, pas un kopek de plus, et cela que les étudiants paient ou non. » « Si, toutefois, s'exclame Vera, le critère d'entrée était l'appartenance au parti, maintenant c'est l'argent. »

Vessili, vingt-trois ans, déplore, lui, « la mauvaise ambiance » : « Les étudiants sont divisés : « gratuits » contre « contractuels », d'ailleurs, c'est la première question qu'on se pose entre nous ! La dernière fois, une fille m'a même demandé si j'avais payé en « verts » (dollars) ou en « bleus » (roubles) ! »

Autre aspect dérangeant de cette « privatisation » de l'enseignement : de plus en plus d'établissements louent désormais au tout venant les locaux d'étudiants mis à leur disposition. Lide, étudiante de l'institut des ingénieurs du transport ferroviaire, raconte : « Le foyer où je vis est depuis deux ans géré par une coopérative et fonctionne comme un hôtel. C'est un repaire de sans-papiers, d'escrocs, de souteneurs, et les descentes de police sont nombreuses. Un jour, on nettoie, le lendemain, ça recommence. Comment étudier dans ces conditions ? »

MARIE JÉGO

POINT DE VUE

Le « photocopillage » tue le livre

par François Gèze

La signature, le 18 mars dernier, d'une convention sur la réprographie entre le ministère de l'éducation nationale et les organisations représentatives auteurs et éditeurs, réunies au sein du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), est un événement d'importance : pour la première fois, l'Etat reconnaît le tort causé par les photocopies sauvages — le « photocopillage » — aux auteurs et aux éditeurs, et il accepte de mettre en place un dispositif de dédommagement, même partiel.

Il était plus que temps de marquer un coup d'arrêt : la pratique de la réprographie d'œuvres protégées (livres, revues, journaux) dans les établissements scolaires et universitaires a atteint en effet des sommets. Les auteurs et éditeurs ont subi de graves pertes. Le plus grave est sans doute que la plupart des producteurs et des utilisateurs agissent en toute bonne foi. Pour les enseignants, la photocopie est un effet d'appoint à l'enseignement, tout particulièrement dans les premiers cycles de l'université : c'est un moyen pour chaque enseignant de « personnaliser » son cours, et parfois aussi de contraindre des étudiants peu motivés à lire un minimum.

Il est maintenant fréquent de voir des professeurs apporter au centre de réprographie de leur faculté des dossiers constitués de dizaines de pages extraites de plusieurs livres, et d'en demander la reproduction par centaines d'exemplaires, vendus ensuite à prix coûtant aux étudiants ou, plus souvent, distribués gratuitement : autant de livres qui ne seront jamais achetés. Cette pratique est en plein développement : on estime ainsi que le nombre de photocopies d'œuvres protégées a doublé depuis trois ans dans les universités françaises, représentant plusieurs centaines de millions de pages par an.

Spirale infernale

Ceux qui ont les promoteurs ignorent le plus souvent les effets pervers, pourtant considérables, de cette pratique du photocopillage. D'abord, son ancrer même induit une transformation dangereuse du rapport à la connaissance : habitués à manier de concert photocopies et Stabilos, les étudiants se construisent par rapport à l'écrit une « culture de zapping » ; et nombre d'entre eux désapprennent la lecture suivie et fouillée d'un livre, croyant en fait, en second lieu, qu'il faut trop souvent, le photocopillage est un vol : la loi de 1957 sur la propriété intellectuelle stipule expressément que, sans autorisation des ayants droit, la réprographie d'œuvres protégées dans un but d'utilisation collective est illicite et punissable pénalement.

Surtout, cette pratique revient à tuer le livre : s'il continue, les photocopies n'auront bientôt plus rien à photocopier... Mais peu s'en rendent compte : combien de fois avons-nous vu un auteur venu se plaindre des ventes médiocres de son livre avouer ingénument qu'il en distribuait des milliers de photocopies à ses étudiants ! Depuis trois ans, l'évolution est alarmante : les ventes des ouvrages de recherche en sciences humaines et sociales ont connu un brusque effondrement (leurs ventes moyennes sur douze mois sont passées de 2 200 exemplaires en 1980 à 1 200 en 1988, et à... 800 en 1992) ; quant aux livres de vulgarisation ou d'initiation destinés aux premiers cycles, leurs ventes régressent légèrement, malgré l'augmentation de la population étudiante. Dans les deux cas, la responsabilité en revient principalement au photocopillage.

La perte de chiffre d'affaires, si l'on s'en tient à une estimation prudente, est de l'ordre de 10 à 15 %, soit plus de 200 millions de francs par an par le seul secteur des sciences humaines et sociales. Conséquences : certains éditeurs spécialisés sont accablés au dépôt de bilan, et les autres doivent réduire drastiquement leurs programmes, en particulier la publication des revues de sciences humaines, aujourd'hui en danger de mort. Quant aux livres encore publiés, leurs prix augmentent d'autant plus que les ventes attendues diminuent, d'où un nouvel encouragement à la photocopie...

Pour arrêter cette spirale infernale, il faut bloquer l'hémorragie de la réprographie sauvage. D'abord en informant largement enseignants et étudiants, pour les inciter à limiter cette pratique. Ensuite en imposant le paiement d'un droit sur chaque photocopie, à reverser aux titulaires du copyright. De ce point de vue, la convention signée avec le ministère de l'éducation nationale ne peut être considérée que comme un premier pas. Celle-ci prévoit en effet un régime forfaitaire : une « taxe » de 11 francs par œuvre ou par étudiant sera versée annuellement au CFC par chaque établissement d'enseignement. Outre que ce système pourra être considéré comme le prix à

payer pour un « permis de photocopier », ce qui n'est guère dissuasif, il sera difficile de redistribuer équitablement ces sommes. Le système le plus juste et le plus efficace consisterait à identifier précisément, dans chaque établissement, chaque ouvrage photocopié (titre, auteur, éditeur) et le nombre de copies : une taxe sur chaque photocopie serait collectée par le CFC et reversée aux ayants droit légitimes (auteur et éditeur). Bien sûr, la mise en œuvre de ce système ne va pas sans difficultés, mais il fonctionne déjà depuis plusieurs années dans certains pays

(Norvège, Suède...). Et en France, le modèle de la SACEM, pour les œuvres musicales, nous montre que cette voie n'a rien d'irréalisable.

Ces considérations apparaîtront peut-être bien triviales à certains intellectuels. Mais ils doivent se souvenir que les œuvres de l'esprit n'existent pas sans un support matériel, aujourd'hui d'encre et de papier. Et que la mise en péril de l'économie de ce support menace au même titre l'avenir de la pensée.

► François Gèze est président-directeur général des éditions La Découverte.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Impression :
« Le Monde »
12, r. M. Coudray
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-85-29-33

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Crys
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Gabriel Tsiang
15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : 46-62-72-72
Téléc : 46-62-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-80-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - pending) is published daily for \$ 3.92 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., U.S., and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1515 Avenue of the Americas, N.Y., 10019 - 1515.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 333 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 293 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

"FORMER DES EXPERTS" DE FONCTIONS OU DE SECTEURS D'ENTREPRISE

Les Maîtres Spécialisés de l'ESSEC

• Gestion Marketing •

• Management et Ingénierie Logistique •

• Droit des Affaires Internationales et Management •

• Techniques Financières •

• Management des Systèmes d'Information et de Décision •

• Gestion des Entreprises Agro-Alimentaires •

• Gestion Achats Internationaux •

COURS

• Trois principes des formations du Collège :

• Expertise et adaptation

• Passage progressif vers le monde professionnel

• Brassage des origines conforme à la réalité professionnelle

• 1 an et 500 h de cours

• Cours de spécialité, fondamentaux de gestion, management des hommes et des équipes.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES DOSSIERS 7 MAI 1993

Collège des Maîtres de l'ESSEC - Avenue Bernard Hirsch B.P. 160 - 95021 Cergy-Pontoise Cedex - Tél. : (1) 34.43.30.83

Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat, affilié à la C3 de l'Université Val d'Yvelines - Versailles.

ÉCONOMIE

BILLET

Les failles de la loi sur les faillites

Huit ans après sa promulgation, le 25 janvier 1985, la loi Badinter sur le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises se trouve en tête des réformes que le nouveau gouvernement veut engager. De fait, depuis des mois, le patronat et les banques multiplient les critiques sur ses effets pervers et travaillent sur des propositions pour la modifier.

Faire une loi sur les faillites relève de la gageure, car il s'agit de concilier des intérêts contradictoires : ceux des créanciers, d'une part ; ceux de l'entreprise concernée, d'autre part, qui peut être en proie à des difficultés passagères ou condamnée à disparaître. Comment discerner les uns des autres ? Comment ne pas privilégier systématiquement les créanciers au détriment des débiteurs ? La loi Badinter a été votée à un moment où le nombre de faillites augmentait dans le pays. La crise des industries traditionnelles battait son plein et des secteurs entiers s'effondraient. Dans ce contexte, le but du texte — précédé d'un an par une loi instituant des procédures d'alerte et de règlement amiable — était clairement de favoriser la reprise ou la poursuite d'activité de l'entreprise en difficulté afin, disait-on, de préserver l'emploi.

Après plus de sept ans d'existence, le bilan que l'on peut dresser de cette loi est doublement négatif : il s'agit de limiter les dépôts de bilan, l'évolution du taux de défaillance montre clairement que cet objectif n'a pas été atteint ; remarquait récemment le bulletin mensuel du Centre d'information sur l'épargne et le crédit (Compagnie bancaire) : de 25 000 au moment de la promulgation, le nombre de faillites tourne aujourd'hui autour de 60 000 par an !

Mais, plus grave encore, cette augmentation ne peut se justifier comme le prix à payer pour la continuation d'un plus grand nombre d'entreprises et la sauvegarde des emplois : moins de 7 % des procédures de redressement judiciaire conduisent à un plan de continuation ou de cession, les autres (93 %) étant conclues par une liquidation judiciaire. Les détracteurs du texte soulignent en particulier la banalisation du dépôt de bilan, autrefois entaché d'opprobre : dans le passé, les créanciers en étaient le plus souvent à l'origine. Aujourd'hui, dans 80 % des cas pour les sociétés anonymes et dans 67 % pour les SARL (sociétés à responsabilité limitée), c'est le chef d'entreprise lui-même qui prend l'initiative. La BNP, il y a quelques mois, allait même jusqu'à estimer que la loi était à l'origine de la moitié de la progression du nombre de défaillances entre 1986 et 1991. D'où une détérioration du climat entre les entreprises et les créanciers, notamment les banques, qui se plaignent de la montée des risques et se montrent encore plus prudentes dans leurs engagements. L'inverse de l'effet recherché.

FRANÇOISE VAYSSÉ

EN BREF

Marché des changes : 850 milliards de dollars de transactions par jour. — Le volume des transactions sur le marché mondial des changes a progressé de 42 % entre 1989 et 1992, atteignant 800 milliards de dollars par jour (un dollar vaut environ 5,60 francs), selon une étude de la Banque des règlements internationaux, réalisée sur la base de données collectées par vingt-cinq banques centrales entre avril 1989 et avril 1992. Le dollar reste prépondérant dans les

Un entretien avec le PDG de L'Oréal

« Je me demande si nous n'avons pas poussé l'automatisation au-delà même de ce qui était nécessaire »

nous déclare Lindsay Owen-Jones



A l'heure où l'industrie française sombre dans la récession, L'Oréal, le géant du luxe et des produits cosmétiques de grande distribution, fait exception avec un chiffre d'affaires en hausse de 12,3 % l'an dernier. Une croissance exceptionnelle qu'analyse pour le Monde son PDG, Lindsay Owen-Jones, en reconnaissant toutefois qu'elle n'est guère créatrice d'emplois directs.

« Quelles sont les « recettes » de L'Oréal qui lui ont permis de défer une conjoncture morose ?

— Ce sont nos gains de parts de marché qui nous ont permis de compenser cette morosité. Par ailleurs, la consolidation des nouvelles affaires pharmaceutiques, Delalande et Delegrange, nous a permis d'effacer les secousses monétaires que nous ont fait perdre 5 % de notre chiffre d'affaires total. Aux États-Unis, notre agent Cosmar a multiplié par deux son chiffre d'affaires, grâce à l'accueil fait à nos nouveaux produits et à l'amélioration de la conjoncture américaine, notamment avec les très bonnes ventes dans les grands magasins lors des fêtes de fin d'année.

— Nos résultats sont aussi dus à la poursuite d'une politique de gestion très serrée des frais généraux et à la recherche de synergies à l'intérieur du groupe permettant une agilité commerciale compensant la dépression de la conjoncture. Un des grands progrès du groupe est d'être parvenu à réduire le poids des frais fixes de manière à ce que l'évolution des marges soit moins sensible à la variation du chiffre d'affaires. Seule l'augmentation des dépenses de publicité a été supérieure à celle du chiffre d'affaires.

— La crise ne vous oblige-t-elle pas à réviser votre stratégie ?

— Nos résultats, l'an dernier, nous inciteraient plutôt à la poursuivre. Cela dit, on ne peut, en

Europe, se désintéresser des difficultés actuelles des industriels japonais qui avaient accompli jusqu'ici un sans-faute. J'ai été particulièrement intéressé par tout ce qui s'est écrit sur les difficultés de Nissan et j'ai lancé une réflexion pour voir si cela ne pourrait pas nous arriver. Pendant longtemps, la créativité et la segmentation extrême de leurs produits ont assuré leur succès commercial. Mais cela a engendré une telle complexité de leur outil industriel qu'elle est devenue aujourd'hui une entrave à leur rentabilité. C'est un point sur lequel L'Oréal doit être vigilant.

Le rachat « raisonnable » de Lanvin

— Où en êtes-vous de votre diversification dans le secteur du luxe ? Êtes-vous candidat au rachat d'Yves Saint Laurent ?

— Pour que nous acceptions une telle offre, celle-ci doit correspondre, soit à une pièce manquante de notre présence sur un certain segment du marché, soit à un renforcement de nos positions. Mais, dans ce cas, le prix doit être attractif. Yves Saint Laurent ne correspondait à aucun de ces deux schémas.

— Avec le rachat de Lanvin, nous avons investi sur le long terme, notamment dans les magasins du Faubourg Saint-Honoré. Nous nous préparons, pour profiter de la sortie de la crise, très profonde dans ce secteur. Si les maisons de luxe valent si cher, c'est qu'il faut beaucoup de temps pour les bâtir. L'investissement reste raisonnable pour L'Oréal, mais nous ne sommes pas encouragés à aller plus loin dans le luxe.

— Les consommateurs ont-ils changé avec la crise ?

— C'est difficile à analyser. D'un côté, le goût pour les minimes en or, les vêtements hors de prix ou les produits dont la grille était plus importante que la qualité semble

passé de mode. De l'autre, la croissance de 8 % de notre branche parfums et beauté semble indiquer une certaine reprise. De même, on observe le succès dans la grande distribution de certains produits sophistiqués, alors que des produits plus simples restent dans les rayons. Rien, dans la reprise américaine, n'indique une modification profonde du comportement des consommateurs.

— Et pour les marchés de l'Est ?

— C'est, pour nous, un marché en passe de s'ouvrir. La Pologne revient indubitablement à la Pologne, pays qui a le plus rapidement converti à l'économie libérale et où nos marques Elsyre et Piélotade ont réalisé en 1992 200 millions de francs de chiffre d'affaires. Notre équipe commerciale, composée de jeunes Polonais qui ont fait une partie de leurs études en France, est sans doute l'une des plus dynamiques. Représentés ou départ par un simple agent, nous y sommes maintenant avec une filiale et la Pologne est désormais sur les rangs, en concurrence avec la République tchèque, pour l'ouverture d'un nouveau usine.

Quant à l'ex-URSS, nous y restons contre vents et marées, avec une usine moscovite produisant 40 millions d'unités par an aux standards de qualité occidentaux. Majoritaires dans son capital, nous ne la consolidons pas, faute de pouvoir convertir le rouble en franc. Lorsque la stabilité reviendra, nous serons merveilleusement placés dans le pays.

— Un regain de protectionnisme pourrait-il vous conduire à des révisions stratégiques ?

— Une guerre commerciale entre l'Europe, les États-Unis et le Japon aurait des effets — indirects pour nous puisque nous produisons localement — désastreux. Mais c'est une hypothèse à laquelle je ne crois pas, tant sont imbriqués les intérêts de ces trois blocs. En revanche, une manœuvre de protectionnisme face aux nouveaux pays industriels — du Sud-Est asiatique notamment — me paraît plus envisageable. Je ne suis d'ailleurs pas sûr que nos pays aient l'obligation absolue de redistribuer, comme ils le font actuellement, la richesse de leurs économies par le biais des importations.

— Ce serait une erreur, pourtant, de faire de la délocalisation la cause unique du chômage. Inévitablement, d'autres facteurs, notamment le rapport entre le coût du travail et celui du capital. Il y a aussi des répercussions d'effectifs dans les industries qui n'ont pas délocalisé leurs activités.

« Les emplois induits par nos investissements »

— Comment expliquez-vous, qu'entre 1990 et 1992 les effectifs de L'Oréal en France soient restés stables autour de 11 000 salariés, malgré la forte croissance du groupe ?

— Cela c'est exact que si l'on s'en tient aux seuls emplois directs. Mais c'est oublier l'augmentation régulière de la masse salariale de

L'Oréal en France, au rythme de 6 % à 7 % par an. Et c'est oublier tous les emplois induits par nos investissements, par nos achats de matières premières ou de produits de conditionnement, par nos dépenses de publicité et de relations publiques, par l'essor rapide et constant de notre sous-traitance.

— Justement, ne risque-t-on pas d'aller vers une société à deux vitesses : les salariés des grandes entreprises d'un côté, ceux des petites de l'autre ?

— C'est vrai, mais dans une certaine mesure seulement. Si l'on s'en tient à l'idée que seul un emploi à plein temps dans une grande entreprise comme L'Oréal est un emploi véritable, alors ce pays pourrait compter 10 millions de chômeurs. Ce qui serait absurde.

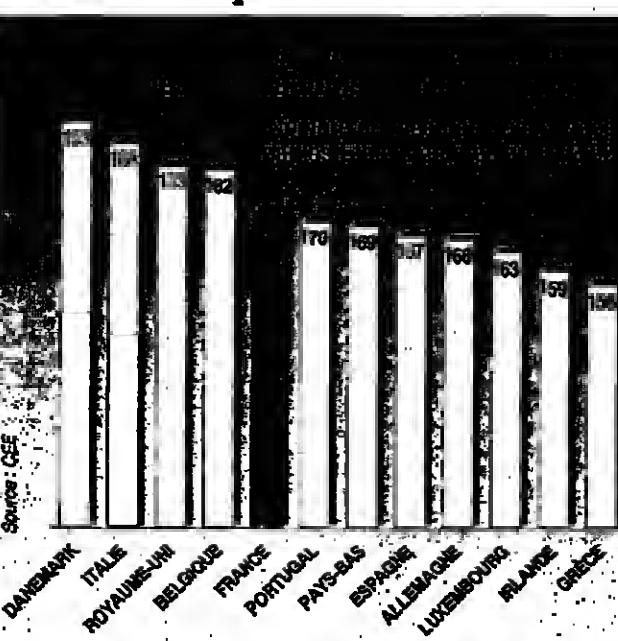
— Tout de même, les entreprises ont une responsabilité en matière d'emplois.

— Chacun doit avoir le courage de balayer devant sa porte. Quand je vois que, dans les bureaux de notre siège, nous utilisons le fax pour communiquer d'un étage à l'autre, je me demande si nous n'avons pas été plus généreux avec nos budgets d'investissement que de fonctionnement. Et si nous n'avons pas poussé l'automatisation au-delà même de ce qui était nécessaire.

— Cela dit, il ne faudrait pas transférer toutes les responsabilités sur les seules épaules des chefs d'entreprise. Bien des paramètres leur échappent, définis par l'État ou d'autres partenaires. Le débat sur le partage du travail, par exemple, ne doit pas tomber dans un manque total de sincérité. J'ai demandé à la direction du personnel d'y réfléchir, mais cela relève plus du geste de solidarité que de la création d'emplois durables dans le pays.

FRANÇOISE CHIROT et PIERRE-ANGEL GAY

Le sort des directives communautaires Le zèle européen de Paris décroît



La France s'est souvent targuée d'être « le bon élève » de l'Europe communautaire. Le sésame n'était pas gratuit. Il s'appuyait sur la rapidité à transposer dans le droit français les directives communautaires adoptées par le conseil des ministres. La France, à l'automne 1992, par exemple, était numéro deux, derrière le Danemark.

La dernière pointe, effectuée fin mars et présentée au conseil des ministres européen du 5 avril, est beaucoup moins glorieuse. Elle confirme la première place danoise mais la France est reléguée en cinquième position derrière l'Italie, la Grande-Bretagne et la Belgique. Même constat, le « talon-pied » précédent, fin janvier, classait la France au septième rang. Il serait bon de faire en sorte que le Portugal et l'Espagne, qui nous suivent désormais d'assez près, ne puissent se prévaloir au prochain conseil d'un taux de transposition supérieur au nôtre, écrit dans un télégramme confidentiel un diplomate français en poste à Bruxelles. L'honneur est sauf : au dernier classement, le Portugal et l'Espagne sont toujours derrière la France.

échanges de monnaies, la monnaie américaine étant impliquée dans 83 % des transactions, la part du yen baisse un peu (24 % des échanges), et celle du mark progresse fortement (38 %). Le total est supérieur à 100 % puisque plusieurs monnaies sont impliquées dans chaque transaction.

— Un nouveau directeur pour le bureau européen de la Banque mondiale. — Hans W. W. est nommé directeur du bureau européen de la

Banque mondiale, sis à Paris. M. W. W. remplace Olivier Laforge, qui est devenu il y a quelques mois directeur pour l'Afrique occidentale et centrale au siège de la Banque, à Washington. Entré à la Banque mondiale comme économiste en 1959, M. W. W., de nationalité suisse, a occupé de nombreuses fonctions au sein de l'organisme international et a notamment dirigé, de 1972 à 1975, la mission régionale de la Banque à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Daimler-Benz va supprimer 15 000 emplois en 1993

Daimler-Benz, le plus important groupe industriel d'Europe, a enregistré une chute de 25 % de son chiffre d'affaires au premier trimestre de cette année. Il espère néanmoins obtenir, une croissance au second semestre qui permettrait de rattraper le niveau de 1992 (98,5 milliards de marks). Mais les profits seront en recul « de 25 % à 30 % » par rapport à 1,45 milliard de 1992, eux-mêmes inférieurs d'un quart à ceux de 1991. Le groupe s'attend à des temps difficiles et va supprimer 15 000 emplois en 1993.

STUTTGART

de notre envoyé spécial

« Nous nous sommes trompés », Edzard Reuter, le président du conseil de Daimler-Benz, reconnaît avoir pas vu venir le brutal retournement de la conjoncture en Allemagne et la stagnation en Europe. L'an passé, il prévoyait que son groupe, après une période de diversification forcée (dans l'aéronautique, l'électrotechnique et les services), allait pouvoir enfin augmenter sensiblement ses profits et enrayer le déclin de sa rentabilité. Las, c'est tout l'inverse. Daimler-Benz enregistre cette année un bénéfice de moins d'un milliard de marks contre 1,45 milliard en 1992 et 2 milliards en 1991. Une division par deux en deux ans et non une multiplication.

L'avenir s'annonce « encore plus difficile ». Le groupe allemand va réduire ses effectifs de 15 000 personnes, à 362 000 en fin de 1993. Les ventes de véhicules, particulièrement touchées, vont forcer à mettre les usines en chômage technique au premier semestre pendant 25 jours dans l'automobile et 30 jours dans le secteur des camions. Le groupe espère néanmoins un redressement de ses livraisons de voitures à partir de l'été, grâce au lancement de la Mercedes série C, modèle de

gamme moyenne remplaçant la 190 actuelle. Mercedes-Benz devrait vendre 486 000 voitures en 1993 (530 000 en 1992) et 247 000 camions (277 000 en 1992).

L'automobile apportait traditionnellement 80 % des profits du groupe. En 1992, Mercedes-Benz a vendu, pour la première fois, moins de voitures que le rival américain BMW. Son résultat d'exploitation a reculé de 1,548 milliard à 849 millions de marks. Les mesures de redressement annoncées portent sur une réduction des coûts de 30 % et le lancement de plusieurs nouveaux modèles, dont une « petite Mercedes » et un véhicule tout-terrain qui sera monté aux États-Unis. Mercedes suit BMW, qui va construire également une usine sur place pour attaquer le marché nord-américain.

Réduction des coûts de 30 %

Les autres divisions du groupe n'auront pas supporté en 1992 de quoi contrebalancer le résultat de l'automobile. DASA (aéronautique) a plongé dans la rouge avec une perte de 341 millions de marks. DASA, heurté par les restrictions de budgets militaires, ne parviendra à retrouver une rentabilité qu'en 1995. AEG (électrotechnique) a réussi à l'inverse à en sortir (10 millions de bénéfices), DEBS (services financiers et informatiques) n'a pu que plafonner (122 millions de profits).

« N'en déplaise aux prophètes de malheur, nous poursuivons notre stratégie », affirme M. Reuter. Le groupe va placer 2 % à 3 % de son capital à la Bourse de New-York et devra pour cela présenter un bilan aux normes américaines beaucoup plus transparentes. Daimler-Benz est la première entreprise allemande à tenter une cotation à Wall Street. C'est dire que M. Reuter a suffisamment de confiance dans la solidité future de son groupe pour ne craindre ni la vérité des chiffres ni des exigences de rentabilité des actionnaires américains.

ERIC LE BOUCHER

Repus à l'Hôtel Matignon Les responsables de l'agriculture et de la pêche accordent un « délai » au gouvernement Balladur

Le premier ministre, Edouard Balladur, s'est employé mardi 6 avril à rassurer agriculteurs et pêcheurs en manifestant sa compréhension vis-à-vis de leurs difficultés, sans toutefois leur faire de promesses et en réaffirmant la pérennité des engagements européens de la France. Les représentants des organisations agricoles et maritimes ont salué sa volonté de dialogue, lui accordant un « délai » pour tenter de désamorcer les crises de ces deux secteurs. « Le premier ministre ne nous a pas promis la lune, ce n'est pas un homme de chimère », a commenté le président du Comité national des pêches maritimes, Alain Parès.

A chacune de ces professions qui manifestent, parfois violemment, leur hostilité à la politique européenne, M. Balladur a demandé de dresser une liste de leurs demandes en tenant compte des contraintes. Sur le dossier du GATT et le compromis de Washington, conclu en novembre 1992 entre la Commission européenne et l'administration Bush, le gouvernement souhaite savoir ce qui, aux yeux des agriculteurs, est négociable. Le président de la FNSEA, Luc Guyon, a souligné que le gouvernement privilégie la négociation et qu'il souhaitait que les « discussions avec nos partenaires européens » aboutissent. M. Balladur a insisté sur la « nécessité de faire une paix commerciale avec les Américains ». L'utilisation du droit de veto semble désormais exclue.

Le patron de la Calypso condamné à 30 750 francs d'amende. — Le patron du chalutier de Cherbourg, la Calypso, inculpé de pêche illégale dans les eaux britanniques et de refus d'obtempérer aux ordres des contrôleurs (le Monde du 6 avril), a été condamné, mardi 6 avril, à Saint-Pierre (Guernesey), à 3 750 livres (30 750 francs environ) d'amendes. L'avocat de Michel Mesnage, M. John Greenfield, a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de faire appel, estimant que la peine infligée à son client, qui avait décidé de plaider coupable, était « juste et raisonnable ». La cour a estimé avoir fait preuve d'indulgence dans son jugement.

مكتبة من الأصل

ÉCONOMIE

SOCIAL

Protestant contre une nouvelle grille horaire

Les personnels au sol d'Air France durcissent leur grève à Orly Sud

« Les personnels, les agents commerciaux, les bagagistes ne sont pas des robots ou des pommes de terre dont la quantité augmente ou diminue selon la quantité de soupe que l'on veut obtenir. » Orly Sud, 13 h 15 mardi 6 avril : Jean-Robert Perrin, responsable CGT, lit le communiqué commun des syndicats (FO, CGT, CFTD) de personnels au sol d'Air France, en grève depuis le vendredi 2 avril. Le ton est donné et l'agitation demeure grande parmi les personnels au sol d'Orly Sud.

Les grévistes n'acceptent ni la nouvelle grille horaire ni la réorganisation du travail que la direction d'Air France tente d'imposer dans le cadre d'un plan d'économies dû à ses mauvais résultats (un déficit de 3,2 milliards de francs en 1992). Les méthodes utilisées n'ont pas été davantage appréciées. Les nouveaux horaires ont été affichés dans la nuit du jeudi 1^{er} au vendredi 2 avril, ce que la majorité du personnel au sol (neuf cents personnes environ) a interprété comme une manière de leur forcer la main.

Dans la petite foule réunie autour de l'orateur, les commentaires vont bon train : « Ils ont réveillé la fibre syndicale, même chez les non-syndiqués. » Revenant aussi souvent des grèves sur la

différence entre eux - « des gens de terrain », et la direction - « des gens de bureau ». De manière plus imperceptible, cette grève rémoigne du malaise de ces personnels qui se sentent mal aimés, au moment où Air France a tendance à concentrer ses activités sur Roissy. A Orly, 70 % des activités d'Air France portent sur l'assistance à des compagnies aériennes étrangères.

Prise au dépourvu par « cette grève surprise » - une vingtaine de vols ont été annulés depuis le début du conflit, - la direction d'Air France a désormais pris ses dispositions. Alors que la grève a été reconduite mercredi 7 avril au matin, Air France tente d'acheminer ses passagers grâce à d'autres compagnies pour éviter les annulations. La compagnie n'assure directement qu'entre dix et quatorze vols quotidiens au départ d'Orly Sud. Elle n'envisage d'ailleurs pas de perturbation de vols pour le week-end de Pâques, alors que le syndicat des mécaniciens au sol (SNMSAC) a déposé un avis de grève pour la période du 9 au 12 avril.

A. B.-M.

► Renseignements aux voyageurs : 44-08-24-24.

Selon l'APEC

Les effectifs de cadres pourraient diminuer pour la première fois en 1993

Selon le panel de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), constitué auprès de quatre mille entreprises, le marché de l'emploi des cadres s'est encore détérioré en 1992 pour la troisième année consécutive. Les prévisions pour 1993 sont encore à la baisse et M. Jean Prével, directeur adjoint, auteur de l'étude, prévoit que les effectifs de cadres, qui n'ont augmenté que de 0,5 % en 1992, pourraient diminuer cette année. Ce serait la première fois qu'un tel renversement de tendance se produirait en France.

L'an dernier, 120 600 postes de cadres ont été pourvus, contre 172 000 en 1989, qui se ventilent entre 86 700 recrutements extérieurs (dont 26 500 de jeunes diplômés) et 33 900 promotions internes. En volume global, la baisse est de 11 % par rapport à 1991, mais atteint 19 % pour les seules embauches, alors qu'un recul de 17 % était à l'origine pronostiqué par le panel de l'APEC. Cette chute, qui s'est brutalement produite au quatrième trimestre quand la croissance est devenue négative, se retrouve dans la dégradation du nombre des offres d'emploi publiées par la presse : de 60 000 en moyenne en 1988, elles étaient tombées jusqu'à 100 000 en 1989-1990, et retombent à 45 000 (-30 % en un an). En revanche, l'accès au statut de cadre, qui s'était effondré en 1991, enregistre une progression de 18 %.

ALAIN LEBEAUX

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la prochaine parution d'une étude sur :

EVALUATION, PERSPECTIVES ET MARCHÉS DES PRIVATISABLES Industrie - Banques - Assurances

Au moment où un nouveau train de privatisations est en préparation, Eurostaf vous propose une étude comportant :

- l'analyse des différents groupes et sociétés qui, parmi l'ensemble de quelque 110 sociétés dénommées en direct par l'Etat, sont susceptibles d'être entièrement ou partiellement privatisées après les élections législatives de mars 1993 ;
- l'évaluation de chacun de ces groupes ou sociétés selon des méthodes objectives, soigneusement appliquées par les spécialistes et clairement expliquées dans l'étude. Cette valorisation, qui concerne des entreprises tant des secteurs bancaire et des assurances qu'industriels, prend appui sur les dernières informations disponibles, complétées - chaque fois qu'il y a lieu - par l'estimation des résultats 1992 et des prévisions sur l'exercice en cours (1993).

Pour chacun des 35 groupes et sociétés analysés, l'étude comporte :

- plusieurs évaluations ;
- une analyse des perspectives stratégiques et de résultat ;
- et enfin une présentation des structures actuelles du capital des sociétés.

Pour recevoir la présentation détaillée de cette étude, contactez : EUROSTAF 68-62, rue d'Hauberville, 75010 Paris. Tél. : (1) 47.70.22.55 - Fax : (1) 47.70.11.63

FISCALITÉ

Selon la plus haute juridiction judiciaire

La « vignette auto » est perçue illégalement depuis plusieurs années

Un vice de procédure, dénoncé par un automobiliste de la région d'Angers, Raymond Lovaert, rend illégale la taxe sur les véhicules à moteur - la vignette automobile - payée chaque année par des millions d'automobilistes. M. Lovaert avait obtenu du tribunal d'Angers le remboursement de la vignette achetée en 1989.

Un arrêt de la Cour de cassation, rendu public mardi 6 avril, estime que le ministère de l'équipement a modifié abusivement, dans une circulaire du 12 janvier 1988, un paramètre du mode de calcul de la vignette. Or, selon l'article 34 de la Constitution, qui détermine les domaines de la loi, c'est le Parlement qui fixe « l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature ». La circulaire de 1988 n'a pourtant changé qu'un détail du mode de calcul de la puissance fiscale, en fonction de laquelle varie le montant de la vignette et qui est déterminée à partir du nombre de rapports de la boîte de vitesses, du type de carburant utilisé et de la cylindrée du moteur. Mais ce texte fait référence à une circulaire du 23 décembre 1977 qui définit le calcul de la puissance fiscale.

Ainsi, la taxe automobile a été perçue de manière illégale - sans texte de loi - depuis 1988, voire depuis 1977. Cet impôt représente une source importante de revenus (11 milliards de francs au total) pour les départements qui le perçoivent depuis 1984 en application des lois de décentralisation. Comme il paraît incontestable que les collectivités locales remboursent les vignettes payées par les automobilistes depuis plusieurs années, un projet de loi sera présenté au Parlement lors de la prochaine discussion du collectif budgétaire pour corriger l'illégalité des décisions de 1988.

FINANCES

Un arrêt de la chambre commerciale

La Cour de cassation remet en cause certaines « dates de valeur » sur les espèces

La chambre commerciale de la Cour de cassation a remis partiellement en cause, lundi 5 avril, le principe des « dates de valeur », en les déclarant illégitimes pour les dépôts en espèces. Cette pratique, qui permet aux banques de se rémunérer, consiste à retenir une date théori-

que, antérieure, pour un dépôt, ou postérieure, pour un crédit, à la date réelle de l'opération. En général, la règle fixe à deux ou trois jours ce délai appliqué de manière diverse par les établissements, en fonction des clients.

La Cour de cassation était appelée à se prononcer sur un arrêt de la cour d'Alger-Provence prononcé en octobre 1990 en faveur du Banco Exterior France, filiale de la banque espagnole. Quatre sociétés maritimes et deux particuliers avaient estimé que cette pratique augmentait sans fondement leurs dettes ou diminuait sans contrepartie leurs avoirs. La cour d'appel avait admis l'usage des dates de valeur comme rémunération de la banque, qu'elle jugeait « justifiée par le fait qu'une remise au crédit du compte, comme un retrait porté à son débit, exige un certain délai pour l'encaissement ou le décaissement ».

Comme la cour d'appel, la Cour de cassation n'a admis qu'un chèque ne soit pas porté en crédit d'un compte le jour même de sa remise à la banque, car un encaissement ne peut être instantané. Mais elle a également limité la tolérance de ce délai au temps nécessaire à cet encaissement. En revanche, contrairement à la cour d'appel, elle n'a jugé que dans les autres cas, comme par exemple les dépôts en espèces, le fait d'avancer les dates de valeur des crédits était injustifié, faute de contrepartie pour le titulaire du compte.

L'Association française des banques (AFB) a immédiatement réagi à cet arrêt en précisant que selon la Cour de cassation, pour des opérations telles que la remise des chèques, la pratique des dates de valeur est licite. Or ce mode de paiement est de loin le plus important en volume. « Il appartient maintenant à la cour d'appel de renvoi de rendre une nouvelle décision », a conclu l'AFB en soulignant le caractère « très particulier » de l'affaire.

ÉTRANGER

Après plus de cinquante ans de fermeture

La Bourse de Prague a ouvert ses portes

La Bourse des valeurs de Prague, après plus de cinquante ans de fermeture, a ouvert, mardi 6 avril, ses portes sur fond de rivalité avec un système extra-boursier de cotation des titres issu de la privatisation, le RM-Système, qui devrait commencer à opérer dans les prochains jours. La première journée de cotation des sept titres pour l'instant inscrits à la Bourse (bons du Trésor et obligations bancaires) a réalisé un chiffre d'affaires de 3 millions de couronnes (600 000 F). Quatre titres ont seulement été cotés dans un marché restreint (deux cent ordres) orienté légitimement à la baisse.

PRAGUE

de notre correspondant

Fondée officiellement pendant l'été 1992, la Bourse de Prague, qui a été constituée avec l'aide de la Société des Bourses françaises - financée par l'Etat français à hauteur de 4 millions de francs -, compte cinquante-trois membres (des banques et des fonds d'investissements tchèques, slovaques ou étrangers). Ce nombre élevé devrait baisser dans l'avenir car « certains vont se rendre compte que l'on fait difficilement fortune en étant agent de change », estime Stéphane Rémus, conseiller français auprès de la Bourse de Prague.

Avec une cotation tous les mardis pour commencer, le marché de Prague devrait entrer dans une deuxième phase en juin avec l'introduction d'autres valeurs (obligations et actions de sociétés). Ensuite, la Bourse tchèque devrait accueillir les titres de certaines entreprises privatisées, en particulier de celles vendues au public par la méthode des coupons (« le Monde-Economie » du 16 février), titres qui seront négociables auparavant par le biais du RM-Système.

Ce marché extra-boursier, conçu par les auteurs de la privatisation par coupons, commencera à fonctionner lorsque les actions des quelque mille entreprises tchèques

privatisées, actuellement gelées par le gouvernement de Prague (le Monde daté 21-22 mars), auront été remises à leurs détenteurs. Le RM-S permettra à toute personne ou institution de vendre ou acheter des titres en remplissant un simple formulaire dans l'un des 450 bureaux ouverts à travers le pays ou en transmettant sur disquette ou par modem les ordres au cerveau du système.

Un système original et audacieux

L'acheteur devra par ailleurs déposer le montant de son investissement sur le compte spécial du RM-S ouvert auprès de la Investition Banka (IB).

Le RM-S, qui est dans les faits un immense ordinateur, vérifie, avant toute transaction, auprès du Centre des valeurs (le registre de tous les titres) si les vendeurs disposent réellement des actions offertes et auprès de l'IB que les acheteurs sont solvables. Le RM-S, qui centralise les informations nécessaires aux cotations, communique, en retour, à ces deux institutions les résultats des échanges réalisés.

Ce système original et audacieux qui mobilise depuis plusieurs mois des centaines de mathématiciens et informaticiens est néanmoins confronté à la question de la valeur réelle des actions (la valeur nominale de tous les titres est de 1 000 couronnes, 200 francs) pour pouvoir procéder à la première cotation. Afin de dissuader les vendeurs, qui selon toute attente devraient être les plus nombreux, le RM-S tente à grand renfort d'émissions télévisées d'encourager les acheteurs, et tout particulièrement les institutionnels peu disposés à intervenir dès la première cotation. Le démarrage du RM-S, retardé à plusieurs reprises, est néanmoins crucial car il conditionne la réussite de la privatisation par coupons à laquelle ont participé plus de six millions de personnes.

MARTIN PLICHTA

La rivalité

entre le secteur public et privé

Grogne du patronat en Algérie

ALGER

de notre correspondant

Après avoir réussi à éteindre le feu sur sa gauche en obtenant de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) un retour à la table des négociations, le gouvernement de Belaid Abdesslam doit à présent se battre sur sa droite et affronter la « grogne » du secteur privé. Les relations gouvernement-patronat sont en effet entrées dans une nouvelle zone de turbulences où les griefs des uns se heurtent à la ferme volonté des autres de ne pas dévier d'un iota d'un plan de relance économique dont le premier ministre n'avait pas caché le caractère drastique.

On assiste à un tir groupé depuis une semaine des organisations patronales, qui reprochent aux pouvoirs publics « le retour à la gestion bureaucratique de l'économie ». Ainsi, pour la Confédération algérienne du patronat (CPA), la politique du gouvernement contribue à l'asphyxie de l'appareil économique, et la discrimination entre le secteur public et le secteur privé est trop criante. La Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), reproche également à M. Abdesslam de considérer le secteur privé comme non prioritaire. Enfin, la Confédération générale des entrepreneurs et opérateurs algériens (CGEOA) demande, au plus tôt, le remplacement de l'équipe ministérielle actuelle par « un gouvernement de concertation ».

Pour calmer leurs inquiétudes, Belaid Abdesslam avait reçu le 13 mars les patrons du privé pour leur assurer « qu'il n'existe ni désintérêt ni discrimination » de la part de son gouvernement à l'égard du secteur qu'ils représentent. Des affirmations qui ont fait long feu auprès du patronat qui relève le retour de fait au monopole étatique du commerce extérieur et une préférence marquée du comité ad hoc, chargé de centraliser l'allocation des ressources en devises, pour les entreprises publiques. En réponse, le gouvernement a mis à l'étude une procédure de taux de change multiples qui permettra au secteur privé d'acquiescer des devises sur un marché de change parallèle « officialisé ». (Interim.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CANAL+ D'INFORMATIONS

RÉSULTAT NET 1992 AVANT RÉSULTAT EXCEPTIONNEL : + 14,5 %

Réuni sous la présidence d'André Rousselot le 30 mars 1993, le Conseil d'Administration de CANAL+ a arrêté les comptes de l'exercice 1992 qui font apparaître une nouvelle croissance des principaux indicateurs financiers : un chiffre d'affaires consolidé qui approche les 8 milliards de francs, en croissance de 13,4 % (10,7 % à périmètre constant), un résultat net avant résultat exceptionnel en croissance de 14,5 % et un résultat net après résultat exceptionnel de 1,1 milliard de francs.

(en millions de francs)	1992	1991	1992/1991
Chiffre d'affaires			
- Abonnements	6 415	5 847	+ 9,7 %
- Publicité et parrainage	433	310	+ 39,7 %
- Autres biens et services vendus	1 089	841	+ 29,5 %
Chiffre d'affaires total	7 937	6 997	+ 13,4 %
Résultat d'exploitation	1 693	1 905	- 11,1 %
Résultat financier	306	127	+ 140,9 %
Résultat des sociétés mises en équivalence hors intérêts minoritaires	- 277	- 314	- 14,2 %
Résultat net part du Groupe avant résultat exceptionnel	1 129	986	+ 14,5 %
Résultat net part du Groupe après résultat exceptionnel	1 104	1 081	+ 2,1 %

Le résultat d'exploitation qui avait été affecté par les résultats de certaines filiales consolidées par intégration globale au premier semestre s'est sensiblement redressé au deuxième semestre, réduisant l'écart de 17,5 % constaté au premier semestre à 11,1 %.

La forte hausse du résultat financier s'explique par la comptabilisation des produits latents à fin 1991 (172,9 millions).

Le résultat des sociétés mises en équivalence qui comprend notamment les pertes des chaînes étrangères pour 143,6 millions contre 248,7 millions de francs en 1991, est en amélioration de 14,2 % par rapport à 1991.

La provision passée sur la participation Corolco au titre de l'exercice 1992 n'a incidé de 81,7 millions de francs sur le résultat exceptionnel part du Groupe, qui est en large partie compensée par divers profits exceptionnels.

La confiance dans les perspectives futures de la Société conduit le Conseil à proposer à l'Assemblée Générale du 22 juin 1993 de porter le montant du dividende annuel net (hors avoir fiscal) de 23 à 25 francs, soit une distribution représentant 46,5 % du résultat consolidé. Les actionnaires auront la faculté d'opter pour le paiement du dividende en actions.

Les prévisions pour 1993 permettent d'envisager une croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires et du résultat consolidé.

Minitel Actionnaires : 3615 CPLUS - Rubrique "Bourse en direct".

CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

COMMUNICATION

Constatant le changement d'orientation vers le sensationnalisme de l'hebdomadaire du groupe Prisma

La cour de Paris accorde le bénéfice de la clause de conscience à trois journalistes de «Voici»

Par un arrêt du 30 mars, la cour d'appel de Paris vient de confirmer une décision du conseil de prud'hommes du 14 janvier 1992 qui condamnait le groupe allemand Prisma Presse à payer des indemnités de départ à trois journalistes qui avaient quitté l'hebdomadaire *Voici* en 1990, car elles refusaient le changement d'orientation de ce magazine vers le sensationnalisme (le Monde daté 22-23 juillet 1990).

Le groupe Prisma, dirigé par Axel Ganz, leur refusait le bénéfice de la clause de conscience, propre aux journalistes et ouvrant droit à des indemnités, arguant que *Voici* n'avait connu qu'une «évolution de la qualité rédactionnelle», «nécessaire à sa survie».

La justice avait donc à apprécier la nature des changements qu'a-

connus *Voici*, depuis son lancement fin 1987, comme magazine familial, sa transformation en journal féminin puis ses évolutions jusqu'à la formule «sensationaliste» d'aujourd'hui, qui lui a permis de dépasser 600 000 exemplaires par semaine, et d'obtenir un franc succès, avec «la plus forte augmentation de diffusion et de pagination publicitaire» des magazines entre 1987 et 1991, selon *CB News*.

De «l'étonnante confession du prince Edward: je ne suis pas homosexuel» au «passé trouble» du fiancé de la princesse Stéphanie, de la vie intime de Catherine Deneuve (l'actrice assignera le magazine, auquel elle n'a pas accordé d'interview) à «Anthony Perkins: son médecin affirme qu'il a le sida», les attentus de la cour explorent les

«révélations» de l'hebdomadaire. Ils notent que «au lieu des pages people classiques, sous couvert d'un travail sérieux, [la] recherche systématique (...) de sujets d'ouverture et de couverture à sensation (...), avec pour corollaire la dérive parallèle vers l'atténuation systématique de la vie privée (...) constitue un changement notable dans l'orientation du journal devenu à vocation sensationnelle pour accroître son tirage».

L'arrêt conclut que «ce changement notable a ainsi porté atteinte, par cette nouvelle image de marque, aux intérêts moraux des salariés n'ayant pas adhéré à ce nouvel objectif». Il accorde donc à ces derniers le bénéfice de la clause de conscience.

[A la différence des cas de cessation de titres ou de cessation de parution, la clause de conscience est rarement appliquée pour changement d'orientation. Le fait qu'elle touche, cette fois, Axel Ganz, éditeur à succès de *Femme actuelle*, *Prima*, *T&E*, *Librairie*, entre autres titres nationalisés par leur diffusion, laisse à supposer que le changement de direction est exemplaire de l'arrêt rendu par la cour de Paris. Si l'on considère les journaux uniquement comme des produits destinés aux lecteurs du marché, il est logique de changer d'orientation et content quand le produit ne se vend pas, sans que les salariés puissent trouver à y redire. En conséquence, nous ne sommes pas surpris que la justice ait fait ce produit comme un autre. — M. C. I.]

CULTURE

DANSE

Le syndrome Diaghilev

La Compagnie Preljocaj reprend trois œuvres créées par l'animateur des Ballets russes

HOMMAGE
AUX BALLETS RUSSES
d'Opéra-Gomier

Depuis soixante-quatre ans qu'est mort le génial animateur des Ballets russes, le syndrome Diaghilev continue de frapper les danseurs de spectacle, anxieux de reproduire ces prestigieuses collaborations de peintres, musiciens, poètes, chorégraphes, qui tournaient, au début de ce siècle, la tête du monde occidental. Angelin Preljocaj succombe à son tour à la tentation en «révisitant», comme on dit aujourd'hui, les mythes *Parade* et *Le Spectre de la rose* — auxquels s'ajoute la reprise de sa version de *Noces*. Mais est-ce bien l'esprit de Diaghilev, qui ne «révisait» pas mais créait (ou provoquait la création) à perdre haleine? Enfant de Coteau, Picasso, Satie et Massine, *Parade* fit scandale en 1917, le public jugeant

l'œuvre inepte et inutilement provocante, malgré l'enthousiasme de quelques intellectuels. Et malgré Apollinaire, y sautant «une sorte de surréalisme où je vois le point de départ d'une série de manifestations de cet Esprit Nouveau, (...) qui se promettait de modifier de fond en comble les arts et les mœurs dans l'allégorie universelle...». Seul rescapé, Satie fait aujourd'hui équipe avec Aki Kuroda, Hervé Pierre et Preljocaj.

Le décor du premier ne manque pas de présence — une grande arche carrée d'un rouge électrique, une toile de fond et des pendrillons à taches noires et blanches que les lumières teintent de bleu — mais ne saurait rééditer le choc que provoquaient les décors et costumes cubistes de Picasso. Les costumes du second (jeune courtisane qui a dessiné plusieurs collections chez Balmain) sont jolis, sans excès d'imagination. Preljocaj, qui conserve les personnages de cinquante par Coteau, signe une chorégraphie pimpante mais fort sage, très en-deçà de son langage habituel. En somme, rien qu'on n'ait vu depuis cinquante ans, nulle manifestation d'uo «Esprit Nouveau».

Plus attachant, plus inventif est le *Spectre de la rose*, dont Preljocaj a coupé lui-même la robe scénographique: une grande boîte noire posée à gauche du plateau, laissant à droite un espace mystérieux, aux contours vagues dans la pénombre. Le couple original (la jeune fille revenue du bal et le Spectre) est démultiplié. Dans la boîte évoluent deux jouvencelles en bleu, dont les fantômes sont deux torseurs paillardes, tandis qu'à droite Preljocaj lui-même joue au spectre du Spectre: revêtu, sous un vieux imper, du légendaire maillot rose et du bonnet à pétales de Nijinski, dont il cite aussi les poses célestes (les bras et les poignets cassés au-dessus de la tête), il vient tourmenter une danseuse en mini-combinaison blanche, avant de se jeter sur elle en une très charmante étreinte. Nostalgie amusée, dérision légère, climat étrange: une réussite.

Noces fut l'événement de la Biennale du Val-de-Marne 1989, qui assura la création à Crétail (le Monde du 23 mai 1989). On retrouve les puppers gradés en nature, en robes de maris, jetées en l'air, violentées par cinq hommes et cinq femmes dans cette saisissante cérémonie d'exorcisme des ténébreux mystères de la sexualité, si bien accordée au tragique de la musique de Stravinsky. Et l'écriture nerveuse, anguleuse de Preljocaj. Mais le spectacle a perdu de la puissance qu'il avait à Crétail, parce que la-bas les quatre-vingts choristes, les quatre chanteurs et les instrumentistes (quatre

pianistes, six percussionnistes) étaient massés sur le plateau autour des danseurs, engendrant une formidable cohésion dramatique-musicale. Ils sont remplacés à Genève par une méchante bande-son (comme l'orchestre vivant dont n'auraient pas pu *Parade* et *Spectre de la rose*). L'Opéra de Paris d'aurait-il pas les moyens d'offrir aux troupes qu'il invite ce qui peut leur offrir la Biennale du Val-de-Marne?

SYLVIE DE NUSSAC

► **Palestine Garnier**, jusqu'au 9 avril, 20 h 30, Tél.: 47-42-33-33. **Le 13 et 15 avril** à 20 h 30, le 14 à 19 h 30. Tél.: 78-75-88-88. **Opéra**, le 17 avril, 20 h 30. Tél.: 20-82-12-02. **Opéra**, les 4 et 5 mai, 20 h 30. Tél.: 94-24-11-78.

► Une exposition sur les Ballets russes et le spectacle de Preljocaj se tient à la Villa de Noailles, à Hyères (Var), jusqu'au 9 mai. Tél.: (16) 94-65-22-72.

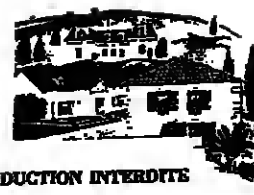
► Un livre, *Parade*, vient de paraître aux Éditions Plume, qui retrace la genèse du *Parade* de Preljocaj. Texte écrit de Dominique Fréard, belles photographies de Thierry Ardit. 128 pages, 245 F.

► **Mort de danseur Gary Deloatch**. — Le danseur Gary Deloatch, quarante ans, une des étoiles de la troupe Alvin Ailey American Dance Theatre (AAADT) est mort d'une longue maladie à l'hôpital Lenox Hill à New-York. Né à Philadelphie (Pennsylvanie), excellent gymnaste, Gary Deloatch s'était initié à la danse dans sa ville natale, avant de venir à New-York au Dance Theatre de Harlem, puis de danser avec plusieurs troupes new-yorkaises, notamment celle de George Faison. En 1978, il entre à l'AAADT, où il se distingue dans des rôles dramatiques tels que celui de Charlie Parker, «Bird» dans *For Bird*. *With Love*, spectacle créé par Alvin Ailey pour lui-même, où bien en reprenant le rôle du moine dans *Hermès Songs*.

► **Mort de la comédienne Concetta Barra**. — Concetta Barra, comédienne espagnole, interprète de *Edoardo de Filippo* et *Roberto De Simone*, est morte le 4 avril. Elle était âgée de soixante et onze ans. Elle avait fondé avec son fils *Pepe Barra* sa compagnie, que les spectateurs français ont pu voir à plusieurs reprises en 1983 et 1985 au Festival d'automne à Paris, au TNS (Strasbourg) et au TNP (Villeurbanne).



Le Monde
IMMOBILIER
POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

3^e arrdt

HÔTEL DE MESMES
50 m², séjour + mezzanine, superbe, 1 500 000 F. PARIS PRIMA 45-03-25-05

5^e arrdt

LUZEMBOURG, imm. p. de L. Dupont, 150 m², 800 F. Par. 5 000 000 F. 45-46-26-25

R. POLIVAU, imm. récent, 2/3 p., 75 m², 400 F. Par. 2 500 000 F. 45-47-01-52

Comme une petite maison à acheter, duplex, 170 m², 100 F. Par. 5 000 000 F. 45-48-00-00

6^e arrdt

PRÉS LUZEMBOURG, 278 m², 100 F. Par. 5 000 000 F. 45-48-00-00

7^e arrdt

DURCQ, 180 m² d'angle, 100 F. Par. 5 000 000 F. 45-48-00-00

8^e arrdt

AV. HOCHÉ 2 P, Cuis. bain, imm. récent, 2 500 000 F. 45-48-00-00

11^e arrdt

BASTILLE/NATION, 180 m², 100 F. Par. 5 000 000 F. 45-48-00-00

12^e arrdt

STUDIOS 2, 3, 4 P, et duplex, récent, 100 F. Par. 5 000 000 F. 45-48-00-00

NATION

2 pièces, bain, wc, chauffage, 100 F. Par. 5 000 000 F. 45-48-00-00

20^e arrdt

GAZETTA, 3 p., 100 F. Par. 5 000 000 F. 45-48-00-00

21^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

22^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

23^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

24^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

25^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

26^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

27^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

28^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

29^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

30^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

31^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

32^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

33^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

34^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

35^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

36^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

37^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

38^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

39^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

40^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

41^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

42^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

43^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

44^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

45^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

46^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

47^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

48^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

49^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

50^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

51^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

52^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

53^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

54^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

55^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

56^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

57^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

58^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

59^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

60^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

61^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

62^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

63^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

64^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

65^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

66^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

67^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

68^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

69^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

70^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

71^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

72^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

73^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

74^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

75^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

76^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

77^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

78^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

79^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

80^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

81^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

82^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

83^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

84^e arrdt

LEHMS, 40-30-39-69

85^e arrdt

</

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			12^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE		
2^e ARRONDISSEMENT			15^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES		
2 PIÈCES	5, rue Volney	9 622	2 PIÈCES	68, cours de Vincennes	5 445	102 m², 3 ^e étage	BOULOGNE (MOUTORI)	10 350
62 m², 5 ^e étage droit	GCI - 40-18-28-71	+ 1 215,55	58 m², 5 ^e étage	PHENIX GESTION - 44-86-45-45	+ 1 016	4, rue Nungesser-et-Coli	AGIFRANCE - 46-05-88-81	+ 1 950,75
	Honoraire de rédaction	328,86	Parc	Frais de commission	3 675		Frais de commission	7 365
7^e ARRONDISSEMENT			16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES		
2 PIÈCES	24, rue Barbet-de-Jouy	9 000	5 PIÈCES	16, rue Théophile	11 280	90 m² + terr.	COURBEVOIE	9 525
56 m², 3 ^e étage	PHENIX GESTION - 44-86-45-45	+ 1 116	109 m², 4 ^e étage	LOCARE - 40-91-88-00	+ 1 350	1 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 340
	Frais de commission	9 404	esc., balcon	Commission d'agence	9 312		Honoraire de location	4 988
9 PIÈCES	90, bd de La Tour-Maubourg	19 731	17^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES		
Duplex 141 m², 6 ^e ét.	AGIFRANCE - 46-01-01-83	+ 3 901	2 PIÈCES	80-82, rue Lefontaine	4 000	90 m², 2 ^e étage	COURBEVOIE	6 600
2 parkings	Frais de commission	13 328,98	38 m², 7 ^e étage	SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44	+ 2 880	90 m², 2 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 5 198
8^e ARRONDISSEMENT				Frais de commission			Honoraire de location	
5 PIÈCES	56, bd Malesherbes	17 500	2/3 PIÈCES	6-10, rue Mirabeau	9 240	5 PIÈCES		
dont 3 chambres	GCI - 40-18-28-89	+ 1 838	78 m², 1 ^e étage	SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44	+ 1 422	98 m², 11 ^e étage	COURBEVOIE	7 320
144 m², 3 ^e étage	Frais d'actes	855	pos. part.	Frais de commission	4 483	3, avenue du Parc	PHENIX GESTION - 44-86-45-45	+ 854
9^e ARRONDISSEMENT			78 YVELINES				Frais de commission	5 208
4 PIÈCES	74, rue d'Amsterdam	9 500	4 PIÈCES	9, rue des Dardennes	15 000	3 PIÈCES		
100 m², 3 ^e étage	SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44	+ 1 324	136 m², 5 ^e étage	GCI - 40-18-28-71	+ 2 208	75 m² + balc.	GARCHES	5 110
	Frais de commission	6 120		Frais d'actes	640	2 ^e étage, park.	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 540
10^e ARRONDISSEMENT			91 ESSONNE				Honoraire de location	3 949
5 PIÈCES	21, rue d'Hauteville	10 100	3 PIÈCES	VERSAILLES	5 000	3-4 PIÈCES		
120 m², 6/7 ^e étage	GFC - 42-46-90-70 HB	+ 1 044	90 m² + balcon	1, place Robert-Denis	+ 975	95 m² + balc.	GARCHES	6 440
Duplex			3 ^e ét., park.	CIGIMO - 48-00-89-89	3 670	3 ^e ét., park.	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 740
11^e ARRONDISSEMENT			91 ESSONNE				Honoraire de location	4 907
4 PIÈCES	5, rue Faidherbe	9 900	8 PIÈCES	EVRY	4 145	2 PIÈCES		
99 m², 3 ^e étage	PHENIX GESTION - 44-86-45-45	+ 781	125 m², 1 ^e étage	AGIFRANCE - 49-03-43-05	+ 1 756	58 m², 2 ^e ét.	NEUILLY-SUR-SEINE	6 490
park.	Frais de commission	7 045	parking	Frais de commission	3 245	parking	GCI - 40-18-28-88	+ 782,25
							Frais d'actes	357
						6 PIÈCES		
						230 m², 3 ^e étage	NEUILLY-SUR-SEINE	27 207
							7, boulevard R.-Wallace	+ 2 977
							AGIFRANCE - 49-03-43-76	19 360,80
						2 PIÈCES		
						57 m², 3 ^e étage	PUTEAUX	3 650
						parking	PHENIX GESTION - 44-86-45-45	+ 520
							Frais de commission	2 810
						5 PIÈCES		
						107 m², 3 ^e étage	PUTEAUX	7 500
						immeuble récent	1 bis, rue Volta	+ 952
						4 chbres/séjour simple	SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85	5 400
						2 park. + cave	Frais de commission	

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION

CIGIMO
GTF

GFC



LOCARE
CONSEIL EN IMMOBILIER

AGIFRANCE
GROUPE COPEL DES DÉS

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

LE MONDE DES CARRIÈRES

Cabinet traduct.
technique recherche
**INGÉNIEUR
CHIMISTE**
Pr missions commerciales
excellente connaissance
allemand. Réf. : 8847.
15-17, rue du Col. P.-Avis
78002 Paris Cedex 15

OPTION FINANCE
recherche
pour une entreprise
« Banque
et Entreprises »
**UN JOURNALISTE
OU UN FINANCIER**
attché par la presse
■ Diplôme de l'ensei-
nement supérieur.
■ Ayant une bonne
connaissance des pro-
blèmes de finance-
ment des entreprises
et/ou des marchés
financiers.
■ Ayant au moins 2 ans
d'exp. profession.
Env. CV + lettre motiv. à
15- ANPE
OPTION FINANCE
1, r. du Col. P.-Avis
78002 Paris Cedex 15

Organisme public de
Recherche et Développement
recherche pour son départe-
ment de la Propriété Indus-
trielle et des Accords Un.
JURISTE CONFIRMÉ
DESS ou DEA. En propriété
industrielle. A 30/35 ans.
vous possédez une exp. de
3/4 ans dans le domaine des
transferts de technologie.
Merci d'adresser votre dossier
de candidature
sous réf. 8888/M à
CURRICULUM
6, passage Ledru
75018 Paris qui trans.

**UNE ANNÉE EN ÉCOSSE
CHEZ HARRAP'S ?**
HARRAP'S recherche des
redacteurs bilingues fran-
co-anglais pour un nouveau
dictionnaire. Vous possé-
derez d'excellentes ap-
titudes dans la maîtrise de
français. Vous travaillerez
dans les bureaux de
rédaction de CHAMBERS
HARRAP'S à Edinburgh. Le
contrat proposé sera
d'une durée limitée d'un
ou deux ans.
Veuillez adr. votre CV à :
The Editor-in-Chief,
CHAMBERS HARRAP'S
Ltd, 49-45 Annandale Street,
Edinburgh EH7 4AZ, Ecosse

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

JURISTE EXPÉRIMENTÉE GÉNÉRALISTE avec dominances droit des affaires,
droit social, assurances terrestres et maritimes, contentieux général, recouvrements,
anglais courant, pratique ordinaire.
RECHERCHE : poste juriste ou secrétaire générale à 1/2 ou 3/4 temps sur Paris
(BCO/UC 2418).

PSYCHOTHÉRAPEUTE MAGHRÉBIN - 44 ans, école freudienne Paris, parlant
anglais, allemand, arabe, berbère, expérience adolescents psychotiques, toxicomanes,
parol. lourdes, adultes.
RECHERCHE : poste CMP, CMPP ou autres, ou vacances Paris, RP de préférence
94/91 (BCO/MS 2419).

F BAC + 5 DESS de communication politique et sociale + maîtrise de droit public
+ 8 ans d'expérience de collectivités locales.
RECHERCHE : poste chargé de la communication-relations publiques, usines ou
organismes publics (BCO/BD 2420).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

ASSISTANTE DE DIRECTION
Spécial communication R.P.
Étude des prop. prof. prof.
Mobilité géographique.
Esp. créatif.
Tél. : (1) 42-08-60-15

J.F. maitrise allemand.
Diplôme traducteur
anglais/allemand, cherche à
donner cours,
faire traductions
Tél. 42-15-07-69

J.F. 30 ans exp. en
communication orale ch. poste
similaire - 47-50-29-62

L'EUROPE
vous intéresse-t-elle ?
ENTREPRISES
COLLECTIVITÉS
LOCALES.
Vous souhaitez
DEVELOPPER
le secteur de :
la FORMATION, ou
de l'INFORMATION ?
J.H. 35 ans, docteur en
droit, Solennée-Po Paris,
met à votre disposition
SON EXPÉRIENCE
SA COMPÉTENCE
ou SON DYNAMISME
Tél. : (16) 38-54-33-58
(après 19 h.)

SERVICE du Personnel.
Chef de section, 38 ans,
études en sciences sociales,
employé dans une entreprise
industrielle, cherche une situa-
tion dans une société affiliée
en Allemagne (pvt). Contact :
H. Carver, Post. 132-142
D-5800 Wuppertal 1

CONSULTANT
Audit, Contrôle de projet.
Méthodes, Organisation
secteur industriel, transport.
Disponibilité immédiate.
46-83-33-43

INGÉNIEUR CHIMISTE ENCL
(1982), anglais courant pr
en savoir plus, tél. :
Carole MARCHEL - 34-12-88-08

Ve dirigeant de Sof Inter
ch. par res. Secr. de
dir. gén. angl. export.
Immob. 15 a. d'exp. in person
claire, poste à rep.
Disp. pr voyager. Polyv.
Tél. : 45-77-88-88

J.F. 24 ans, nat. espagnol en
tant que traducteur ou inter-
prète (Fr. ital.) quelque soit
le secteur d'activité.
(16) 98-57-06-97 ap. 19 h.

**capitales
propositions
commerciales**
Détaché de bureau-maison.
DISTRIBUTEURS demandés
à travers toute l'Europe.
TELEFAX UK Direct 1944 562
801888 UVABCAN Europe
170, CROSSLEY HILLS, MILL
ST, KIDDERMINSTER DY11 5XG.

L'AGENDA

Artisans

**RÉNOVATION
AMÉNAGEMENT**
de votre appartement,
de vos locaux.
Entreprises qualifiées OFCE.
à votre service depuis 20 ans.
Société LOREZCO
48-88-44-38

Collections
Recherche le 1^{er} et le 2^e du magazine
« LE GARDIN - LE GUIDE EUROPÉEN
DES JARDINS D'AVANCE »
Tél. : (16) 84-85-50-58

Littérature

Vendu par magazine DOSSIER
sur les AUTEURS CLASSIQUES.
Tél. : (1) 80-88-58-00.

Particuliers

COLLAB. journal vend à
particuliers meubles anciens
(commodes Louis XV et
régence, miroirs Louis XIII,
faïence Vézelay, horloge
antique, etc.).
Ban entrepreneurs. Photos dépen.
Tél. le soir : 40-44-45-43

Vacances,

loisirs
Châteaux à louer MERBEL 73.
Les ALLUÉS 12 pers. espace
santé location sem. ou
saison. Tél. : 47-35-42-22
ou 78-00-58-62.

DRISCOLL HOUSE HOTEL
200 chambres individuelles,
130 litres chauffage par semaine
ou 27 litres par jour.
Sonne cuisine.
Rens. : 172, New Kent Road,
London SE1 4YT, G.B.
Tél. : (1844) 71-7034-175.
FAX 7038013.

HOME D'ENFANTS

JURA
(800 m altitude
près frontiers suisse).
Agrément Jeunesse et Sports.
Yves et Liens accueillent vos
enfants dans une ancienne
ferme XVI^e s., confortabi-
lement rénovée. 2 ou 3 enfants
par chambre avec s. de bain,
wi-fi. Située au milieu des
pâturages et forêts. Accueil
volont. limité à 15 enf. idéal
en cas de 1^{re} séparation.
Ambiance familiale et chaleure.
Activ. : VTT, jeux collect.,
pêche, tir à l'arc, tennis, ping-
pong, échecs, fabrication du pain.
2 150 F semaine/enfant.
Tél. : (16) 81-38-12-81.

VIE DES ENTREPRISES

Le redéploiement du géant américain dans le secteur des services

IBM France propose de racheter CGI Informatique

Réaffirmée avec une vigueur constante par le siège américain, la priorité aux services informatiques est clairement devenue l'axe stratégique majeur d'IBM France. A la fin de 1992, la filiale hexagonale d'IBM récupérait le contrôle total d'Axone, une société de services informatiques spécialisée dans la gestion de sites ou *facilities management*. Aujourd'hui, c'est CGI Informatique, une SSI dont l'activité est centrée sur le développement de logiciels d'application, qui passe, au moyen d'une offre publique d'échange (OPE), dans le giron du fabricant d'ordinateurs. Ce faisant, IBM France peut espérer doubler sa taille dans les services, de 1,8 à 4 milliards de francs.

L'opération est «amicale», explique le communiqué commun aux deux firmes, diffusé mardi 6 avril. Pour CGI, il s'agit avant tout de profiter de la force de frappe commerciale d'IBM, dans un marché des services devenu plus difficile. «Nous nous sommes rendu compte que nous n'étions pas très bien armés pour affronter cette nouvelle situation», indique Robert Mallet, PDG de CGI, IBM va jouer un rôle de prescripteur pour nos produits. Pour IBM, il s'agit d'élargir son offre de services, «moyen de recouvrer une croissance durable», selon son président, Claude Andreux.

Réalisant 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, affichant une rentabilité légèrement supérieure à 7 %, CGI, qui emploie 4 000 personnes, dont 1 600 en France, est l'une des rares sociétés européennes, avec l'allemand SAP, à avoir investi le marché des logiciels, les logiciels standards. Selon les deux partenaires, le rachat de CGI ne devrait introduire aucun doublement par rapport aux activités de CGI, mais plutôt une synergie à l'exception peut-être du conseil en stratégie et organisation. Selon Robert Mallet, la petite structure développée par CGI dans ce domaine pourrait être fusionnée avec celle d'IBM.

Les actionnaires de la société informatique devraient se voir proposer pour leurs titres une obligation convertible, dont la valeur nominale a été fixée à 355 francs, et qui sera remboursée à 102,82 %, soit 365 francs par action. Les dirigeants et fondateurs, qui détiennent 25,4 % du capital (le solde étant réparti entre les institutionnels et le public), se sont engagés à supporter leurs titres. L'opération devrait revenir à 2,5 milliards de francs pour IBM.

C. M.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
46-62-72-67

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

immobail

Le Conseil d'Administration s'est réuni le vendredi 26 mars 1993, sous la présidence de Jacques BRUNIER, pour examiner l'activité et les comptes de l'exercice 1992.

Dans une conjoncture difficile, la production a été de 277 MF dont 238 MF en crédit-bail, et 39 MF en location simple, contre 256 MF l'année précédente.

A la fin de l'exercice, le taux d'occupation du patrimoine dépassait 95 %. Le montant global des engagements bruts au 31 décembre 1992 se trouve porté à 3,122 milliards de francs contre 2,926 milliards de francs pour l'exercice précédent. Le Conseil a arrêté les comptes de l'exercice 1992 qui, comparés à ceux de l'exercice précédent, montrent une évolution positive du bénéfice courant s'établissant à 82,98 MF, en progression de 3,27 % par rapport à 1991.

Le bénéfice net s'établit à 73,98 MF, compte tenu des dotations aux provisions, de la fiscalisation croissante des résultats d'IMMOBAIL, et de l'absence d'arbitrage d'immuables à un niveau important du fait de la baisse des marchés immobiliers.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale qui se tiendra le vendredi 14 mai 1993, la distribution d'un dividende net par action de 38,47 francs (soit un revenu global de 40,20 francs y compris avoir fiscal de 1,73 francs) contre 40,20 francs sans avoir fiscal l'année précédente.

Le Conseil a, par ailleurs, constaté la levée des conditions suspensives autorisant la création d'IMMOBAIL SICOMI, et la transformation d'IMMOBAIL BTI en SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBAIL, lui permettant ainsi d'être éligible au Plan d'Épargne en Actions (PEA).

Malgré une conjoncture peu favorable

Pechiney se déclare candidat à une privatisation

Jean Gandois fait sa mauvaise tête. Pechiney ne figure pas sur la liste des entreprises industrielles qui seront privatisées cette année. Et cela l'incommoda d'autant plus que Rhône-Poulenc, son ancien groupe, est donné favori. Conscient de son handicap, le patron du groupe d'aluminium et d'emballage a gentiment pris de court tous ses collègues à la tête d'entreprises publiques. Le président de Pechiney a profité, mardi 6 avril, de sa traditionnelle conférence de résultats pour se livrer, devant un parterre d'analystes financiers, et en direction d'Edouard Balladur, à un véritable plaidoyer en faveur de la privatisation de son groupe.

«Indispensable !». Pechiney doit être privatisé. Son président, Jean Gandois, l'a affirmé haut et fort, mardi 6 avril. Pour asseoir son développement, Pechiney a besoin d'une «flexibilité» et d'une «citoyenneté internationale» auxquelles seules peuvent prétendre les groupes privés, a-t-il expliqué. Même si les conditions ne semblent pas idéales.

La conjoncture n'est, en effet, pas des plus favorables à Pechiney. En témoigne le bénéfice net consolidé du groupe qui, à 203 millions de francs en 1992, s'inscrit en forte baisse (-75 %) par rapport aux 820 millions de

1991. Un résultat, qui comme le reconnaît M. Gandois, doit tout aux opérations exceptionnelles. Pechiney a procédé à 3 milliards de francs de désinvestissements en 1992. La cession de la totalité des activités du groupe dans le nucléaire a ainsi permis de dégager une très opportune plus-value de 1,6 milliard de francs. «Si l'on fait table rase de ces éléments, le résultat d'exploitation est à zéro», a confirmé M. Gandois.

Sur le premier semestre 1993, Pechiney devrait encaisser des pertes. Le groupe table cependant sur un réajustement durant la seconde moitié de l'exercice, les mesures de restructuration décrétées à la fin 1992 commencent à générer des économies. Sans oublier l'emballage, activité très saisonnière pour Pechiney, leader dans les boîtes boisées, qui attend les premières chaleurs estivales pour amorcer sa montée en puissance.

L'emballage, justement, continue d'aligner les bonnes performances. Le chiffre d'affaires réalisé par Pechiney dans ce domaine progresse, en dollars, de 3,5 % à 5,7 milliards. L'activité reste extrêmement profitable mais les marges ont tendance à plafonner. La faute en incombe, selon M. Gandois, à la baisse des prix sur le marché des boîtes destinées aux États-Unis. Et si Pechiney international qui tire 85 % de son chiffre d'affaires de l'emballage voit son résultat net progresser de 70 % à 1,96 milliard de francs en 1992, la filiale le doit, à une plus-value

de 1,6 milliard de francs réalisée sur le transfert à Pechiney de ses activités aluminium et commerce international.

Ce transfert avait été effectué pour éviter à Pechiney International, coté en bourse, de supporter les errements du cours du métal blanc. En effet, la situation du marché de l'aluminium ne s'est guère améliorée. Les prix sont toujours à leur plus bas niveau historique. Renforcée depuis plusieurs mois par des exportations massives des producteurs russes, l'offre excède la demande, très largement. C'est là le principal obstacle à une privatisation. Mais cela peut faire de Pechiney, explique M. Gandois, une vraie valeur spéculative.

Pour réduire encore un peu plus la dépendance du groupe à l'égard de la conjoncture de l'aluminium, pour écarter les arguments anti-privatisation, M. Gandois promet des «mouvements stratégiques» majeurs dans les mois à venir. Pour les finances, Pechiney est prêt à ramener sa participation dans Pechiney International - actuellement de 75 % - à moins de 51 %. La reprise de CarnaudMetalbox lui en offre la possibilité. Son actionnaire principal, affirme M. Gandois, la CGIP, en a décidé autrement. D'autres occasions se présenteront. «Je sais que la première fenêtre qui se présentera pour privatiser», a-t-il assuré, catégorique.

CAROLINE MONNOT.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

Thomson-CSF : bénéfice net en baisse de 35 %. - Le groupe d'électronique professionnelle et militaire Thomson-CSF a vu son bénéfice net (part du groupe) revenir de 2,34 milliards de francs en 1991 à 1,51 milliard en 1992. Une chute de 35 % que le groupe justifie par la baisse des revenus tirés du Crédit lyonnais. Depuis la cession de ses activités de trésorerie (reprises d'Alfas Finance) au Crédit lyonnais, Thomson-CSF consolide dans ses comptes 15 % des résultats de la banque publique. Or ceux-ci ont viré au rouge l'an dernier, avec une perte nette (part du groupe) de 1,8 milliard de francs. Alors que la participation du Crédit lyonnais avait contribué positivement aux résultats du groupe électronique public en 1991, à hauteur de 556 millions, elle les a ponctionnés cette année de 256 millions. Le résultat d'exploitation de Thomson-CSF est, en revanche, resté stable, à 2,070 milliards de francs contre 2,092 milliards, en dépit de la chute de 2,8 % du chiffre d'affaires (revenu à 34,2 milliards de francs).

BRED : bénéfice net en chute de 95,7 % à 4 millions. - La Banque régionale d'épargne et de dépôt (BRED, groupe Banque populaire) a enregistré en 1992 une chute de 95,7 % de son bénéfice net consolidé (part du groupe) tombé à 4 millions de francs contre 94 millions de francs en 1991. La BRED explique cette baisse des résultats par la crise économique qui a touché particulièrement les clients PME et par la montée des risques liés à l'immobilier. Les provisions ont atteint pour l'ensemble consolidé un montant de 908 millions, soit plus du triple de l'exercice précédent (286 millions). Plusieurs filiales ont enregistré des pertes importantes. En premier lieu la BRED Pallas-Financement Immobilier (BPIFI), filiale conjointe de la BRED à 51 % et de la banque Pallas Stern à 49 % affiche une perte de 290 millions (part BRED). SOLOMA (crédit-bail mobilier) est dans le rouge de 45 millions et la Société de Participation d'investissement et de Gestion (SPIG) perd 49 millions. De même, la société de Bourse Guy Hanvette a connu une perte de 20 millions.

Eridania Béghin-Say : en hausse de 70 %. Le groupe agro-alimentaire Eridania Béghin-Say (groupe Ferruzzi) a dégagé un bénéfice net (part du groupe) de 1,278 milliard de francs en 1992, en hausse de 70 % sur 1991, grâce notamment à la fusion l'an dernier d'Eridania et de Béghin-Say et à la croissance externe du groupe, à

déclaré, mardi 6 avril, son président Renato Pico. Pour 1993, dans une conjoncture «difficile», le groupe escompte un résultat net «pas inférieur à celui de 1992». Les résultats de 1992 sont difficilement comparables à ceux de 1991, en raison de l'apport à partir du 1er janvier 1992, des actifs de la société italienne Eridania au groupe français Béghin-Say, qui a donné naissance à l'actuel groupe Eridania Béghin-Say. Le résultat d'exploitation a connu une progression de 35 % à 3,62 milliards.

NOMINATION

Société Nouvelle Chanmet : Pierre Haquet nommé président. - Pierre Haquet, ancien directeur général de Cartier International, vient d'être nommé président de la Société Nouvelle Chanmet en remplacement de Charles Lefer. M. Haquet, quarante-neuf ans, a travaillé successivement chez Haechette et Carrère avant de devenir directeur général de Cartier France en 1981, puis de Cartier International en 1986. Chez Chanmet, propriété de groupe à capitaux saoudiens Investcorp, M. Haquet doit mettre en œuvre un plan de développement important dans les domaines de la haute joaillerie, de la bijouterie et de l'horlogerie. Chanmet a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 240 millions de francs contre 200 millions en 1991.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CEGEP

RÉSULTATS 1992

Le Conseil d'Administration, réuni le 31 Mars 1993 sous la présidence de Monsieur de PÉCOTTE a arrêté les comptes de CEGEP au 31 Décembre 1992. Le résultat social s'établit à 39 millions de francs contre 47 millions de francs en 1991.

Le compte de résultat consolidé pour les exercices 1991 et 1992 peut se résumer de la façon suivante (en millions de francs) :

	1991	1992
Revenus du patrimoine	162	198
Revenus des opérations de promotion	3	61
Total des revenus	165	259
Résultat d'Exploitation	75	114
Résultat Financier	67	92
Résultat Courant avant impôt	8	22
Résultat Exceptionnel	53	30
Résultat Net	40	37

L'exercice 1992 a été marqué par la forte croissance des revenus du patrimoine locatif, due à la revalorisation des loyers et aux acquisitions réalisées en 1991, et par le dénouement positif de plusieurs opérations de promotion immobilière.

La priorité sera accordée en 1993 à la diminution des frais financiers, qui ont cette année limité la progression du résultat courant.

DIVIDENDE 1992

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale Ordinaire du 09 juin 1993, la distribution d'un dividende inchangé de 6,50 F net par action (augmenté d'un avoir fiscal de 3,25 F).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 7 avril ↑ Consolidation

Après le repêchage sensible de la veille, la Bourse de Paris a profité de la séance du mercredi 7 avril pour consolider ses gains, dans un marché calme qui précède les fêtes pascales. En hausse de 0,49 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,04 %. A la mi-séance, les valeurs françaises regagnaient quelques fractions en progression de 0,1 %.

La nouvelle détente des taux d'intérêt observée mercredi matin a aussi bien à Paris qu'à Francfort ne parvient pas à doper de manière significative la cote. En Allemagne, le taux de prise en pension à 14 jours a, une fois encore, chuté pour revenir à 8,13-8,18 %. A Paris, le taux de l'argent au jour le jour revient à 10,25 %.

Les opérateurs espèrent un geste de la Banque de France jeudi lors de son appel d'offres, afin d'atténuer ce reflux.

NEW-YORK, 6 avril ↓ Séance agitée

Wall Street a terminé sur une perte de quelques fractions mardi 6 avril, à l'issue d'une séance indolore et dominée par des liquidations de titres dans le secteur des produits de consommation courante. L'indice Dow Jones des valeurs vendues a clôturé à 3 377,57, en baisse de 1,62 point, soit un repli de 0,05 %. L'activité a été importante avec quelque 290 millions de titres échangés. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse dans un rapport de cinq contre quatre : 1 048 contre 886, alors que 571 titres restaient inchangés.

Les liquidations de titres de sociétés dont l'activité est centrée sur les produits de consommation courante se sont poursuivies mardi. Le mouvement a été accentué, vendredi 2 avril, par la chute du titre Philip Morris après la décision de la compagnie de réduire le prix de ses cigarettes Marlboro pour faire face à la concurrence de marques moins chères.

Les investisseurs s'intéressent sur la capacité de ces titres à continuer à engendrer des rendements élevés, en raison de la concurrence accrue des produits sans marque, soulignant des analystes.

Une certaine réserve a été observée.

LONDRES, 6 avril ↓ Léger repli

Les valeurs ont clôturé en léger repli, mardi 6 avril, au Stock Exchange, l'ouverture de la Bourse de Londres ayant été indolore, tandis que les banques ont reculé.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a reculé de 0,8 points, soit 0,2 %, à 2 832,2 points après avoir connu jusqu'à 11 points de hausse dans la matinée. Les échanges ont porté sur 538,8 millions de titres contre 424,1 millions lundi.

En fin de séance, les indicateurs économiques et de résultats de sociétés importantes, le Stock Exchange a tourné son attention vers Wall Street. Après avoir reculé de 1,1 % lundi, en réaction à sa forte baisse de vendredi, Londres a débuté mardi en hausse, grâce au rebond de la Bourse new-yorkaise la veille, avant de retomber dans le rouge dans la soirée.

Les entreprises d'électricité et les

du foyer de l'argent. Mais sans trop y croire. Le discours de politique générale du premier ministre à l'Assemblée nationale est également attendu, mais les gestionnaires doutent que ces déclarations fassent un effet décisif sur les opérations se déroulant en Bourse. La Bourse de Paris est traditionnellement fermée le vendredi.

Les résultats de 1992 et surtout les prévisions pour 1993 de plusieurs groupes suscitent des déceptions. C'est le cas pour Michelin qui, malgré un petit bénéfice l'an dernier, s'attend à une perte au premier semestre en raison de la chute des ventes d'automobiles, notamment en Europe. Dans un marché très étroit de près de 400 000 titres, l'action Michelin recule de 3,3 % à 181 francs. Par rapport au plus haut niveau atteint en 1992 (221 francs), le titre accuse une perte de 27 %.

égaleme

égaleme en raison de la publication à partir de jeudi des chiffres de l'inflation en mars. Les experts tablent sur une hausse de 0,5 % à 0,7 % de l'indice des prix de gros et sur une progression de 0,2 % à 0,4 % de celui des prix de détail. Ces deux indices avaient enregistré une augmentation de 0,3 % en février.

VALEURS	Cours de 5 avril	Cours de 6 avril
Alcatel	82 7/8	82 7/8
Air	58 1/8	57 3/4
Air	34 7/8	35 1/4
Châssis Renault	34 1/2	34 1/4
Du Pont de Nemours	68 1/8	67 1/8
Eastman Kodak	83	83 3/8
Enron	87	87 5/8
Exxon	82	82 1/4
General Electric	89 1/2	81 1/8
General Motors	33 1/2	33 3/4
General Motors	33 1/2	33 3/4
IBM	62 5/8	62 1/4
ITT	72 3/8	72 1/4
Johnson & Johnson	77 3/8	76 5/8
Pfizer	68	67 5/8
Schering-Plough	88 3/8	81 1/2
Yamaha	64 3/4	64 1/2
UAI Corp. et Alltel	124	127 1/8
United Tech.	47 3/8	48
Westinghouse	14 1/2	14 1/4
Xerox Corp.	80 7/8	79 3/4

brasserie

brasserie ont gagné un peu de terrain, et les pétroliers et les pharmaceutiques ont été indolores, tandis que les banques ont reculé.

Le groupe pharmaceutique Flacora a reculé de 25 points à 183 après avoir annoncé l'arrêt du développement de son médicament anti-asthmatique Tiperdine.

VALEURS	Cours de 5 avril	Cours de 6 avril
Alcatel	5,72	5,68
Air	4,07	4,07
Air	2,52	2,52
Châssis Renault	4,08	4,05
Du Pont de Nemours	6,28	6,28
Eastman Kodak	12,45	12,45
Enron	26,68	26,48
Exxon	12,88	12,88
General Electric	13,47	13,82
General Motors	6,84	6,85
IBM	11,76	11,87
ITT	11,80	11,46

TOKYO, 7 avril ↑ Progression

La cote a terminé en hausse mercredi 7 avril à la Bourse de Tokyo, mais en deçà de ses plus hauts niveaux du jour à la suite de prises de bénéfices en fin de séance. Le Nikkei a dépassé les 20 000 plusieurs fois en séance, mais n'est pas parvenu à terminer au-dessus de ce niveau symbolique. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a gagné 342,43 points, soit 1,76 %, à 19 829,23 points. Environ 860 millions de titres ont été échangés contre 720 millions mardi.

Ces achats, bon compte ont confirmé la tendance haussière du

VALEURS	Cours de 5 avril	Cours de 6 avril
Alcatel	1 380	1 340
Air	1 330	1 330
Air	1 420	1 440
Châssis Renault	1 340	1 300
Du Pont de Nemours	1 440	1 480
Eastman Kodak	1 280	1 330
Enron	1 860	1 870
Exxon	1 570	1 580

CHANGES

Dollar : 5,45 F ↑

Le dollar était stable mercredi 7 avril à 5,4520 francs. Il a un peu progressé par rapport au cours indicatif de la Banque de France (5,4385).

	6 avril	7 avril
FRANCFORT	1 612,8	1 607,5
Dollar (en DM)	1 612,8	1 607,5
TOKYO	114,28	114,82
Dollar (en yen)	114,28	114,82

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (7 avril) : 10 376 - 10 516 %
New-York (6 avril) : 278 %

BOURSES

5 avril 6 avril
Indice général
CAC 336,41 335,61
(S&P, base 100 : 31-12-91)
Indice CAC 40 : 1 974,68 1 995,33
(S&P, base 1000 : 31-12-91)

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	5 avril	6 avril
Industrielles	3 379,19	3 377,57
LONDRES (Indice Financial Times)	5 avril	6 avril
100 valeurs	2 838,80	2 832,20
30 valeurs	2 196,70	2 189,98
Mines d'or	135,10	134,50
Fonds d'Etat	96,94	96,92

FRANCFORT

5 avril 6 avril
Dax 1 638,69 1 665,40
TOKYO
Nikkei Dow Jones 19 829,23 19 829,23
Indice général : 1 529,47 1 539,22

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,4400	5,4510	5,5388	5,5399
Yen (100)	4,7735	4,7774	4,8442	4,8511
DM	6,5818	6,5878	6,6825	6,6825
Deutschmark	3,3975	3,3989	3,3977	3,3985
Franc suisse	1,6693	1,6725	1,7063	1,7124
Lira italienne (1000)	1,4278	1,4288	1,4358	1,4368
Lira espagnole	8,2868	8,2854	8,3541	8,3585
Peseta (100)	4,7274	4,7312	4,6881	4,6774

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	3 1/16	3 3/16	3 1/16	3 1/8	3 1/8	3 1/4
DM	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
Deutschmark	6 1/16	6 3/16	7 3/4	7 7/8	7 3/8	7 1/2
Franc suisse	5 3/16	5 3/16	4 15/16	5 1/16	4 3/4	4 7/8
Lira italienne (1000)	11 7/16	11 13/16	11 7/16	11 13/16	11 7/16	11 13/16
Lira espagnole	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
Peseta (100)	14 1/8	14 1/2	14 1/8	14 1/2	13 1/2	13 7/8
Franc suisse	9 1/4	9 11/16	9 1/16	9 1/16	8 1/2	8 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la suite des marchés de la BNP.

فكرنا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 7 AVRIL

Règlement mensuel

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% +	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% +	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% +	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% +
5300	C&E 3%	6380	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....
361	B&A P.T.P.	3071	1025	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....	1021	.....
850	Clayton T.P.	8021	910	904	+0.78	904	.....	904	.....	904	.....	904	.....	904	.....	904	.....	904	.....	904	.....	904	.....
1845	Rockwell T.P.	1850	1850	1850	.....	1850	.....	1850	.....	1850	.....	1850	.....	1850	.....	1850	.....	1850	.....	1850	.....	1850	.....
1935	Phon Tect T.P.	1935	1935	1935	.....	1935	.....	1935	.....	1935	.....	1935	.....	1935	.....	1935	.....	1935	.....	1935	.....	1935	.....
1119	San Gabriel T.P.	1111	1112	1110	.....	1110	.....	1110	.....	1110	.....	1110	.....	1110	.....	1110	.....	1110	.....	1110	.....	1110	.....
81	Thomson T.P.	880	910	910	+0.41	910	.....	910	.....	910	.....	910	.....	910	.....	910	.....	910	.....	910	.....	910	.....
715	ACCOR	685	687	684	.....	685	.....	685	.....	685	.....	685	.....	685	.....	685	.....	685	.....	685	.....	685	.....
715	Al Liquids	770	773	762	-0.14	762	.....	762	.....	762	.....	762	.....	762	.....	762	.....	762	.....	762	.....	762	.....
2040	Al Liquids	2041	2041	2041	.....	2041	.....	2041	.....	2041	.....	2041	.....	2041	.....	2041	.....	2041	.....	2041	.....	2041	.....
640	Al Liquids	640	640	640	.....	640	.....	640	.....	640	.....	640	.....	640	.....	640	.....	640	.....	640	.....	640	.....
330	A.B.F.T.	355	355	351	-0.10	351	.....	351	.....	351	.....	351	.....	351	.....	351	.....	351	.....	351	.....	351	.....
635	AFB St. Charles	603	603	600	-0.50	600	.....	600	.....	600	.....	600	.....	600	.....	600	.....	600	.....	600	.....	600	.....
1350	Al Liquids	1350	1350	1350	.....	1350	.....	1350	.....	1350	.....	1350	.....	1350	.....	1350	.....	1350	.....	1350	.....	1350	.....
172	Al Liquids	172	172	172	.....	172	.....	172	.....	172	.....	172	.....	172	.....	172	.....	172	.....	172	.....	172	.....
81	Ball Bearings	37	37	36	-0.27	36	.....	36	.....	36	.....	36	.....	36	.....	36	.....	36	.....	36	.....	36	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....
635	Ball Bearings	635	635	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....	635	.....			

Comptant (sélection)

VALEURS			VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS			
	% du nominal	% du coupon		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours
Obligations						Étrangères								
Emp.États 9 3/4 %	...	7.22	Finslan	348.	348.80	AEG	332	...	Industries W.	180 70	181 30	Polanco	315 30	317 20
Emp.États 26 3/4 %	...	8.92	F.L.P.P.	70 75		Alcan Inc.	438	...	Industries	315 30	317 20	Saint John	4 75	
Emp.États 13 1/4 % R.D.	100 14	3.72	F.N.A.C.	2200	2240	Alcan Alcan.	438	...	Saint John	21 60		S&P Hydrologist	53	53
10 20 25 % ann. 36	100 03	0.93	Fonction Pub.	570	578 1/2	Alcan Alcan.	87	97 50	Tony Int.	250		West Bend Cons.	5 05	
DAT 10 1/2 % 5/2000	115 50	8.63	Fonds A.R.D.	1765	1778	American Bridge	184	184						
DAT 9 3/4 % 12/1897	111 26	3.11	Fonds S.A. Ltd.	5765	1730	Arden	100	104 90						
DAT 9 3/4 % 1/1895	107 15	1.79	Fonds P.M.H.	2050	2050	Kanadian Nitro	190							
PTT 11 2 1/2 %	108 75	3.67	Genetel	576	576	Shaw Pottery Expt.	2250	2272						
CNA 10 25 25 % nov. 80	115 50	0.14	S.F.P.	415	411 50	B. Stephens Int.	2250	2272						
CHF 10 % 1979	...	0.65	Group Viscan	1093	1089	Can. Pacific	81 51	81						
CHB Bepex 50000	88 80	2.28	G.T.V. (Transport)	220	210	Dynapac Corp.	215	220	Hors-cote					
CHB Pabco 50000	87 75	2.28	Interoil	1078	1055	C.I.R.	3 20	...	Roya Hydro Énergie	330	...	Calabro	70	...
CHB Shaw 30000	...	2.28	Interoil (S.A.)	478	455	Commodore	1000	...	C.I. Copolymer	7	...	Copex	501	551
CHB U.S. 50000	90 60	2.28	Interoil (S.A.)	4050	4059	West Chemical	226 70	...	Fir	17 10	...	Temp. Annon.	77 83	77 80
CHT 9 3/4 %	...	2.28	Interoil (S.A.)	3100	...	Fir	17 10	...	Genetel	1050	...	Emp. Soudan Int.	3 85	...
CRH 10 30 35 % 85	113 80	2.03	Interoil (S.A.)	1156	1188	G.M. (Brux Lambert)	600	610	Genetel	100	68	Emp. Soudan Int.	380	...
CHAB FCE 35 100	...	...	Interoil (S.A.)	2450	2459	Genetel	385	410	Genetel	181	...	Emp. Soudan Int.	245	233
C.N.C.A.	1080	...	Interoil (S.A.)	2180	210	Genetel	64 10	...	Genetel	210	...	Emp. Soudan Int.	900	800
C.N.C.A.	2337	...	Interoil (S.A.)	22	22 20	Genetel	29 80	...	Genetel	71 10	...	Emp. Soudan Int.	809	810
L. Ecos or 6.5 %	625	...	Interoil (S.A.)	301	310	Genetel	210	...	Genetel	29 80	...	Emp. Soudan Int.	255	255 10
Thomco or 8.2 % 85	800	...	Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	71 10	...	Genetel	29 80	...	Emp. Soudan Int.	1780	...
			Interoil (S.A.)	271	270	Genetel	79	...	Genetel	5 90	...	Emp. Soudan Int.	258	...
			Interoil (S.A.)	691	690	Genetel	79	...	Genetel	321 31	31 80	Emp. Soudan Int.	537	537
			Interoil (S.A.)	750	750	Genetel	5 90	...	Genetel	31 75	31 80	Emp. Soudan Int.	1411	...
			Interoil (S.A.)	1357	1330	Genetel	321 31	31 80	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	4 40	...
			Interoil (S.A.)	405	405	Genetel	31 75	31 80	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	309	...
			Interoil (S.A.)	202	202	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	210	228	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	201	200	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135	135	Genetel	1100	1100	Genetel	1100	1100	Emp. Soudan Int.	1100	...
			Interoil (S.A.)	135</										

SICAV (sélection)

LEILÕES	Ensaio Frak Inc.	Rachet net	VALEURS	Ensaio Frak Inc.	Rachet net	VALEURS	Ensaio Frak Inc.	Rachet net
219 68	219 80	France	522 93	017 75	Paribas Opponents	132 86	127 27	
30949 41	30949 41	France	597 07	483 56	Paribas Partners	623 59	698 17	
30949 41	30948 41	France	116 89	113 48	Paribas Retraite	294 02	236 24	
7436 31	7265 65	France	1168 17	114 40	Paribas	508 77	608 77	
87 38	87 38	France	39 15	39 15	Paribas	1243 02	1243 02	
70620 30	70620 30	France	46 17	46 17	Paribas	550 47	550 47	
31799 30	31799 30	France	21 17	243 52	Paribas	7179 76	71990 16	
1121 71	1121 71	France	1004 95	980 44	Paribas	115 15	115 15	
474 53	474 53	France	362 52	360 58	Paribas	123 04	123 04	
126 50	126 50	France	541 06	539 50	Paribas	1897 98	1897 98	
1801 05	1765 74	France	16340 21	16259 01	Paribas	31978 98	31978 98	
152 86	152 86	France	186 86	187 77	Paribas	1040 57	1019 58	
8697 18	8697 18	France	1393 39	1373 39	Paribas	547 36	547 36	
891 10	892 23	HLM	1578 58	1553 58	Paribas	165 18	165 18	
941 82	917 40	HLM	1116 14	1035 14	Paribas	5526 04	5461 33	
124 01	124 01	HLM	112 67	112 67	Paribas	1206 24	1176 82	
116 30	116 30	HLM	112 67	112 67	Paribas	1012 57	966 85	
126 26	121 43	HLM	156 73	152 10	St Honoré Bors de Tr.	12168 39	12105 85	
159 11	154 48	Interpaci	52 15	52 15	St Honoré Invest.	81 84	79 85	
142 36	142 36	Jugoslavie	111 23	106 28	St Honoré Pacifiche	67 05	64 30	
154 75	154 75	Jugoslavie	191 89	207 38	St Honoré Real	16236 28	16236 28	
130 94	133 98	Landini	2443 24	2439 24	St Honoré	1585 18	1585 18	
115 74	131 78	Loan Association	14147 07	14147 07	Silva-Berni	12584 21	12582 36	
130 93	1080 32	Loan Association	33425 31	33341 97	Silva-Berni	1509 81	1508 91	
1078 15	1054 85	Loxopho	1107 58	1065 84	Stones	701 09	730 43	
1080 15	1058 44	Loan Tribu	2359 59	2375 80	Stones Associations	241 05	2001 05	
1080 15	1080 82	Loxopho	29940 47	29940 47	SFH-CP	1715 87	1715 87	
7425 17	7405 17	Loan Bourse Int.	01 89	594 03	St F. & P. Argent. C. de S.	830 92	855 07	
1298 28	1460 47	Loan Bourse Int.	756 26	754 23	St F. & P. Argent. C. de S.	1215 89	1250 89	
1462 08	1462 21	Mécanisme	181 91	176 32	St F. & P. Argent. C. de S.	448 55	448 55	
3819 89	3813 38	Mécanisme C.	16317 90	16215 36	SJ. France	1408 44	1367 42	
481 21	481 21	Mécanisme C.	7462 09	7462 09	SJ. France	744 04	724 04	
1539 93	1537 48	Mécanisme C.	36323 10	36325 10	SJ. France	416 05	405 04	
1273 28	723 26	Mécanisme C.	4468 06	4469 05	SJ. France	233 11	228 04	

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.
Alcanl Citize	538	542	Geacorp	165
B.A.C.	23 70		Galval	758
Bolton Int.	465	469	I.C.C.	229
Bonlat (Eux)	215		Mannesm.	77
C.A.J.-S.A. (C.C.I.)	215		Marx, Wittfoll	10
Canal	305	306	Imper. Computer	127
Celbelle	1085	1085	U.P.B.M.	38 95
C.E.S.F.P.	160		Makor	170
C.F.P.	159		N.S.C. Schenker	715
C.F.P.	119	1178	Philippson	300
Codisider	240		Phon-A-Son (Eux)	736
Craute	103		Reiser (Eux) Int.	165 80
Dagblat	255	251	Saeco	190
Delaire	1251	1251	Saps	337
Dreier	126		T.F.I.	454 90
Edison Redirol	190		Thermador H. Eux	355
Eux. Proprietas	248	240	Unilog	220
F.F.P.	135		Viel et Cie	145
G.F.F. (Group Ind.)	35	35	V.S. Capital Finance	760
	457			

Cred.Mgr.Ep.L...	75043 04	76043 04	Natio Court Team1.....	1050
Cred.Mgr.Ep.Jong.T....	209 06	204 05	Natio Court Team2.....	3100
Cred.Mgr.Ep.Monda.....	1213 33	1150 88	Natio Epargne.....	1900

[illegible]

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 7/4	COURS sch.
Exams (1 user)	5 438		
B&L	3 579		
Statistics (100 dm)	38 590		32
Belgique (100 fr)	19 445		29
Pay-B&L (100 fr)	30 380		
Italy (1000 franc)	4 412		
Danish (100 kr)	81 800		
Ireland (100 p)	5 242		
G&S (1000 franc)	9 285		
Swedish (100 kron)	10 084		
Swiss (100 fr)	386 730		38
Subsid (100 km)	71 230		
Non-Vice (100 km)	79 400		79
Luxembourg (100 km)	48 151		
Esperanto (100 pes)	4 729		
Portugal (100 esc)	2 855		
Swiss (100 franc)	4 117		
Japan (100 yen)	4 765		

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/4
1 franc (pièce en barre).....	58250	58150
1 franc fin lingot.....	58150	58350
1 impérial (20l).....	344	339
1 franc Fr (10 g).....	380	
1 franc Suisse (20 g).....	342	340
1 franc Latine (20 g).....	340	335
1 souverain.....	434	434
1 once 20 dollars.....	2140	2195
1 once 10 dollars.....	1180	1122
1 once 5 dollars.....	685	
1 once 50 pesos.....	2200	2210
1 once 10 florins.....	350	368

100

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
TAPEZ LE MONDE

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A	
Nombre de contrats estimés : 120 250				Volume	
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93
Dernier —	117,72	117,80	117,22	Dernier —	2 015
Précédent	117,42	117,48	117,22	Précédent	1 988

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent

Mai 93	Juin 93
021	2 008,
997,50	1 990

■ : marché continu

L'affaire Urba

Le parquet général requiert un non-lieu en faveur d'Henri Emmanuelli

Le parquet général de la cour d'appel de Rennes a transmis, mardi 6 avril, au président de la chambre d'accusation son réquisitoire définitif dans le dossier instruit par le juge Renaud Ven Ruybeke concernant les bureaux d'études Urba, SAGES et BLE, liés au financement du Parti communiste et du Parti communiste dans la Sarthe, dans lequel vingt et une inculpations ont été notifiées. Dans ce réquisitoire de soixante-quinze pages, M. François Rozelle, avocat général, conclut à un non-lieu en faveur d'Henri Emmanuelli, sous réserve d'être correspondants à Rennes, Christian Tual.

« Le véritable responsable »

Tésorier national du PS au moment des faits, M. Emmanuelli avait été inculpé, le 14 septembre 1992, de recel et complicité de trafic d'influence. Il avait immédiatement déposé un procès-verbal à l'encontre du Parti communiste et avait porté plainte pour violation du secret de l'instruction, en critiquant l'annonce par la presse, début juillet 1992, de sa convocation aux fins d'inculpation.

Le juge Van Ruybeke a justifié l'inculpation de l'ancien président de l'Assemblée nationale en affirmant que le système de financement du PS était centralisé et que le trésorier national était « le véritable responsable ».

La chambre d'accusation se prononcera le 1^{er} juin sur le non-lieu ou le renvoi dans un tribunal correctionnel.

La coordination de la majorité

Déjeuner studieux à Matignon

« Efficace », a dit Edouard Balladur. « Très utile », a renchéri Valéry Giscard d'Estaing. Les dirigeants de la majorité, réunis pour la première fois à déjeuner mardi 6 avril, comme ils le seront toutes les semaines, par le premier ministre, ne cachent pas leur satisfaction, même si l'un d'entre eux a trouvé l'ambiance « terne ». Le chef du gouvernement est de fait le chef de la majorité parlementaire, mais il sait qu'il ne pourra remplir ce rôle que s'il réussit à coordonner efficacement les initiatives des membres de celle-ci. D'où ce déjeuner hebdomadaire.

Pour assurer l'efficacité et la discrétion, M. Balladur l'a voulu restreint. Ne sont donc conviés que les présidents de l'UDF et du RPR (Jacques Chirac était absent mardi pour des raisons familiales), ceux des deux principaux partis de la confédération, Gérard Longuet et Pierre Méhaignerie, deux ministres RPR, Charles Pasqua et Alain Juppé, pour assurer l'équilibre entre les deux formations de la droite, les

présidents des groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale, Bernard Pons et Charles Millon, et les deux membres du gouvernement chargés des relations avec le Parlement, Pascal Clément et Roger Romani. À ces « politiques », ne s'ajoute pas Nicolas Bazire, le directeur du cabinet du premier ministre.

Le deuxième objectif a été parfaitement atteint. Contrairement à ce qui se passait lors de la première cohabitation, lors de réunions comparables, les participants sont restés fort discrets, se contentant de quelques déclarations formelles sur le pignon de Matignon.

Trois sujets

A entendre M. Giscard d'Estaing, qui, en tant qu'ancien président de la République, coprésidait ce déjeuner, trois sujets ont été abordés : les travaux parlementaires et en particulier la déclaration très importante du premier ministre jeudi ; la situation de l'agriculture, afin de trouver les premières réponses à

apporter « à ses grandes difficultés » ; l'Europe. La discussion a même débuté par ce dernier point, à la suite d'une intervention de M. Juppé, qui, en tant que ministre des affaires étrangères, a rendu compte de ses premiers contacts avec ses collègues de la Communauté.

Des décisions auraient même été prises, particulièrement sur les dossiers qui devraient être abordés en priorité par le Parlement, priorités que le premier ministre annoncera lors de la présentation de son programme à l'Assemblée nationale le jeudi 8 avril. Tout cela a donné lieu à des échanges de vues entre les participants, auxquels l'ancien chef de l'Etat a largement pris part, mettant un certain soin à confirmer ses différences. D'après un participant, M. Balladur a beaucoup écouté, mais ne dissimule guère sa satisfaction d'être ainsi intronisé comme chef de la majorité.

Th. B.

Au conseil des ministres

« La situation de la France ne permet pas beaucoup de largesses »

déclare M. Balladur

Au cours du conseil des ministres réuni mercredi 7 avril à l'Élysée sous la présidence de François Mitterrand, Edouard Balladur a estimé, selon Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement, que « la situation des finances actuelles de la France ne permet pas beaucoup de largesses à l'extérieur de nos frontières ». Le premier ministre a fait cette déclaration à l'occasion d'une communication d'Edmond Alphandery, ministre de l'économie, sur la situation économique et financière de la Russie.

Le deuxième conseil de la nouvelle cohabitation, qui n'a duré que quarante-cinq minutes, a consacré une large place aux dossiers étrangers. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, a rendu compte de ses récents entretiens avec ses collègues européens et réaffirmé la volonté de la France de défendre ses intérêts dans les négociations internationales. Il a ajouté, selon M. Sarkozy, que l'état

actuel des négociations du GATT était « inacceptable » et qu'il fallait « approfondir la compatibilité » de ces accords avec « la nouvelle politique agricole commune » en « n'isolant pas » le volet agricole.

M. Juppé a aussi souligné le porte-parole du gouvernement, a dit qu'il s'agit de passer « d'une position de blocage à une position de proposition sans que cela n'ait fait en rien la volonté de défendre les agriculteurs de notre pays ». C'est sans doute pour que la position du gouvernement soit établie avec le plus de clarté dans ces négociations européennes que le premier ministre a fait nommer Yves-Thibault de Silguy au poste de secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne.

M. Balladur a également fait approuver les décrets d'attribution de responsabilités de douze ministres, les autres devant être approuvés la semaine prochaine. Enfin, il a été autorisé par le conseil à engager la responsabilité de son gouvernement en vertu de l'article 49 alinéa 1 de la Constitution, jeudi 8 avril, devant l'Assemblée nationale, après la présentation de son programme. M. Balladur a précisé qu'il prononcera également une déclaration de politique générale devant le Sénat le 15 avril et qu'il sollicitera aussi un vote de confiance auprès de l'Assemblée du palais de Luxembourg.

A Watrellos (Nord)

Un adolescent grièvement blessé par un policier

Un jeune homme d'origine maghrébine, âgé de dix-sept ans, a été grièvement blessé à la tête par un fonctionnaire de police, tôt mercredi matin 7 avril, à Watrellos (Nord), près de Roubaix. La victime était poursuivie par un policier d'un car de police-secours appelé pour mettre fin à un rodéo automobile qui se déroulait dans la nuit sur un terrain de sport, a précisé la préfecture dans un communiqué, ajoutant que les circonstances exactes dans lesquelles le coup de feu a été tiré sont « encore mal connues ». Le jeune homme a été transporté au Centre hospitalier régional de Lille, où « son état est jugé critique ».

Selon le communiqué préfectoral, à l'arrivée de la voiture de police cinq personnes se trouvaient à proximité de deux véhicules et se sont enfuies. Deux d'entre elles sont parvenues à s'échapper en voiture. Deux autres étaient interpellées par un des policiers tandis qu'un troisième policier se lançait à la poursuite du jeune homme qui s'enfuyait à pied. Les deux policiers et les deux personnes interpellées étaient entendues mercredi matin par les enquêteurs du service régional de police judiciaire.

Lire nos informations page 10

Grève à certains gachets de la SNCF pour le week-end de Pâques. Les agents commerciaux CGT de la gare de Paris-Austerlitz ont déposé, mardi 6 avril, un préavis de grève pour le week-end de Pâques, du vendredi 9 à 0 heure jusqu'à mardi 13 à 1 heure, pour protester contre l'installation du système de réservation informatisé SOCRATE. La CGT et la CFDT à Paris-Est, la CGT à Toulouse, et la CFDT à Chambéry ont également appelé, pour les mêmes raisons, à des débrayages. La direction de la SNCF a indiqué que les départs en vacances seraient normalement assurés et que ces préavis de grève « n'avaient rien de particulièrement inquiétant pour les quatre jours qui viennent ».

Le Monde

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES MARS 93

Brochure à paraître le 8 avril 1993-144 pages

Au Sénat
Josselin de Rohan présidera le groupe RPR et Maurice Blin celui de l'Union centriste

Josselin de Rohan, sénateur RPR du Morbihan, a été élu, mardi 6 mars, président du groupe RPR du Sénat en remplacement de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Au cours de la réunion hebdomadaire du groupe, M. de

Rohan, proche de Jacques Chirac et vice-président délégué, a recueilli au premier tour 44 voix contre 33 à Adrien Gonteyron (Haute-Loire) et 4 à Hélène Missouffe (Val-d'Oise). Les sénateurs ont également désigné Gérard Larcher (Vendée), proche de Charles Pasqua, comme vice-président délégué du groupe. José Bruno de la Salle, ancien chargé de mission du conseil général des Hauts-de-Seine, a été nommé secrétaire général du groupe, en remplacement de Jean-Jacques Guillet, élu député (RPR) des Hauts-de-Seine.

Chez les centristes, à la suite de la nomination comme ministre délégué de leur président, Daniel Hoeffel, Maurice Blin (Ardennes) l'a emporté de peu au premier tour devant Claude Huriet (Meurthe-et-Moselle) par 32 voix contre 29.

Enfin, Xavier de Villepin (Français établis hors de France) a été désigné comme candidat à la succession de Jean Lecanuet pour la présidence de la commission des affaires étrangères et de la défense dont l'élection a été fixée au 14 avril. M. de Villepin, est le père de Dominique de Villepin qui a été nommé directeur du cabinet d'Alain Juppé au ministère des affaires étrangères.

[Né le 5 juin 1938 à Sarcelles (Hauts-de-Seine), Josselin de Rohan est gendarme puis de Roben-Chebot. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'École nationale d'administration, Josselin de Rohan a été notamment chargé de mission au ministère de l'Intérieur, puis à la justice, de 1967 à 1970, puis chef de service de la liste de commerce au sénatriste général de la Seine de 1977 à 1989. Il est élu conseiller régional de Champagne-Ardenne depuis 1973.]

Il a été élu le 28 août 1992 à Broyard-Morvan (Ardennes), député de philosophie, Maurice Blin a été professeur de philosophie, puis directeur de l'hebdomadaire « l'Unité nouvelle ». Député du MEP des Ardennes de 1958 à 1962, sénateur des Ardennes depuis 1971, il a été rapporteur général de la commission des finances du Sénat de 1977 à 1989. Il est également conseiller régional de Champagne-Ardenne depuis 1973.]

Crise municipale à Saint-Tropez. Après la démission de Jean-Michel Couve, député RPR du Var, et de trois de ses collègues, le conseil municipal de Saint-Tropez ne compte plus que dix-neuf membres sur vingt-neuf, ce qui devrait entraîner des élections complémentaires. M. Couve, ancien maire de la ville, a reproché à son successeur, Alain Spada (div. d.), d'être « autoritaire ». Il a estimé que « le conseil municipal n'est plus représentatif des Tropezians ». Le début de la crise remonte à 1991. Elle porte notamment sur le projet de POS établi par M. Spada et a provoqué déjà plusieurs démissions.

DEMAIN, NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

فكرنا من الأصل

SOMMAIRE

DÉBATS

Majorité : « Dix commandements pour la reconquête du territoire », par Jean-François Poncet... 2

ÉTRANGER

La situation dans l'ex-Yugoslavie. 3
Le point : L'embargo contre la Serbie... 4
La guerre dans le Haut-Karabakh. 5
Afrique du Sud : le petit-fils du fondateur de l'apartheid a rejoint l'ANC... 6
Pérou : le président Fujimori tire un bilan positif de ses mesures choc... 7

POLITIQUE

La mise en place de la nouvelle direction du PS... 6
La RPR et l'UDF se partagent à égalité les présidences des deux commissions permanentes... 9

SOCIÉTÉ

Un Zafiro de dix-sept ans est tué par un inspecteur pendant sa garde à vue... 10
Football : la coupe de l'UEFA... 10
Un ancien membre de l'OAS aurait avoué sa participation à l'assassinat de Jacques Roussel... 12

ÉDUCATION • CAMPUS

Les pièges de l'alternance • François Bayrou de A à Z • La retraite du professeur-député • L'école russe dans le tournoi • Point de vue : La photocollage • La tige de la vie • La sélection des programmes... 13 à 15

ÉCONOMIE

Un entretien avec le PDG de L'Oréal... 16
Daimler-Benz va supprimer 15 000 emplois en 1993... 16

Les effectifs de cadres pourraient diminuer pour la première fois en 1993... 17
La « vignette auto » est perçue illégalement depuis plusieurs années... 17
Pechiney se déclare candidat à une privatisation... 20
Vie des entreprises... 20

COMMUNICATION

La cour de Paris accorde la bnficia de la clause de conscience à trois journalistes de « Voix »... 16

ARTS • SPECTACLES

La réouverture à Paris du Théâtre du Vieux-Colombier : le Français et son double ; un entretien avec Jacques Lassalle • Musique : renouveau avec l'acteur-rapporteur américain Ice-T • Photo : Louis Marin au Musée Guimet et Louis Balz au Musée d'art moderne de la Ville de Paris • La sélection des programmes... 25 à 36

Services

Abonnements... 16
Annonces classées... 18 et 19
Cartes... 22
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 23
Motocyclisme... 22
Mots croisés... 22
Radio-télévision... 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

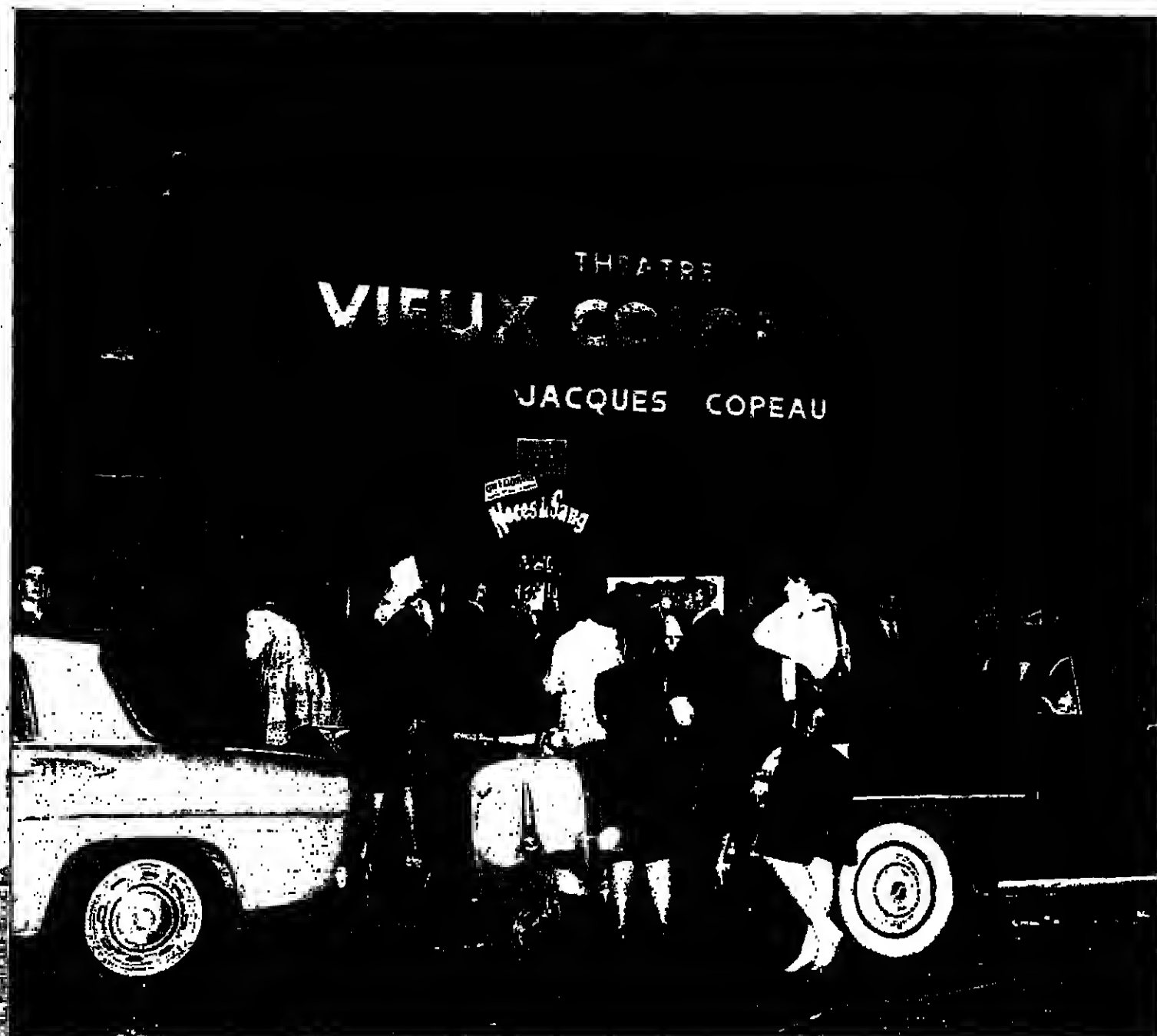
Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folios de 28 à 36
Le numéro du « Monde » daté 7 avril 1993 a été tiré à 482 854 exemplaires.

Demain dans « Le Monde »

« Le Monde des livres » : débat sur Eugen Drewermann

Catholicisme caricatural plus proche du New Age que du message du Christ, ou nouvelle tentative réformatrice ? Le dernier livre d'Eugen Drewermann, *Fonctionnaires de Dieu*, n'a pas fini de nourrir le débat, présenté ici par Henri Tincq et auquel ont participé le théologien Bernard Lauret, Mgr Pierre Eyt, archevêque de Bordeaux, et le psychanalyste Philippe Julien. Roger-Pol Droit, qui rend compte de trois livres sur Erasmus, présente un ensemble d'articles sur science et philosophie. La littérature étrangère est largement représentée, avec notamment l'italien Gianni Celati, auteur de *Quatre nouvelles sur les apparences*, analysées par René de Ceccopy, qui a également rencontré Antonio Tabucchi, dont le dernier livre, *Requiem*, a été écrit en portugais. Lucile Fernoux a lu *Tout est de chair*, du Grec Pavlos Matesis.

ARTS • SPECTACLES



La façade du théâtre rebaptisé « Vieux-Colombier-Jacques Copeau » par Bernard Jenny en 1963.

RÉOUVERTURE A PARIS DU THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

AU lendemain de la première guerre, quelques amateurs de théâtre du quartier Saint-Germain furent passablement surpris. Ils avaient appelé un plombier ou un téléphoniste. Ils voyaient arriver un homme de quelque trente ans, au visage de marbre, long et incisif, à la voix à la fois glacée et chantante, jouant d'une inimitable manière des longues vagues des trébuchets, et des brèves, des aigus et des graves. C'était une rude période pour le Vieux-Colombier, où Juvet, car c'était lui, cumulait tous les rôles : comédien, scénographe, architecte et chef d'un atelier où tous les métiers manuels trouvaient à s'exprimer, y compris les petits boulots, en cette période où la troupe de Copeau tirait le diable par la queue.

Le théâtre, vraiment, vivait en osmose avec ce quartier de la rive gauche, au confluent d'un faubourg chic, et donc cher à Proust, et du Quartier latin. Y fourmillaient déjà les artistes de tous poils, les maisons d'édition (Gallimard était alors du côté de la rue Madame, Grasset restait fidèle à la rue des Saint-Pères), et donc ceux qu'on n'appelait pas encore les « intellectuels », des antiquaires aussi et toutes les boutiques qui font la vie et le plaisir d'un tel fragment de ville.

Les témoins ont disparu, les biographies resteront incomplètes sur cette période heureuse car choyée par les Muses, mais où l'on démontait les gueules cassées après avoir compté les morts. Dans la troupe même de Copeau, plus d'un avait un frère, un parent qui s'était porté volontaire pour le casse-pipe des tranchées, comme le jeune Paul Oetly, qui, au lendemain de la seconde guerre, mettrait en scène les violences emblématiques de *Caligula* et des *Justes* de son parent Camus. Le monde alors était petit. Qui reconnaîtrait aujourd'hui ce nouveau Vieux-Colombier, adroitement repensé par l'architecte Bernard Kohn avec Yannis Kokkos, mais qui se trouve désormais dans un quartier certes chic et cher, mais voué aux cuis et autres vêtements de luxe ?

Cette fois l'argent n'a pas manqué : 17,8 millions de francs pour l'achat de la salle par l'Etat, aidé par la Caisse des dépôts, 36 millions pour les travaux. Mais il faut y prendre garde, et sans doute les officiants de la rue de Valois comme ceux de la Comédie-Française y ont-ils songé, un théâtre c'est aussi un rite et un quartier, un endroit où la familiarité, le plaisir géographique et architectural interviennent, et si les derniers occupants de la petite salle ont eu tant de mal... à ne pas parvenir à joindre les deux bouts, ce n'est pas faute de qualité ni de bonnes intentions.

Regardons-le, ce quartier où jadis s'étendaient les

LE FRANÇAIS ET SON DOUBLE

Le Théâtre du Vieux-Colombier, fondé par Jacques Copeau, salle mythique du cœur de la capitale, devrait rouvrir ses portes au public le 10 avril après des années de déshérence. Seconde salle tant attendue, tellement indispensable, de la Comédie-Française, elle doit ses murs neufs à l'architecte Bernard Kohn qui a parfaitement respecté la mémoire et le charme des lieux. Le Théâtre du Vieux-Colombier a pour vocation d'enrichir le répertoire de l'institution la plus prestigieuse du théâtre français et d'ouvrir la troupe et son public aux auteurs et créateurs contemporains.

jardins de couvents, et où se dressait la caserne des mousquetaires du Roi. Au tournant du XVIII^e siècle, les hôtels particuliers s'investissent, rue du Cherche-Midi notamment où Saint-Simon trouvera un bavoir pour achever ses *Mémoires*. Les prêtres alors se pressent autour de Saint-Sulpice, dont la place sera dégagée après le plan Turgot. Viens Haussmann, qui tranche dans le vif pour donner la rue de Rennes et recifler ce petit morceau de Vieux-Colombier qui débouche sur la Croix-Rouge, et n'a, en cœur d'îlot, va s'installer le Théâtre de l'Athénée Saint-Germain, écriin immuable et cent fois remanié depuis qu'en 1913 Copeau en prend possession.

Il n'y a pas si longtemps, mettons quelque vingt ou trente ans, ce quartier de la Croix-Rouge était le croi-

sement de vies et de passions intenses. Les religieux continuaient d'y faire leurs emplettes, « Galligrasseuil » y était régulièrement ses prix littéraires. Le Théâtre Récamier, certes, agonisait, mais, à l'Odéon, le Théâtre des Nations expérimentait ses premiers casques de traduction. Le soir venu, le quartier se colorait nettement, parcouru d'ombres mâles ou féminiles, mais ordinairement séparées, les premiers allant au célèbre Fiacre ou dans l'une de ses succursales, les secondes au Kalmandou, voisin de notre théâtre.

La cave elle-même du Vieux-Colombier, dont la vie fut toujours autonome du théâtre, accueillait un temps les gays, avant de se convertir aux danses proche-orientales, elle qui, jadis, avait reçu les plus brillants des jazzmen. Le quartier semblait se vouer au cinéma de qualité. Un peu plus loin la Pagode se restaurait. A deux pas, le Dragon projetait *Théorème*, *Satyricon*, les *Damnés*, avant de se convertir à la pornographie participative, puis, sans crier gare, aux surgelés. Le Rex, sur la rue de Rennes, devenait l'Arlequin de Jacques Tati. Quant au Théâtre du Vieux-Colombier, il fut lui-même, et pour la seconde fois de son existence, brièvement transformé en cinéma, programmant André Roublert, l'inoubliable chef-d'œuvre de Tarkovski.

Depuis quinze ans, le Vieux-Colombier avait tout du château de la Belle au Bois Dormant, l'espoir de réveil en moins. En 1975 encore, comme le rappelle l'excellent ouvrage publié par les éditions Norma et l'Institut français d'architecture (IFA) (1), une manifestation de comédiens avaient eu lieu pour dénoncer l'abandon de cette salle, trente-troisième victime dans cette hécatombe de théâtres parisiens, qui n'allait d'ailleurs pas s'arrêter là, la Gaîté-Lyrique en étant un autre bel exemple. Jean Yanne reprit alors le bail pour transformer le bâtiment en studios de cinéma et de télévision. Des travaux furent entrepris puis abandonnés en 1977, contribuant à détériorer davantage le bâtiment, et à tout le moins à le rendre inutilisable, serait-ce temporairement. Ce fut, l'année suivante, l'occasion-tardive de l'inscrire à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques, généreuse action de l'Etat qui devait se décider à racheter la salle en 1986, pour en faire, espérait-on entre les lignes, l'école d'acteurs du metteur en scène italien Giorgio Strehler.

Dans le théâtre abandonné, le mécène de la Caisse des dépôts et consignations, partenaire de l'Odéon pour ce projet d'école, permit à un jeune artiste d'établir son atelier sur un mode précaire, évitant par cette occupation discrète de devoir murer les entrées du

théâtre ou de devoir lui trouver un gardien à casquette. Dans son état de délabré, le Vieux-Colombier, dont on pouvait encore s'approcher par la porte cochère voisine, avait la beauté ou la poésie d'une baraque perchée d'un fond de cour campagnard, il avait l'allure éminemment et tragique d'un monument en semi-ruine, vibrant d'histoire silencieuse. Les uns pensaient à Copeau, à Juvet, à Dullin. D'autres se souvenaient que, juste avant la seconde guerre, il fallait encre à Boulgakov prendre le nom de Zamiakine pour parler de la réalité soviétique dans *l'Appartement de Zofka*.

Ce n'est pas un hasard si l'IFA s'est mêlé de publier l'album d'histoire du Vieux-Colombier, car l'architecture est singulièrement présente dans cette histoire de théâtre. Non que le bâtiment soit en soi exemplaire. D'ailleurs qu'en voit-on ? Une entrée naguère insignifiante sur la rue, aujourd'hui dessinée, raffinée, mais sans incidence sur l'ordre de la ville ; et, pour les curieux, dans la cour voisine, l'enfilade d'un bric-à-brac de baraques dans le genre atelier, pittoresque et charmant, certes, mais sans plus. L'intérieur lui-même n'offrait guère que sa charpente, ces arcs arrondis qui laissaient croire aux enfants qu'ils se trouvaient à l'intérieur d'un grand tonneau. Le reste était le fruit d'un hasard, hérité de l'ancien Athénée Saint-Germain : pas de dégagement latéraux en tout cas au jardin, pas de cintres, mais un large et vaste couloir pour franchir l'immeuble bourgeois du bord de rue.

Qualité de « sordide boyan » par Jean Schlumberger, c'est pourtant ce Théâtre de l'Athénée-Saint-Germain, susceptible d'accueillir quelque trois cent personnes, soit l'équivalent de la formule actuelle (320 sièges), qui va séduire Copeau en 1913. Et c'est là qu'à deux reprises, avec Francis Jurnéda, puis avec Louis Jouvet, il va réinventer à la fois ce qui fait le lien entre la scène et la salle, codifié jusqu'alors par les bonnes manières italiennes, et ce qui fait le lien entre la scène proprement dite et ce qui va s'y jouer, autrement dit la scénographie. Les allers-retours des modes et des passions, les tourbillons qui ont entraîné la scénographie durant les dernières décennies, via les salles polyvalentes, les usines reconverties et les nouvelles techniques de son et d'éclairage.

FRÉDÉRIC EDELMANN

Lire la suite page 27

(1) Marie-Françoise Christout, Noëlle Guibert, Danièle Pauly, *Théâtre du Vieux-Colombier, 1913-1993*, IFA/Norma, 176 p., 250 F.

LE VIEUX-COLOMBIER

ENTRETIEN AVEC JACQUES LASSALLE, ADMINISTRATEUR DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE

UN LIEN ORGANIQUE ENTRE LES DEUX RIVES

C'est à Jacques Lassalle que revient la charge - l'honneur - d'inaugurer le Vieux-Colombier «nouveau». Il y met en scène deux pièces de Nathalie Sarraute, «le Silence» et «Elle est là». La Comédie-Française va-t-elle enfin disposer en toute tranquillité de cette «seconde salle» tant réclamée, tant par les comédiens que par les administrateurs successifs?



Nathalie Sarraute est un auteur pointilleux ; Jacques Lassalle, un metteur en scène minutieux. Ils se sont vus, ils se sont entendus. Résultat : le spectacle qui inaugure la réouverture du Vieux-Colombier par la Comédie-Française.

«On se souvient, dit Jacques Lassalle, de l'étude de Pierre Dux et de ses conclusions : créer, sur le modèle du National Theater à Londres, un complexe de trois salles. Une grande, une de six cents places, et une de deux cents. Ses successeurs, tous, ont cherché un substitut, et, un moment, l'Odéon a pu faire écran à ce manque. Mais sans aucun doute, même avec quelques coproductions extérieures, plus les tournées, la Comédie-Française ne peut pas, dans la seule salle Richelieu, remplir sa mission : le maintien du grand répertoire, la recherche d'un répertoire contemporain, l'emploi satisfaisant de la troupe dans son entier - soixante-dix personnes. Le Vieux-Colombier m'offre la possibilité d'établir deux programmes parallèles et organiquement liés.

«Le Vieux-Colombier est venu en dernier recours, il devrait d'abord accueillir l'école d'acteurs de Giorgio Strehler. En quoi consistait-il à la Comédie-Française ?

«Son premier avantage est sa situation rive gauche, toute une histoire, toute une légende. Plus une légende qu'une histoire d'ailleurs, dont je dois tenir compte, mais pas trop. Ensuite, il est vrai qu'il a marqué, de façon exemplaire, un retour à l'économie essentielle du théâtre : le texte, l'acteur, le plateau «nu», enfin relativement. Or les grandes aventures des trente dernières années sont dues à ce que l'on a appelé la domination - ou la tyrannie - de la mise en scène. Pour ma part, mes souvenirs les plus forts de ce sont pas obligatoirement nés d'un grand texte, mais toujours d'un grand spectacle. Le théâtre du XX^e siècle instaure la représentation comme un moment singulier, spécifique, périssable. Un moment unique. C'est ma conception, je m'y tiens.

«Il y a eu, j'en conviens, des abus, principalement dus aux habitudes prises avec les opéras, qui disposent de budgets considérables et qui, depuis plusieurs années, font appel à des metteurs en scène de théâtre. Mais je ne pense pas me tromper en prévoyant une période d'austérité. Nous devons nous adapter ; l'adaptation, c'est l'art de vivre du théâtre. Or, au Vieux-Colombier, même si nous le voulions, nous ne pourrions pas imaginer des spectacles aux décors somptueux : pour accéder au plateau, il faut traverser deux immeubles, et passer par la salle. En fin de compte, cette contrainte me paraît positive.

«Vous pensez que la pauvreté stimule l'imagination ?

«Je ne suis absolument pas un nostalgique du «théâtre pauvre» comme l'a dit sans trop savoir Edmond Michelet, pendant le temps où il a été ministre de la culture. J'ai eu la chance de travailler longtemps dans une situation précaire, quand j'avais en charge le Théâtre de Vitry ; ça m'a beaucoup appris.

Mais j'ai déjà donné, et j'ai passé l'âge de ces ivresses-là.

«La question, à vrai dire, n'est pas celle des moyens, mais de la manière dont le Vieux-Colombier va pouvoir s'inscrire dans la cohérence de la Comédie-Française, tout en retrouvant son caractère spécifique, principalement lié à la découverte de textes. Et, sans pour autant chercher à concurrencer le Théâtre ouvert, la Colline, la Bastille, ni, sur un plan européen, l'Odéon.

«On remarque qu'en son temps Le Vieux-Colombier a établi une articulation très forte entre texte dramatique et littérature, entre théâtre et édition. Il va permettre à la Comédie-Française de prendre le relais. Elle a pour devoir de s'intéresser à tout ce qui est en train de naître. A Strasbourg, je disais volontiers que le TNS était là pour aider certaines œuvres à voir le jour. Ici, nous devons aider à les confirmer, à conforter leurs auteurs. Je n'exclus pas les classiques, mais dans un esprit de recherche. Nous appelons des metteurs en scène nouveaux. Naturellement pas des débutants, qui se trouveraient perdus avec les comédiens-français. Nous nous montrerons attentifs aux jeunes, avant qu'ils deviennent eux-mêmes des cadres d'institution.

«Pour en revenir aux auteurs, ceux de votre premier programme ne sont pas des inconnus.

«C'est bizarre comme les polémiques s'écroulent avant même que le théâtre soit ouvert. On m'a reproché de faire entrer Nathalie Sarraute par la petite porte, de lui offrir un strapontin. Elle n'a pas besoin de la Comédie-Française, c'est vrai, mais je pense que le rapport scène-salle de Richelieu convient mieux à son écriture que celui du Vieux-Colombier. Mon but est d'offrir l'occasion d'interroger à nouveau des œuvres surtout connues pour leur caractère novateur, et voir ce qui, au-delà de l'étonnement, subsiste. Le Vieux-Colombier pourrait devenir l'antichambre d'un répertoire pour la Comédie-Française, et aussi préparer celui du XXI^e siècle.

«Cela dit, pour cette fois, j'ai délibérément choisi une voie moyenne : Nathalie Sarraute, Michel Vinaver, Fernand Crommelynck, George Schéhade, Rezvani - qui donnera un texte inédit - plus Svevo, dont je reprendrai le Mari en fin de saison, le seul à devoir être traduit. Les autres sont des francophones multinationaux d'origines diverses.

«A la Comédie-Française, vous avez fait venir des metteurs en scène étrangers, le métissage vous intéresse.

«Ce n'est pas une obsession, mais un désir d'ouverture, surtout à un moment où les slogans fileux, étroitement identitaires, sont à la mode. Je voudrais que la Comédie-Française, dans ses deux salles, accueille la réalité du monde, et s'en enrichisse. Comme je vou-

drais établir un lien dialectique entre les deux répertoires pour que les acteurs enrichissent le classique avec leurs expériences dans le moderne et réciproquement.

«Ce sont donc les comédiens de la troupe qui joueront au Vieux-Colombier.

«Vous savez qu'à Richelieu nul ne peut mettre un pied sur le plateau s'il n'appartient pas à la troupe. Quiconque y joue doit être engagé comme pensionnaire, au tarif débutant. Un Seweryn qui arrive ici, avec vingt ans de métier, commence comme s'il avait vingt ans. Or ce peut pas appartenir à la Comédie-Française sans en payer le tribut, d'où, parfois, un malaise. Au Vieux-Colombier, je ne suis pas obligé de passer par le comité de lecture pour une création qui ne restera pas forcément au répertoire, et j'ai la possibilité, comme naguère à l'Odéon, d'engager des acteurs pour un rôle. Mais je ne le ferais que si, parmi les comédiens-français, personne n'est capable à le tenir, qu'il le mérite.

«A Richelieu, nous pratiquons l'alternance, c'est une contrainte que j'entends maintenir. Mais cela signifie que les acteurs jouent en même temps plusieurs pièces, avec, pour certaines, des tournées. Pendant environ six mois, ils sont totalement pris. Le rythme du Vieux-Colombier est tout autre. Les séries sont approximativement de quarante représentations. L'organisation est donc extrêmement complexe.

«Va-t-elle évoluer avec l'ouverture du Vieux-Colombier.

«Je dois la remodeler, elle est trop riche dans certains emplois, pas assez dans d'autres, je n'ai pas encore en le temps de m'y attaquer. Ou très peu. Le programme appelle des engagements nouveaux. Le problème pour un jeune pensionnaire qui veut rester ici est qu'il risque d'y faire sa vie, et de se couper des mouvements extérieurs. Le théâtre aujourd'hui ne va pas si mal, il est même très vivant, notamment en France. J'y vais beaucoup. Autre dilemme : est-ce que je ne devrais pas suivre davantage nos spectacles ? C'est vrai, je suis plus souvent dehors que dedans, mais le contact permanent avec l'extérieur me paraît essentiel. Je vais partout, et partout, y compris chez nous, je constate que le public bouge, change, manifeste d'autres exigences.

«Je vois des salles pleines, il est vrai parfois sur des malentendus. Les malentendus du service public. Il n'est plus possible de distinguer France 2 de TF1, et c'est navrant. De même, les théâtres privés et publics adoptent de semblables stratégies de séduction, bâties autour d'une vedette en mal de cinéma ou désireuse de retrouver les planches. Je ne juge pas, je sais personnel-

lement que remplir la Comédie-Française ne pose pas les mêmes problèmes qu'à Bobigny, Chailot, Nanterre. Je dis seulement que j'ai la chance de ne pas avoir à faire ce genre de choix.

«Vous ne demanderiez plus à Gérard Depardieu de jouer l'air de François Pécier.

«Depardieu est venu à Strasbourg lorsque j'ai pris la direction du TNS. Les négociations duraient depuis cinq ans. Je lui ai proposé le même contrat que les autres comédiens. Son charisme, sa notoriété, sa formidable force attractive sur tous les publics me paraissent évidemment importants, à la condition que le jeu soit joué loyalement, sans compromis aucun sur le travail, et c'est ce qui s'est passé pendant toute la période de préparation. Ensuite, personne n'a pu rien contrôler, pas même lui. L'aventure du cinéma m'est tombée dessus, et m'a révélé que le théâtre n'était qu'un alibi pour la production d'un film, qui a massivement pétié le star système. Moyennant quoi, je m'en suis retiré. Je n'ai pas insisté. Il faut disposer d'une très longue cuiller pour négocier avec le Diable.

«Je pensais bien que l'aventure servirait de modèle, en dépit de toutes les dérives. Ainsi, on m'a suggéré un *Don Juan* avec Alain Delon. C'était un projet possible pour Avignon, et pendant un quart d'heure j'ai rêvé. Mais ici, ce genre de défi m'est inutile. Il y en a d'autres : accepter de travailler à Richelieu, c'est accepter les contraintes de la troupe et de l'alternance, d'en faire non pas un pis aller, mais le point de départ d'une pratique pas tout à fait semblable aux autres.

«A la Comédie-Française, nombreuses sont les contradictions internes. La tentation d'inerie est toujours présente, sollicite la nostalgie, le désir du revenir à d'anciennes méthodes, inscrites dans les murs et leur histoire. En même temps, la chance de la maison est de ne pas pouvoir échapper à cette charte. Elle est dans ses contraintes, dans son passé. Dans le fait que je n'ai pas à me poser la question de l'événementiel, mais celle du long terme. Peu de théâtres peuvent se le permettre.

«Et puis je pense que les acteurs, quelles que soient leurs opinions, n'accepteraient plus de travailler «comme avant», de jouer cent cinquante pièces par an, de reprendre des rôles en deux jours, en répétant sans partenaire, avec le souffleur et un cahier de régie plus ou moins précis. Ce temps-là n'est plus.»

Propos recueillis par COLETTE GODARD

«Gallimard publie les Registres du Vieux-Colombier 1919-1924, par Jacques Copeau, 540 p., 250 F.



Publics

par Alexandre Arnoux

Le Vieux-Colombier a gardé l'empreinte de Copeau ; (ci-contre, son atelier dans la cour du théâtre). Le public date de lui et n'est pas dégoûté. Quelque chose de littéraire, d'universitaire, de diplômé remplit ce long couloir nu ; la vieille dame qui a de la lecture y abonde et le monsieur grisonnant, à la barbe bien tenue, au ventre de dimensions moyennes, ni trop engraissé par l'excès de nourriture, ni fondu par l'exercice physique, le quinquagénaire qui ne dédaigne pas la nouveauté pourvu qu'elle soit morale, instructive, et estampillée par l'élite européenne.

On rencontre ici la gauche et l'extrême gauche de la Sorbonne, celle qui prise dans Gide un calvinisme trahi par Nietzsche et Saint Paul, un scandale évangélique, dans Valéry une critique de la poésie qui dévore la poésie. Les jeunes filles s'habillent avec une exacte recherche de laisser-aller, effectuent une coquetterie genevoise, un souci visible du mépris du qu'en-dira-t-on ; les jeunes gens prétendent l'examen de

conscience, la gymnastique rationnelle et le végétarisme ; tout le monde est propre, chacun est intelligent et informé ; il ne manque à cette petite foule triée qu'un peu de crasse et d'instinct, qu'un peu de stupidité générale, de cette bêtise animale qui lui ferait sentir ce qu'elle comprend et s'unir plus justement en jugeant de travers.

Public étroit, sympathique, esclave des disciplines de la liberté moderne, trop perspicace, intuitif hélas ! par ordre et par principe, uniquement parce que l'intelligence n'est plus de mode aujourd'hui, et spontanée à la réflexion, public qui rit de meilleur cœur et moins avec le tête, au Pèlerin ou à la Rixe vers l'or, si on ne l'avait persuadé par raison démonstrative que Charlot prouve Bergson et continue Pascal.

► Alexandre Arnoux, romancier, essayiste et traducteur, mort en 1973, était membre de l'Académie Goncourt. Le texte que nous publions est extrait de *De nous en parlant*, nouvelle édition, Paris 1946, cité dans la thèse de Bruno Quattrone sur la presse cinématographique des années 20/30.

هكذا من الأصل

LA « RÉNOVATION DRAMATIQUE » SELON JACQUES COPEAU

par Michel Deutsch

D'ABORD un rappel : pour Jacques Copeau, l'entreprise du Vieux-Colombier est celle d'un « essai de rénovation dramatique ». L'indignation devant des « réalités détestées », le dégoût qui lui inspire la littérature dramatique de son temps – Henri Bernstein, Henry Bataille, etc. – est à l'origine de son geste : « Nous voulons simplement réagir contre toutes les lâchetés du théâtre contemporain. » Pour le dire autrement encore : « Le théâtre se meurt d'un oubli sans cesse plus profond de la notion d'art. » L'ambition de tous les grands « réformateurs » a toujours été de refonder. Comment ? En retournant à la littérature du texte, en essayant de retrouver la « pureté » de l'origine. Retour à la Bible, mais aussi à Marx, à Freud. La « pureté » est un mot d'ordre chez Copeau. L'origine, le retour aux sources, c'est le retour à la tragédie grecque. Mais Copeau sait bien qu'elle est hors de portée. Tout son travail consistera à construire un chemin. C'est énorme. On n'a pas assez retenu la leçon toutefois. L'après-Copeau a souvent consisté à se croire arrivé. Le chemin est un travail perpétuel. Copeau le conçoit – l'idée est forte – comme un travail sur la comédie. Avant de songer même à réaliser une tragédie moderne, apprendre la comédie.

Apprendre : autre mot d'ordre. Apprendre à apprendre, aussi bien. On ferait fausse route si on ne considérait que les spectacles du Vieux-Colombier. L'essentiel, pour Copeau, n'est en aucun cas « ces deux ou trois heures quotidiennes de manifestations plus ou moins conventionnelles, mais tout le reste du travail obscur, humble, opiniâtre : dans le labeur de l'Ecole, des répétitions, des expériences innombrables et multiformes. Les spectacles ne devraient être pris qu'à titre d'indication... Le Vieux-Colombier, un laboratoire, pas une fabrique ».

RETOUR A LA LÉGENDE

Le Vieux-Colombier doit son nom, sa tradition, sa réputation à un homme, Jacques Copeau, qui s'y est installé en 1913 sous le regard bienveillant de ses amis, au rang desquels Charles Dullin et André Gide. Son objectif était d'y tenter un « essai de rénovation dramatique » qui passait par le texte. Une éthique dont Michel Deutsch, auteur dramatique et metteur en scène, se souvient ici pour en faire un outil de demain.

Intéressant encore de noter qu'au début de son travail de réforme, il s'agit pour Copeau d'opposer le Vieux-Colombier à la Comédie-Française – dans la perspective d'un retour au « vrai théâtre ». Jacques Copeau est un réformateur catholique sans aucun doute. En somme, il s'agit de restaurer la vraie tradition. D'où la nécessaire constitution d'un répertoire. Au demeurant, il ne fait guère de doute que l'enjeu est « patrimonial ». Au théâtre cela se résume très bien par la réponse donnée à l'abrupte question : que faire des classiques ? Au fond, il s'agit – à l'instar des architectes après Rieg, qui ont entrepris de « dégager » le monument dans la ville – de le rendre visible. De débarrasser le « vrai » théâtre de tout ce qui l'encombre. Il s'agit, pour la mise en scène, de faire place nette pour ce monument que devient alors la pièce de théâtre – portée pour ainsi dire par le *kunstwollen* (le « vouloir d'art ») des acteurs, lesquels, alors, donnent à la représentation son caractère de pièce historique, de chef-d'œuvre. Incontestablement Copeau, dans sa lutte contre la vulgarité et l'indignité du théâtre parisien de son temps, avait d'une certaine manière non seulement restauré, mais sacrifié l'art du théâtre. Rien n'y manque, ni la pitié, ni le critère national, ni l'organisation quasi monastique.

Retour à la lettre du texte. Souvenons-nous que Copeau vient de la critique, qu'il est l'un des fondateurs (il en sera l'un des directeurs) de la NRF. Son Vieux-Colombier peut être considéré en France comme le lieu de la révolution littéraire du théâtre. De ce point de vue, il y a d'ailleurs une vraie filiation avec le théâtre d'art de Lugné-Poe. En France, seul quelqu'un venant

du milieu littéraire, comme Copeau, pouvait ainsi prétendre mettre le texte au centre du travail théâtral. Cela a abouti à une sorte de défense quasi juridique du chef-d'œuvre contre les « barbares », mais aussi contre le « vandalisme restaurateur », ce qui n'a pas été assez souligné. Pourtant, malgré la sûreté de jugement dont le créditaient tous ses amis de la NRF (Gide, Schlumberger, Rivière), Copeau est passé avec une belle constance à côté de la littérature dramatique de son temps, à une exception notable, l'Echange, de Claudel. Il reste que le travail « invisible » de l'Ecole – des « répétitions, des expériences innombrables » – contredit heureusement cette tendance trop « littéraire » que se sont empressés d'annexer les tenants de la « qualité française » dont Brecht, les surréalistes, Duchamp seraient les fossoyeurs. C'est oublier un peu vite aussi ce que le Théâtre de Jarry, d'Artaud, doit au fondateur du Vieux-Colombier – même là où il cherche à annuler le théâtre pour faire surgir la réalité « en personne ».

Le théâtre est certainement un lieu, peut-être le dernier, qui a en garde la langue. Un lieu qui ne serait pas directement voué à la parole utile : du moins l'utilité de celle-ci y serait-elle d'une autre sorte. Un lieu où l'ironie post-moderne serait pour ainsi dire en retard pour cause d'effet. Copeau n'avait de cesse de mettre en garde contre les effets, de théâtre justement. Contre les recettes infallibles, contre le retour du même, contre les trucs et les techniques éprouvés qui ne correspondent à aucune exigence interne de l'œuvre. Mais écrire « œuvre », cela a-t-il encore une quelconque signification ? Pour ce qui me concerne, écrire pour le théâtre ne doit en aucun cas signifier consentir ou se plier au théâtre. A moins qu'il ne s'agisse là aussi, d'une recette éprouvée. ■

Suite de la page 25

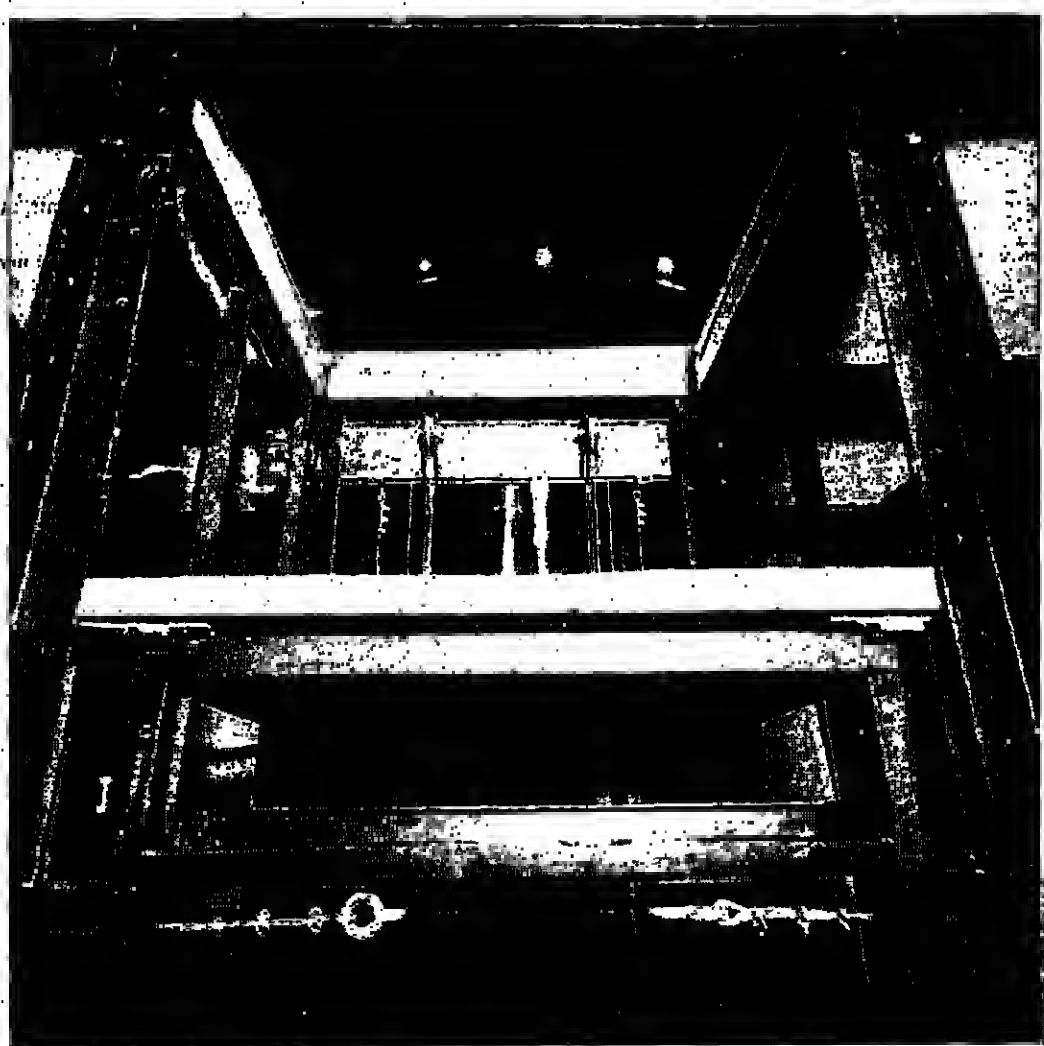
Sous cet angle, les audaces de Jourdain apparaissent limitées. La salle perd ses nrs pour acquiescer à une nudité plus « moderne », les loges latérales sont fermées. Sur-tout, la fosse d'orchestre disparaît pour faire place à un proscénium qui inverse purement et simplement le rapport scène-salle en rapprochant acteurs et spectateurs. Un double cadre de scène confirme que c'est bien dans le dispositif architectural que Copeau et sa troupe cherchent la place et le jeu de l'acteur, et non dans l'utilisation de décors diversément réalistes qui, de toute façon, ne trouvaient ici ni centres ni dégagements pour pouvoir se loger, mais du à l'absence de l'orchestre, écrit-il dans son journal, « l'acteur ne se sentait davantage ni à l'aise ni plus fortement investi dans son rôle que cette pauvreté de scène », écrit Copeau en 1916 à propos d'une pièce au titre il est vrai imagé : *La Jalousie du barbouillé*. Et il poursuit, définissant superbement, généreusement, ce qui sera toute la philosophie du Vieux-Colombier : « Si je tends une toile grise sur la scène à la place du décor, ce n'est pas parce que je trouve cela beau, ni surtout que je pense avoir découvert une formule décorative nouvelle et définitive. C'est un remède radical, une purgation. C'est parce que je veux que la scène soit nue et neutre afin que toute délicatesse y paraisse, que toute faiblesse s'y accuse, afin que l'ouvrage dramatique modèle dans cette ambiance neutre l'enveloppe personnelle dont il entend se vêtir. »

La scène du Vieux-Colombier a quelques pieds de large, mesure anglaise des plus utiles pour un théâtre qui se rapproche du dénuement shakespearien. Mesure-t-on la fortune de la recette Copeau lorsqu'on évoque l'immense plateau nu de l'ancien TNP de Vilar, à Chailiot ? Et vous, monsieur Jouvett, avez-vous entendu la leçon, vous qui auriez à mettre en œuvre la formule définitive du petit théâtre, au lendemain de la première guerre ? Copeau ni Jouvett ne sont pas seuls sur cette voie d'ascèse décorative. Le premier rencontre Édouard Gordon Craig, directeur de théâtre à Florence, puis Appia à Genève, avant de découvrir les travaux de Meyerhold. Le second travaille avec le peintre Van Rysselberghe. L'un et l'autre enfin pourront expérimenter en 1917, au Garrick Theatre, un ensemble d'idées scénographiques qui se résument ainsi pour les uns et les autres : « La solution est architecturale. » Les uns et les autres d'accord, par ailleurs, pour partager la même « haine des peintres ».

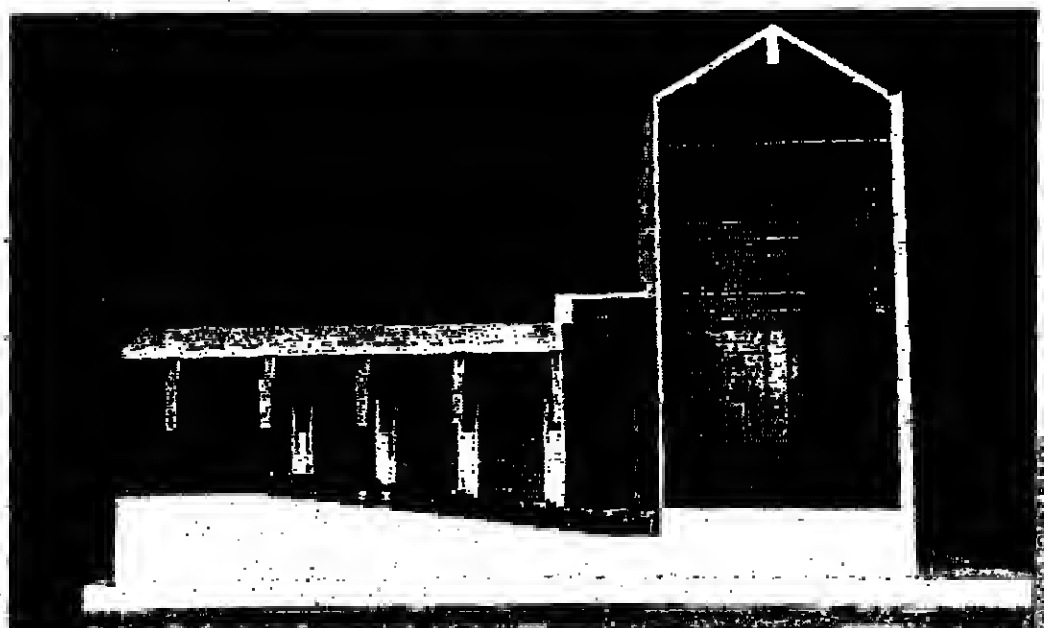
Par haine des peintres, il faut surtout entendre une haine du décor peint, serait-il dû à Picasso, à Bakst ou à Matisse, pour évoquer que l'épopée des Ballets russes. Mais pour autant, la « solution architecturale » ne fait guère intervenir d'architectes dans la seconde et véritable aventure du Vieux-Colombier au lendemain de la Grande Guerre. Jouvett sait ce qu'il veut, et ce que veut Copeau. Il laissera son nom aux quatre gros projecteurs, les « jouvets », qui font le tout et le détail de l'éclairage de la scène, quand c'est sur cette dernière que se porte l'essentiel du travail.

Premier acte : suppression de tout cadre de scène. La continuité est désormais parfaite avec la salle. Deuxième acte : Jouvett élabore en fond de scène un praticable fixe, mais, comme on dirait aujourd'hui, « polyvalent », c'est-à-dire apte à servir en toutes circonstances, qu'elles soient tragiques ou comiques. Il s'agit, en deux mots, d'une arche, sorte de pont vénitien sur et tout autour duquel passent et repassent des escaliers. Le proscénium est également transformé par une sorte de perron central et de marches latérales qui accentuent la descente de la scène vers la salle. Sur le plateau seront installés les tréteaux et praticables indispensables à la compréhension de l'action, ainsi que quelques éléments de décor, plus ou moins minimalistes selon les pièces qui seront jouées : trénes (probablement l'élément le plus constant

LE FRANÇAIS ET SON DOUBLE



La nouvelle machinerie du plateau.



Maquette du théâtre restauré, montrant notamment les nouveaux cintres et le dispositif d'éclairage.

de l'histoire universelle du théâtre), grilles, rideaux, luminaires ou guérites.

En réalité, si les pièces classiques ou plus ou moins intemporelles s'accommodent plutôt bien de cette architecture minimaliste (voir les décors pour *La Mort de Socrate*, *Pelléas et Mélisande*, *Cromwell*, *Le Vieil*), nombre d'autres, qui font appel à l'Orient (*La Princesse Turandot*), au charme discret d'une bourgeoisie (*Les Frères Karamazov*), à la magie ou à la Bible (*Saül*), engendrent des constructions et des fables singulièrement moins austères. Mais bon, que serait l'atmosphère d'un théâtre livré aux seuls comédiens – dont on sait la forme d'amour qu'ils se portent parfois – épuré de tout décorateur et de tout costumier ?

Cette atmosphère pourtant, c'est celle que Jacques Copeau continuera de chercher, puriste efféché, sur des tréteaux en pleine ville. Épuisé, éternel, il abandonne en effet le Vieux-Colombier dès 1924 pour mener avec quelques comédiens et élèves la vie de Molière sur les routes... Quittons-le sur cette errance (il mourra en 1949), pour se souvenir simplement que, avec ou sans lui, le Vieux-Colombier restera toujours « son » théâtre, quels que soient ses nouveaux occupants et le talent personnel qu'ils y aient souvent apporté. En 1925, la salle, reprise par Tedesco, se consacre un moment au cinéma d'avant-garde. En 1930, Michel Saint-Denis et la Compagnie des Quinze la rendent à Melpomène et Thalie. André Barsacq réinvente un dispositif fixe, qui conserve le proscénium de Jouvett, mais élimine la construction de fond de scène pour lui substituer une sorte de colonnade en demi-cercle surmontée d'un plafond à caissons.

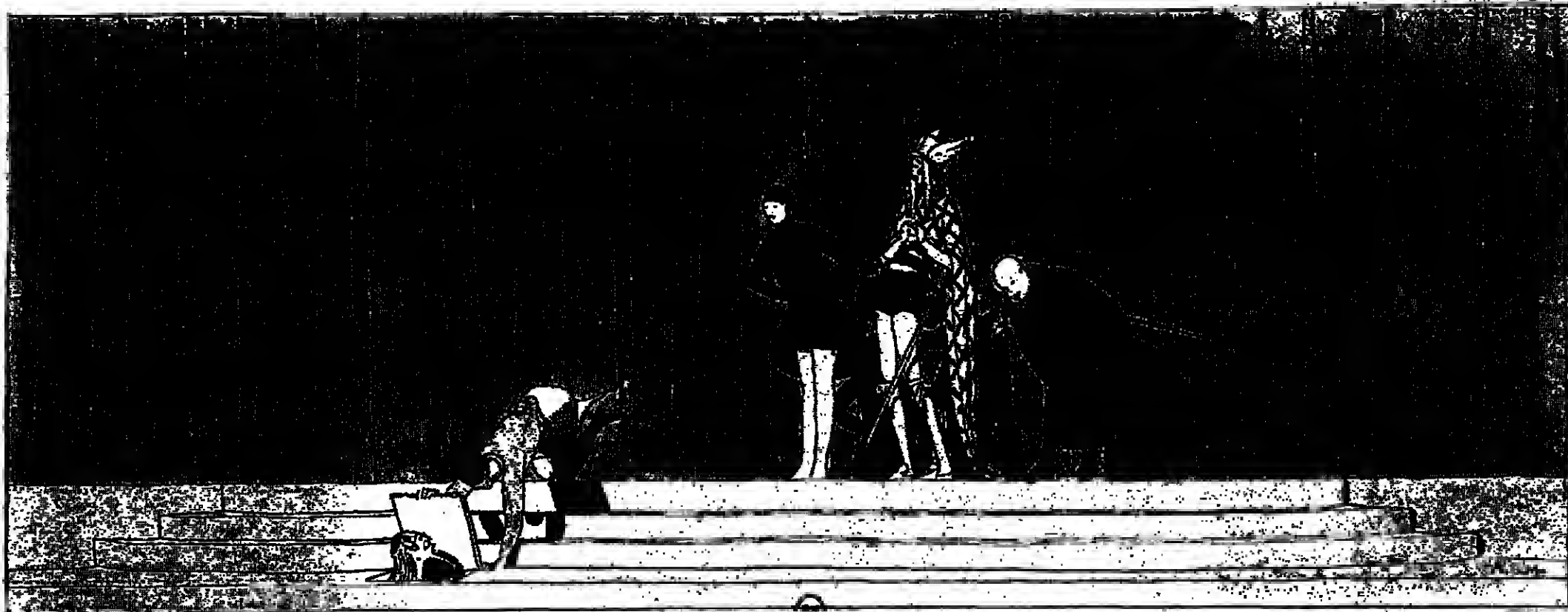
L'aventure dure quatre ans. René Rocher reprend la salle et demande à André Boll de revenir à une forme plus habituelle, qui exclut donc le proscénium, rétablit un cadre de scène et un beau rideau rouge et conduit in fine à repeindre la salle en beige rosé. Retour à Copeau enfin, en 1961, avec René Allio et Bernard Guillaumot : un plateau vide, en pente vers les spectateurs, un étroit proscénium, pas de cadre de scène. Minimalistes (*Les Mouches*, décor d'Adam), expressionnistes (*La Honte*, décor de Bernard Noël), néoclassiques (*Phèdre* vu par Erte), foisonnant (*Le Pain dur* dessiné par Simonini), ce nouveau Vieux-Colombier se révèle capable d'accueillir toutes les troupes, toutes les pièces et toutes les mises en scène, pourvu qu'elles se satisfont d'un décor pas ou vraiment peu changeant, et de n'avoir de dégagement qu'à la cour.

C'est bien là, l'absence de tout espoir de fuite au jardin, le seul inconvénient majeur que n'aura pu vraiment compenser l'architecte Bernard Kohn, choisi en 1990 pour rénover le théâtre. Et encore est-il parvenu à ménager un embryon de passage en jouant sur l'épaisseur du nouveau cadre de scène. Car, pour le reste, Kohn a fait subir une véritable métamorphose à ce qui était resté, au-delà d'aménagements limités et des aventures de la scène, un ensemble de vieilles planches pour troupe désargentée. Ainsi, la nouvelle cage de scène comporte-t-elle des cintres, dont la machinerie sophistiquée répond à un éclairage bardé d'électronique. Le sous-sol a réservé une salle de répétition, la pente de la salle a été accentuée, des loges décentes et des bureaux ma foi plaisants ont trouvé leur place dans ce théâtre devenu succursale du Français. Ce qui était un théâtre de brique et de broc devient donc un outil performant, mais qui garde, de la charpente de la salle au long couloir qui la sépare de la rue, toute l'histoire et tout le charme du Vieux-Colombier de Copeau. Reste aux sociétaires de la maison Molière, non pas de prouver leur talent, mais de préserver un peu de cet esprit d'aventure qui pouvait jeter toute une troupe dans la rue, sur les traces du jeune Poquelin.

FREDERIC EDELMANN

LE VIEUX-COLOMBIER

SOUVENIRS ET ESPOIRS DE LA TROUPE DES COMÉDIENS-FRANÇAIS



C'était en 1920, au temps du « père », de Jacques Copeau, qui n'eimeit pas les décors et faisait jouer ses comédiens devant le rideau. Tout au moins cette scène de « la Nuit des rois » (dassin d'André Marty, 1920).

BN/DEPARTEMENT DES ARTS DU SPECTACLE

Qu'ils l'aient connu ou non, tous s'en souviennent. Ainsi vivent les légendes. Surtout au théâtre. Un théâtre a besoin de souvenirs, a besoin de ses fantômes pour sentir battre son cœur, et les fantômes du Vieux-Colombier ont la force de l'Histoire. Qu'ils soient jeunes pensionnaires ou sociétaires à part entière, les comédiens-français, comme tous les amants du théâtre, portent en eux quelque chose du Vieux-Colombier. Des moments vécus ou entendus. Ils ont la chance d'avoir en charge le futur d'un lieu riche de son passé. Ils « ouvrent une porte », ils ouvrent un théâtre, et c'est magnifique, disent-ils.

FRANÇOIS BEAULIEU

Sociétaire, entré au Français en janvier 1968

Une force intense

« Le Vieux-Colombier, c'est un peu comme le Phénix qui renaît de ses cendres. Il fait partie de l'histoire profonde et magnifique du théâtre en France. Immédiatement, c'est Copeau qui me vient à l'esprit. Le théâtre pur, déblayé, c'est lui : « Pour l'œuvre nouvelle, qu'un nous laisse un tréteau nu ! » Quelque chose vit à l'intérieur du Vieux-Colombier, une force intense, toujours présente. Les ondes de Copeau sont là, il suffit de les faire vivre. Pas dans le passé, dont il faut s'affranchir, mais vers l'avenir.

» En revanche, pour que le présent soit complètement vivant, il doit s'appuyer sur une culture, une mémoire, une durée. Pour être réellement contemporain, ne faut-il pas d'abord être classique ? Le Vieux-Colombier apporte cette richesse et ce recul du temps. J'espère, enfin, qu'il permettra un nouveau rapport avec la Comédie, afin de voir des œuvres dans leur immédiateté, ici et maintenant : le théâtre est l'art de l'instant. Copeau, il ne faut ni l'oublier, ni le réinventer. L'époque a changé, tout est mouvance. »

SYLVIA BERGÉ

Pensionnaire, entrée au Français en décembre 1988

Un mythe

« Je n'ai pas de souvenirs directs, je n'y suis jamais allée. Pour moi, c'est une sorte de mythe, le théâtre de Copeau. Quand j'ai commencé au cours Florent, je ne travaillais pas très loin, à côté du Récamier. Mon bus s'arrêtait juste en face, mais je ne savais même pas que c'était le Vieux-Colombier. Il y avait quelque chose de terrible, de triste. C'était comme n'irer une histoire, ne plus vouloir en entendre parler. Qu'il ait été sauvé, qu'il redevenne un théâtre, c'est formidable.

» On va pouvoir jouer dans un espace différent de Richelieu. Avec ses trois cents trente places, l'écoute y est différente, ainsi que le rapport scène/salle où naît une véritable proximité. L'adéquation me semble plus évidente. Je jouerai dans le Silence, une des deux pièces de Nathalie Sarraute données pour l'inauguration.

tion. Je ressens dès à présent une forte attirance. C'est émouvant d'avoir ce bagage derrière, de ne pas arriver dans un théâtre vide, mais nourri de souvenirs. »

ROLAND BERTIN

Sociétaire, entré au Français en janvier 1982

La maison des poètes

« Le Vieux-Colombier est pour moi une salle familière. Je me souviens bien de la petite cour, très poétique, avec son arbre. J'y suis allé très jeune, et j'y ai vu une dizaine de pièces, des choses formidables, de Christopher Fry, de Claudel, la création d'Huis-clos, de *Esté d'enfer* de Ghelderode, de *Meurtre dans la cathédrale* avec Vilar. J'ai été ému par tous ces gens merveilleux, Michel Vitold, Raymond Rouleau, Valentine Tessier. Je n'y ai joué qu'une fois en 1971, peu avant la fermeture, dans *Gobedouille* avec Luce-Garcia Ville, Marc Dudicourt et Jacques Seiler. « Le Vieux-Co », c'est une maison des poètes, une légende, comme l'Atelier avec Dullin, l'Athénée avec Jouvet ou les Mathurins avec Pitoëff.

» Je souhaite qu'on n'y donne pas seulement des auteurs consacrés. Il faut fêter les poètes et auteurs modernes oubliés, repenser à Adamov, Pichette ou Supervielle. Le Vieux-Colombier doit être un lieu de création, mais pas un laboratoire. Retrouver ce théâtre, c'est un rêve devenu réalité. Je suis sensible, enfin, à la mémoire de Copeau. Pour l'honneur, la Comédie-Française devra être audacieuse et créative, pleine de courage. »

MARTINE CHEVALLIER

Sociétaire, entrée au Français en novembre 1986

Un souvenir magnifique

« Du Vieux-Colombier, j'ai au moins un souvenir magnifique : *Tête d'or*, monté par Denis Llorca. Le bâtiment, je ne me souviens plus comment l'un y accédait, mais l'intérieur était comme une grande boîte rectangulaire et étroite, avec la scène en hauteur, une allée centrale et deux rangées de fauteuils de part et d'autre. Dans *Tête d'or*,

Denis Llorca sautait depuis la scène dans la salle, avec une grande cape noire énorme qui engluait les spectateurs : c'était fantastique ! Le Vieux-Colombier, c'était comme une bulle d'air dans un habitat. La poésie y circulait, c'était très curieux. Sa réouverture me ravit. Ce qui est étonnant, c'est que j'ai souvent vu cet endroit fermé, vilain et triste, situé entre deux choses totalement à l'opposé du théâtre, une discothèque, et une charcuterie. Aujourd'hui, on ouvre une « porte », qui va faire découvrir un autre monde : c'est magnifique ! »

BERANGÈRE DAUTUN

Sociétaire, entrée au Français en janvier 1984

La cabane de Copeau

« Dans ma tête, le Vieux-Colombier est comme une carte postale sépia. Je ne l'ai pas vraiment connu. J'ai le souvenir d'y avoir été une fois, adolescente, mais c'est loin. En revanche, quand je l'ai visité, avant les travaux, quand j'ai vu la cour et l'atelier, j'ai été bouleversée. J'ai aussitôt repensé aux bouquins sur Copeau : me dire que tout se passait là, dans cette cour, dans cette petite cabane en bois. Copeau, son théâtre dans la nature et son émouvante cabane, c'était un peu comme le petit chariot de Molière, dans les villages et les fermes. Le Vieux-Colombier, c'est l'espoir de renouer avec le sens profond du théâtre. C'est de l'artisanat, cela redonne du sens à notre travail. »

THIERRY HANCISSE

Sociétaire, entré au Français en juin 1986

Place aux jeunes

« Quand je suis arrivé à Paris, venu de province, le Vieux-Colombier était déjà fermé. Je l'ai un petit peu connu à travers les souvenirs de Ludmilla Hols (l'un des régisseurs-souffleurs actuels de la Comédie-Française). Elle m'a, par exemple, raconté les spectacles de marionnettes, mais c'est tout. Pour moi, c'est donc plutôt une pièce d'histoire. La salle Richelieu étant très « rigide », c'est aussi une nécessité. A la Comédie, dans le répertoire du XX^e siècle, on joue Sartre ou Claudel... mais pas au-delà. Le Vieux-Colombier est une bouffée d'oxygène pour nous.

» Ce serait formidable si ce théâtre pouvait accueillir les langages contemporains, comme Lavelli à la Colline, par exemple. Prendre le pari de la création : soit en s'ouvrant aux autres arts, pas pour des « expériences », mais pour de véritables interrogations ; soit en offrant une possibilité d'expression à tous les jeunes, qu'ils soient auteurs, acteurs ou décorateurs... Je pense, cependant, que l'on pourrait également faire du classique, des tragédies, dans l'esprit de travail et de recherche que doit générer le Vieux-Colombier. »

CATHERINE HIÉGEL

Sociétaire, entrée au Français en février 1969

Une barque renversée

« Je n'y suis allée que deux ou trois fois, à dix-huit ou vingt ans. Je me souviens très bien de l'effet produit en regardant le plafond : c'était comme une barque à l'envers. Cette barque renversée, c'est le charme du Vieux-Colombier. Cela me fait encore rêver... peut-être le côté Dickens. J'aime raconter le bonheur que j'ai eu à vivre quelques instants sous un bateau. Quand il a été fermé, je passais souvent devant, et, à côté de la boîte de ouï, c'était plutôt triste. Un peu comme au Récamier, fermé au public, où répéter me fait un drôle d'effet.

» Une salle qui ouvre, c'est bien. Le Vieux-Colombier, c'est une histoire qui commence. Il ne faut donc surtout pas dire : qu'est-ce qu'en aurait pensé Copeau ? J'en ai marre de l'Histoire. Je n'ai pas envie de vivre « de » l'Histoire, mais « dans » l'Histoire ; là est le charme du Vieux-Colombier ! Alors, je ne veux pas qu'on y amène « un bus de Molières » ni que la création contemporaine soit uniquement jouée par des gens reconnus depuis vingt-cinq ans. D'autre part, il faudrait absolument éviter une aberration : contemporain-rive gauche et classique-rive droite. »

Propos recueillis par CHRISTIAN SIMENC

Agenda

LES SPECTACLES

Le Silence et Elle est là, deux pièces de Nathalie Sarraute, mise en scène de Jacques Lassalle, du 7 avril au 13 juin 1993.

Les Corbans, de Michel Vinaver, mise en scène de Christian Schiaretti, du 5 octobre au 21 novembre.

Les Amants puerils, de Fernand Crommelynck, mise en scène de Muriel Mayette, du 11 décembre 1993 au 30 janvier 1994.

Monsieur Bob'le, de Georges Schéadé, mise en scène de Jean-Louis Benoit, du 19 février au 10 avril.

La Glycine, de Serge Rezvani, mise en scène de Jean Lacomme, du 31 mai au 19 juin.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Relâche lundi. Les représentations des 4, 10 et 13 juin auront lieu exceptionnellement à 18 h 30. Relâche les jours fériés (11 avril, 1^{er} mai, 20 mai, 30 mai) et exceptionnellement le 1^{er} juin. Prix des places : 130 F, groupes 90 F, jeunes de moins de 25 ans, étudiants de moins de 27 ans, 55 F (45 minutes avant le début des représentations).

Location. — Par correspondance : Service de la location, Comédie-Française, BP 286, 75021 Paris Cedex 01. Par téléphone : (16-1) 44-50-14-44. Aux guichets : Comédie-Française, place Colette, 75001, et au Vieux-Colombier.

Le Monde
DES LIVRES

مكتبة من الأصل

MUSIQUE

RENCONTRE AVEC L'ACTEUR-RAPPEUR AMERICAIN ICE-T

LES COUPS DE GUEULE D'UN MALFAITEUR

De disque en disque, de film en film, l'acteur-rappeur Ice-T a acquis une aura maléfique. La controverse autour de sa chanson « Cop Killer », conduisant à un boycott du consortium Time-Warner par les syndicats de policiers, a fait les manchettes des journaux l'an dernier. Il y a quinze jours, sortait à Paris son dernier album, « Home Invasion », sur un label indépendant, Delabel. Pour en savoir plus long sur cet homme arrivé à la maturité après des années d'apprentissage dans les rues de Los Angeles, incroyable partie de cache-cache avec le FBI et la mort, après des années de rap et de cinéma, nous avons rencontré Ice-T, chez lui, à Los Angeles.

LOS ANGELES

de notre envoyé spécial

GRAND, élégant, précis, direct, avec un certain quant-à-soi, Ice-T (né Tracy Marrow) habite une grande maison dans les collines de Hollywood. Ni garde ni grille. « J'ai pas écrit la taule pour m'en créer une autre », dira-t-il. La maison est impeccablement rangée, un décor résolument moderne, où le noir prédomine. Seules taches de couleurs : quelques disques d'or, un disque de platine. A peine rentré d'un an de tournée internationale et préparant déjà un nouvel album du groupe Body Count et un nouveau film, Ice-T supervise, dans son sous-sol, la construction d'un studio d'enregistrement personnel « entièrement automatisé, avec une pièce supplémentaire pour installer une batterie. Trop petit pour un Body Count, mais assez vaste pour du rap. Les studios professionnels sont trop chers et d'une certaine manière la musique en souffre - on finit toujours par dire : « Allez, ce mix-là suffira bien. » C'est quand on essaie des trucs sans contrainte, chez soi, qu'on crée le mieux. »

D'entrée de jeu, le chanteur n'y va pas de main morte. *Home Invasion*, son dernier album, s'ouvre sur un avertissement : « Si vous ne supportez pas d'entendre des mots obscènes ou sexistes - il en donne joyeusement une liste non exhaustive - arrêtez immédiatement la bande. » On y retrouve des thèmes familiers : l'enfer du ghetto, l'assassinat de flics, les femmes qui sont des « salopes », des « chiennes en chaleur », et autres sobriquets plus colorés.

Avant même sa sortie, *Home Invasion* avait une odeur de soufre. L'œuvre aurait en effet tant effrayé l'une des plus grandes multinationales - Time-Warner - qu'elle se serait discrètement séparée du « malfaiteur », annonçant simplement, le 26 janvier 1993, que Warner Records ne sortirait pas le nouveau disque de Ice-T, désormais libéré de son contrat. Comme le dit Ice-T dans la chanson *It's On* (C'est parti) : « Nous avions toujours su qu'on en arriverait là tôt ou tard... Je possède mon label, je sors mes propres trucs, personne me dira de quoi j'ai le droit de parler. »

« Warner Bros n'est pas l'ennemi dans cette affaire, commente Ice-T, confortablement installé dans l'un des salons de sa maison. Comme le dit mon personnage King James dans les *Pillards*, de Walter Hill : « Quand on est sûr, on tente de résoudre les problèmes avec sa tête ; quand on est jeune, on le fait à coups de poing. Comment en vouloir à Savon (le rappeur Ice Cube), j'ai été comme lui, j'ai été lui. Il croit tout savoir. Mais moi, je sais que les dés sont pipés - et je l'ai accepté. C'est mon attitude dans la vie. J'ai accepté la censure, j'ai accepté l'injustice dans le monde, et la colère que vous percevez dans mes disques est quelque peu atténuée par cette acceptation. Je rejette l'idée que tous les Blancs naissent méchants, j'ai fini par accepter qu'il y aura toujours des parents blancs qui n'aimeront jamais les blacks. Il n'y a pas de liberté de parole, et le premier amendement de la Constitution n'existe pas. La Constitution toute entière est nulle et non avenue. Si je dois me mettre en colère, je tiens à voir clairement contre qui. »

Ice-T se refuse à accabler Warner et se souvient de ses débuts : « Je ne sais plus sur quel ton le répéter : je n'ai rien contre Warner, au contraire ! Pendant sept ans, dès qu'un de mes disques était prêt, Warner Records le sortait ! Ils n'ont pas hésité à sortir *Cop Killer* ! La controverse éclate, l'embargo démarre, il y a plus de 120 millions de dollars en jeu, donc 30 que

Chrysler retire. Chez Warner, on se bat pour moi, pour le disque, c'est cool, je respecte. Nombre de gens me viennent en aide, au titre du premier amendement de la Constitution sur la liberté de parole et de pensée. Avec tout le respect et la reconnaissance du monde, ce n'est pas ce soutien que j'attendais. Je voulais que quelqu'un dise : « Ice-T a des raisons valables d'en vouloir à la police - et ça fait quatre cents ans que ça dure. » Il n'empêche, Dieu m'a donné des poumons et une cervelle pour parler, je dirai ce que j'ai à dire et j'enmerde la loi ! Je le ferai jusqu'à ce que vous me réduisiez physiquement au silence. »

« L'argument des flics, c'est qu'on fait tout ça pour l'argent ? Très bien, on retire *Cop Killer*, on leur donne gratuitement - et là, c'est plus Warner qui parle, les mecs, c'est moi ! Je me fais engueuler de partout : « Ice-T cède devant l'ancien vice-président ! Dan Quayle. Mon ami et collègue Chuck D. répond à mon place : « Ceux qui ne sont pas mêlés à la guerre ne devraient pas commenter la bataille. » Dans une guerre, il faut savoir battre retraite pour revenir avec une artillerie supérieure. Ce n'était plus le moment, je me voyais mal dire à Warner : « Allez, on fait un autre disque où on les attaquera encore plus fort. »

Peu de temps après le retrait de la chanson *Cop Killer* de l'album *Body Count*, Ice-T soumet à Warner les enregistrements d'un nouvel album, *Home Invasion*. Warner : « Il y a là deux ou trois points un peu chauds. » Ice-T : « Vous voulez mettre l'album de côté, je comprendrais, vous sortez d'en prendre. » Depuis *Cop Killer*, les services légaux de la Warner redoublent de prudence. « Redoublent ? s'écrie Ice-T. Triplent ! Quintuplent ! Décuplent ! Il se retrouve en présence d'un avocat spécialiste des crises. « Celui qui avait suivi l'affaire de la Dernière Tentation du Christ. Une grosse pointure. Il comprend bien le rap. Il connaît le moindre lyric, a une bonne connaissance de

Records qui se fait ici censurer : l'ordre de rejeter la pochette est venu de plus haut. Pour du message ? Pour des conséquences économiques et financières ? Ma colère est dirigée moins contre les groupes de pression divers que contre des gens comme [l'acteur] Charlton Heston ou [la cantatrice] Beverly Sills qui, faisant partie du conseil d'administration de Time-Warner, ont miné les choses de l'intérieur, et contre ceux qui étaient ravis de voir Warner en prendre plein la gueule et l'ont laissé se démerder tout seul : où sont donc passés Epic, Capitol, MCA ? »

Alerté de cette censure en pleine tournée, Ice-T pique une colère. Froide. « Je suis un artiste qui veut que son œuvre sorte. Le rap, c'est comme le lait, ça tourne si ça n'est pas consommé tout de suite. » Il suggère pour l'album une pochette noire, sans rien. Warner refuse. A son retour, Ice-T décide de demander l'annulation de son contrat. Au terme d'une négociation à l'amiable, Ice-T et Warner se séparent : il est dégagé des deux albums qu'il doit encore à son éditeur, il perd son show télévisé, Ice-TV, dont il a enregistré deux émissions pour la chaîne câblée HBO, filiale de Time-Warner. Rameiné à son texte original et augmenté de *It's On*, *Home Invasion* sera distribué (aux Etats-Unis) par Priority, une filiale de Capitol-EMI, qui a également sous contrat Ice-Cube et Geto Boys.

« Je n'ai, à l'heure actuelle, plus aucun rapport avec Warner », poursuit Ice-T. J'essaie simplement de récupérer mon ancien catalogue. Au bout du compte, c'est ce qui m'est arrivé de mieux. J'ai pu créer mon propre label, je vends beaucoup plus de disques ; la semaine dernière, on a gagné plus d'argent que durant toute ma carrière chez Warner. Une fois de plus, les flics se sont plantés ! »

Son départ de la Warner, cependant, et le refus du label de sortir les albums de Paris et de Kool G Rap

toujours été un paroleur habile. Dans la rue, c'était généralement moi qui discutais quand les flics nous arrêtaient. A l'école, je me débrouillais pas mal. Je pouvais, sur une syllabe, passer de l'anglais le plus BBC à l'argot de la rue. Et les prévisions sont encore plus fortes que les acteurs de Shakespeare. Quand on est mec, on est un maître en manipulation verbale. Je n'ai jamais considéré le rap comme un prétexte à danser et faire la fête. A la limite, le rythme me dérange. »

Outre Charlton Heston et les journalistes, Ice-T prend pour cible les rappeurs qui passent au pop - et ceux qui tenteraient de lui ravir sa couronne de « King rap ». « Au cas où tu l'aurais oublié, ce gangsta shit, c'est moi qui l'ai inventé ! Tu veux le mesurer à moi, New Jack ? Dégage ! Reviens dans cinq albums, là on causera ! T'es tout nouveau, t'as un tube ! En interview tu balances des conneries ! T'as été payé, t'as cédé ! T'as chuté quand ton seul tube a shunté ! » (extrait de la chanson *Watch the Ice break*). « C'est vrai, commente Ice-T, souvent les jeunes rappeurs déboulent un peu trop vite, et disent trop vite trop de conneries. Cette chanson signifie simplement : vous un peu plus loin que le bout de ton nez. » Cette nouvelle sagesse relève aussi d'une question d'âge. Le rappeur Ice-Cube (*Death Certificate*) n'a pas trente ans, Ice-T, lui... « Reposez-moi la question et je vous frappe avec ma canne ! » Quoi qu'il soit, cette maturité donne à Ice-T une perspective légèrement différente. « Ice-Cube et moi avons les mêmes rapports dans la vie que dans les *Pillards* de Walter Hill, explique le chanteur. On peut discuter et se chamailler toute la soirée, mais je l'adore. Cube a envie de foutre tout le monde en l'air, de faire chier la terre entière. Je suis plus... mûr ? Beaucoup viennent ça pour une faiblesse. Je ne cherche pas à atténuer ma colère mais à être plus précis dans



Ice-T (à gauche) et avec Ice Cube (à droite) dans « les Pillards » de Walter Hill.



l'argot, est capable d'écouter mon album et de me dire tout ce que j'y ai mis, tout ce que j'ai voulu y mettre. Et moi, je le regarde - c'est un Blanc d'environ soixante ans - et je suis totalement bluffé : rien ne lui échappe. »

Ice-T revise certains lyrics, suggère qu'on attende la fin des élections présidentielles. Il écrit d'autres chansons, dont *Gotta Love*, où, sans prononcer son nom mais en l'épelant, il parle de Darryl Gates, l'ancien patron de la police de Los Angeles. A la demande de Warner, il modifie quelque peu la chanson. L'album est retardé jusqu'en février 1993. En janvier, Ice-T présente à Warner Records son projet de pochette. Un design de style métal-hurlant décrivant Ice-T envahissant le foyer d'une famille blanche, neutralisant les parents, prenant possession de leur enfant à travers sa musique. Le joueur de flûte de Hamelin version cauchemard de l'Amérique blanche. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : la pochette est rejetée.

« Faux, s'écrie Ice-T. La pochette est acceptée par Warner Records. La preuve ? » Il bondit vers sa bibliothèque, revient avec un compact de *Home Invasion*, prêt à être distribué... sous label Warner. (C'est désormais un objet de collection : manque entre autres la chanson *It's On*, écrite au tout dernier moment). « Un disque n'arrive jamais à ce stade-là s'il n'a pas été approuvé jusqu'en haut de l'échelle. C'est Warner

signifient-ils la mort du rap hard-core sur les grands labels ? » La colère black et, plus généralement, tout ce qui s'oppose au système, ne peut être proprement lancée par des entreprises appartenant au système. Nombre de groupes sous contrat avec des majors sont en train de créer leur propre label. Je compte m'associer avec Eric B. pour monter notre propre organisation, ce qui nous donnerait le contrôle total du produit. Les bons criminels trouveront toujours le moyen de manipuler le système parce que le système est fait par des criminels : il vous suffit de reprendre leur itinéraire, déceler leurs lacunes - dès lors, vous êtes intouchable. »

« Je me suis fait violer par l'industrie. Pour *New Jack City*, j'ai été payé 28 000 dollars. Le film en a rapporté 60 millions ! Et moi, je devrais avoir honte de m'être acheté une maison ? ! Prenez n'importe quel grand dealer de drogue ou gangster ! Lui aussi, habite un manoir sur la colline. Ça l'empêchera pas de vous alimenter, cet enfoiré ! »

« Les mômes des quartiers, eux, sont ravis : ça signifie qu'ils peuvent comme moi aller de A à B. Faut simplement faire travailler ce qu'on a dans le crâne. Je n'exploite pas les quartiers en en parlant, au contraire, je l'exploiterais si je n'en parlais plus. Si j'avais le souci de ma carrière, je ne parlerais pas comme je le fais. »

Dans *Home Invasion* comme dans tous ses albums, Ice-T témoigne d'une étonnante agilité verbale. « J'ai

ima rage. Je dis que si nous devions partir en guerre, les choses sont si confuses que nous tueries quiconque n'appartenait pas à la même race, à la même couleur, à la même préférence sexuelle. Nous ne savons pas qui est du même côté que nous. »

Alors que d'autres rappeurs donnent dans le juron pour le plaisir du son, Ice-T construit de véritables scénarios. « Si vous me demandiez comment je définirais ma musique, je vous dirais que ce sont des bandes-son, des bandes-son de la vie. Je vois chacune des images que je vous raconte. Je la vois, je la vis. L'attention au détail est ce qui fait la valeur du rap hard-core. » Dans *Addicted to Danger*, il avoue que la violence le terrifie mais aussi l'excite. Plus loin, il se prend pour sujet et *That's How I'm living* (C'est ainsi que je vis) est une sorte d'autobiographie : « Je parle de ceci non sans hésitation/bien que depuis, il y ait eu prescription. » Mais j'ai conservé un esprit de criminel. Parfois j'entre dans un magasin, et j'observe. Les gens. Leurs montres, leurs bagues. Et je me dis « Man, qu'est-ce que tu fous ? » Ou si j'entre dans un immeuble, j'en examine presque automatiquement le système d'alarme. C'est dans mes veines. On me dit : « Arrête, t'es pas un gangster, t'as un enfant. » Moi je réponds : « Pourquoi, si Al Capone écrivait un bouquin, il ne serait plus gangster mais auteur ? »

HENRI BÉHAR

Jeanne

Jeanne



* Chiffres : le Film français.

100

100

1. *Phragmites* spp. (Poaceae)

This image shows a blank white page. There are dark horizontal bands at the top and bottom edges, which appear to be scanning artifacts or the edges of the paper. No text, figures, or other markings are present on the page.

de
EGHERS et PERU
du 12 mars au
Jeanne
de Jean-Claude Fall d'A

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Dialogue avec une jeune fille morte

de Jacques Hiver, d'après Gilbert Cesbron, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Jacques Deschamps, Hélène Roussel et Claire Borel.

Conversation entre rêve et réalité. Essai de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, 4. A partir du 13 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-78-48-42. De 21 F à 160 F.

Dialogues insolents

de Rufus, mise en scène de Frédéric Gervy, Emmanuel Malik Agoum et Olivier Caland. Rufus n'écrit pas que pour lui, son humour flâneur convient à tous ceux qui aiment l'insolence et l'insolite. Bory-Zibre, 63, bd de Belleville, 11. A partir du 10 avril. Les mercredi, jeudi et samedi à 21 h 30. Tél. : 43-57-51-55. De 90 F à 80 F.

Hasard

d'après Italo Calvino, mise en scène de Véronique Veuillot, avec Otilie Escher, Françoise Bernard, Emmanuel Truchet, Laurent Dautch, Marion Oudin, Claire Fauriol, Pascal Gervier, Carole Aquier et Christine Worm. Italo Calvino aime les zones d'ombre des rapports entre hommes et femmes, entre les humains d'une façon générale. Ici, il raconte pourquoi quelques-uns de ces humains sont réunis dans un château au bord de la mer. Pourquoi, et ce qu'il en advient. Danco, 108, rue de Chevaleret, 13. Le 13 avril, 20 h 30 (et les 14, 15, 16 et 17). Tél. : 45-84-72-00. 70 F et 100 F.

L'homme qui n'avait plus d'amis

de Robert Gravel, mise en scène de l'auteur, avec Daniel Brière, Violette Chauveau, Robert Gravel, Jacques L'Heureux, Alexis Martin, Robert A. A. Paquette, Luc Savoy et Guy-Louis Tremblay. La vie sans intérêt d'un jeune cadre dynamisé par le talent d'un auteur. Un Canadien qu'on ne connaît pas encore. Dans le cadre des trois semaines d'échanges internationaux. Théâtre 85, av. de la Grande-Ecole, 95000 Cergy-Pontoise. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée jeudi à 14 h 30. Tél. : 30-89-11-99. 80 F et 100 F. Dernière représentation le 10 avril.

On va faire la cocotte. Mais n'te promène donc pas toute nue

de Georges Feydeau, mise en scène d'Eric Pann, avec Danielle Carton, Emilie Flory, Isabelle Leroy, Natacha Roux, Stéphane Fourmond, Jean-Christophe Roux et François Savitz. Feydeau encore, et pourquoi pas, il n'a tant écrit, et des pièces si drôles. Théâtre de Nante, 8, rue de Nante, 6. A partir du 10 avril. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 46-34-01-04. Durée : 1 h 15. De 70 F à 85 F.

Schubert, le voyageur de l'hiver

d'Alf Bunn Kalou, mise en scène de l'auteur, avec Gérard Andrieux, Jean-Devid Beuchamp, Jacques Cernellier, Philippe Cohen, Jean-Philippe Daguerre, Pascal Durand, Sophie Hieronimus, Shoen Fou Lin, Ralph Zinner, André Cohen et Igor Loeff (doublé), Fadi Agier (violoniste) et Olivier Parin (violoncelle). Carambolage entre ce qui se passe dans la tête, dans la vie, dans la folie du compositeur.

Le Trianon, 80, bd Rochechouart, 18. A partir du 13 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-06-63-68. 80 F et 120 F.

Le Silence, Elle est là

de Nathalie Sarraute, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Françoise Seigner, Béatrice Daurin, Gérard Giron, Marline Chevalier, Sylvie Bergé, Jean-Baptiste Melarte, Olivier Dautrey, François Benoit, Christine Fassin, Roland Barin et Jean Desarmes. Lire page 26.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, 6. A partir du 8 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-59-14-44. De 55 F à 120 F.

Le Ticket du pressing

de Philippe Pesson, mise en scène de Philippe Pesson, avec Pascal Thomas. « On a tous un jour perdu quelque chose. Comment en faire un jour sans tomber dans la caricature ? En brossant le quotidien et la folie ordinaire. »

La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-Fer, 5. A partir du 13 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-07-22-11. 80 F et 100 F.

Paris

L'Aide-mémoire

de Jean-Claude Carrière, mise en scène de Bernard Murat, avec Jean Bideau et Pierre Arditi. Un nouveau couple pour la même rencontre d'une étrange intruse et d'un homme pressé.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-23-27-21. De 250 F à 110 F.

Ariquin serviteur de deux maîtres

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jean-Louis Thénier, avec Muriel Solovy, Pascale Barakat, Thierry Belnet, Eric Bougon, Nathalie Dauchez, Eric Digne, Yves Gourel, Renaud Darnier, Vincent Solignac et Pascal Vaneux. La pièce la plus fameuse de Goldoni, entre comédie et commedia dell'arte, revisitée avec brio.

Théâtre Silvia Monfort, 106, rue Brancion, 15. Du mardi au samedi à 20 heures, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 45-31-10-96. 90 F et 120 F.

Le Banc

d'Hervé Lobau, mise en scène de Tora Dupré, avec Marthe-Hélène Raulin et Hervé Lobau. Rencontre, mariage, ennui, disputes, réconciliations, presque sans mots, mais avec le charme.

L'Européen, 6, rue Blot, 17. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 43-67-29-99. 60 F et 100 F.

Ce qui arrive et ce qu'on attend

de Jean-Marie Besset, mise en scène de Patrick Karlat, avec Christophe Malavoy, Marie-France Pissier, Sabine Haudopin, Samuel Labarthe, Philippe Etasse, Jacques Connort et Frédéric Caron. Contraintes du pouvoir, rapport de force, ambition et passion. C'est tout ce qui compte dans la vie, et c'est ainsi que l'on fait souffrir et que l'on souffre. Café-Montparnasse, 26, rue de la Gaité, 14. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-18-18. De 220 F à 120 F.

Contes d'avant Poulbi

d'après Isaac Bashevis Singer, mise en scène de Jean-Luc Porzec, avec Valérie Dalbore, Isabelle Paris de Oliveira, Camille Grandville, Philippe du Janerand, Alain Langlet, Christophe Odent, Catherine Benhamou, Eric Prat, François Mommie et Jean-Marc Talbot. Pour écouter Bashevis Singer, pour découvrir les feintes douceurs de la sagesse et de l'humour. Théâtre de l'Est parisien, 169, av. Gambetta, 20. Le mercredi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Tél. : 43-84-80-80. Durée : 1 h 40. 80 F et 130 F. Dernière représentation le 8 avril.

Le Faiseur

d'Honoré de Balzac, mise en scène de Jean-Paul Roussillon, avec Michel Aumont, Simon Eline, Alain Pralon, Catherine Riegel, Nicolas Gilberg, Yves Gasc, Muriel Mayet, Véronique Villa, Alberte Auvray, Michel Favory, Pierre Vial, Jean-Pierre Michéa, Eric Frey, Christian Blanc et Philippe Torronet. Les vertus de la Comédie humaine sur scène. Comédie-Française - salle Richelieu.



« L'Epidémie », mise en scène de Michel Raskine, à la Comédie de Caen.

place Colette, 1. Le 11 avril, 14 heures : le 13, 20 h 30 (et les 15, 17, 20, 22, 25, 28, 29 et 30). Tél. : 40-15-00-15. De 160 F à 45 F.

L'Homme qui

de Peter Brook, d'après Olivier Stacks, avec Maurice Benichou, David Bonnard, Sotigui Kouyate, Yohji Oda et Mahmoud Tahiri-Zadeh. D'après la description minutieuse de comportements bizarres par un neurologue sensible à l'humain, un extraordinaire travail d'acteurs. Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-07-34-50. De 80 F à 90 F.

John Gabriel Borkman

d'Henrik Ibsen, mise en scène de Luc Bondy, avec Michel Piccoli, Bulle Ogier, Neda Strancar, Roland Amstutz, Bernard Nisselle, Catherine Frot et Christine Vauloup. Destin d'un condottiere, d'un visionnaire enfoncé dans les délices de ses rêves, déchiré entre deux femmes qui l'aiment et ne lui pardonnent rien. Une pièce dense, des acteurs fabuleux, une mise en scène fascinante.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claude, 6. Du mardi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. Durée : 3 heures. De 150 F à 30 F.

Madame Klein

de Nicolas Wright, mise en scène de Brigitte Jacques, avec Michel Piccoli, Dominique Sarda et Dominique Reynaud. Affrontement de trois femmes à propos de la mort d'un jeune homme. Trois psychanalystes, et un trio de comédiennes supérieures. Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 14. Du mardi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Maupassant... Mon bel ami

de Lucien Codignola, mise en scène de Michel Domeneau, avec Gérard Bergey, Sophie Caffari, François Cognard, Michel Domeneau. Conversation à propos de femmes, entre Flaubert sans Madame Bovary, Maupassant déçu par la maladie et son double cynique, Bel-Ami. Fondation Deutsch-de-la-Meurthe, 37, bd Jourdan, 14. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-89-38-89. De 55 F à 95 F. Dernière représentation le 10 avril.

Mort à la guerre en temps de paix

d'après Svetoslav Aleksovitch, avec Magali Bonnet, Claire Boge, Stéphane Bonyan, Henri Boyer, Armand Chagot, Paul Descombes, Caroline Gascione, Ghislain Maccoco. Des soldats soviétiques de retour d'Afghanistan racontent. Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14. Du jeudi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-89-38-89. De 55 F à 95 F. Dernière représentation le 10 avril.

Théâtre Montorgueil, 46, rue Montorgueil, 2. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-71-37-58. 70 F et 110 F.

The Pitchfork Disney

de Philip Ridley, mise en scène d'Anne Torbet, avec Jérôme Kircher, Claire Laine, Jean Lorrain et Mohamed Roubil.

Sombre histoire d'enfants qui jouent à se faire peur dans le noir, qui mangent du chocolat et des cafards, qui voudraient tant aimer. Un délectable cauchemar d'humour anglais. Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

La Tonnelle

d'Hermann Ungar, mise en scène d'Agathe Alessi, avec Laurence Bienvenu, Christophe Deloche, Jean Legout, Michel Oulmet, Perle Pottier, Thérèse Quenlin et Dimitri Radtschewitch.

Ne pas manquer les dernières représentations du double spectacle d'Agathe Alessi, joué en alternance : l'histoire d'une jeune fille qui rêve de se faire dépecer sous la tonnelle, et celle d'une jeune femme qui débarque dans un hôtel tenu et habité par des gens en pleine décadence. Deux modèles d'ironie cinglante. Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Garches. Tél. : 47-93-28-30. 90 F et 110 F. Dernière représentation le 10 avril.

Woyzeck

de Georg Büchner, mise en scène de Christian Benedetti, avec en alternance Christian Benedetti et Michel Fouquet, Véronique Vellard, Brigitte Baniay, Gilles Duo. Héroïne énigmatique du soldat qui assassina sa femme. Cartoucherie-Théâtre du Chaudron, route de Champ-de-Manœuvre, 12. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-97-04. 80 F et 100 F.

Régions

Le Caporal Tonnellier

d'après Louis Berthas, mise en scène d'Adel Haidar, avec Philippe Orpéin et Michelle Bréa. Les confidences d'un brave piquier de la Grande Guerre, lampiste de tous les temps. Comédie de Picardie, 62, rue des Jacobins, 80000 Amiens. Les 8, 9, 10 et 13 avril, 20 h 30 (et les 14, 15, 16 et 17). Tél. : 22-92-94-95. De 60 F à 110 F.

Chant du bouc

de François Tanguy, mise en scène de l'auteur, avec Frode Sjøstrand, Laurence Chabla, Patrick Comès, Yves-René Genod, Muriel Hély, Jean Rochereau, François Tanguy et Nadia Vonderheyden. François Tanguy s'exprime par images, par tableaux graves et beaux, qui racontent des histoires de vie, de mort, d'amour, de regrets, de tendresses, de joie.

Comédie de Reims, 3, chaussée Bocquaine, 51000 Reims. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 26-40-45-45. 70 F et 110 F. Dernière représentation le 10 avril.

Le Procès de Jeanne d'Arc

d'après Bertolt Brecht, Anne Seghers et Claude Péguy, mise en scène de Jean-Claude Fall, avec Sophie Miran, Anne Brisaler, Geoffrey Caray, Véronique Choquet-Auby, Jean-Jacques Desjard, Charles Givert, Daniel Emilevitz, Pascal Journaux, Jean-Jacques Lévassier, Anne Madeline, Pierre Martot, Yasmine Modestine et Olivier Pank. Portrait par auteurs interposés d'une vraie femme, devenue héroïne légendaire, malmenée, récupérée, comme tous les symboles. Théâtre Jean-Vilar, 9, av. Your-Gagarine, 94000 Vitry-sur-Seine. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-43-17-17. De 40 F à 100 F. Dernière représentation le 10 avril.

Quai Ouest de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Thierry de Peretti, avec Vanessa Gregory, Thomas Roux, Christophe Veillon, Paulin Foualem Fodouop, Thierry de Peretti, Aurélie Verillon, Juliette Meynias et Jean-François Bédard.

Il y a des jeunes qui espèrent encore, il y a des vieux, à bout de souffle. Il y a des gens arrivés au bout de la route. Espace Paris-Plaine, 13, rue du Général-Guillaumet, 15. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-43-01-82. Durée : 2 heures. 80 F et 75 F. Dernière représentation le 11 avril.

Quelque chose de pourri dans le royaume

d'après Fritz Zorn, mise en scène de Clotilde Ramondou, avec Hervé Falloux. Soliloque d'un jeune homme riche, cultivé, sage et rebelle tout à la fois, rongé par un cancer, et qui fait de son mal une raison de vivre, quand même. Théâtre Montorgueil, 46, rue Montorgueil, 2. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-71-37-58. 70 F et 110 F.

Des siècles de paix

mise en scène d'Olivier Parin, avec Simone Sadin, André Guenhit, Simone La Gourrière, Olivier Parin, Abdallah Badia, Freddy Kenza, Olivier Marthelat, Florence Limoges et Dominique Triguat. Un humaniste pacifiste évoque les temps de guerre : ça n'est pas triste.

Théâtre Garonne, 1, uv. du Château, 31000 Toulouse. Le 13 avril, 21 heures (et les 14, 15, 16, 17, 18, 20, 22, 23 et 24). Tél. : 61-42-33-99. 90 F.

L'Epidémie ; Un rat qui passe

d'Agota Kristof, mise en scène de Michel Raskine, avec Anne Alvaro, Philippe Bombled, Marie-Christine Orry, Christian Dillaud, Frédéric Lecomte, Yves Robin, Anne Feller, Charles Nelson et Judith Guiller. Entre l'épidémie de suicides qui décime un village et les états d'âme d'un juge cynique, l'humour froid d'Agota Kristof, la vitalité d'un spectacle fougeux.

Comédie de Caen-Théâtre d'Hérouville, 41, rue Froide, 14000 Caen. Les 7 et 8 avril, 19 h 30 : les 9 et 10, 20 h 30. Tél. : 31-47-39-00. De 100 F à 52 F. Dernière représentation le 10 avril.

Faust

de J. Wolfgang Goethe, mise en scène de Dominique Pitoiset, avec Jean-François Sivadier, Hervé Pierra, Claude Guyonnet, Nadia Fabrizio et Chantal Neuwirth.

Première version d'un chef-d'œuvre. Moins de réflexion, plus de vivacité, de simplicité, de gaieté. Un talent de metteur en scène affirmé, un duo Faust-Méphisto somptueux, dans une distribution magnifique. Théâtre du parrain Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Les 7 et 8 avril, 19 h 30 : les 9 et 10, 20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. 95 F et 105 F. Dernière représentation le 10 avril.

Figaro Divorce

d'Odón von Horvath, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Georges Bigot, Isabelle Candellier, Serge Vallard, Anne Sae, André Talley, Paul Ailla, Patrice Bernard, Dominique Guillard et Eric Jacquet. Figaro est un vrai personnage de théâtre, suffisamment riche pour que chacun puisse le tirer vers soi. Acteurs, metteurs en scène, Et même auteur, pour inventer son propre Figaro.

Théâtre des Iles-Centre national de création, rue des Faisceaux, 93000 Montreuil. Le 13 avril, 20 h 30 (et les 14, 15, 16 et 17). Tél. : 70-03-86-18. 60 F et 90 F.

La Nuit italienne

d'Odón von Horvath, mise en scène de Dominique Freydetout, avec Jacques Albrecht, Armando Alvès, Georges Carillo, Marielle Coubaillon, Jean-Louis Debar, Monique Jouvancy, Anne Plunet, Dominique Tourné, Patrick Gay-Bellie, Catherine Jouglar, Guy Durand, Maryse Montant, Georges Montant, Sylviane Margarit, Patrick Peyrat, Richard Ryan, Jérôme Beel et Hélène Reza. On joue beaucoup Horvath ces derniers temps. Tant mieux, on le connaissait vraiment trop mal.

Entrepôt, rue du Pré-la-Reine, 93000 Clamart-Ferrand. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 73-30-82-00. 80 F et 100 F.

DERNIÈRES

BRECHT / SEGHERS et PEGUY

le procès de

du 12 mars au 10 avril

Jeanne d'Arc

Mise en scène de Jean-Claude Fall

TGP

42 43 17 17

MOGADOR

LES RUSTRES

APRES LE TRIOMPHE A CHAILLOT REPRISE AU THEATRE MOGADOR AVEC DOMINIQUE LAVANANT

LOCATION : 48.78.04.04

AGENCE MOGADOR

LA SÉLECTION

Quincailleries

de Jacques Gambin, mise en scène d'Yves Balin, avec Jacques Gambin. Des souvenirs pleins de l'énergie de l'enfance, pleins de gaites sans gentillesse excessive.

MJC Novel, pl. Annapur, 74000 Annecy, le jeudi 20 h 30. Tél. : 50-23-06-12. 60 F et 95 F.

La Remise

de Roger Planchon, mise en scène d'Alain Françon, avec Anne Bernot, Pierre Berton, Hervé Bréant, Jean-Yves Chastelle, Gilles David, Milla, Denier, Maria Dancroche, Jean-Claude Durand, Vincent Garanger, Barbara Jung, Guillaume Levesque, Alain Llocht, Christina Muriho, Martine Thébaud, Dominique Valodé et Claire Wautour.

Enquête sur un suicide, par retours en arrière, par fragments de vies désemparées, par évocation de rêves avortés, d'espoirs vivaces. Les personnages sont là, vivants, troublants, parfois drôles, toujours étonnants. Dans la mise en scène d'Alain Françon (créée à Chambéry et Annecy) la pièce de Planchon prend une dimension de classique. Pendant le même temps, dans la petite salle du TNS Gilles David joue à 19 h les inénarrables monologues de Feydeau, *Saute-muraille*.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg, le 13 avril, 20 h 30 et les 14, 15, 16 et 17. Tél. : 88-35-44-52. De 125 F à 65 F.

Sans Titre

de Federico Garcia Lorca, mise en scène de Jean-Louis Houdin, avec Franck Collin, Anne Cuano, Caroline Gasser, Jean-Louis Houdin, Doris Krog, François Marjot, Michel Tesson et Claude Vulliamy.

Dedans le théâtre, dehors la révolution et que se passe-t-il quand les murs tombent ? Une comédie puisque ça se passe au théâtre.

Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon, le 13 avril, 20 h 30 et les 14, 15, 16 et 17. Tél. : 90-30-12-12. 95 F et 105 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard

DANSE

Carolyn Carlson

Comédie Rien d'intimide Carlson : cette création s'inspire de la Divine Comédie de Dante. Sur une musique de Michel Portal.

Théâtre de la Ville, jusqu'au 17 avril, 20 h 30, le 18 à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. 95 F et 150 F.

Biennale du Val-de-Marne

La Biennale s'achève en beauté avec le duo culte de Bouvier et Obadia, *Welcome to Paradise* (1). Et avec une création de Pierre Droulers, dont on avait

bien aimé les récents *Petits Faucets : Jambes de l'automne* (2).

(1) Théâtre Romain Rolland de Vincennes, le 8 avril, 20 h 45. Tél. : 47-58-20-02. (2) Centre culturel Aragon-Troiet d'Orly, les 8 et 9, 20 h 45. Tél. : 48-86-17-04. De 60 F à 100 F.

Shiro Dalmon

Salomé Komachi Un danseur et chorégraphe japonais formé d'abord au kabuki et au nda. « Seul le moment théâtral permet à l'homme de se métamorphoser en femme », dit-il à propos de *Salomé*.

Théâtre de l'Ecole Internationale de mimodrame Marcel Marceau, du 13 au 17 avril, 20 h 30. Tél. : 42-02-32-82 et 47-34-28-68. 80 F et 120 F.

Ballet-Théâtre de Bordeaux

La *Mandarine merveilleuse*, le Châteauneuf de Bordeaux. Un spectacle opéra-ballet dédié à Bartok, avec le Mandarin dans une nouvelle chorégraphie de Istvan Herzog, et le Châteauneuf chanté par Mihály Kalmandi et Katalin Szendrenyi. L'Orchestre national Bordeaux-Aquitaine est dirigé par Alain Lombard.

Bordeaux, palais des sports, les 15 et 16 avril à 20 heures, le 18 à 14 h 30. Tél. : 56-48-58-54. De 75 F à 220 F.

Dix chorégraphes à Marseille

Invités par Marseille Objectif Danse, dix jeunes chorégraphes présentent chacun une pièce d'environ dix minutes.

Marseille, Théâtre des Bernardines, les 8 et 9 avril, 21 heures. Tél. : 91-90-41-42. 60 F.

Angelin Preljocaj à Lyon

Hommage aux Ballets russes Aussitôt après leur création à l'Opéra de Paris, *Parade* et *Le Spectre de la Rose* « revisités » par Preljocaj, avec la reprise de ses formidables Noces.

Lyon, Maison de la Danse, les 13 et 15 avril à 20 h 30, le 14 à 19 h 30. Tél. : 78-75-88-88. 100 F et 120 F.

Festival de danse contemporaine à Lille

Jean Gaudin avec les *Poupières rebelles*, d'après *On achève bien les chevaux* (1); bancs d'essai internationaux de jeunes chorégraphes (2); la compagnie Baguet avec *So Schnell* et *One Story as in Falling* (3); Jean-François Duroure avec *Le Sabot* et *l'Examen* (4); la compagnie canadienne O Vertige/Cometie Lamm avec la *Chambre blanche* (5).

Lille : (1) Opéra, le 9 avril, 20 h 30. (2) Opéra, le 10 à 17 heures, les 14 et 15 à 18 h 30. (3) Opéra, le 13, 20 h 30. (4) Le Grand Bleu, le 14, 20 h 30. (5) La Rose des Vents, Villeneuve d'Ascq, le 15, 20 h 30. Tél. : 20-78-12-02. De 60 F à 110 F.

Ballets de Monte-Carlo

Lamento, *Bêtes Noires*, *Le Fils prodigue* Deux créations coécrites en collaboration par un chorégraphe et un écrivain : Nicolas Musin et Bertrand Visage pour *Lamento*, Jean-Christophe Maillot et Jean-Marie La Clavetine pour *Bêtes Noires*. Et le toujours magnifique, prophétique *Fils prodigue* de Balanchine.

Monte-Carlo, salle Garnier, les 10 et 12 avril à 20 h 30, le 11 à 16 heures et 20 h 30. Tél. : 92-18-22-99. Le 10, de 110 F à 300 F, les 11 et 12 de 90 F à 200 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

MUSIQUE

Classique

Mercredi 7 avril

Mozart

La Flûte enchantée David Randell (Tartarin), Cynthia Heyman (Papageno), Philippe Duminy (Papageno), Anne Constantin (Papageno), Cyndie Sieden (la Reine de la Nuit), Valter Vogel (Monsieur), Corneille Hauptmann (Frosch), Erich Knott (Serrano), Maîtres des Hauts-de-Seine, Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Friedemann Layer (direction), Robert Wilson (mise en scène), Andy De Groot (chorégraphie).

Reprise de l'une des bonnes productions de la Bastille. Friedemann Layer est un pupitre de l'Orchestre de l'Opéra. Soutenu par cet excellent chef d'orchestre de disposer de la meilleure formation maison.

Opéra Bastille, 19 h 30 (+ les 8 et 12). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 570 F.

Jeudi 8

Haydn

Les Sept Dernières Paroles du Christ Cherubini Quartet. Bel exemple de non-coordination de la vie musicale parisienne. A 19 heures, donc, le Quatuor Cherubini joue les *Sept Dernières Paroles du Christ* à l'auditorium des Halles. Une heure plus tard, c'est au tour des Parisiens de donner la même œuvre, à l'Opéra Bastille. Les Parisiens offrent toutefois deux avantages : un récitant dans les *Dernières Paroles* et un quatuor en ouverture. Mais le Quatuor Cherubini est plus aguerri que le Parisi, et son concert commence une heure plus tôt... Difficile de choisir.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Campra

Hymne du jeudi saint *Antienne à la Sainte Vierge du temps pascal* *Motets*

Ensemble baroque de Limoges Christophe Coin (violoncelle, direction).

Loin de Paris et de son tumulte, Christophe Coin et ses musiciens de l'Ensemble baroque de Limoges réalisent un travail remarquable qui leur a valu d'être élus, à Madrid, l'an dernier, comme les nouveaux maîtres de la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin

sur la culture se penchaient-ils enfin



Miguel Angel Estrella.

sérieusement sur la musique baroque ?

Tél. : 42-96-05-01. Université Paris-Jussieu, 20 heures.

Canat de Chizy

De Noche, création

Corregla

Vas, création Alain Meunier (violoncelle), Orchestre philharmonique de Radio-France, Denis Cohen (direction).

La Radio crée beaucoup, c'est bien. Mais il faudrait que ces créations soient associées à de grands œuvres du répertoire et données dans de grandes salles de concert.

Mais la Maison ronde pallie ce manque en enregistrant et en diffusant, autant que son audimat le lui permet, ce qu'elle crée.

Maison de Radio-France, 19 heures. Tél. : 42-30-15-16.

Mahler

Des Knaben Wunderhorn, extraits

Schubert

Symphonie n° 9 la Grande

Jard Van Nes (mezzo-soprano), Orchestre national de France, Friedemann Layer (direction).

Friedemann Layer passe de la Bastille au TCE pour remplacer Libor Pesek, sou-

Miguel Angel Estrella n'est pas le pianiste le plus virtuose du monde. Il en est peu, cependant, qui jouent avec une telle simplicité, un son qui va à l'essentiel. Il jouera Couperin, Rameau, Heindel, Bach, Aguirre et Chopin, le 11 mai prochain au Centre des arts et loisirs du Vésinet. Tél. : 34-80-19-69.

frant, Mahler, Schubert, on ne les entend jamais assez, mais l'on regrette que certains compositeurs majeurs de notre siècle soient si rarement programmés. A quand un festival Sibelius ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 50 F à 175 F.

Haydn

Quatuor à cordes op. 42

Les Sept Dernières Paroles du Christ François Marjot (récitant), Quatuor Parisi.

(Lire et entendre la note consacrée au Cherubini Quartet)

Opéra Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. 95 F.

Mardi 13

Kaleci

Schubert, le voyageur de l'hiver

Gérard Andrieux, Jean-David Banchaux, Jacques Cansefier, Philippe Cohen.

Jean-François Daguette, Pascal Darcel, Sophie Hiernimius, Shau Fou Lin, Ralph Zaiser (comédiens).

André Cohen, Igor Lavoff (piano), Fraïd Agler (violin), Olivier Perrin (violoncelle), Ali Ihsan Kaleci (mise en scène).

Opéra Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. 95 F.

Festivals classiques

La première vague

MusicaVoix à Evreux

Récital de la soprano Jo Ann Pickens (Strauss, Liszt, Saint-Saëns, Negro Spirituals) ; le 8, 20 h 30. Lecture-concert d'œuvres de Jacques Rabier : le 9, 19 heures. Création de P.-A. Casteret : le 9, 20 h 30. *Requiem* de Robert Schumann (direction) : le 13, 20 heures ; Franck Bernède : la voix du violoncelle (Bach) : le 13, 21 h 30. *Laurent par l'Ensemble Aleph* : le 14, 20 h 30. Concert du GRAME de Lyon et du Quatuor Ravel : le 15, 20 h 30. Salle du Cadran, tél. : (16) 32-29-63-00. De 35 F (groupes) à 100 F.

Semaine sainte à Caen

Lamentation par la *Sattimans Santa* d'Alessandro Scarlatti, par le Parlement de musique, Martin Gestar (direction) ; le 8 avril à 20 h 30. Deux oratorios de Johann Christoph Bach par l'orchestre et les chœurs du Fandamento, Paul Ombrecht (direction) : le 9, 20 h 30. Œuvres de Schütz par la Maîtrise de Caen, Robert Widdie (direction) : le 10 à 12 h 15. Toujours Heinrich Schütz par l'Ensemble Sagittarius, Michel Laplante (direction) : le 10, 20 h 30.

Caen, église Notre-Dame-de-la-Gloriette. Tél. : (16) 31-30-76-20. De 50 F à 80 F.

Semaine sainte en Arles

Œuvres de Domenico Mazzocchi, Leonardo Leo et Niccolò Jommelli par Les Talents lyriques, Christophe Roussel (direction) : le 8, Liszt, Scelsi et Trois motets d'Alain Feron par MusicaVoix, Roland Hayrabedian (direction) : le 9. Campra, Couperin par l'Ensemble baroque de Limoges, Christophe Coin (direction) : le 10, 21 heures.

Arles, chapelle Saint-Martin-du-Méjan. Tél. : (16) 90-96-38-35. De 90 F à 120 F.

Printemps des arts de Monte-Carlo

Ballets de Monte-Carlo : les 10, 11 et 12, 20 h 30, salle Garnier. *Le Massie* de Heindel, *Messe en si mineur* de Bach, par les chœurs de Wurttemberg et l'Ensemble Stuttgart : les 14 et 16, 21 heures, église Saint-Charles. Vivaldi, Poulenc, Stravinsky, Camilo par l'Orchestre de Monte-Carlo, Katia et Marielle Labèque (piano), Ronald Patterson (violin), Lawrence Foster (direction) : le 18, 18 heures, auditorium. Meïssa Quartet, le 24, 21 heures, salle Garnier. Orchestre de Monte-Carlo : Truis Mork, violoncelle, John Nelson (direction) : le 25, 21 heures, salle Garnier. Monteverdi par la Capella Reial et Hespérion XX, Montserrat Figueras, soprano, Jordi Savall (direction) : le 27, 21 heures, salle Garnier. Récital Montserrat Caballé, soprano : le 29, 21 heures, salle Garnier.

Monte-Carlo. Tél. : (16) 93-15-83-03. De 50 F à 1 000 F.

Pâques musicales d'Aix-les-Bains

Auxois de Heindel, Les Musiciens du Louvre, direction Marc Minkowski : le 11, 20 h 30, église Notre-Dame. Le Parlement de musique, direction Martin Gestar, Martina Lins, soprano : le 12 à 20 h 30, prieuré du Bourget-du-Lac. Il Giardino Annorico, Guillemette Laurans (mezzo) : le 18, 20 h 30, prieuré du Bourget-du-Lac. Ensemble William Byrd, direction Graham O'Reilly :

le 17, 21 heures, cathédrale. Il Seminario Musicale, Gérard Lesne (alto) : le 18, 16 heures, Théâtre du casino.

Aix-les-Bains. Tél. : (16) 79-88-99-80. De 120 F à 180 F.

Jeunes solistes à Arcachon

Laurent Cabasso (piano) : le 11. Xavier Philipps (violoncelle), Marie-Joséphine Jude (piano) : le 14. Katia Skanavi (piano) : le 16. Pascal Maragou (clarinette), Laurent Korcia (violin), Laurent Cabasso (piano), Sonia Wladimir (violin), Laurent Korcia (violin) et Vanessa Wagner (piano) : le 21. Ivo Pogorelich (piano) : le 23, 20 h 45. Palais des Congrès, salle des Ambassadeurs.

Arcachon. Tél. : (16) 56-83-17-20 (service « assistance »).

Polychromy à Villeneuve-d'Ascq

Théâtre musical de Mauricio Kagel par le TAM Theater : le 13, 14 h 30 (scolaires) et 20 h 30, université Lille-III. Musique française des années 1988 à 1991 par l'Ensemble Polychromy, Nvart Andreassian (direction) : le 14, 20 h 30, La Rose des Vents. Percussions par la formation suédoise Kroumata : le 15, 20 h 30, université Lille-III. Café-concert/improvisation par l'Ensemble Polychromy et Michel Doneda, saxophone : le 18, 20 h 30, La Rose des Vents.

Villeneuve-d'Ascq. Tél. : (16) 20-05-36-75. De 10 F (scolaires) à 90 F.

Fêtes musicales de Biarritz

Katia et Marielle Labèque (piano) : le 27. Orchestre du Capitole de Toulouse, Michel Plasson (direction) : le 29. Pierre Amoyal (violin), Pavel Gililov (piano) : le 30. Ballets d'Eusebi : 1^{er} mai, 21 heures, palais des Congrès.

Biarritz. Tél. : (16) 59-22-20-21. Forfait deux personnes hôtel + spectacle : de 700 F (une nuit) à 5 000 F (cinq nuits).

A L'ÉTRANGER

Les concerts de l'Académie de Prague

Sandor Vegh dirige les étudiants de l'Académie, récita du pianiste Charles Rosen, musique de chambre en compagnie des pianistes Dazb Rankl, Edit Kuklon, Homéro Franceschi, de Gérard Causé, alto, du quintette à vent Moraguel... Jusqu'au 12 avril, en matinée (11 heures) ou en soirée (19 heures), château de Dobris près de Prague, tél. : 49-27-91-47.

Festival de Pâques de Salzbourg

Faust, de Verdi, mise en scène Luca Ronconi, direction Sir Georg Solti, 12 avril, 18 heures. Concerts avec la Philharmonie de Berlin, les chœurs de l'Opéra de Vienne, direction Claudio Abbado, les 9, 10 et 11 avril, 18 h 30. Récital Plácido Domingo, accompagné par Sir Georg Solti au piano : le 11 à 11 heures, Grosses Festspielhaus, tél. : (19) 43-682-80-45-381. De 400 à 1 300 schillings pour le récita. Prix de groupe pour une représentation d'opéra et trois concerts : de 2 000 à 9 300 schillings (un schilling vaut 0,50 F).

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à 11 heures.

DINERS

RIVE DROITE

RELAIS BELLMAN 47-23-54-42 Jusqu'au 22 h 30. Salle climatisée. Cuisines françaises traditionnelles. Les RAVIOLES DU 37, rue François-1^{er}, 9^e arr. dim. ROYAN. Sals aux conques. FILET A L'ESTRAGON. Glaces de jout. Menu 160 F à 220 F.

RIVE GAUCHE

LE MAHARAJAH 43-54-26-07 L'INDIE SUCCULENTE en 72, bd St-Germain, 5^e arr. Mouton, T.L.I. de 12 h à 23 h 30, ven., sam., dim., 1^{er} h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F. Sals : merguez, coquilles, écrevisses.

RESTAURANT THOUVENOT 47-05-49-75 Spécialité de confit de canard et de choucroute au confit de canard. Service jusqu'à 11 heures. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 11 heures. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS T.L. 43-36-89-36 9, pl. St-André-des-Arts, 6^e - SALONS CHOUCRUTES, GRIELLES, FLAMMECÔTE, POISSONS DÉGUSTATION D'HERBES ET COQUILLAGES. Pâtisseries - Glaces crues d'Alsace.

مكتبة من الأصل

Mort à la guerre en temps de paix...
HARNET

DE LA SEMAINE

La FNAC produit ce spectacle en associant à l'ANPE spectacles afin de donner leur chance à des comédiens peu connus, mais expérimentés. Ce Schubert voyageur de l'hiver associe texte, musique, danse et est mis en scène par un jeune Turc.

Le Tréport, 20 h 30. Tél. : 48-06-63-68. Location FNAC. De 80 F à 120 F.

Sariat
Mozart
Symphonies n° 38 « Prague » et n° 39
Orchestre national Bordeaux-Médoc (A. Lombrail, direction).

Un mini-festival Mozart, à Sariat, avec rien de moins que les dernières symphonies et le sublime *Concerto en ut mineur*, le vingt-quatrième de la série, par Stephen Kovacevich, interprète récent au disque d'un splendide concerto de Brahms.

Le 10, Centre culturel, 21 heures. Tél. : 53-31-09-49. 100 F.

Et le 11 avril à 21 h, « Symphonies n° 38 et n° 40 » de Mozart ; le 12 avril à 21 h, « Concerto pour piano et orchestre KV 491 » et « Symphonie n° 41 » de Mozart, avec Stephen Kovacevich (piano).

nois, pionniers du rock industriel européen.

Le 8, Elysée-Montmartre, 19 h 30.

American Music
Mark Eitzel et son club ont dû attendre la sortie de leur sixième album, *Mercury*, pour récolter enfin des louanges unanimes. Par la grâce d'un magnifique dépouillement et l'intensité du désespoir d'un écorché vit douloureux d'une remarquable finesse d'écriture.

Le 8, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-81-41.

22 Pistepirkko
Un peu comme les films de leur compatriote Kaurismäki, la musique de ces Finlandais semble hantée par un esprit malin, aussi drôle que déiste. Une façon toute particulière de mêler rock, pop et blues psychédélique. Un grand groupe de scène.

Le 8, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Televisions Personnalités
Entre comptine et psychédéisme, le rock de Dan Treacy restera toujours en marge. Se laissant porter par ses fantasmes « sérieux » - le pop art, Syd Barrett, les mods, les familles d'époque... Capable aussi de fulgurantes chansons chères de trop rares initiés.

Le 12, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Tournées
Litba
Longtemps groupe phare de la scène « indie » italienne, Litba a accédé à un statut de rock-star. Un ensemble d'une flamboyance baroque (pompiers au dire des mauvaises langues) porté par la sensualité échevelée du chanteur, Piero Pelà.

Le 9 avril, Paris, le Bataclan. Le 10, Nancy, Terminal Export. Le 13, Rouen, Fém 7.

Peter Astor
Sa pop-folk déprimée peut s'illuminer de belles mélodies où la guitare vole souvent la vedette à la voix. Si on en croit son nouvel album, *God and Other Stories*, les rayons de soleil seront cette fois plus nombreux.

7 avril, Paris, Passage du Nord-Ouest. Le 8, Brest, Salle des conférences de la mairie. Le 9, Vannes, Salle de Prêt Brez. Le 10, Le Mans, Palais des congrès. Le 13, Nancy, Cité 3000. Le 14, Lille, l'Abrégé.

Stanny Murray
Percussionniste qui a du corps, de la présence et ce qu'on croit entendre de violence. Stanny Murray, figure du free jazz, inspire une terreur sacrée. Ses apparitions sont rares. Il vit en France désormais, et reste un musicien dont il est raisonnable de traquer toutes les sorties.

Le 7, Bobigny, Maison de la culture, 20 h 30. Tél. : 48-31-11-46. 90 F.

Tommy Flanagan Trio
Flanagan représente une conception du toucher, de l'harmonie et de la sagesse en voie de disparition : un des maîtres du piano moderne avec Hank Jones encore et surtout, sans rien de nostalgique, de passéiste ou de velle. Que ce soit une découverte (il est temps), une leçon (pour les jeunes pianistes), un moment du jazz ou une partie de plaisir, c'est une évidence.

Les 11 et 13, Latitudes Saint-Germain, 22 h 30. Tél. : 42-81-53-53.

Chanson
Jacques Haurougé
Jacques Haurougé a du charme, une voix légère, rêveuse, des chansons en demi-teintes. Souhaitons-lui un engagement total sur la scène parisienne.

Du 7 au 10, Café de la danse, 20 heures.

Laurent Vouzly
Le personnage le plus discret de la chanson française s'offre au public parisien. Jamais médiocre, toujours charmant.

Du 7 au 10, Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 48-95-99-99.

Maurane
Elle a considérablement raffermi sa voix. Jean-Claude Vanier lui a écrit des chansons sur mesure. Elle tient la scène avec humour. Maurane joue les stars de demain avec style.

Le 13, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 120 F à 150 F.

Tournées
Yannick Janlin
Yannick Janlin est un conteur qui sort des limites assignées au genre. Ses histoires ne font pas dormir debout, ni ne transportent dans des paradis artificiels. Elles montrent la beauté, la cruauté

Noir Désir
Après trois Olympia et trois Cigale, nos beaux pyromanes du rock français remplissent trois Bataclan. Ils ont préféré cela à un Bercy, par respect du public. La logique d'une intégrité sans faille.

Les 7 et 8, Bataclan, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12. 100 F.

Elisastirzende Neubauten
Il peut être intéressant à l'heure des succès du rock « bruiteur » américain de se rappeler la froide puissance de ces Berli-

Le 9 avril, Douvres-la-Délivrance (Calvados), cinéma Le Foyer. Le 10, Chalon-sur-Saône, l'Abbaye (dans le cadre du festival Les Bouffées doubles). Le 13, Pont-l'Évêque, cinéma Le Concorde. Le 14, St (Calvados), Espace Jean-Vilar.

Michel Jonasz
Spectacle lumineux, enveloppé de biens, de blancs et de merveilleuses lumières. Jonasz aime le blues, toujours, la tendresse modérée, le déchirement sans crise. Sentimental toujours, heureux en scène avec des musiciens américains de premier plan.

Le 8 avril, Mithos, Palais des sports. Le 9, Nancy, Le Zénith. Le 10, Annemasse (près de Metz), salle Galand. Le 13, Besançon, Palais des sports. Le 14, Dijon, Palais des sports.

Vanessa Paradis
Elle chante en anglais, elle joue les lollies, la perversité en moins. Vanessa Paradis est à la mode. Elle s'essaye à la conquête de la personnalité. Lors de sa dernière tentative, l'Américain Lenny

Kravitz, qui a veillé aux destinées de son dernier album, l'a mangée sans état d'âme.

Jusqu'au 11 avril, Paris, l'Olympia, à 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. 180 F. Les 14 et 15 avril, Lyon, Le Transbordeur.

Musiques du monde
Teca Calazans
Teca Calazans vit en France, et y entretient la culture brésilienne avec une profondeur et un talent particuliers, que lui a peut-être conférés la distance, l'éprouvé. Ses interprétations de Villa-Lobos, de Piazzolla ont permis de découvrir une voix, un style, un regard. Nouvel album *Intuição* (chez Média 7), nouveau spectacle.

Les 7, 8, 9, 10 et 13, Sentier des Halles, 22 heures. Tél. : 42-36-87-27.

The Sabri Brothers
De retour de l'abbaye royale de Fontevraud, et dans la foulée du festival Total Vocal de Malakoff, les frères Sabri, du Pakistan, abordent les rives de la rue Montmartre avec leurs harmoniums portables, leurs yeux bordés de khôl, et leur troupe de chanteurs de mains pour chanter les louanges d'Allah et d'Allah. Le versant joyeux du chant soufi des ghazals du Fenzab musulman.

Le 13, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Tournées
Geoffrey Oryema
L'Ougandais à la voix chaude assure la première partie de Jean-Louis Aubert. En duo avec un guitariste affirmé (Jean-Pierre Allarès), il suffit d'un peu moins de timidité pour voler la vedette à l'ex-chanteur de Téléphone. Mais celui-ci, sur scène, a du culot et de l'énergie à revendre. Oryema a le blues plus profondément ancré dans sa musique, qui doit à l'Afrique autant qu'à l'esprit de Leonard Cohen.

Le 7 avril, Paris, Université Paris-Jussieu (dans le cadre de Campus à l'Orfèvre), Le 8, Lyon, le Transbordeur. Le 9, Grenoble, le Somnum. Le 10, Annecy, Hall des

expositions. Le 12, Nice, Théâtre de Verdure. Le 13, Marseille, Théâtre du Moulin. Le 14, Montpellier, Rockstars-Oddon. Le 15, Toulouse, salle des Hiss de Port-Saint-Germain.

Linton Kwezi Johnson
Le plus captivant des dub-poets jamais co-anglais, accompagné par l'excellent Denis Howell Band. Engagement (avec un reste de tendresse pour les partis communistes, la classe ouvrière...), poésie directe, scandée et corrosive sur rythmiques sans défaut.

Le 8 avril, Toulouse, le Confluent. Le 9, Montpellier, le Rockstars. Le 10, Marseille, Théâtre du Moulin. Le 11, Nice, Théâtre de Verdure. Le 13, Lyon, le Transbordeur. Le 14, Grenoble, le Somnum.

La sélection « Classique »
a été établie par Alain Lombrail.
« Jazz » : Francis Marmade.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chansons » et
« Musiques du monde » :
Véronique Moutagne.

Rencontre
Juan Luis Guerra,
le géant critique

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

De New-York à Buenos-Aires, de Caracas à Madrid, il s'est imposé depuis deux ans comme l'un des grands de la chanson latine. Immense silhouette - il mesure plus de deux mètres - surmontée d'un éternel feutre noir, Juan Luis Guerra a été officiellement reconnu comme « le meilleur ambassadeur de la République dominicaine » et de sa musique, le merengue. Après avoir vendu, chez les hispanophones du Vieux et du Nouveau Monde, plus de cinq millions d'exemplaires de son avant-dernier album, *Bachata Rosa*, il tourne avec *Aréito 400* son regard vers le Brésil, l'Europe du Nord et, pourquoi pas, le Japon.

Juan Luis Guerra est un chanteur engagé, dans la tradition des troubadours latino-américains. Il ne cache pas son admiration pour les Cubains Silvio Rodríguez et Pablo Milanés. Ce n'est évidemment pas par hasard qu'il a dédié son dernier album aux Tainos, les indigènes d'Hispaniola déclinés par les conquistadors espagnols, victimes de cette « découverte de l'Amérique » dont il a publiquement contesté la fastueuse commémoration l'an dernier. Pour écrire *Aréito*, Juan Luis Guerra s'est lancé, avec une équipe de chercheurs, sur les traces de la culture perdue des Tainos. La chanson *Naborita Daga Mayanimescane* s'inspire d'une incantation que lançaient les Tainos aux conquérants blancs pour tenter d'échapper à la mort.

Les paroles d'*El costo de la vida*, l'une des chansons les plus réussies d'*Aréito*, reflètent la vie quotidienne de dizaines de millions de Latino-Américains, exclus des dividendes des « politiques d'ajustement » dictées par le Fonds monétaire international : « Le coût de la vie augmente à nouveau, le peso baisse au point de disparaître, personne ne s'intéresse à ce que vous pensez. Serait-ce parce que ici on ne parle pas anglais ? » Dans sa maison sans prétention d'Arroyo Hondo, un quartier paisible de Saint-Domingue, le chanteur explique : « C'est justement parce que j'aime mon pays et cette terre, qui est à mes yeux la plus belle du monde, que je dois dire la vérité. Je me sens l'impérieuse responsabilité de dénoncer ce qui doit l'être. »

A la différence du selsero panaméen Ruben Blades, un ami dont il admire le talent, Juan Luis Guerra refuse de franchir le pas et de se lancer dans la politique. Sa popularité est telle en République dominicaine que beaucoup d'observateurs estiment qu'il serait difficile à battre s'il se portait candidat à la présidence. « A chacun son métier. J'ai déjà bien du mal à gérer mon groupe. Et j'ai été ma seule idéologie », répond-il avec un sourire. L'automne dernier, les exilés cubains de Miami ont tenté de boycotter ses disques, car il avait participé à un concert avec le chanteur pro-castiste Silvio Rodríguez. « Le boycottage a échoué parce que les gens savent que je ne défends aucun système politique », affirme-t-il.

« *Aréito*, mon dernier album, n'est pas un disque commercial. C'est un disque du long terme », explique Juan Luis Guerra. Ce grand timide est bête en peine d'expliquer le succès de 440, le groupe qui l'accompagne depuis 1984. « Quelle est la formule magique ? Pourquoi est-ce la Billurubina ou Burubujas de amor qui se sont imposées partout, alors que j'ai fait d'autres chansons qui me semblent meilleures ? » L'une des clés de la réussite de Juan Luis Guerra est sans nul doute son travail, tant musical que poétique.

La différence des autres merengues dominicains, il a su enrichir les rythmes traditionnels de son pays, le merengue ou le bachata (ballade romantique), d'apports aussi différents que le jazz, le rock et le gospel. « Comme tous les jeunes de ma génération - il est né en 1957, - j'ai subi l'influence des Beatles et j'ai commencé par jouer du rock », raconte le chanteur, qui a fait des études musicales au Berklee College de Boston. C'est à son retour des États-Unis qu'il a compris que sa véritable source d'inspiration était dans son pays, en Amérique latine, « où le mélange des cultures est tel qu'il suffit d'en fusionner les racines pour créer une musique populaire ».

Plus que dans ses compositions sociales, c'est lorsqu'il chante l'amour que Juan Luis Guerra se révèle comme un poète de talent. Influencé par les surréalistes, il lit et relit les grands auteurs latino-américains avant d'écrire ses chansons. *Mérelle*, de l'Argentin Julio Cortázar, le roman-bible d'une génération de Latino-Américains, a inspiré *Burubujas de amor*. Les livres de Pablo Neruda, de César Vallejo et des Espagnols Miguel Hernández et Federico García Lorca l'accompagnent pendant ses tournées. Serait-il prêt à chanter en anglais pour conforter son succès nord-américain et achever de s'internationaliser ? Il répond sans hésiter : « Je n'ai pas l'intention de sacrifier mes chansons, le rythme de ma langue et mon folklore pour gagner plus d'argent. »

JEAN-MICHEL CAROIT
* *Aréito 400*, 1 CD BMG/Ariola 74321-12897L

LA CORÉE À PARIS
2 bis av. Franklin D. Roosevelt - 75008 Paris

MUSIQUES ET DANSES DE COUR
du 2 au 10 avril

TAMBOURS DE CORÉE
SAMUL NORI
du 13 au 15 avril

DANSES MASQUÉES
PONGSAN
du 16 au 18 avril

ET DEUX CRÉATIONS DU
THÉÂTRE JAYU DE SÉOUL
du 20 au 25 avril

Places 110 F et 140 F
— 44 95 98 00 —

L'attachement 2

Mort à la guerre en temps de paix
d'après les carnets de mine de Sotomayor Méndez

Théâtre Cité Internationale
du 23 mars au 10 avril
Tél. : 48-95-99-99

DERNIÈRE LE 10 AVRIL

Harriet
de Jean-Pierre SARRAZAC

"Fedor Alkine se fond dans Strindberg"
NOUVEL OBS.

mise en scène
Claude YERSIN

THÉÂTRE PARIS-VILLETTE

Galerie nationale du Grand Palais

Entrée square Jean Perrie
75008 Paris

Tél. (1) 44 13 17 30

Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 20 heures et le mercredi jusqu'à 22 heures.

13 mars
14 juin 1993.

Le catalogue : 390 F.
Venise au siècle de Titien.

Collection le Temps : 150 F.



Titien, Le banquet champêtre (détail), Musée du Louvre.

L'exposition se propose d'évoquer le siècle le plus glorieux de la peinture vénitienne en mettant l'accent sur l'œuvre de Giorgione et sur celle de Titien, et en montrant l'influence profonde exercée par ces deux artistes sur leurs contemporains de Venise et de la "Terra ferme". Autour des peintures et des dessins de Louvre sont réunies des œuvres venues des musées et des églises de Venise, mais aussi des plus grandes œuvres de monde.

Le siècle de Titien
L'âge d'or de la peinture à Venise

CETTE EXPOSITION A BÉNÉFICÉ DU SOUTIEN D.I.C.I. EN FRANCE

Organisation des Musées Nationaux

ARTS

Nouvelles expositions

Jean-Michel Alberola

Première exposition de l'ensemble des dessins et gravures réalisés par Alberola sur le thème de la crucifixion et plus généralement le cycle entier de la Passion. Un thème pas tout à fait aussi ancien que l'art lui-même, par un artiste sensible et nuancé.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, place Georges-Pompidou, Paris 6. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Du 13 avril au 4 juillet.

Picasso : Toros y Toreros

Il y avait, dès son plus jeune âge, du Minotaure en lui. Excellente idée donc que de rassembler les œuvres majeures exécutées sur le thème de la tauromachie, depuis les dessins d'enfant - mais Picasso fut-il jamais enfant ? - jusqu'aux derniers *Matadors* des années 70. Une exposition oulement réservée aux seuls aficionados.

Musée Picasso, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures (groupes, école, et adulte, sur réservation) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et groupe, adulte), dimanche et vacances du 3 h 30 à 19 heures. Du 7 avril au 28 juin. 35 F, 24 F dim.

Paris

Actions, Jourda et Perraudin

En trois expositions partiellement distinctes, parce qu'elles élargissent parfois leurs signaux, on trouvera ici nos épreuves contrastées de toutes les tendances (à l'exception de la peinture) du paysage architectural français. C'est tout à la fois sage et primés, minimalistes ou statufiés et, bien sûr, vache ou bucolique. Institut français d'architecture, 8 bis, rue de Tournon, Paris 6. Tél. : 48-33-90-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi, de 12 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 24 avril.

Aménophis III

Pacifique, et par là même conou que d'autres pharaons plus belliqueux, Aménophis III anima son règne par de grands travaux d'architecture, qui coïncident avec une période d'apogée de l'art égyptien. Une exposition splendide soutenu par un catalogue remarquable rend hommage à un homme à qui l'art assure l'éternité.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower, Paris 8. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 31 mai. 42 F.

Tadao Ando

Toute l'œuvre de l'un des plus grands architectes japonais contemporains, présentée en grande pompe par lui-même. L'ensemble est d'autant plus saisissant que, malgré d'abondantes publications, Tadao Ando reste un inconnu sur le territoire français. L'exposition constitue donc sa première œuvre hexagonale et révèle l'étrange progression de l'artiste de l'échelle de la maison à celle des grands projets d'allure piranesienne.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mai.

Collection Rinaco Moscou

Des artistes russes contemporains, autrefois bannis par l'art officiel du réalisme socialiste, aujourd'hui acquis par une compagnie d'investissement moscovite qui démontre que les collectionneurs d'entreprises de la CEE ont une modernité d'esprit qui pourrait leur servir leurs camarades d'Europe de l'Ouest. Mieux encore, on y découvre des artistes particulièrement intéressants, aux antipodes des vagues édulcorées ou exotiques montrées à Paris ces derniers temps.

Caisse des dépôts et consignations, 58, rue Jacob, Paris 6. Tél. : 40-49-94-63. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 h 15. Jusqu'au 24 avril.

Dessins français du XVIII^e

On ne le répètera jamais assez : les

expositions des dessins des collections publiques sont toutes, de par la fragilité des œuvres, des événements. Lorsque survient les dessins rassemblés sont habituellement disséminés dans trente-six musées de l'Hexagone, et qu'ils n'ont, pour beaucoup, jamais été montrés, on se doit de découvrir la vitalité de l'art produit en France entre le règne du Vert galant et celui du Roi-Soleil.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, - Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi 9 heures à 17 h 15. Nocturne un lundi sur deux et le mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé dimanche 11 avril. Jusqu'au 26 avril. 85 F (prix d'entrée de musée).

Le Siècle de Titien

Cent cinquante tableaux par ceux qui, de Bellini au Tintoret en passant par Giorgione, Veronese et Titien, infléchirent la peinture dans le sens de la couleur. Cent cinquante gravures et dessins pour rappeler que la ligne de leur style n'est pas non plus étrangère. Le XVIII^e siècle, âge d'or de la peinture vénitienne, déploie ses fastes au Grand Palais.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower, Paris 8. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 juin. 45 F, 31 F.

Richard Long

Un beau et grand souffle d'air frais par un artiste aux semelles de vent : Richard Long a déposé aux murs des cercles de limon de l'Avon ou de haute de Föld Mán River, au sol des aligne-

l'abstraction géométrique en réunissant des œuvres provenant du monde entier et en regroupant autour de lui celles de ses amis, de Picasso à Schwitters en passant par Kandinsky. L'ensemble s'appuie sur une précieuse série d'archives et éclaire une des grandes phases de la peinture des années 30.

Musée Teyssier, 4, rue Langerier, Pontoise. Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Guy Le Querrec

Guy Le Querrec a photographié les temps forts, les coulisses, les répétitions, les chambres d'hôtel des jazzmen qui ont fait le succès de Banlieues bleues, le festival de la Seine-Saint-Denis. Outre qu'il connaît et aime la musique, Le Querrec trouve dans le jazz un terrain idéal pour ses compositions complexes et étonnantes, spontanées et drôles.

Théâtre de l'Agora, 110, Grand-Place, Evry. Tél. : 64-87-30-31. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 avril.

Raymond Voinquel

Ancien du Studio Harcourt, un des seuls à signer ses tirages, Raymond Voinquel est d'abord un photographe de cinéma qui a travaillé sur plus de cent cinquante films, d'Abel Gance à Bresson, de Wilder à Mankiewicz. Cette rétrospective a le mérite de faire découvrir les autres facettes de ce photographe de quatre-vingt ans : ses masculins, paysages, portraits.

des photographies. Une occasion rare de découvrir l'expressionnisme abstrait en trois dimensions.

Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Debel-lyma, Paris 3. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 mai.

Cornellie

An moment où s'ouvre à Liège une grande rétrospective consacrée au groupe Cobra, voici à Paris une exposition des travaux récents de Cornellie, qui délaisse les matériaux habituels du peintre pour leur préférer les bois polychromes découpés. A soixante-dix ans, Cornellie continue de tracer sa route avec la même jubilation.

Galerie Digne, 19 bis, rue des Saints-Pères, Paris 6. Tél. : 49-26-03-06. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 10 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 juin.

De Chirico

Réunis par la curiosité gourmande de Jean Clair, huit artistes contemporains élaborent leur reconnaissance envers l'œuvre de Giorgio de Chirico. De la nouvelle subjectivité à la peinture post-moderniste, une exposition très « fin de siècle », cultivée et un brin décadente, qui ne laissera personne indifférent.

Galerie Artcurial, 9, av. Matignon, Paris 8. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 7 mai.

R.E. Gillet

Pierre Lob lui a acheté son premier tableau, Rebeylelle lui a donné son

peinture précieuse, et dessins raffinés pour une esthétique du fragment.

Galerie Darthez Speyer, 9, rue Jacques-Callot, Paris 6. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Galerie de l'Ecluse, 11, rue de l'Ecluse, Paris 8. Tél. : 43-25-20-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

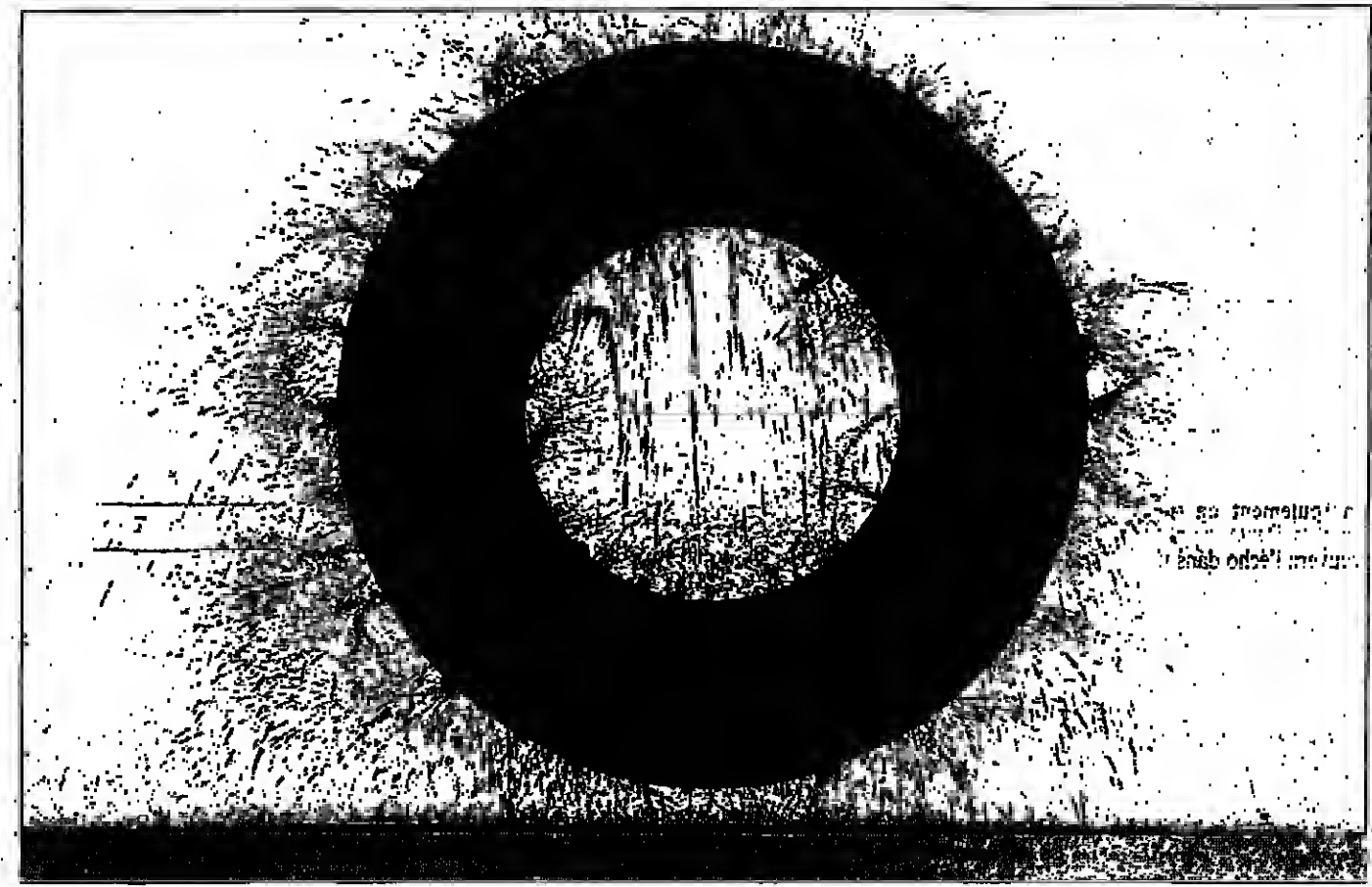
Pascal Kern

Pascal Kern présente ses nouvelles « sculptures » avec des diptyques et triptyques réalisés à la litière de Strasbourg, à partir de « bûches à noyaux » : des mâtures en bois utilisées pour créer des vides à l'intérieur des pièces industrielles ou des sculptures. Ce photographe plasticien poursuit ainsi une des plus belles réflexions sur la matière et le volume, la noblesse de l'objet utilitaire, et sa fonction artistique.

Galerie Zähringer, 37, rue Quincampoix, Paris 4. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 mai.

Konrad Klapheck

Dans une vingtaine de peintures récentes, parfois de grand format, l'Allemand Konrad Klapheck continue d'explorer la litanie de ses drôles de machines à coudre ou à écrire, de ses canalis ou de chaussures qu'il dote, comme par magie, d'une émotion qu'on ne leur associe habituellement qu'en cas de panne. Un des rares aujourd'hui à



Richard Long au Musée d'art moderne.

ments d'ardoises de Cornouailles, et dans la tête du spectateur de fornicuses envies de promenade. Du grand art d'une merveilleuse simplicité.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours, sauf lundi et jours fériés, de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 28 mai. 36 F.

Henri Matisse

Matisse comme on ne l'a jamais vu, dans toute la complexité et toutes les aventures d'une peinture culotée, sans repos ni certitude. Une douzaine d'années mises à nue en cent trente tableaux et quelques sculptures, réunis en un accrochage intelligent et dynamique. Luxe, calme et volupté, malgré une bouillonnante prévisibilité.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, vendredi jusqu'à minuit (selon des billets jusqu'à 22 h 30), samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 juin.

Yasumasa Morimura

Trois expositions dont deux centrées sur le Japon, la Fondation Cartier vire à l'Extrême-Orient : on connaît Jeff Wall, très diffusé en France depuis une dizaine d'années, mais les sept œuvres montrées ici sont, pour la plupart, inédites. A suivre, en particulier, les premières (travées) à partir des estampes d'Hokusai ; regard inversé avec Yasumasa Morimura qui donne d'un *Angélus* fameux une version peu banale (première exposition personnelle en France) ; travaux de circonstances, avec les dessins du parc par Marc Courcier.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-55-46-46. Tous les jours de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 avril. 25 F.

Otto Freundlich

Il y a cinquante ans, Otto Freundlich, arrêté à Paris, disparaissait dans les camps de concentration nazis. Le Musée de Pontboise rend aujourd'hui un hommage significatif à ce pionnier de

Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carné - 4 à 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 25 mai. 10 F.

Léon Zack

Léon Zack a suivi l'itinéraire désormais classique des peintres moscovites : il participe au mouvement futuriste russe en 1915, émigre lors de la révolution d'octobre et passe, via Constantinople, à Berlin dans l'entre-deux-guerres le temps de reconstruire Hosiasson et de participer aux ballets de Boris Romanoff, avant de s'installer définitivement à Paris, où il pratique une peinture génétiquement figurative. L'éclat vient après guerre, avec un passage remarqué à l'abstraction. L'ensemble mériterait bien ce bel hommage.

Convent des cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 5^e. Tél. : 40-06-47. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 avril.

Galeries

Laure Caquill

Ou ne sait trop si les figures en voie d'écroulement de Laure Caquill viennent d'une modernité new-yorkaise en perle de vitesse, ce qui serait mal, ou d'antiques racines caennaises, conscientes ou pas, ce qui serait bien mieux. Mais il est tout de même à s'être promené autour du Sidiobre pour apprécier le rythme d'une œuvre jeune née dans un décor culturel. A suivre.

Galerie Mouchel Bastille, 23, rue Bastille, Paris 11^e. Tél. : 44-93-93-64. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

John Chamberlain

Rétrospective de l'un des grands sculpteurs américains de ces trente dernières années. L'exposition Chamberlain montre des œuvres qui s'échelonnent de 1960 à nos jours. Une vingtaine de grandes sculptures, mais aussi des pièces plus petites, des miniatures et

à... Gillet est un de ces artistes qui firent les beaux jours de Paris d'après-guerre et dont il faut aujourd'hui redécouvrir le travail : de la Pucelle de 1954 au *Grand Chambarment* de 1989 en passant par les terrifiants et truculents toiles des années 70, il y a là un peintre, et une œuvre dont l'époque a désespérément besoin.

Galerie Henry Buisson, 15, rue des Tournelles, Paris 4. Tél. : 42-27-50-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Julio Gonzalez

Plus de 200 dessins inédits de Julio Gonzalez, échelonnés de 1917 à 1941. Paysages, figures, projets pour des sculptures, réunis sur les murs et dans les vitrines de la galerie, et répartis dans un joli petit ouvrage qui vient compléter les 9 volumes du catalogue raisonné. Là où l'on pouvait craindre le fonds d'atelier, on découvre au contraire quelques moments de bonheur absolu.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mai.

Daniel Graffin

Né d'un prophète en son pays... Né à Ramilly-sur-Seine et vivant à Paris, Daniel Graffin (qui connait à Irving (Texas) au Neenah (Wisconsin), voire à Riyad ou Singapour que sur les bords de Seine. Raison de plus pour ne pas manquer cette exposition où souffle une spiritualité aux antipodes des préoccupations actuelles, et qui pourrait en être le seul antidote.

A. B. Galeries, 24, rue Keller, Paris 11^e. Tél. : 48-06-90-50. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Lionel Guibout

A part les artistes, qui aujourd'hui prend le temps de redire ses classiques ? Un bon à déniché, un fin fin de la *Trilogie d'Hélène*, un épisode de la gigantesque odyssée par ses confidences et fait entrer dans l'énigme la figure des « tétrabars », ces gentils monstres aux cent bras qui aidèrent Zeus dans sa lutte contre les géants.

sortir, sans pathos ni anecdote, l'objet de sa banalité.

Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran, Paris 8. Tél. : 45-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 19 h 30. Jusqu'au 7 mai.

Ivan Messac

Le Messac nouveau est arrivé. Tout part d'un relief de carton, maroquin en forme de poire qui affecte petit à petit, à travers les dessins à la sanguine, ou les sculptures sillonnées par la saie circulaire dans du marbre de Carrare, le fil d'un visage sans cesse répété. Synthèse magistrale entre sculpture et dessin, les très modestes cartons découpés et peints sont réellement impressionnants.

Galerie 15, 18, rue Guénégaud, Paris 6. Tél. : 42-26-12-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 mai.

Daniel Resal

Les cornes de Daniel Resal poussent en abondance au sol de la galerie. Une végétation légèrement inquiétante, parfois précieuse lorsqu'elle utilise le plomb, beaucoup plus forte lorsqu'elle tend sa pointe à hauteur de hanche. Elles semblent se déplacer quand on leur tourne le dos pour mieux cerner le spectateur et lui interdire la sortie.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, Paris 4. Tél. : 42-72-54-54. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 mai.

Georges Rousse

En 1990, Georges Rousse n'avait un bâtiment désaffecté à Tulle, y dessinait ses personnages parfois démentiques, en a perruvert valablement les perspectives. Revoilà le résultat, superbe et dérangeant, à travers huit cibachromes et un livre rare : les photographies de *la Foi en le soleil* sont un hymne à la lumière.

Galerie Barbéro et Cie, 74, rue Quincampoix, Paris 3. Tél. : 42-72-57-38. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 h 30. Jusqu'au 3 mai.

Régions

Arlès

Rétrospective Jawlensky

Carise sur le gâteau, une exposition qui réunit les milliers d'œuvres d'expressionnisme allemand : soixante-dix tableaux du peintre russe Jawlensky, établi à Munich, compagnon de route de Kandinsky et du Blaue Reiter. On remarquera en particulier une série de ses fameuses têtes mystiques d'après-guerre que les travaux récents d'Israel Goldberg ont permis de mieux connaître.

Espace Van Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-49-37-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin. 30 F.

Le Mans

Robert Groborme

Invité à enseigner à l'école des Beaux-Arts du Mans, Robert Groborme, en guise de leçon inaugurale, expose ses propres travaux, tous basés sur le noir et blanc : séries de dessins informatiques, ou à l'encre de Chine, gravures, peintures noires, bronzes, et la maquette d'un bassin : elle promet une telle sérénité qu'elle cherche encore le cloître qui saurait l'accueillir.

Ecole régionale des Beaux-Arts, 28, rue de la République, 72000. Tél. : 43-47-38-53. Tous les jours de 13 heures à 19 heures, samedi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 17 avril. Entrée libre.

Lille

Bellezze di Firenze

Lorsqu'un peintre se double d'un collectionneur et qu'il se promène en Toscane à l'ombre de la Révolution française, sa mission promet d'être étonnante. Les dessins légués par Wicar (1762-1834) au musée de Lille surprendront en effet les amateurs d'art italien par leur rareté et leur exceptionnelle qualité. Mais ils raviront aussi tous les autres : études, mises au carreau, encre ou sanguine, tout est à croquer.

Musée de l'Europe Centrale, salle des sculptures, 22, rue de la Biennale, 59000. Tél. : 20-51-02-62. Tous les jours sauf mardi et samedis de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril. 15 F.

Marseille

D'un art à l'autre

Bernard Bistone a lâché un nuage de poèmes sur Marseille. Il y en a un derrière chaque grand mouvement artistique : le cubisme et le futurisme le dédaignent et le surréalisme. Mais aussi derrière Cohen derrière les Happenings, chez Elitza et les autres. Ils ont changé la vie, réinventé, sans lutte parfois, ils ont bouleversé les genres. Et, depuis Mallarmé, ont découvert que l'œuvre devait trouver sa nourriture et son aboutissement dans le langage, tous les langages.

Centre de la Vieillesse-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél. : 91-66-26-38. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mai.

Mantbeuge

Hervé Télémaque

Exposition des travaux graphiques de Hervé Télémaque, tout aussi sympathiques et frais que sa production picturale. Télémaque est persuadé que ses estampes l'ont ramené vers le dessin, véritables *Moules à formes*. A voir donc pour saisir dans sa totalité cette œuvre gigantesque.

Musée de Mantbeuge, 6, rue du Chapitre, 59000. Tél. : 27-54-97-80. Tous les jours sauf mardi, samedi, dimanche matin de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 avril.

Mouans-Sartoux

L'Esprit dada,

hommage à Marcelle Cahn

L'espace de l'art concret rend hommage à Marcelle Cahn avec une trentaine d'œuvres, et aux artistes, constructivistes ou pas, qui ont su intégrer comme elle « l'esprit dada ». De Jean Arp à Robert Watts en passant par Arman, Beys, Mozz, Ben, Vost et bien d'autres, une exposition qui remet l'imagination au pouvoir.

Château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 53-75-71-50. Jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 juin.

Nantes

L'Avant-garde russe

Une grande et belle exposition qui met l'accent sur la première période de l'avant-garde russe et, surtout, montre des œuvres parfaitement inconnues, tirées des réserves des musées de province de l'ex-Union soviétique où elles dormaient à l'abri des regards stalinien.

Musée des Beaux-Arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-05-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures, nocturne vendredi jusqu'à 21 heures. Visites-conférences : 40-41-91-25. Jusqu'au 18 avril.

La sélection « Arts »

a été établie par :

Harry Bellet

« Architecture » :

Frédéric Edelman

« Photo » :

Michel Guerin.

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Haydn

Trilogie n° 35, 36 et 37 pour violon, violoncelle et piano

Patrick Cohen (piano), Erich Hobarth (violin), Christophe Cohn (violoncelle)

Christophe Cohn et ses troupes poursuivent une exploration de l'œuvre de chambre de Haydn sur instruments anciens dont on jurait, après la parution des Six quatuors opus 20, qu'elle restait mémorable (notre supplément daté 12 novembre 1992). Le musicien de l'humour et de la légèreté de l'âme a confié, dans ses trios, un rôle écrasant au clavier, partie où se condense l'invention d'écriture, d'appuyer sur chaque passage de ponce. Malgré cela, on réécouterait mille fois le 36^e trio sans en être lassé. Le premier mouvement cite comme par inadvertance, au sein d'une formidable démonstration de virtuosité dans le développement, le thème du 24^e concerto de Mozart et, sur un rythme très lent, les trois notes répétées du début de la *Marseillaise*, citation que l'on peut interpréter soit comme une allusion au 25^e concerto du même Mozart, soit comme un hommage à la Révolution française. Tombau

1 CD Decca 433 182-2.

Liszt

Symphonie pour et la Divine Comédie de Dante; Sonnet de Pétrarque 123; Après une lecture de Dante

Dagmar Muskova (soprano), Chœur philharmonique de Prague, Orchestre philharmonique tchèque, Gerd Albrecht (direction); Miroslav Langer (piano)

Gerd Albrecht dirigeait la *Dante symphonie* à Prague pour la célébration publique du centenaire de la mort de Liszt, en 1986. Pianiste tout en puissance mais maître de ses doigts comme de ses passions, Miroslav Langer enregistre ici la même année, sur un piano remarquablement costaud, les deux célèbres pièces italiennes. Le couplage des deux prises constitue l'occasion de vérifier que l'écriture de Liszt était une et indivisible, quel qu'il ait été le support adopté. Orchestre à l'effectif divisé, permettant des confidences intimes; piano orchestral, symphonique; solitaire ou pluriel, l'instrument est aussi ductile. Qu'on écoute les trombones suivis d'un roulement de timbales qui ouvrent la *Dante symphonie*. On en retrouvera l'écho dans les formidables accords plaqués et les trémolos pianistiques d'*Après une lecture de Dante*. La remarque vaut pour les

1 CD Virgin Classics VC 7 55251 2.

A. R.

Brahms

Chœur de l'eder, Quatre Chants séculiers opus 121

Robert Holl (soprano), Andrea Schiffrin (piano)

Robert Holl est une vraie basse, un jeune chanteur hollandais, élève de Hans Hotter, qui n'a rien oublié des leçons de son maître dans les lieder, sa spécialité (il a aussi enregistré Bach avec Harmoncourt). On n'a jamais rêvé voix plus légère, contrôle plus efficace du souffle et de l'accentuation. Il distille à mi-voix, au fil de ces lieder dans l'ensemble nostalgiques et résignés, toutes les angoisses, les désirs, les stups d'un cœur sincère face aux duretés du monde. Schiff joue les accompagnateurs de luxe, une fois de plus. Si bien que ce disque est ce qu'on a attendu de plus bouleversant en la matière depuis longtemps. Un peu sérieux, peut-être, les Chants séculiers?

1 CD Decca 433 182-2.

Liszt

Symphonie pour et la Divine Comédie de Dante; Sonnet de Pétrarque 123; Après une lecture de Dante

Dagmar Muskova (soprano), Chœur philharmonique de Prague, Orchestre philharmonique tchèque, Gerd Albrecht (direction); Miroslav Langer (piano)

Gerd Albrecht dirigeait la *Dante symphonie* à Prague pour la célébration publique du centenaire de la mort de Liszt, en 1986. Pianiste tout en puissance mais maître de ses doigts comme de ses passions, Miroslav Langer enregistre ici la même année, sur un piano remarquablement costaud, les deux célèbres pièces italiennes. Le couplage des deux prises constitue l'occasion de vérifier que l'écriture de Liszt était une et indivisible, quel qu'il ait été le support adopté. Orchestre à l'effectif divisé, permettant des confidences intimes; piano orchestral, symphonique; solitaire ou pluriel, l'instrument est aussi ductile. Qu'on écoute les trombones suivis d'un roulement de timbales qui ouvrent la *Dante symphonie*. On en retrouvera l'écho dans les formidables accords plaqués et les trémolos pianistiques d'*Après une lecture de Dante*. La remarque vaut pour les

1 CD Virgin Classics VC 7 55251 2.

A. R.

Jazz

Henri Texier

An Indian's Week

Ét indien, semaine des quatre sentiers, Texier, bassiste celtique et authentique jazzman, poursuit son chemin. Avec une sorte d'enfouissement général. Il y a ici des idées pour mille tribus, une seule et belle constance, l'équipe de fond qui ne trompe pas (Texier s'entend à faire jouer les gens, il sait cela), des individualités notables (Glenn Ferris, trombone, à la présence très forte), plus deux invités de marque: Louis Sclavis sur une complainte obsédante et Michel Portal, au bandonéon, qui ne devrait pas tarder à donner, comme au *Camino d'Aldo* Romano naguère, une couleur précise à la réunion. Bref, puisque la question se revoit de plus en plus autour des disques, de ce qu'on écoute, de ce qu'on laisse tomber, Texier ne se défasse pas: il règle

1 CD Virgin Classics VC 7 55251 2.

A. R.

Rock

The Kinks

Phobia

L'invention du disque compact n'a pas eu que d'heureuses conséquences. En des temps anciens, ceux de la jeunesse des Kinks, par exemple, on publiait des EP, plus connus en France sous le nom de super-45, sur lesquels on gravait quatre chansons. C'est exactement le nombre de titres intéressants que l'on trouvera sur *Phobia*, le nouveau CD des Kinks, qui compte seize chansons et dure soixante-seize minutes. En plus, l'impatience ou l'exigence des auditeurs de *Phobia* pourraient leur jouer des tours, car ces quatre perles sont cachées à la fin du disque, après une heure de hard-rock banal, à peine humanisé par la voix exquise de Ray Davies. On trouvera donc d'abord, au numéro dix, *The Informer*, ballade country amère et sans douceur. Deux titres plus loin, *Somebody Stole My Car*: un pastiche de Lon Reed d'une grande cruauté, les récriminations de l'expropriation d'une voiture de luxe, avec téléphone cellulaire, à l'encontre des voyous qui la lui ont volée, mises en musique sèchement, étonnamment; on croirait entendre le vrai Lou Reed, quand ses instincts sécuritaires prennent le meilleur sur lui. *Phobia* se clôt sur *Sattered*, étiage à la mémoire d'une disparue, et *Did Ya*, retour nostalgique sur les années 60. Ray Davies peut se le permettre, c'est lui qui a inventé la nostalgie avec *Where Have All The Good Things Gone*. Si seulement il se souvenait des EP's.

1 CD Vogue 743211-34152, BM 720.

F. M.

Depeche Mode

Songs of Faith and Devotion

Longtemps souffre-douleur des journalistes spécialisés, Depeche Mode a retourné beaucoup de nos a priori. Allergiques à leurs provocations vestimentaires, et à leur brushing « à laques », on a d'abord méprisé leur indéfinissable savoir-faire. Mettant cette réussite sur le compte du cynisme (mais n'était-ce pas plutôt une absence de prétention?). Leur techno-pop (née de l'utilisation accrocheuse et saillante des synthétiseurs) se destinait à une tranche d'âge (10-16 ans) qui ne nous concernait plus. Mais la longévité exceptionnelle du groupe (plus de dix années de succès) s'est accompagnée de mutations. Une maturité acquise à force d'épure et de mélodies sombres. *Violator*, leur précédent album, entérinait ces progrès de la plus belle façon, sanctifiés aussi par Wim Wenders qui leur commandait un titre (le crépusculaire *Deaths'Door*) pour la bande originale de *Jusqu'au bout du monde*. Un peu moins subtil que son prédécesseur, *Songs of Faith and Devotion* creuse le même sillon. On y trouve une gravité semblable, des obsessions récurrentes (religion, sexe, amour, fidélité), des ambiances synthétiques tentées par le rock (les guitares, les tatouages, le nouveau look du chanteur Andy Fletcher emprunté à Dave Stewart et INXS). Inédites, par contre, les références soul et gospel. Comme tout groupe réellement *populaire*, Depeche Mode désire conclure pré-occupations artistiques et séduction des foules. L'œuvre et le produit. Chaque titre, sous ses aspects potentiels, s'équilibre ainsi entre majesté et pompe, émotion et mélodrame, audace et recette éprouvée, intuition et calcul. Un travail d'artisan adapté aux exigences de l'industrie. Leur charme et leur limite.

1 CD Mute, distribué par Vogue-BMG, n° 74 321132 562.

T. S.

S. D.

CONTRAIREMENT à Decca qui enregistre l'opéra comme personne, l'éditeur Deutsche Grammophon n'a jamais été réputé pour la qualité exceptionnelle de ses prises de son, même si certaines de ses productions sont assez époustouflantes (les dernières symphonies de Tchaïkovski par la Philharmonie de Leningrad et Mirinsky, enregistrées à Londres au début des années 60; les Wagner capotés à Bayreuth). Depuis quel temps, cependant, l'éditeur allemand a effectué un redressement technique remarquable. Certains de ses disques récents n'ont plus rien à envier à ceux de Philips. Notamment dans le domaine du piano - les disques d'Anatol Ugorski, de Pogorelich et de Gavrilov ont un son splendide - et dans le domaine de l'orchestre - les Debussy et Stravinsky de Boulez ont fait dire aux musiciens de l'Orchestre de Cleveland qu'ils n'avaient jamais été aussi fidèlement respectés par des micros.

Deutsche Grammophon se penche aujourd'hui sur son fonde de catalogue qu'il eimerait « ravaler ». Et notamment les derniers disques de Karajan, dont certains, enregistrés en multipiste, souffraient fort mal. Adaptée des variétés, la prise de son multipiste consiste à répartir un grand nombre de micros dans l'orchestre et à fixer le signal qui en émane sur les 16 ou 32 pistes d'un magnétophone avant de les mixer



L'édition Karajan Gold Sauvé par le numérique

sur deux pistes stéréophoniques. L'utilité de ce procédé étant de donner un surcroît de présence aux différents timbres de l'orchestre. Bien maîtrisée et appliquée à des œuvres dont l'orchestration est surchargée, cette technique peut faire des merveilles. Elle peut aussi dénaturer l'équilibre qui règne entre les différents groupes instrumentaux d'une formation en focalisant excessivement l'attention sur tel ou tel détail. C'est ainsi, par exemple, qu'une simple flûte ou un seul chanteur peuvent couvrir à eux seuls le tutti.

Ce genre de défaut était patent dans certains des der-

niers disques de Karajan. Deutsche Grammophon vient de trouver le moyen d'y remédier. Comment? Ses ingénieurs du son ont tout « simplement » appliqué à chacune des pistes un procédé technique d'une logique inébranlable - procédé appelé Original Image Bit Processing. Le problème majeur du multipiste vient de ce que le courant électrique se déplace plus vite que le son (300 000 kilomètres/seconde pour le premier, 332 mètres/seconde pour le second). Il en résulte que la répartition spatiale du son de l'orchestre (en largeur et en profondeur) s'en trouve

dénaturée (tout est sur le même plan contrairement à ce qui se passe lors de l'écoute d'un concert public). L'équipe technique de DG a donc imaginé de ralentir, au moyen d'un procédé numérique, l'échecement du son capté par chaque micro vers le pupitre de mixage. Le résultat de cette « cuisine » est assez exceptionnel.

Pour s'en convaincre, il suffit de comparer la première édition sur CD à la nouvelle, baptisée Karajan Gold. C'est comme si l'on avait retiré un épais rideau devant les enceintes acoustiques. L'orchestre est plus brillant, plus précis, les cordes sont plus soyeuses encore; l'air circule enfin entre les pupitres, et de nombreux détails surgissent, (bruits de pupitre, par exemple). Ils renforcent l'apaisante retrouvée des derniers disques de Karajan. Son intégrale des symphonies de Beethoven (1), ses trois dernières symphonies de Tchaïkovski (2), son disque Grieg-Sibelius (3) et son interprétation du *Concerto pour violon et du Double concerto pour violon et violoncelle* avec Anne Sophie Mutter et Antonio Meneses (4) n'entraient vraiment que l'Original-Image Bit-Processing pour renaitre à la vie.

ALAIN LOMPECH

- (1) Collection Karajan Gold Deutsche Grammophon, 7 disques compacts, 439 001-2 à 006-2.
- (2) 3 disques compacts, 439 018-2 à 020-2.
- (3) 439 010-2.
- (4) 439 007-2. Avec l'Orchestre philharmonique de Berlin.

37^{ème} FESTIVAL DE MUSIQUE EN MER A BORD DE MERMOZ Du 31 août au 13 septembre 1993

- Salvatore ACCARDO (violin)
- Dimitri ALEXIEV (piano)
- Yuri BASHMET (alto)
- Philippe BIANCONI (piano)
- Augustin DUMAY (violin)
- Fraus HELMERSON (violoncelle)
- Barbara HENDRICKS (soprano)
- accompagnée par Steffen SCHEJA (piano)
- Paul MEYER (clarinette)
- Sergei NAKHARIKOV (trompette)
- Tatiana NIKOLAEVA (piano)
- Maria Jara PIRES (piano)
- Gino QUILICO (baryton)
- Dimitri SITKOVETSKY (violin)
- Eugenia ZUKERMAN (flûte)

L'Orchestre de Chambre de STOCKHOLM

Voici les 1^{ers} passagers d'une croisière d'exception dédiée à la Musique. Joignez-vous à eux.

Le 37^{ème} Festival de Musique en Mer vous propose une rencontre unique, un spectacle d'exception. 14 jours inoubliables en compagnie des plus grands virtuoses. Venez partager avec eux leurs émotions, leurs passions et découvrir des instants musicaux d'une rare intensité. 400 privilégiés sont invités à bord de Mermoz, vous y serez les bienvenus. Croisière de 14 jours en Méditerranée, à partir de 32 440 F par personne.

Pour recevoir un dossier d'information complet ainsi que la cassette vidéo de présentation, appelez le 16 (1) 49 24 41 58, ou retournez votre carte à : Croisières PAQUET Service Communication, Libre Réponse N° 65 1175 75385 Paris Cedex 08.

CROISIÈRES PAQUET

PHOTO

LOUIS MARIN AU MUSÉE GUIMET

UN PHOTOGRAPHE
A CHEVAL

En mémoire de Louis Marin, qui visita l'Asie à la fin du siècle dernier et en rapporta un trésor de clichés photographiques, le Musée Guimet a organisé une exposition des meilleures de ses prises, et l'imprimerie nationale produit un admirable livre d'images.

«**A**USSITOT que l'on a quitté les sommets du Chor-Kou-La, on rencontre une longue série de gouffres épouvantables, bordés des deux côtés par des montagnes taillées perpendiculairement et s'élevant comme deux grandes murailles de roche vive. Les voyageurs sont obligés de longer ces profonds abîmes, en suivant à une grande hauteur un rebord si étroit que souvent les chevaux trouvent tout juste la place nécessaire pour poser leurs pieds. » Ainsi Régis Evariste Huc, lazariste et explorateur du Tibet, décrivait-il la route de Lhassa vers la Chine en 1846.

Ainsi Louis Marin, administrateur de l'Ecole d'anthropologie, aurait-il décrit les routes de ses pérégrinations au Pamir jusqu'à Kachgar et de l'Oural à la Mandchourie, en 1899 et 1901, s'il n'avait emporté de quoi photographier les « gouffres épouvantables », les déserts de pierre et les déserts de poussière, la steppe sèche et la steppe marécageuse, les fleuves de Sibérie et ceux de Chine. Il photographiait sans cesse, de son wagon quand il y avait une voie ferrée et du bord de la piste quand il n'y avait plus qu'un médiocre chemin, coupé de gués et de cols. En géographe, il photographiait les paysages, montagnes striées de ravins, plaines basses et tourbières. En ethnologue, il photographiait les bazars du Turkestan, les youtes des nomades entre Mongolie et Sibérie, les cérémonies des chamans, les chercheurs d'or de l'Extrême-Orient russe, les agents et les ingénieurs des puissances occidentales dans l'Empire du Milieu à l'agonie – et encore la misère des cités chi-



Ghilak de Russie extrême-orientale.

noises et encore la bonne société coréenne – car son itinéraire le plus long fut de Paris à Séoul, par Saint-Petersbourg, Novossibirsk, Irkoutsk, le fleuve Amour et Pékin. Quand il ne photographiait pas, que faisait-il? Il prenait des notes, il collectait des objets – dont une robe de mariée en peaux de saumon en usage chez les Ghilaks – et il achetait des clichés quand l'occasion s'en présentait, quand il rencontrait des artisans photographes établis dans ces contrées lointaines. Ces derniers vivaient essentiellement de portraits posés dans leurs studios, et Louis Marin rapporta donc à Paris, outre les images de sa course interminable, une galerie de portraits nûs figurent des cosaques, des marchands de Samarkand, des officiers mandchous aux casquettes trop larges, des soldats russes aux bérets cylindriques et des beautés pékinoises.

De cette collection immense dont le Musée Guimet et la Société de géographie se partagent les milliers d'images, on ne sait que préférer tant était intelligent, sous ses apparences de neutralité, le regard de Louis Marin. Quel est le meilleur? Le reportage sur la modernisation et l'occidentalisation de l'Asie sous l'influence des Russes, qui creusent des mines au Turkestan, construisent des ponts et lancent des vapeurs sur le fleuve Amour? Ou quelques vues rarissimes d'une fête lamatique au monastère de Chovagol-Nuur, au nord de la Mongolie? On y voit moines et fidèles, les chariots transformés en oratoires ambulants, les bannières et les danseurs masqués et costumés. Ils tournent sur l'herbe, chargés de robes, d'immenses chapeaux surmontés de fleurs de lotus stylisées. L'un d'eux, de blanc vêtu, pose la tête cachée par un heaume en forme de crâne, orbites rondes et mâchoires saillantes. Plus loin, ce sont des chamans, des amulettes d'os sur la poitrine, des peaux de loup en guise de coiffure. Cela se passait en Sibérie il y a moins d'un siècle. Des meilleurs clichés que Louis Marin prit ou acheta, les acheteurs de l'imprimerie nationale ont fait un livre sans défaut. L'entreprise n'était pas aisée. Les positifs sur verre et sur papier exigeaient des traitements très précis afin que rien ne soit perdu des nuances du noir et blanc et des détails des clichés. Il a fallu un travail long et minutieux – pour une réussite. Quiconque a vagabondé un jour au centre de l'Asie, loin des océans et des cités, en tirera cent plaisirs variés, de la comparaison savante au souvenir intime et à la rêverie. Qui ne l'a point encore fait en déduira la seule conclusion logique : qu'il doit partir bientôt.

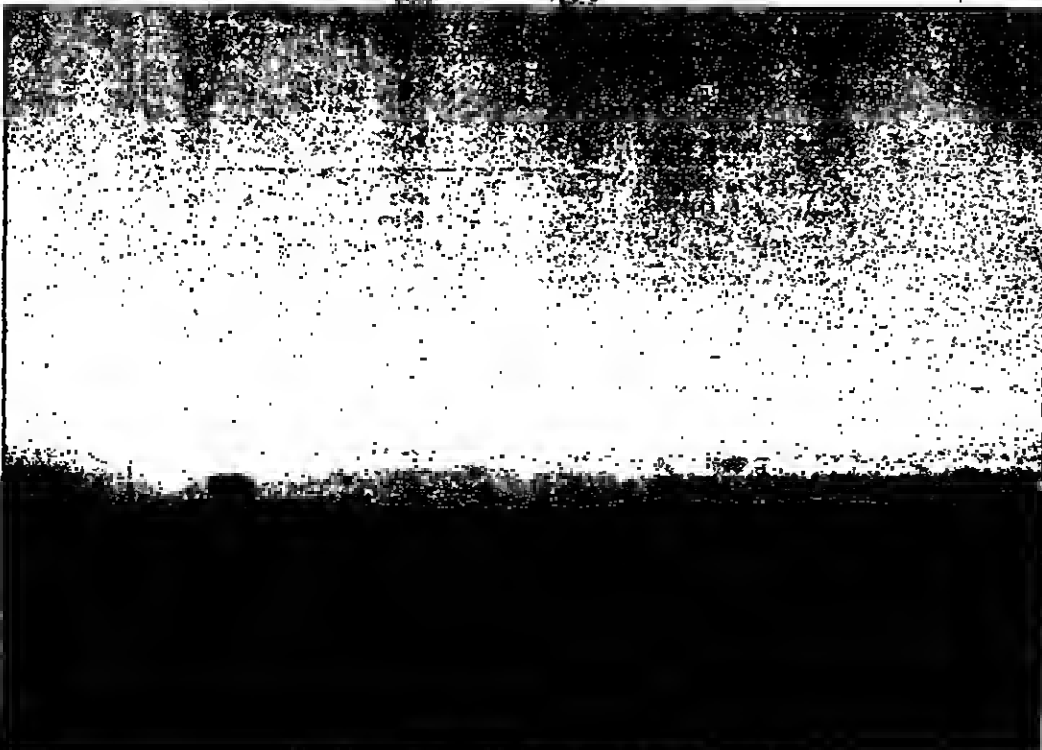
PHILIPPE DAGEN

* *Frontières d'Asie*, préface de Kenneth White, présentation de Jérôme Chesquière, Imprimerie nationale, 160 ill., 210 p., 450 F. A l'occasion de cette publication, le Musée Guimet organise une exposition des images réalisées d'après les originaux de Louis Marin. Musée Guimet, 6, place d'Iéna, 75116 Paris; tél. : 47-23-61-65. Du 7 avril au 3 mai.

LEWIS BALTZ AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

JUSQU'À LA FIN
DU MONDE

A quarante-huit ans, l'Américain Lewis Baltz est un des plus importants photographes d'aujourd'hui. Travaillant suivant le « style documentaire » cher à Walker Evans, ce Californien propose une œuvre cohérente et déconcertante tant il s'est affranchi de tous les codes de la photo de paysage. Il présente sa rétrospective au Musée d'art moderne de la Ville de Paris et un livre lui rend hommage.



« Candlestick Point », 1988.

A tous ceux qui apprécient la photographie pour l'émotion qu'elle peut susciter, à tous les amateurs de cadrages savants, de tirages contrastés ou lyriques, de grands formats spectaculaires, de paysages magnifiés, de matières picturales, de détails informatifs, de « gueules » découpées au scalpel, à tous les dénicheurs d'anecdotes, de poses nostalgiques, romantiques ou drôles, à tous les spécialistes de belles couleurs : allez voir l'exposition de Lewis Baltz, car elle est tout le contraire de ce que vous aimez. Il ne faut pas voir là matière à provocation. Quand on tient un représentant – peut-être le meilleur – d'une photographie bien ancrée dans le réel et prenant le contrepied de l'esthétique dominante, il faut s'y arrêter. Surtout quand l'exposition est d'ampleur et l'accrochage – une mise en scène de l'architecte Jean Nouvel – un modèle du genre, le plus précis et cohérent que nous ayons vu depuis longtemps.

Que voit-on chez Lewis Baltz? Pas des images, mais des séries d'images petit format rassemblées en blocs compacts, dont le nombre pourrait varier. Première

incompréhension : Lewis Baltz se souvient que John Szarkowski, l'ancien directeur du département photo du Musée d'art moderne de New-York, regardait ses photos « comme un portfolio, comme s'il y en avait des bonnes et des moins bonnes. C'est absurde. Comme c'est absurde d'acheter mes images individuellement. L'œuvre, c'est la série. »

Ensuite, ce que donne à voir Lewis Baltz est anodin, banal à l'extrême. Les titres des séries, entreprises il y a vingt ans, font référence à des lieux, villes ou territoires, entre paysage, périphérie et architecture : *Park City, San Quentin Point, Maryland, Nevada*. Des paysages incertains – entre ville et campagne, construit et non construit, détails et vues d'ensemble, – sols caillouteux, herbes sèches, objets insignifiants, murs anguleux, garages, rebuts, dépôts, décharges, parkings de fortune. « Nous sommes au cœur de l'incertain », a résumé Régis Durand dans une jolie formule. Un paysage postindustriel en somme, difficile à définir et impalpable. D'autant que l'homme est absent : « Quand on voit une personne, il

devient le sujet. Son absence permet de fermer l'espace entre le spectateur et l'œuvre. »

La série consacrée à Park City est la plus extrême : d'abord deux vues générales, puis une centaine de photos dont chacune présente un détail contenu dans l'ensemble. L'œil glisse désemparé, sans aucun détail qui puisse le retenir. Par ses cadrages frontaux, souvent dénués de perspectives, par les ciels blancs, sans relief aucun, Lewis Baltz n'arrange pas les choses : « Je veux que mes tirages aient l'air secs, arides, éblouissants. Aussi inhumains que les paysages choisis. »

Aujourd'hui, Lewis Baltz présente des caissons lumineux grand format, en couleurs, dont les images se rapprochent de ce qu'on voit dans les rapports annuels d'entreprises, ou dans les halls de sociétés : impersonnels, froids et cliniques. L'homme est présent, aussi artificiel que l'image. Baltz montre « comment les codes de la représentation deviennent absurdes, opaques. C'est le sujet de tous mon travail ». Il doit autant aux minimalistes américains, au cinéma de Wenders, Godard ou Anto-

niotti qu'aux architectes déconstructivistes comme Frank Gehry ou Peter Eisenman. Du côté des photographes, Walker Evans bien sûr, dont on ne dira jamais assez combien les images documentaires ont influencé les artistes qui ont exploré la représentation du réel : « Comme lui, le documentaire m'intéresse comme style, pas comme vérité de l'image : l'illusion de vérité est un élément esthétique passionnant à utiliser. »

Pour donner une idée du trouble que suscitent les séries de Lewis Baltz, il faut revenir à la mission photographique de la DATAR, qui, dans les années 80 et sous la direction de François Hers, a proposé un ambitieux et convaincant état des lieux du paysage en France. Il y avait là Depardon, Koudelka, Risthelueber, Doisneau, Garnell, mais aussi Lewis Baltz. Contrairement à ce qui se passait aux États-Unis, la photo de paysage avait à cette époque quasiment disparu en France. L'entreprise était donc salutaire. Les photos étaient vides de personnages, mais on retrouvait encore dans cette imagerie du paysage – comment aurait-il pu en être autrement? – quelques constantes de la « belle image à la française ». Sauf chez Lewis Baltz, dont la vision de Fos-sur-Mer tournait le dos à tous les repères du genre. En avance Lewis Baltz? « J'ai pris conscience à Fos que ce genre de documentation était révolu. Tout a été fait. La photo documentaire a été abondamment utilisée et le monde est devenu absolument insondable. Pour moi, la photo consiste à confronter le monde, mais il fallait changer d'approche. » Sophie Risthelueber est arrivée à la même conclusion dans son travail sur le Koweït après la guerre du Golfe : elle a accumulé les traces du conflit, hors de toute échelle (plans d'ensemble, gros plans) et de toute perspective (le Monde daté 27-28 septembre 1992). A Fos, Lewis Baltz cherchait un lieu qui « ressemble à la fin du monde : il n'a pas été difficile à trouver ». Les premières vues montrent la ville anodine; les dernières un chaos de boue et de déchets. La série est limpide, violente.

Montrer méthodiquement, à partir de « riens », les mutations du monde. Lewis Baltz est bien conscient de l'incompréhension qu'il suscite. « Je n'offre pas au spectateur ce qu'il aimerait voir. J'ai toujours été fasciné par l'interdit, l'obscur, par ce qu'on n'a pas le droit de regarder ou ce qu'on voit sans s'en apercevoir. C'est ma vision du monde. Je ne sais pas si c'est la bonne, mais c'est comme ça que je le vois. »

MICHEL GUERRIN

* *Rule Without Exception*, de Lewis Baltz, Musée d'art moderne de la ville de Paris, 111 avenue du Président-Wilson, 75116, Paris. Tél. : 47-23-61-27. Jusqu'au 29 mai. Le livre qui l'accompagne (textes passionnants de Bernard Lamarche-Vadel) est paru aux Éditions de la Différence, 154 pages, 198 francs.

هكذا من الأصل